

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE DE GERDE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 1 – RAPPORT DE PRESENTATION



Projet de P.L.U. arrêté le 09/04/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le 15/09/2020



Le Président,
Jacques BRUNE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE DE GERDE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 1 – RAPPORT DE PRESENTATION

Projet de P.L.U. arrêté le 09/04/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le 15/09/2020

SOMMAIRE

Sommaire	3
1 Préambule	7
1.1 Le contenu du P.L.U.	7
1.1.1 Le rapport de présentation	7
1.1.2 Le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.)	7
1.1.3 Les orientations d'aménagement et de programmation (O.A.P.)	7
1.1.4 Le règlement	8
1.1.5 Les annexes	8
1.2 Concertation de la population	8
1.2.1 Rappel des modalités prévues par la délibération de prescription	8
1.2.2 Les dispositifs de concertation mis en œuvre	8
2 Diagnostic territorial	10
2.1 Le contexte local et supra-communal	10
2.1.1 Situation	10
2.1.2 Intercommunalité	10
2.1.3 Articulation du P.L.U. avec les documents supra-communaux	11
2.2 Les habitants	12
2.2.1 Démographie : l'évolution de la population	12
2.2.2 Structure de la population	13
2.2.3 Mobilité	14
2.2.4 Population et activité	15
2.3 Economie et activités	17
2.3.1 Les entreprises	17
2.3.2 L'agriculture	18
2.3.3 La forêt	18
2.4 Les services	20
2.4.1 Commerces - Services aux particuliers	20
2.4.2 Services liés au tourisme	20
2.4.3 Santé - Aide à domicile	20
2.4.4 Education – Enfance	21
2.4.5 Administration et autres services publics	21
2.4.6 Culture - Associations – Sports	21
2.5 Analyse urbaine et habitat	21
2.5.1 Historique et implantation du bâti	21
2.5.2 Formes urbaines, morphologie du bâti et caractéristiques architecturales	25
2.5.3 Patrimoine	27
2.6 Le logement	28
2.6.1 Documents supra-communaux	28
2.6.2 Structure et évolution du parc de logements	28
2.6.3 Caractéristiques des résidences principales	29
2.6.4 Logement social	30
2.6.5 Dynamique de la construction	31

2.7	Equipements publics et réseaux.....	32
2.7.1	Eau potable	32
2.7.2	Assainissement des eaux usées.....	32
2.7.3	Eaux pluviales	33
2.7.4	Défense incendie.....	33
2.7.5	Autres réseaux	35
2.7.6	Gestion des déchets	36
2.7.7	Energie	36
2.8	Déplacements et transports	37
2.8.1	Le réseau viaire	37
2.8.2	Les transports en commun.....	37
2.8.3	Les modes de déplacement doux.....	38
2.8.4	Stationnement.....	38
2.8.5	Flux de déplacements	39
2.9	Servitudes d'utilité publique.....	39
3	Etat initial de l'environnement	41
3.1	Présentation physique et géographique	41
3.1.1	Documents supra-communaux	41
3.1.2	Contexte géologique et géomorphologique	44
3.1.3	Topographie et exposition	45
3.1.4	Contexte climatique	46
3.1.5	Le réseau hydrographique et les milieux aquatiques	47
3.2	Analyse paysagère	50
3.2.1	Contexte paysager.....	50
3.2.2	Les éléments paysagers remarquables	55
3.3	Milieux naturels – Trame verte et bleue	55
3.3.1	Les espaces naturels.....	55
3.3.2	Faune et flore	58
3.3.3	Intérêt des espaces agricoles	58
3.3.4	Relevés naturalistes effectués dans le cadre de l'élaboration du P.L.U.....	58
3.3.5	La trame verte et bleue	58
3.4	Ressources.....	61
3.4.1	Eau.....	61
3.4.2	Sol et espace.....	61
3.4.3	Matières premières et ressources du sous-sol	63
3.4.4	Energie	64
3.5	Risques et nuisances.....	64
3.5.1	Documents supra-communaux : le Plan de Gestion des Risques d'Inondation.....	64
3.5.2	Risques naturels recensés sur le territoire.....	65
3.5.3	Arrêtés de catastrophe naturelle	66
3.5.4	Risques technologiques et miniers.....	67
3.5.5	Canalisations de matières dangereuses	67
3.5.6	Transports de matières dangereuses - Sécurité routière.....	67
3.5.7	Sites et sols pollués	68
3.5.8	Installations classées - Etablissements industriels, artisanaux et activités de services	68
3.5.9	Nuisances sonores.....	68
3.5.10	Autres risques et nuisances.....	68
3.6	Consommations énergétiques, émission de gaz à effet de serre et qualité de l'air	68
3.6.1	Documents supra-communaux	68

3.6.2	Consommations énergétiques	69
3.6.3	Qualité de l'air - Emission de polluants et gaz à effet de serre.....	69
3.6.4	Moyens d'actions sur le territoire.....	71
4	Principales conclusions du diagnostic - Enjeux	72
5	Explications des choix retenus	73
5.1	Choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et traduction réglementaire	73
5.2	Choix retenus pour le règlement.....	83
5.2.1	Règlement graphique.....	83
5.2.2	Les différents types de zones	83
5.2.3	Choix de zonage & O.A.P.	86
5.2.4	Justifications du règlement écrit	91
5.2.5	Bilan des surfaces par type de zone.....	100
5.3	Choix retenus pour les prescriptions.....	101
5.3.1	EMPLACEMENTS RESERVES.....	101
5.3.2	ELEMENTS PAYSAGERS IDENTIFIES AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23	101
5.4	Choix retenus pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)	102
6	Etude « Cas Par Cas » - Evaluation environnementale	104
7	Analyse de la consommation de l'espace	110
7.1	Evolution historique de la consommation d'espaces depuis 10 ans.....	110
7.2	Evolution des surfaces par rapport à l'ancien P.O.S.....	111
7.3	Objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	111
8	Évaluation des incidences des orientations du P.L.U. sur l'environnement - Mesures de préservation et de mise en valeur.....	114
9	Annexes.....	120
	Extrait du « Guide de la modernisation du contenu du P.L.U. » - Ministère du Logement et de l'habitat durable - Avril 2017 (pages 72 à 76).....	121
	Cartes.....	125
	Diagnostic agricole.....	136

1 PREAMBULE

La commune de Gerde a prescrit l'élaboration de son P.L.U. par délibération du Conseil Municipal en date du 04/09/2015.

1.1 LE CONTENU DU P.L.U.

Les dispositions relatives aux P.L.U sont définies par le Code de l'Urbanisme. Le P.L.U. se compose de plusieurs pièces obligatoires.

1.1.1 LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation comprend :

- un diagnostic « [...] établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. » ;
- une analyse de l'état initial de l'environnement ;
- un exposé des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement ;
- Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de P.L.U. et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.
- Il expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

1.1.2 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.)

Le P.A.D.D. n'est pas une pièce opposable aux tiers, mais il doit faire l'objet d'un débat en Conseil Municipal ou en Conseil Communautaire. C'est un document qui traduit la volonté politique de la commune et qui constitue l'ossature du P.L.U. dans la mesure où les pièces telles que les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement doivent être compatibles avec lui.

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

1.1.3 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Les O.A.P. portent sur les secteurs qui présentent des enjeux particuliers.

Elles peuvent concerner les aménagements, l'habitat, ou les déplacements et les transports ; les constructions et travaux prévus dans les secteurs où elles s'appliquent doivent être compatibles avec elles.

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. »

« En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. »

1.1.4 LE REGLEMENT

Il définit quatre grands types de zones dont la vocation diffère : zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune d'entre elles.

« Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article aux articles L. 101-1 à L. 101-3., qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. »

Le règlement est présenté sous forme graphique (plan de zonage) et écrite. Il est opposable aux tiers.

1.1.5 LES ANNEXES

Le code de l'urbanisme définit la liste des informations à intégrer en temps qu'annexes au P.L.U. dont font partie en particulier :

- Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;
- Les dispositions des plans de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables.

1.2 CONCERTATION DE LA POPULATION

1.2.1 RAPPEL DES MODALITES PREVUES PAR LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION

Les outils de concertation retenus par la délibération sont les suivants :

- Mise en place d'une affichette indiquant le démarrage de l'étude ;
- Publication d'articles à destination des habitants ;
- Mise à disposition du public en mairie d'une synthèse du diagnostic (en fin d'étape I) ;
- Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques.
- Organisation d'une réunion publique.

1.2.2 LES DISPOSITIFS DE CONCERTATION MIS EN ŒUVRE

Les différents dispositifs de concertation mis en place au cours de la procédure ont été les suivants :

- Mise à disposition en mairie d'un cahier de concertation à partir du 1^{er} octobre 2015, clos le 20 mars 2019 ; il a permis de recueillir 17 demandes et observations soit directement, soit reçues par courrier adressé à M./Mme le Maire. Ces demandes et observations sont détaillées dans le tableau joint à la délibération d'arrêt du PLU, accompagnées des suites qui leur ont été données.
- Mise à disposition du public à l'accueil de la mairie d'une synthèse du diagnostic et du PADD après son débat en Conseil Municipal.
- Information par voie d'affichage au tableau d'affichage de la mairie des différentes délibérations, d'une affiche de démarrage en octobre 2015 et d'un panneau explicatif sur le PADD en octobre 2016.
- Publication d'un article dans les bulletins municipaux de février 2016 et en 2018.
- Organisation d'une réunion publique annoncée par affiche le 04/03/2019. Cette réunion publique a permis à l'équipe municipale d'expliquer son projet d'une façon globale.

Le bilan de la concertation est annexé à la délibération d'arrêt du projet de P.L.U.

2 DIAGNOSTIC TERRITORIAL

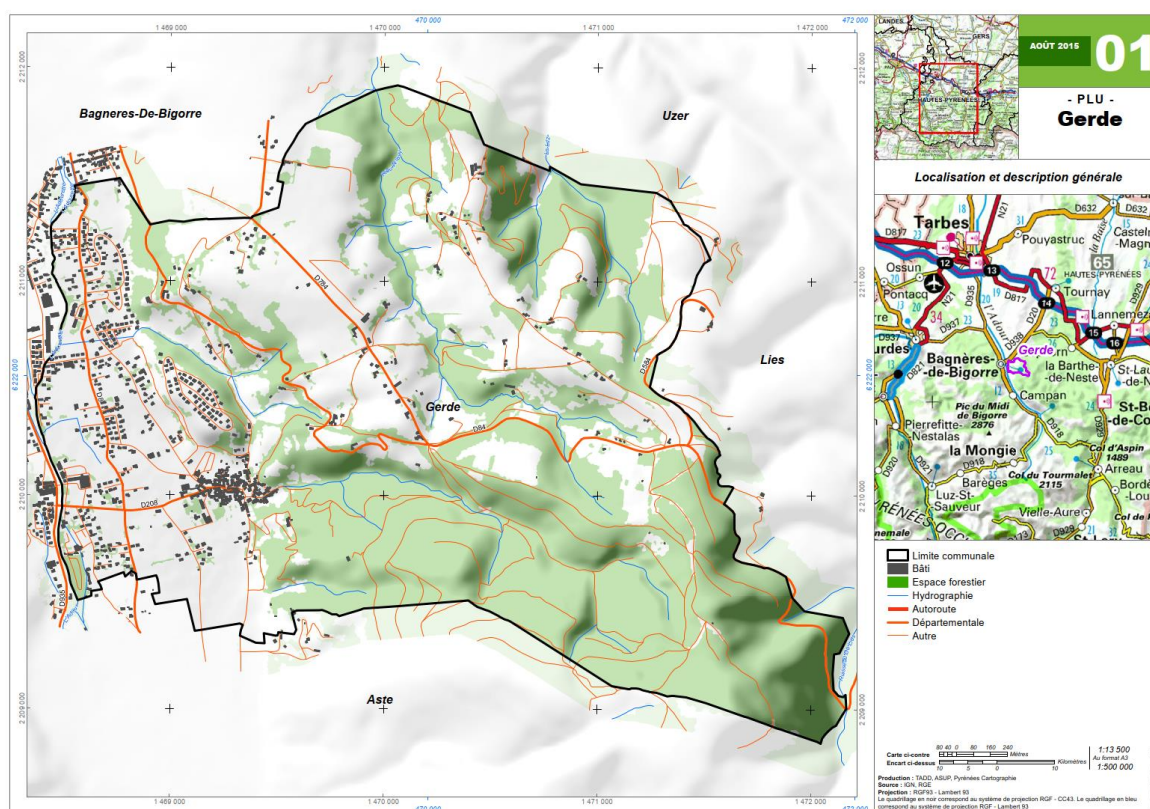
2.1 LE CONTEXTE LOCAL ET SUPRA-COMMUNAL

2.1.1 SITUATION

La commune de Gerde appartient au département des Hautes-Pyrénées et les communes voisines sont Bagnères de Bigorre, Uzer, Lies et Asté.

Sa superficie est de 6.93 Km² ; elle se situe dans la partie amont de la plaine de l'Adour, dans la continuité sud de Bagnères de Bigorre, en rive droite de l'Adour.

Figure 1 - Localisation et description générale (Carte au format pleine page en annexe)



2.1.2 INTERCOMMUNALITE

2.1.2.1 Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) ¹

La Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) voit le jour en décembre 1994. Elle regroupe aujourd'hui la totalité des deux anciens cantons du Haut-Adour, avec 25 communes et un peu plus de 18 000 habitants.

Elle est aujourd'hui dotée des compétences suivantes :

¹ Source : <http://www.haute-bigorre.fr> (consulté le 02/04/2019)

- Aménagement de l'espace : Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
- Développement économique : assistance aux créateurs d'entreprises, gestion des zones d'activités (création et entretien), promotion touristique (financement de l'office de tourisme de pôle), valorisation du parc de logements touristiques, ouverture et entretien de sentiers de randonnées, gestion de l'abattoir, gestion du domaine skiable de la station du Grand Tourmalet (déléguée au Syndicat mixte du Grand Tourmalet - Pic du Midi), promotion des produits agricoles
- Politique du logement et du cadre de vie : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, aires d'accueil des gens du voyage
- Création, aménagement et entretien de la voirie : chemins ruraux et sentiers de randonnée
- Protection et mise en valeur de l'environnement : élimination et valorisation des déchets, aménagement des canaux et rivières
- Services à la personne : Services à la personne âgée (portage des repas à domicile, transport à la demande), Services à l'enfance (centre de loisirs, structures d'accueil collectif de la petite enfance, relais d'assistantes maternelles), Services à la personne handicapée (portage des repas à domicile, transport à la demande), Cuisine centrale (repas des écoles et du centre de loisirs, repas portés à domicile)
- Culture : médiathèque (ainsi que fonds anciens et fonds photographique Eyssallet), cinéma, salles de spectacles (Halle aux Grains et AlamZic), valorisation du baroque pyrénéen
- Sport : stade nautique, stades du SIVU des sports
- Autres : contingent au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et dispositif de protection incendie de l'habitat isolé existant (réserves d'eau).

2.1.2.2 Syndicat départemental d'énergie (SDE)

Créé en 1947, le Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées (SDE65) intervient sur l'ensemble du département et ses compétences sont les suivantes :

- Construction, renforcement et dissimulation des réseaux électriques pour les communes du régime rural ;
- Réalisation et entretien des installations d'éclairage public ;
- Réalisation des installations en énergie renouvelables.

2.1.2.3 Syndicat Intercommunal d'assainissement Les Aygues

Il couvre 3 communes situées (Asté, Baudéan, Gerde), pour une population totale regroupée de 2149 habitants. Ses compétences sont relatives à l'assainissement collectif.

2.1.2.4 SPANC de L'adour

Il couvre 23 communes. Ses compétences sont relatives à l'assainissement non collectif.

2.1.2.5 Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable de Gerde/Baudéan

Il couvre deux communes (Gerde et Baudéan) pour l'alimentation en eau potable.

2.1.2.6 Autres syndicats

- Syndicat de la route forestière de l'Aya, regroupe 8 communes (Asté, Bagnères de Bigorre, Baudéan, Campan, Gerde, Lies, Ordizan et Pouzac).
- Syndicat Mixte de la route forestière des Palomières, regroupe 4 communes (Asté, Banios, Gerde et Lies).

2.1.3 ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Le SCoT Haute Bigorre est en cours d'élaboration et il a été arrêté par le conseil communautaire le 5 juillet 2018. S'il est approuvé après l'approbation du PLU, le PLU devra être mis en compatibilité avec lui sous un

délai d'un an si cela nécessite une modification et sous 3 ans si cette mise en compatibilité implique une révision du PLU.

En l'absence de SCoT approuvé, le PLU doit être compatible² avec :

- Les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Les objectifs de protection du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Bassin Amont de l'Adour » approuvé le 19 mars 2015
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) des Hautes-Pyrénées approuvé le 29 novembre 2005, et ceci jusqu'à l'adoption du Schéma Régional des Carrières.

Le PLU devra également être compatible avec les règles générales contenues dans le « fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Midi-Pyrénées quand ce dernier sera approuvé.

Le PLU doit prendre en compte³ :

- Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable des Territoires (SRADDT) de Midi-Pyrénées, approuvé le 30 mars 2009, en cours de révision depuis 2013
- Les objectifs du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Midi-Pyrénées
- Le Plan Climat Énergie Territorial du département des Hautes-Pyrénées (PCET) et le Schéma régional des carrières lorsqu'ils seront approuvés.

Ces différents documents seront présentés dans la suite du rapport de présentation dans les chapitres relatifs aux thématiques qu'ils traitent.

2.2 LES HABITANTS⁴

2.2.1 DEMOGRAPHIE : L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Depuis 1965, on observe :

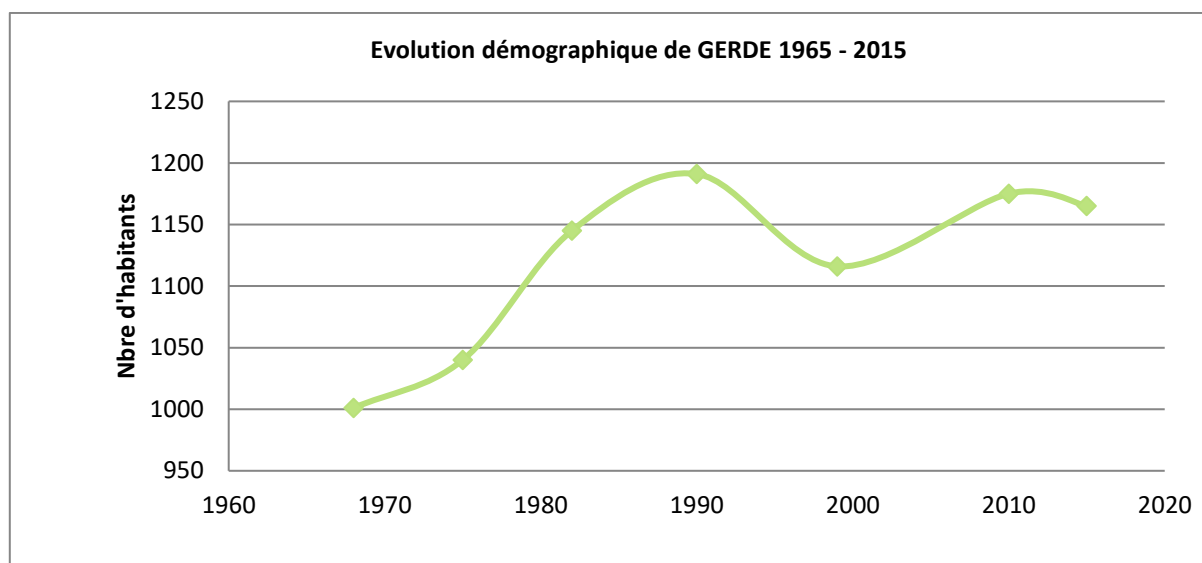
- Augmentation démographique de 1965 à 1990 (population passant de 1000 habitants à 1191 habitants) basée sur un solde migratoire largement positif qui compense le solde naturel très légèrement négatif,
- De 1990 à 2000, le solde naturel reste négatif et parallèlement la commune n'est plus aussi attractive et voit son solde migratoire devenir légèrement négatif ce qui explique une baisse de la population,
- De 1999 à 2010, le solde migratoire s'inverse et la commune regagne des habitants.
- Attention, selon les premières données des derniers recensements, il semblerait que la population soit à nouveau en baisse liée à un solde naturel toujours négatif et qui s'aggrave et à un solde migratoire qui diminue.

² Compatibilité : Les dispositions du document d'urbanisme ne doivent pas faire obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.

³ Prise en compte : La notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. Une disposition d'un document qui serait contraire à un document supérieur doit être motivée.

⁴ Sauf mention contraire, les données présentées dans ce chapitre sont issues de l'Insee : recensements de la population (RP1968 à 1990 dénombremens - RP1999 à RP2014 exploitations principales), caractéristiques des entreprises et des établissements, démographie des entreprises

Figure 2 - Evolution démographique



	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Population	1001	1040	1145	1191	1116	1175	1165

Figure 3 - Indicateurs démographiques

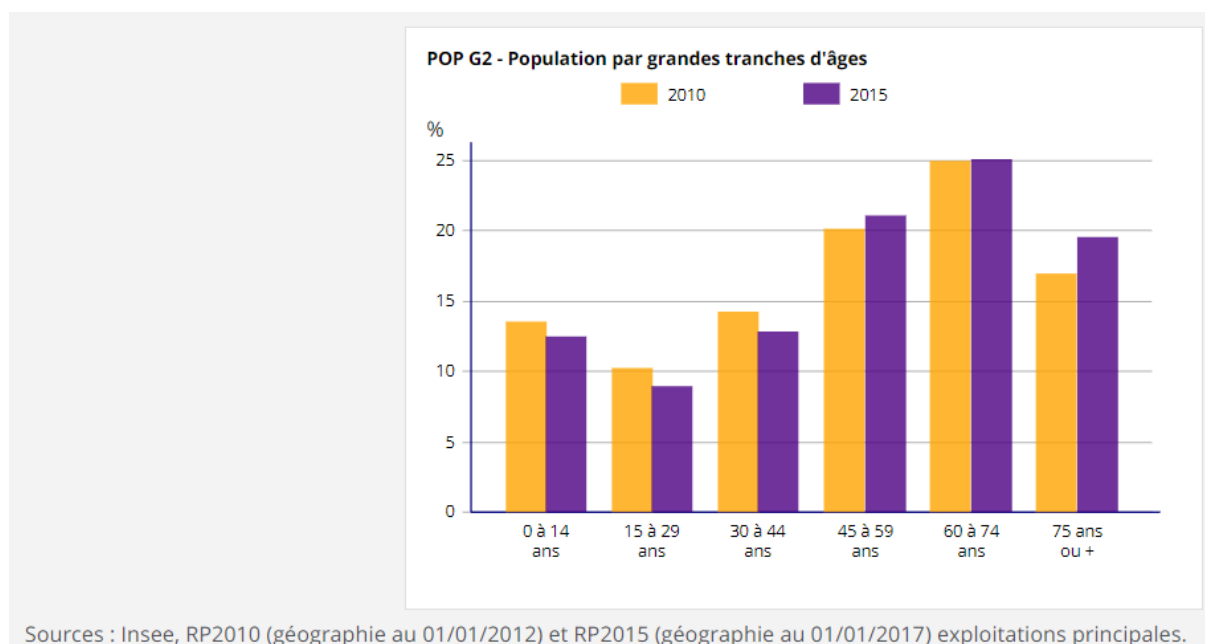
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,5	1,4	0,5	-0,7	0,5	-0,2
due au solde naturel en %	-0,2	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4	-0,6
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,8	1,8	0,8	-0,3	0,8	0,4
Taux de natalité (‰)	9,3	6,3	7,5	6,5	6,9	5,8
Taux de mortalité (‰)	11,7	10,5	10,2	10,8	10,4	11,4

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales - État civil.

2.2.2 STRUCTURE DE LA POPULATION

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 60-74 ans avec 25 % de la population totale, et elle devance de peu la classe des 45-59 ans (21% de la population) et des +75 ans (19%) (Figure 4).

Entre 2010 et 2015, on remarque un net vieillissement de la population.

Figure 4 - Structure de la population – Evolution 2010-2015

En parallèle, la taille moyenne des ménages est en diminution régulière, passant de 3.3 personnes par ménage en 1968 à 2.1 personnes par ménage en 2015, chiffre égal à la moyenne communautaire mais inférieur à la moyenne nationale (cf. Figure 5).

Figure 5 -Taille moyenne des ménages

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Gerde	3.3	3.0	2.8	2.6	2.3	2.2	2.1
CC de la Haute-Bigorre	3.1	2.9	2.7	2.5	2.3	2.1	2.1
France	3.1	2.9	2.7	2.6	2.4	2.3	2.2

Ces chiffres traduisent le phénomène de « desserrement » des ménages observé de façon assez générale dans la population française depuis quelques décennies (lié à l'augmentation de la part de la population âgée, à la montée du nombre de familles monoparentales et à la régression de la cohabitation multigénérationnelle).

2.2.3 MOBILITE

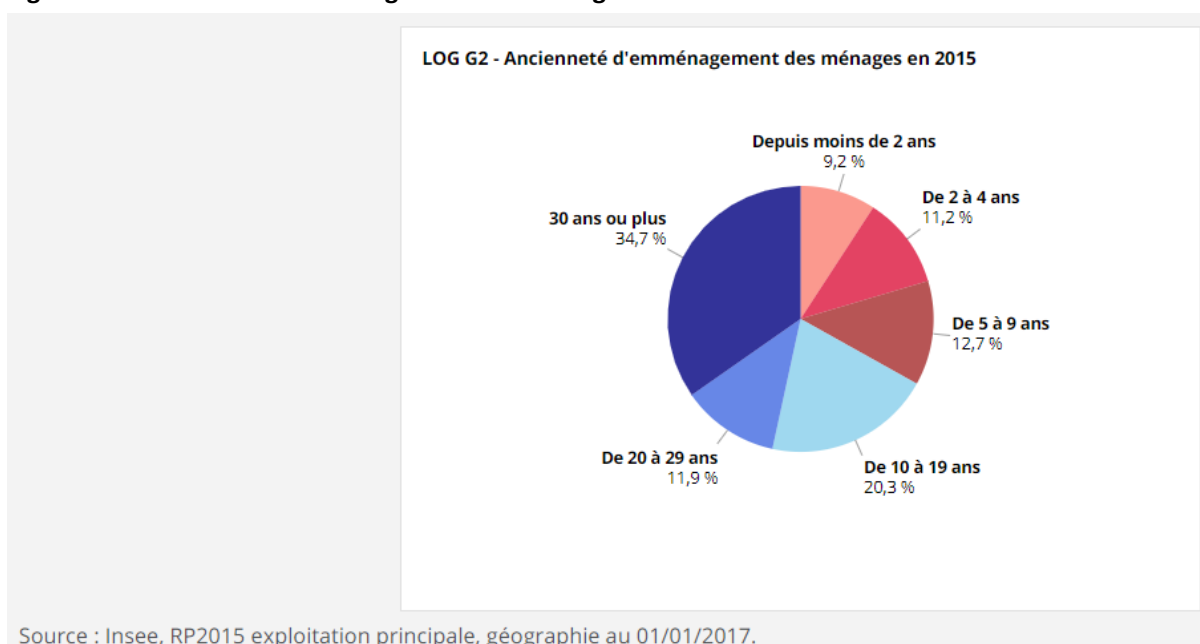
La population est globalement peu mobile (Figure 6 et Figure 7) :

- 66.9 % des ménages résident dans le même logement depuis plus de 10 ans ;
- 52 ménages (sur 560) se sont installés depuis moins de 2 ans ;
- L'ancienneté d'aménagement dans les résidences principales atteint en moyenne 25 ans pour les propriétaires (représentant 76.5 % des ménages), et 19.3 ans pour les locataires.

Figure 6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2015

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	560	100,0	1 165	4,6	2,2
Depuis moins de 2 ans	52	9,2	126	3,9	1,6
De 2 à 4 ans	63	11,2	133	4,0	1,9
De 5 à 9 ans	71	12,7	180	4,6	1,8
10 ans ou plus	375	66,9	726	4,8	2,5

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Figure 7 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2015

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

2.2.4 POPULATION ET ACTIVITE

La population des 15-64 ans est en baisse entre 2010 et 2015 (630-601 personnes), en lien avec l'évolution démographique vue précédemment (cf. Figure 8). Le pourcentage d'actifs est par contre en légère augmentation avec 71.2 % en 2010 contre 72.0 % en 2015 dans cette tranche d'âge. Le nombre de chômeurs baisse (-0.4%) et les retraités ou pré-retraités sont moins nombreux en 2015 qu'en 2010. Le nombre des élèves ou étudiants est en augmentation.

Les actifs ayant un emploi sont pour plus de 85% d'entre eux des salariés, en large majorité titulaires de la fonction publique ou sous un contrat à durée indéterminée (CDI).

Les actifs non-salariés se positionnent en premier lieu comme des travailleurs indépendants ou des employeurs ; ce sont en majorité des hommes (cf. Figure 9)

Environ 15% des actifs ayant un emploi (61 personnes) travaillent et vivent à Gerde : le nombre de personnes concernées est en hausse (Figure 10).

Figure 8 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2015	2010
Ensemble	601	630
Actifs en %	72,0	71,2
Actifs ayant un emploi en %	64,8	63,5
Chômeurs en %	7,3	7,7
Inactifs en %	28,0	28,8
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,9	8,3
Retraités ou préretraités en %	13,0	15,0
Autres inactifs en %	6,1	5,5

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Figure 9 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2015

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	197	100	203	100
Salariés	159	80,9	182	90,0
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	132	67,0	145	71,5
Contrats à durée déterminée	19	9,8	30	15,0
Intérim	1	0,5	0	0,0
Emplois aidés	4	2,1	6	3,0
Apprentissage - Stage	3	1,5	1	0,5
Non-Salariés	37	19,1	20	10,0
Indépendants	21	10,8	15	7,5
Employeurs	16	8,2	5	2,5
Aides familiaux	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Figure 10 - Lieu de travail des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2015	%	2010	%
Ensemble	399	100	405	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	61	15,2	59	14,7
dans une commune autre que la commune de résidence	338	84,8	345	85,3

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

2.3 ECONOMIE ET ACTIVITES

En 2015, la commune compte 38 emplois sur son territoire soit 18 de moins par rapport à 2010. Ce chiffre reste très largement inférieur au nombre d'actifs : l'indicateur de concentration d'emploi est donc en baisse significative mais il reste globalement faible: la commune est résidentielle (cf. Figure 11).

Les emplois salariés représentent plus de la moitié des emplois (56.4%) et les emplois à temps partiel représentent plus de 20% des emplois, stable par rapport à 2010 (Figure 12).

Figure 11 - Emploi et activité

	2015	2010
Nombre d'emplois dans la zone	38	56
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	225	217
Indicateur de concentration d'emploi	17,0	25,7
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	54,6	53,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.
Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

Figure 12 - Emploi selon le statut professionnel

	2015	%	2010	%
Ensemble	38	100,0	56	100,0
Salariés	22	56,4	35	62,6
<i>dont femmes</i>	13	33,4	17	30,3
<i>dont temps partiel</i>	6	15,3	7	12,5
Non-salariés	17	43,6	21	37,4
<i>dont femmes</i>	4	10,2	4	7,1
<i>dont temps partiel</i>	2	5,1	4	7,1

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales lieu de travail.

2.3.1 LES ENTREPRISES

Figure 13 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Nb d'ébts actifs	Nb d'ébts employant des salariés	Effectifs salariés
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	4	2	5
Commerce, transports, services divers	24	2	2
Construction	6	3	6
Industrie	4	1	1
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0	
TOTAL	40	8	14

Source : Insee, CLAP

En 2015, la commune compte 40 établissements actifs dont 32 sont de petite taille puisqu'ils n'ont aucun salarié.

Les entreprises de commerce, transports et services divers concentrent 60% des établissements (Figure 13).

2.3.2 L'AGRICULTURE

Le diagnostic agricole a été réalisé par la Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées en 2015.

Les documents produits dans le cadre de cette étude sont annexés au présent rapport de présentation.

2.3.3 LA FORET

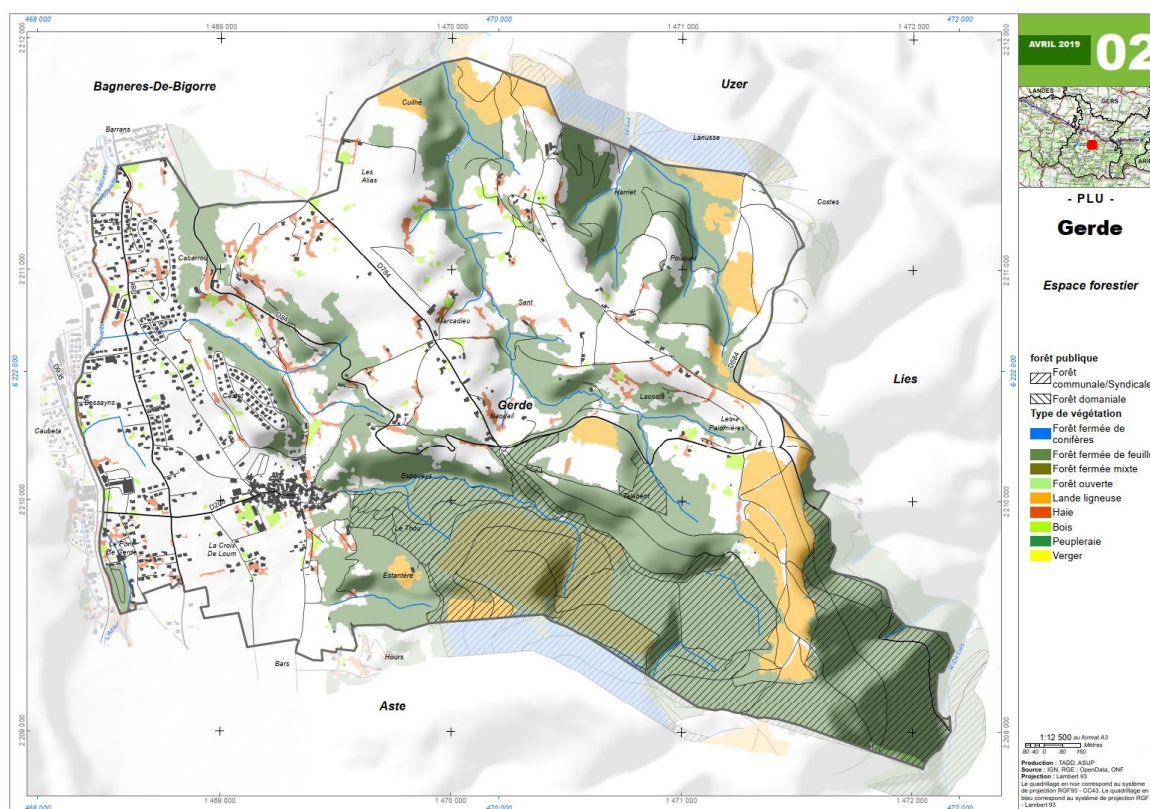
2.3.3.1 La forêt en tant qu'activité économique

La commune de Gerde se situe :

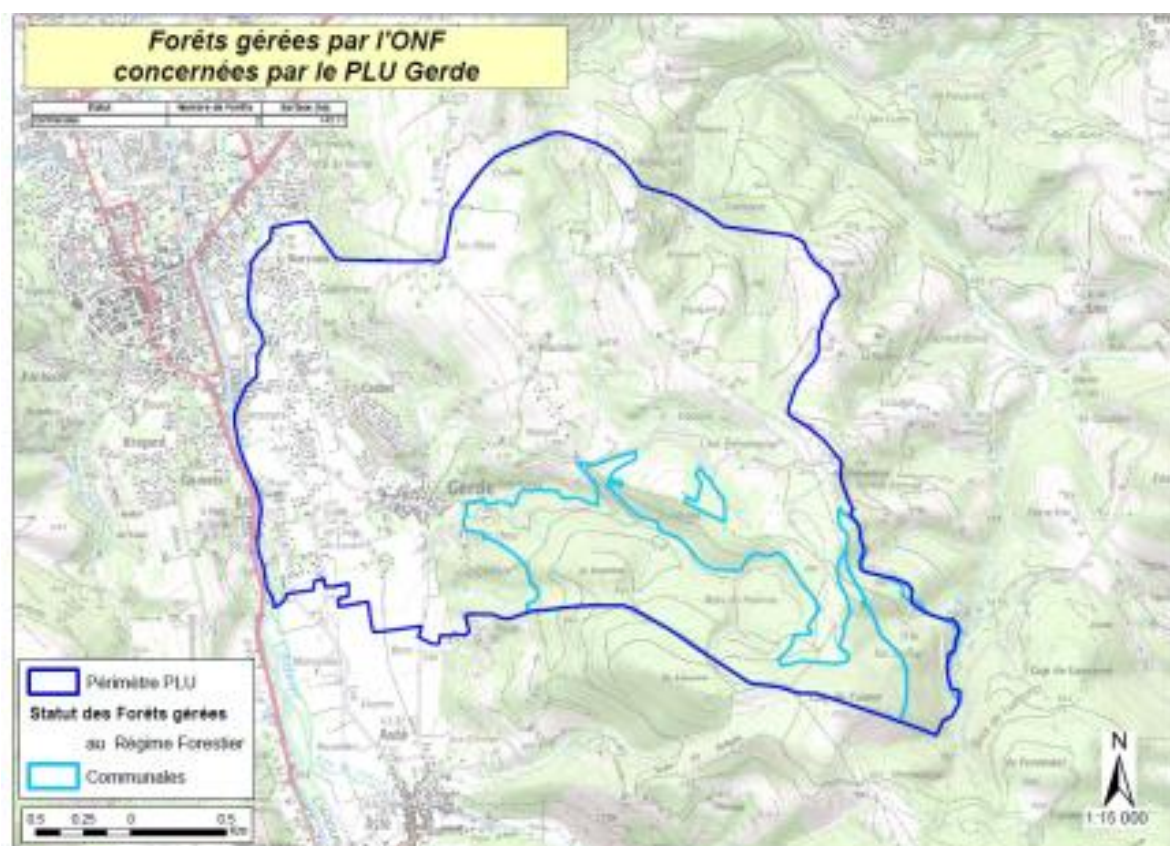
- Dans le GRECO « Sud-ouest océanique ». Ce dernier est divisé en plusieurs sylvo-écorégions (SER). C'est une entité géographique qui possède les mêmes facteurs biogéographiques déterminant pour la production forestière (sols, climat, etc.)
- Dans la sylvo-écorégion « Haute Chaîne Pyrénéenne (I 21) », région qui s'étend, à partir de l'Atlantique, le long des deux tiers de la frontière de l'Espagne. Région très arrosée et les pentes y sont fortes. Les paysages de cette région de montagne sont conditionnés par l'altitude et les conditions climatiques :
 - La vallée et les basses collines sont tournées vers l'agriculture avec un aspect bocager où la forêt est morcelée, réduite à des bosquets et à des rideaux boisés le long des cours d'eau.
 - En altitude, les forêts couvrent les sommets jusqu'à la limite de végétation forestière, d'importantes surfaces de pâturages et de landes étant incluses dans les zones boisées.

A Gerde, il y a 130.19 ha de forêt communale relevant du régime forestier (Figure 14).

Figure 14 - Régime et peuplements forestiers (Carte au format pleine page en annexe)



La couverture boisée de la commune est estimée à 130.19 ha soit 18 %. Ce chiffre est très supérieur aux moyennes départementales, régionales et nationales, ce qui confère à la commune une typologie très naturelle et montagnarde (Figure 15).

Figure 15 - Taux de boisement ⁵

France métropolitaine	30 %
Ancienne région Midi-Pyrénées	30 %
Département des Hautes-Pyrénées	33 %
SER « Haute Chaîne Pyrénéenne (U21) »	11 %

A Gerde, la forêt se compose de forêts fermées de feuillus et de bois. Les forêts de conifères, mixtes ou les landes représentent également une grande partie de la surface boisée communale. (Figure 16)

Figure 16 - Répartition communale des surfaces boisées

Type de boisement	Surface (ha)
Forêt fermée de feuillus	257.46 ha
Bois	2.27 ha
Forêt fermée de conifères	1.16 ha
Forêt fermée mixte	29.96 ha
Forêt ouverte	0.69 ha
Lande ligneuse	39.96 ha
Haies	15.40 ha
Total	353.91 ha

La forêt ne constitue pas une activité majeure dans la commune. Le revenu liés à l'exploitation des haies (bois de chauffe ?) et des produits non ligneux de la forêt (champignons essentiellement) n'a pas pu être évalué mais paraît marginal.

Le Code Forestier impose, y compris pour les forêts privées, l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration pour tout défrichement, le défrichement étant défini comme une opération volontaire

⁵ Source : IGNF -Résultats d'inventaire forestier – Résultats standards (campagnes 2009 à 2013)

entraînant directement ou indirectement la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière (il y a alors changement d'affectation du sol).

Dans les Hautes-Pyrénées, pour les forêts ne présentant pas l'une des garanties de gestion durable mentionnées aux articles L124-1 à L124-4 du code forestier, les coupes de bois d'une superficie supérieure ou égale à 2 ha d'un seul tenant prélevant plus de 50% du volume des arbres de futaie sont soumises à autorisation préfectorale après avis du centre national de la propriété forestière (arrêté préfectoral du 28/04/2017). A noter que ce seuil ne s'applique pas pour les peupleraies, et coupes autorisées au titre d'une autre disposition du Code Forestier ou de l'article L421-4 du code de l'urbanisme.

2.3.3.2 Les autres fonctions de la forêt

2.3.3.2.1 Fonctions environnementales

Les forêts, bois et bosquets et haies font partie intégrante de la trame verte et bleue : ils participent aux continuités écologiques à l'échelle communale et intercommunale. Ce chapitre sera développé dans la suite du présent rapport dans la partie consacrée aux espaces naturels.

2.3.3.2.2 Qualité du cadre de vie

Les bois et les haies sont présents dans le paysage, localement en mosaïque avec les espaces agricoles ; ils contribuent ainsi à la qualité de vie des habitants. Leur rôle paysager sera évoqué dans un chapitre ultérieur du présent rapport.

2.3.3.2.3 Fonction sociale

Les forêts de Gerde ne font pas l'objet d'aménagements spécifiquement dédiés à l'accueil du public, mais elles sont parcourues par des chemins qui s'insèrent dans un réseau intercommunal de chemins de promenade.

2.4 LES SERVICES

2.4.1 COMMERCE - SERVICES AUX PARTICULIERS⁶

Il y a un commerce de proximité au centre du village et plusieurs commerces (loueurs vélo, hôtel,...) en bordure de l'Adour (Carré Py).

Du point de vue des services aux particuliers, on trouve plusieurs artisans.

2.4.2 SERVICES LIES AU TOURISME

Il existe deux campings sur le village et un hôtel.

2.4.3 SANTE - AIDE A DOMICILE⁷

Il n'existe aucun service médical ou paramédical sur la commune : les médecins, pharmaciens, cabinets infirmiers, kinésithérapeutes, etc. sont présents à Bagnères de Bigorre. Les hôpitaux les plus proches se situent à Tarbes et Bagnères-de-Bigorre.

Un service de portage de repas à domicile est assuré par la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre pour les personnes âgées ou handicapées. Les associations d'aide à domicile telles que l'ADMR ou Pyrène Plus peuvent intervenir sur le territoire communal.

⁶ Sources : BPE 2016 - Base permanente des équipements : commerce

BPE 2016 - Base permanente des équipements : services aux particuliers

⁷ Source : BPE 2016 - Base permanente des équipements : fonctions médicales et paramédicales

2.4.4 EDUCATION – ENFANCE

Les enfants de la commune sont scolarisés à Gerde.

Les enfants sont accueillis pendant les vacances scolaires au centre de loisirs à Bagnères de Bigorre, géré par la Communauté des Communes de la Haute-Bigorre.

Les élèves sont ensuite scolarisés au collège et lycée de Bagnères de Bigorre.

Il existe par ailleurs 2 crèches gérées par la Communauté des Communes de la Haute-Bigorre, une halte-garderie et un relais assistance maternelle à Bagnères-de-Bigorre.

2.4.5 ADMINISTRATION ET AUTRES SERVICES PUBLICS

Depuis 2018, il existe à Bagnères-de-Bigorre une Maison de services au public (MSAP), portée par la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) ;

La MSAP de la Haute-Bigorre aura pour principales missions : l'accueil, l'information et l'orientation du public, l'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives, dans l'utilisation des services en ligne des partenaires, et la mise en relation des usagers avec les partenaires.

2.4.6 CULTURE - ASSOCIATIONS – SPORTS

La commune dispose notamment d'une salle des fêtes et d'un terrain de sport.

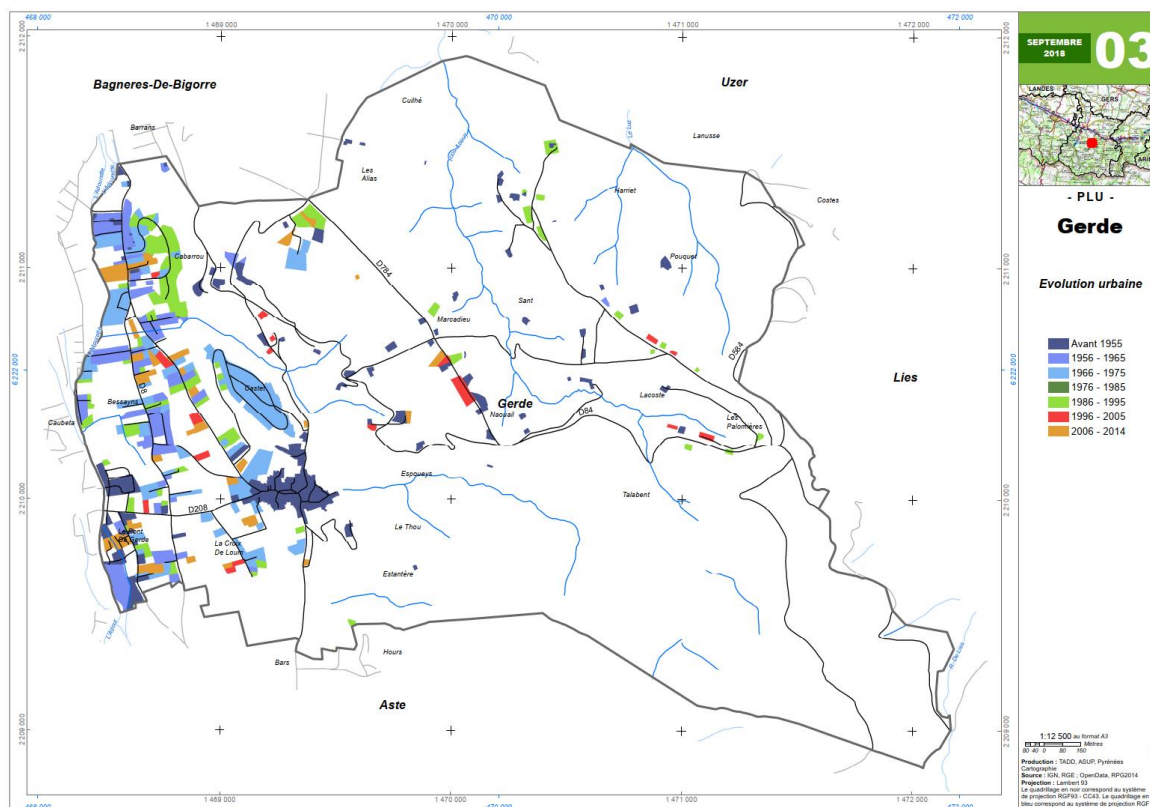
Il existe plusieurs associations.

2.5 ANALYSE URBAINE ET HABITAT

2.5.1 HISTORIQUE ET IMPLANTATION DU BATI

La commune de Gerde s'est construite progressivement, mais l'organisation du bâti a évolué de manière plus importante depuis les années 50-60 (Figure 17).

Figure 17 - Historique du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



Historique :

Le site de Gerde, comme tout territoire dans une situation identique, au débouché d'une vallée, a connu des peuplements nomades dès la préhistoire. On retrouve notamment des traces de leur passage dans une grotte de la colline du Castet.

Ensuite, l'homme se sédentarisant, le village s'est constitué. Il fit partie du Comté de Bigorre. Les Gerdois reconnaissant la souveraineté du Vicomte d'Asté, acceptent de lui payer l'impôt et reçoivent de lui de nombreux avantages en bois, pacages, droits divers.

Hormis cette compromission nécessaire, quelle sorte de rapports ont-ils avec les villages de la vallée et la ville de Bagnères de Bigorre ? L'existence de halles anciennes dans la vallée attestent que des échanges économiques ont lieu et ce n'est qu'à partir du 17^{ème} siècle, avec l'apparition du maïs, des pommes de terre et d'une meilleure rotation des cultures que les conditions de vie deviennent moins précaires et que les premières maisons de Gerde semblent être construites.

Le village ancien de Gerde garde aujourd'hui la structure et la forme qui lui ont été façonnées par des générations au cours de plusieurs siècles.

Disposition et forme du bâti :

Le village ancien est groupé dans le talweg ouest-est formé par les collines du Castet et de la Lizaou. Adossé à celles-ci, il bénéficie de la protection du vent du nord assurée par le Castet et une bonne exposition au sud du fait de la position en retrait du Lizaou. Dans ce talweg coule le ruisseau le Pichaca qui prend sa source dans le piémont. Cette implantation permettait à l'époque de préserver les meilleures terres pour l'agriculture, dans la plaine. Enfin, le village ancien se compose d'un ensemble bâti dense, s'organisant autour de places et de rues et ceinturé par des espaces jardinés :

- La rue principale est en continuité de la route qui mène du pont de l'Adour au village et structure le village. Les rues secondaires s'articulent sur la voie principale au moyen de places ou placettes et permettent de délimiter les différents « quartiers ».
- La place centrale s'organise depuis une fontaine et permet de créer une vie de quartier entre la salle du village et l'école. La place de l'église est plus vaste mais également plus pentues.

Le centre ancien du village de Gerde s'est peu développé ensuite, limité par sa topographie d'une part (adossé sur le versant) et la présence d'exploitations agricoles d'autres parts.

Inversement, le village s'est fortement développé dans la plaine et sur le secteur du Castet dès les années 55-60 jusqu'à aujourd'hui. La plaine agricole est alors largement urbanisée mais avec un tissu lâche non continu qu'il convient de restructurer pour donner plus de lisibilité aux zones urbanisées et une meilleure fonction aux zones agricoles.

Aujourd'hui, la commune s'organise donc grossièrement en 4 ensembles :

- Le village ancien où le développement reste limité (topographie, exploitation agricole) ;
- La plaine de l'Adour où la fonctionnalité avec l'espace agricole doit être préservée, les risques d'inondation pris en compte et les corridors écologiques identifiés ;
- Le quartier du Castet, en position dominante où le développement reste impossible de par la topographie ;
- Le secteur de piémont / montagne composé de 4 hameaux distincts : Marcadieur, Cabarrou, Argagnat et Alias.



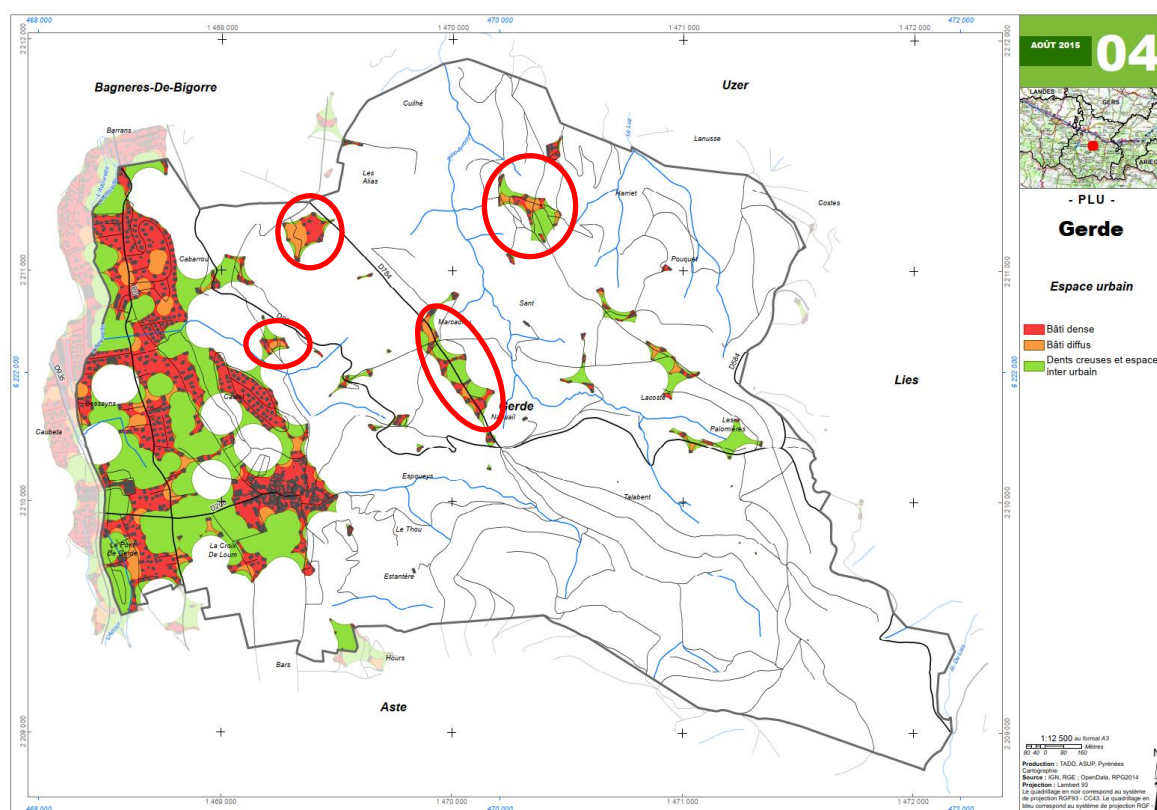
Quartier du Castet

Village ancien de Gerde



L'urbanisation
dans la plaine

Figure 18 - Densité du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



2.5.2 FORMES URBAINES, MORPHOLOGIE DU BATI ET CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

2.5.2.1 Le bâti traditionnel

Le bâti traditionnel est présent essentiellement dans le centre-bourg : les constructions sont implantées traditionnellement en bordure de voirie tandis que l'arrière des parcelles est occupé par des jardins, vergers ou des prés qui parfois se font face et crée ainsi des cœurs d'îlots jardinés.

L'habitat traditionnel répond aux préoccupations ancestrales, à savoir : une maison mais également une unité de production. La construction doit alors répondre à la nécessité d'abriter le produit des récoltes avec souvent une organisation type qui propose pour la maison d'habitation la création d'une galerie à l'étage et des combles disposant de capucines. La grange se trouve souvent à proximité ou même accolées et la cour permet l'articulation entre les différents bâtiments, traditionnellement en galets. Les jardins potagers ne sont pas obligatoirement attenants à la construction. Ces espaces jardinés permettent alors de définir des cœurs d'îlots jardinés ou des espaces de transition entre la plaine agricole ou le piémont.

Dans cette organisation traditionnelle, le bâti fait la rue, par une l'alternance de murs, murets, grands portails, pignons ou façades en fonction de la topographie, de l'ensoleillement ou des dispositions bâties voisines.

Figure 19 - Le bâti traditionnel

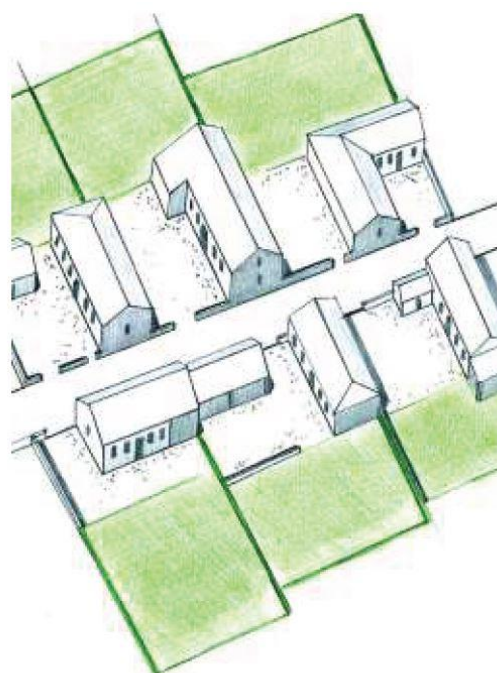
Alignement en voirie (façade et murs)



Alternance de clôtures, pignons, ...



Organisation de l'habitat traditionnel⁸



La façade principale est toujours orientée sur la cour exposée au soleil

La taille des parcelles (maison + cour + jardin) est de l'ordre de 500 à 1000 m² en général.

Les volumes des bâtiments sont variables mais peuvent être imposants : l'aile abritant l'habitation s'élève sur un niveau, parfois deux et s'étend sur 10 à 20 mètres pour une profondeur relativement réduite (7 à

⁸ Source : CAUE 65 - Atlas des paysages 65

8 m le plus souvent). Les ouvertures sont réparties de part et d'autre de la porte d'entrée et s'alignent verticalement d'un étage à l'autre. L'aile agricole présente un volume au moins équivalent à celui de l'habitation.

2.5.2.2 Les constructions récentes

Les constructions récentes sont le plus souvent en rupture avec le bâti traditionnel, aussi bien en termes d'organisation urbaine que d'architecture, d'abord parce que la vocation logement et la vocation agricole sont dissociées et ne sont plus abritées dans la même construction. Avec la concentration des exploitations agricoles, puis le développement de la périurbanisation, le bâti des communes rurales est de plus en plus destiné uniquement au logement et l'aile agricole devient inutile.

D'autres facteurs sont venus renforcer cette évolution :

- Sous l'effet de la pression foncière, l'extension des zones bâties se fait de façon non négligeable au gré de divisions parcellaires, souvent sans réflexion sur l'aménagement d'ensemble et l'intégration dans une trame existante ;
- Les mutations de la société conduisent à une modification des formes urbaines : la maison au centre de la parcelle devient la règle, même si le prix du foncier conduit à une réduction des surfaces et à l'apparition de maisons accolées ;
- Les offres standardisées de construction se développent, avec les phénomènes de modes qui les accompagnent et une adaptation limitée au contexte (orientation, protection vis à vis des vents dominants, ombrage entre bâtiments) ;
- Les matériaux de construction traditionnels (galets) sont abandonnés pour des raisons économiques, techniques et/ou sociétales, au profit de matériaux industriels.

A l'échelle de la commune, la taille des parcelles s'établit en général entre 1500 m² et jusqu'à 3000 m².

Maisons des années 50 à aujourd'hui Quasi-systématiquement en recul de la voirie



2.5.3 PATRIMOINE

2.5.3.1 Patrimoine architectural

La commune n'est pas concernée une protection de type monuments historiques :

La commune n'est également pas concernée par une AVAP (Aire de Mise en Valeur du Patrimoine) ou une ZPPAUP (Zone de protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager).

2.5.3.2 Patrimoine archéologique

La commune ne contient pas dans son territoire les éléments identifiés comme étant de grande valeur patrimoniale, de type archéologique⁹.

Rappel : législation en vigueur, code du patrimoine L 522-5, décret n°2004-490 du 3 juin 2004

Le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive prévoit, de la part des autorités compétentes pour instruire et délivrer les autorisations d'urbanisme, la saisine du service régional de l'Archéologie, en l'absence de zonages particuliers pour certaines opérations d'urbanisme (ZAC, lotissements, opérations soumises à étude d'impact, travaux soumis à déclaration préalable en application de l'art. 442 du Code de l'urbanisme), et la possibilité de prendre l'initiative de cette saisine en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles auraient connaissance.

Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection et prise en compte du patrimoine archéologique devront être insérées dans le PLU sous forme concise :

- Code du patrimoine, article L 531-14 :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, (...) et plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire l'histoire, l'art l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au préfet ».

Le service compétent relevant de la préfecture de région Occitanie est le Service Régional de l'Archéologie.

- Article 322-3-1 du Code Pénal :

Il prévoit que *« la destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur :*

- 1° Un immeuble ou objet mobilier classé ou inscrit en application des dispositions du code du patrimoine ou un document d'archives privées classé en application des dispositions du même code ;
- 2° Une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain sur lequel se déroulent des opérations archéologiques ou un édifice affecté au culte ».

2.5.3.3 Petit patrimoine

La commune se caractérise par un bâti caractéristique des villages de la vallée de l'Adour, avec l'emploi de matériaux tels que les galets dans les murs de clôtures ou les murs des bâtiments anciens.

La commune est également traversée par de nombreux canaux qui induisent un petit patrimoine lié à l'eau important.

Ainsi, plusieurs lavoirs, fontaines et abreuvoirs doivent être identifiés dans le PLU.

⁹ Source : Porter à connaissance de l'Etat - Septembre 2016



2.6 LE LOGEMENT

2.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

2.6.1.1 Schéma Départemental d'Accueil et d'Insertion des Gens du Voyage (SDAIGDV)

Le schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage est rendu obligatoire par la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il est élaboré pour 6 ans par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil départemental, en association avec une commission consultative, comprenant notamment des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, des représentants des gens du voyage et des associations intervenant auprès des gens du voyage.

Le SDAIGDV des Hautes Pyrénées comprend les orientations suivantes :

- Retrouver la vocation des aires d'accueil, destinées à l'accueil des itinérants ;
- Développer l'offre relative aux aires de grand passage ;
- Equilibrer les offres de sédentarisation des ménages : terrain familiaux conçu pour l'usage exclusif des caravanes, habitat adapté (logement en dur constitué d'une ou deux pièces à vivre et de sanitaires, et des caravanes installées autour du bâti) avec Prêt Locatif Aidé d'intégration (PLAI) ou Prêt Social Location Accession PSLA, parcelles privatives, logements de « droit commun ».

La mobilisation de procédure de type « maîtrise d'œuvre urbaine et sociale » (MOUS) est prévue pour la mise en œuvre du schéma qui doit également s'accompagner d'actions socio-éducatives.

Le schéma ne prévoit rien de particulier pour la commune.

2.6.2 STRUCTURE ET EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

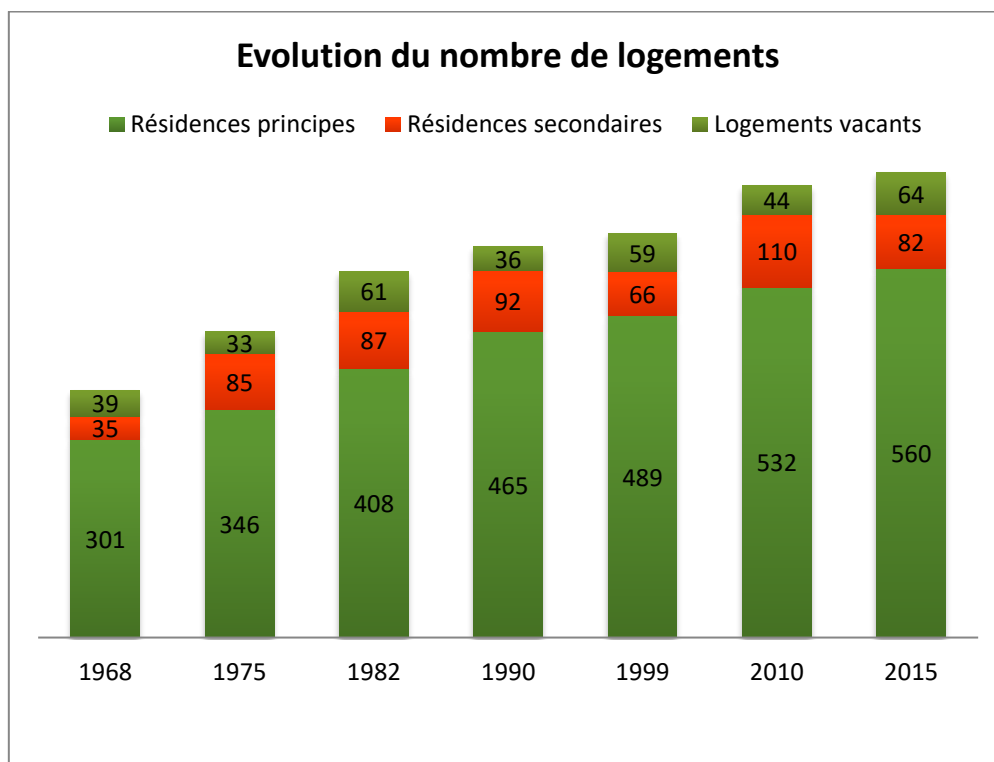
Le nombre de logements a progressé de manière continue au fil des années pour atteindre 706 logements au total en 2015¹⁰.

A noter que d'après les données de la mairie, depuis 15 ans, on observe une moyenne de 1200 m²/log pour 93 logements construits (1999-2015) et environ 14 ha consommés.

¹⁰ Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

Les logements sont en très grande majorité des maisons qui représentent 88.4% du parc. En 2015, la commune compte 78 appartements et 624 maisons.

Figure 20 - Évolution du nombre de logements par catégorie ¹¹



2.6.3 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

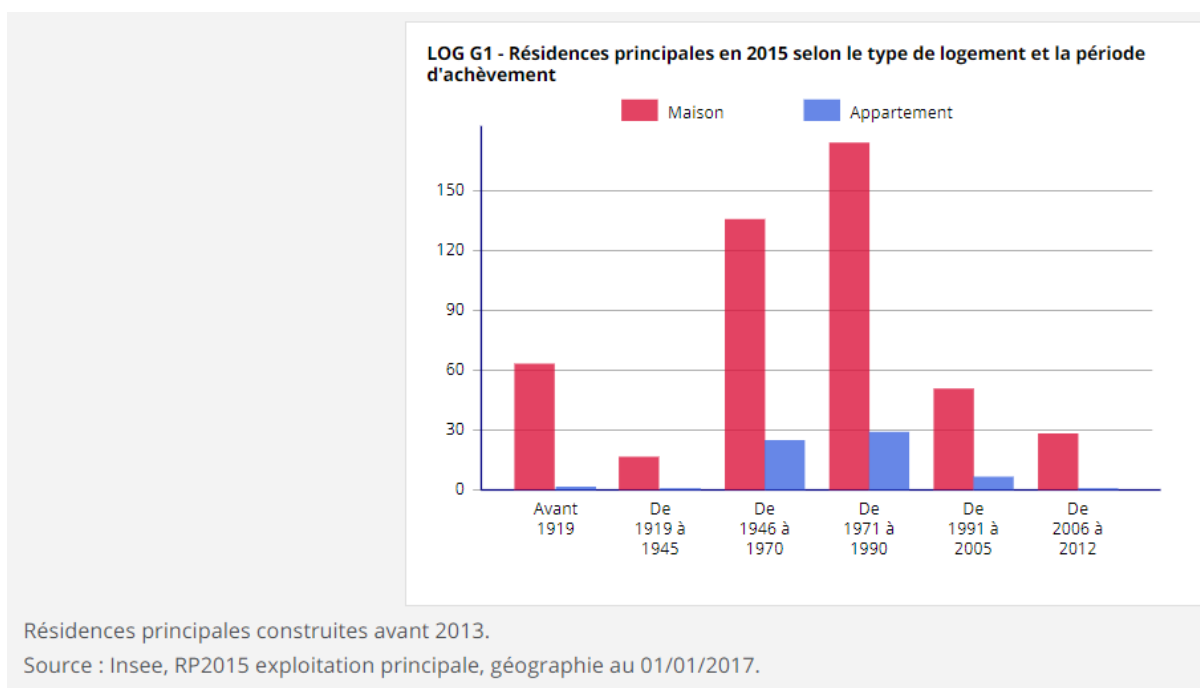
Le parc de logements est finalement assez récent avec :

- 12.2% du parc construit avant 1919
- 3.4% du parc construit entre 1919 et 1945
- 30.1% du parc construit entre 1946 et 1970
- 37.9% du parc construit entre 1971 et 1990
- 10.9% du parc construit entre 1991 et 2005
- Et enfin 5.5% du parc construit après 2006

La construction a donc été relativement dynamique entre 1946 et 1990, avec 366 résidences principales créées au cours de cette période. Les appartements ont également été créés à cette période (Figure 21).

Une part non négligeable des résidences principales a été donc construite avant l'instauration de toute réglementation thermique, pour laquelle des travaux d'amélioration énergétique sont donc pertinents.

¹¹ Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales

Figure 21 - Résidences principales en 2015 selon le type de logement et la période d'achèvement

En 2015, les résidences principales se caractérisent par une taille importante et un très faible nombre de logements de petite taille (Figure 22) : 75 % d'entre elles comptent 4 pièces ou plus. Il n'existe que 2 logements de deux-pièces ou moins.

Figure 22 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2015	%	2010	%
Ensemble	560	100,0	532	100,0
1 pièce	2	0,4	0	0,0
2 pièces	31	5,6	27	5,0
3 pièces	99	17,7	92	17,3
4 pièces	155	27,7	128	24,0
5 pièces ou plus	273	48,6	286	53,6

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Les résidences principales sont occupées par leur propriétaire dans 76 % des cas.

367 résidences principales disposent d'un système de chauffage central individuel ou collectif et 85 sont chauffées à l'électricité. Les autres ne disposent pas de chauffage ou utilisent une autre source d'énergie non précisée par l'Insee.

2.6.4 LOGEMENT SOCIAL

Il n'existe pas de résidences principales relevant du logement social. Néanmoins, la commune dispose de plusieurs logements communaux.

2.6.5 DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 100 permis de construire¹², 2 permis de démolir¹³ et 159 déclarations préalables¹⁴ ont été accordés. Aucun permis d'aménager¹⁵ n'a été délivré (Figure 23).

Sur la période 2008-2017, 33 nouveaux logements ont été autorisés, dont 27 de type « individuel pur »¹⁶ et 6 de type individuel groupé¹⁷. Pendant cette période, aucun logement de type collectif¹⁸ ou de type « résidence »¹⁹ n'a fait l'objet de demande d'autorisation.

Figure 23 - Nombre et type de permis (logements et locaux²⁰)

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	3	-	13	2011	12	-	19
2016	7	-	18	2010	8	-	19
2015	8	-	21	2009	18	-	11
2014	5	-	25	2008	8	-	-
2013	9	-	12	2007	14	-	3
2012	8	-	18	TOTAL	100	0	159

Figure 24 - Nombre de logements autorisés par type²¹

	Logements individuels purs	Logements individuels groupés	Logements collectifs	Logements en résidence	Total
2008	2	2	0	0	4
2009	3	0	0	0	3
2010	4	0	0	0	4
2011	8	0	0	0	8
2012	4	0	0	0	4
2013	3	1	0	0	4
2014	2	0	0	0	2
2015	2	0	0	0	2
2016	5	0	0	0	5
2017	1	1	0	0	2
Total	34	2	0	0	36

¹² Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

¹³ Les permis de démolir sont utilisés pour toute demande de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé

¹⁴ La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

¹⁵ Le permis d'aménager concerne des constructions telles que : lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs

¹⁶ Bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière, ayant fait l'objet d'un permis de construire relatif à un seul logement

¹⁷ Les logements individuels groupés ont fait l'objet d'un permis de construire relatif à la construction de plusieurs logements individuels (par exemple, un lotissement), ou à la construction de logements individuels associés à des logements collectifs ou des locaux non résidentiels.

¹⁸ Un logement collectif est un logement faisant partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privé.

¹⁹ Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques. Six types principaux de résidences sont recensés : les résidences pour personnes âgées, les résidences pour étudiants, les résidences de tourisme, les résidences hôtelières à vocation sociale, les résidences sociales, les résidences pour personnes handicapées.

²⁰ Source : Sit@del2 - Nombre de permis (logements + locaux) par type et par commune (2006-2016) - données arrêtées à fin septembre 2017

²¹ Source : Sit@del2 - Logements autorisés par type et par commune (2008-2017) - données arrêtées à fin octobre 2018 - MEEM/CGDD/SOeS

De façon plus concrète, la mairie a fourni les données 1999-2015 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation :

- **93 nouveaux logements** (neufs et rénovation) ;
- Environ **14 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **14 logements/ha**.

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune n'ont pas été affectés.

2.7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

2.7.1 EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune de Gerde est faite par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau potable de Gerde/Baudéan en délégation de service public par VEOLIA.

Eau potable	
Conformité microbiologique de l'eau au robinet	100 %
Conformité physico-chimique de l'eau au robinet	100 %
Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	10 points
Rendement du réseau de distribution	86,50 %
Pertes en réseau	2,40 m ³ /km/j
Renouvellement des réseaux d'eau potable	0,40 %
Voir tous les indicateurs Eau potable de la commune	

2.7.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

2.7.2.1 Schema directeur d'assainissement

Aucune donnée relative à un schéma directeur d'assainissement et aucune carte de zonage n'ont été retrouvées en mairie.

2.7.2.2 Assainissement collectif

Il existe un réseau de collecte des eaux usées. Un relevé topographique du réseau d'assainissement est disponible en annexe.

Le réseau est géré par le syndicat Intercommunal Les Aygues pour les communes de Baudéan, Asté et Gerde.

La station d'épuration est celle de Bagnères de Bigorre, mise en service en 2006. D'une capacité de 25 000 Equivalent Habitat (EqH), la station traite 9516 EqH à l'heure actuelle (2016) et collecte les eaux usées de la ville de Bagnères de Bigorre, Asté, Gerde, Pouzac et Baudéan.

Elle est conforme à la réglementation en termes d'équipements au 31/12/2018 et conforme en performance en 2016.²²

2.7.2.3 Assainissement non collectif

En dehors des secteurs raccordables au réseau d'assainissement, chaque habitation doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif et les missions du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sont assurées par le Syndicat Intercommunal Las Aygues.

2.7.3 EAUX PLUVIALES

D'une manière générale, les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par des caniveaux (localement busés) et sont acheminées vers les différents canaux puis vers l'Adour.

Il n'existe pas de schéma de gestion des eaux pluviales et aucune donnée n'est disponible sur cette thématique.

2.7.4 DEFENSE INCENDIE

La commune dispose de plusieurs poteaux incendie.

La défense incendie est globalement assurée en ce qui concerne le risque courant, mais certains secteurs :

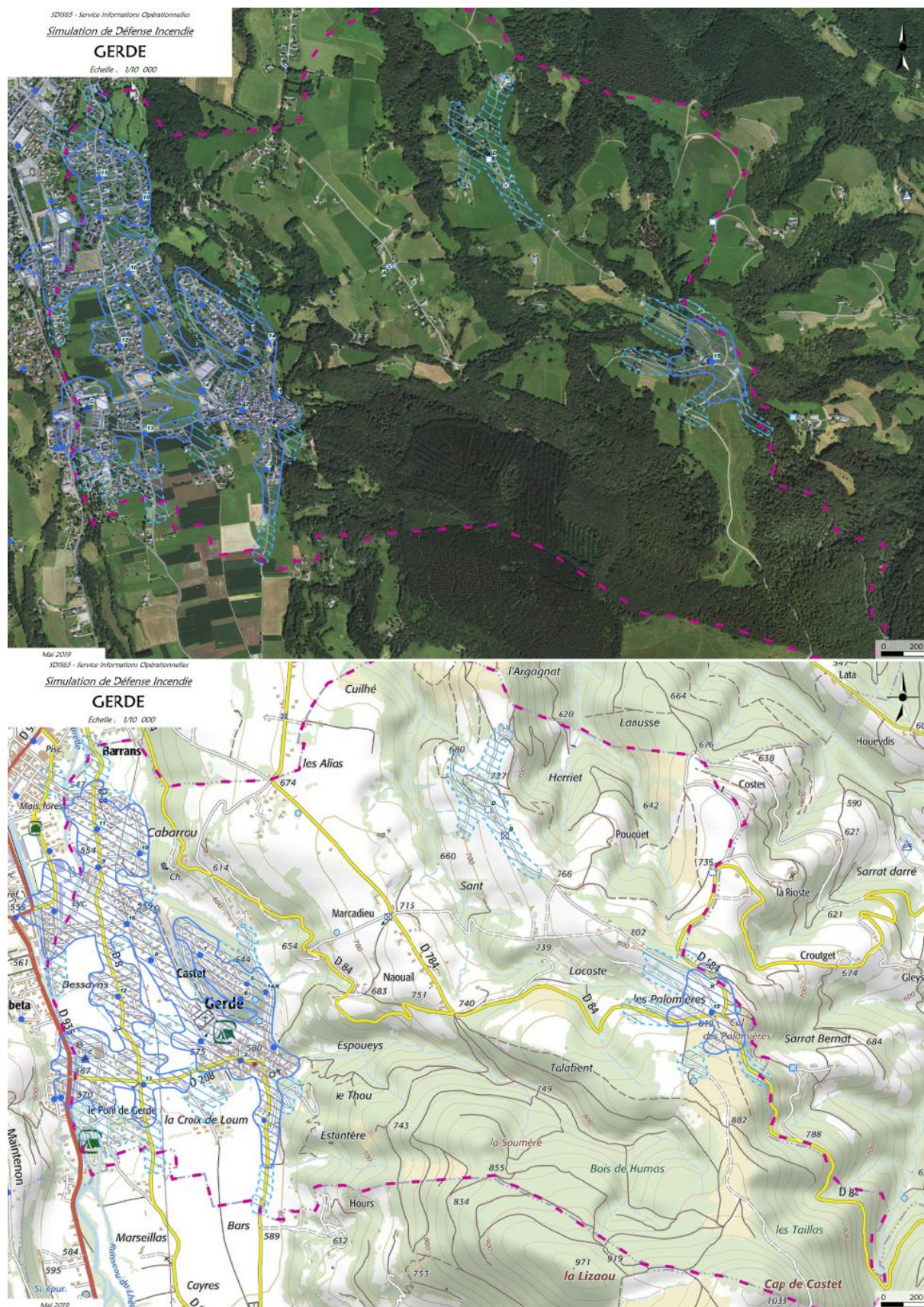
- Ne sont pas couverts, car trop éloignés d'un point d'eau conforme : la couverture incendie de ces secteurs pourrait être assurée par la mise en place de points d'eau pouvant nécessiter le renforcement du réseau d'eau potable ;
- Présentent une couverture dégradée (Figure 25).

Il conviendra de se référer au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI – disponible en annexe du présent rapport) selon la nature du projet, et en particulier ceux ne relevant pas du risque courant²³. Le SDIS s'appuiera sur ces références réglementaires pour délivrer ses avis dans le cadre des autorisations d'urbanisme.

²² Source : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

²³ RDDECI arrêté le 27 décembre 2017 - document consultable à l'adresse suivante : <https://deci.sdis65.fr>

Figure 25 - Simulation de la Défense Incendie



CHARTRE GRAPHIQUE DES POINTS D'EAU INCENDIE

CHARTRE 4

Conforme Risque Courant

Poteaux d'Incendie

-  PI 150
-  PI 100
-  PI 80 ou 65


Bouches d'Incendie

-  BI 100
-  BI 80 ou 65

Réserves ou citernes

-  Réserve air libre (120 m³)
-  Réserve fermée ou enterrée (120 m³)



Pt Aspirations

-  Pt aspi inépuisable

Prises d'eau



-  Prise d'eau

Autres


-  Puits conforme
-  Vanne


Suffisant Risque Faible

-  PI 150 acc
-  PI 100 acc
-  PI 80 ou 65

-  BI 100 acc
-  BI 80 ou 65 acc




-  Réserve air libre (60 m³)
-  Réserve fermée ou enterrée (60 m³)



-  Pt aspi épuisable

-  Prise d'eau acc


-  Puits acc


Insuffisant ou Inutilisable


-  PI 150 HS/débit trop faible
-  PI 100 HS/débit trop faible
-  PI 70 HS/débit trop faible

-  BI 100 HS/débit trop faible
-  BI 70 HS/débit trop faible

-  Réserve HS
-  Réserve (fermée ou enterrée) HS

-  Pt aspi non aménagé ou inutilisable

-  Prise d'eau HS

-  Puits HS

SIMULATIONS



Couverture du risque courant :
débit $\geq 60 \text{ m}^3/\text{h}$ ($> 50 \text{ m}^3/\text{h}$ toléré)
volume $\geq 120 \text{ m}^3$ ($> 100 \text{ m}^3$ toléré)



Couverture dégradée (risque faible) :
 $30 \text{ m}^3/\text{h} \leq \text{débit} < 50 \text{ m}^3/\text{h}$
 $60 \text{ m}^3 \leq \text{volume} < 100 \text{ m}^3$



Couverture fictive efficace
($\rightarrow 200 \text{ m}$)



Couverture fictive dégradée
($\rightarrow 400 \text{ m}$) – risque faible

Précisions (pour un risque courant) :

- acc = accessoire : débit insuffisant mais utilisable (compris entre $30 \text{ m}^3/\text{h}$ et $60 \text{ m}^3/\text{h}$) ou volume insuffisant (compris entre 60 m^3 et 120 m^3)
- HS = hors service ou débit trop faible (débit inférieur à $30 \text{ m}^3/\text{h}$) ou volume trop faible (inférieur à 60 m^3)
- en vert = points d'eau non contrôlés
- numérotation des points d'eau précédée de la lettre F = projet d'ouvrage incendie : couverture en rouge ou orange

2.7.5 AUTRES RESEAUX

2.7.5.1 Electricité

Le SDE65 (Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées) est l'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Electricité (AODE) qui intervient sur le renforcement, la sécurisation, les extensions du réseau électrique et l'enterrement des lignes.

L'exploitation du réseau est confiée à ERDF qui assure les travaux autres que ceux signalés précédemment (autres travaux basse tension, haute tension A et entretien du réseau électrique).

L'ensemble des zones urbanisées de la commune est raccordé au réseau électrique, mais des renforcements ou des extensions du réseau peuvent être nécessaires, en particulier pour les zones à urbaniser.

2.7.5.2 Téléphone et communications numériques

L'ensemble des zones urbanisées est raccordé au réseau téléphonique fixe.

Le département des Hautes Pyrénées dispose d'un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) depuis 2013. Orange et le Département ont signé un accord pour le déploiement du Très Haut Débit dans les Hautes-Pyrénées, avec un objectif de 100% de Très Haut Débit à horizon 2024.

L'analyse des informations relatives à la couverture en téléphonie mobile (couverture simulée - Voix et SMS)²⁴ montre que la couverture du territoire est globalement assurée avec un niveau qualifié :

- De très bonne couverture pour la partie en plaine du territoire excepté au centre bourg où la couverture est limitée ;
- D'absence de couverture pour les secteurs excentrés de montagne.

La commune bénéficie d'un accès internet fixe par DSL avec un débit de 3 à 8 Mbits/s pour la partie urbaine du territoire.

En ce qui concerne l'internet mobile (4G), l'ARCEP annonce une couverture simulée assurée pour l'ensemble du territoire communal excepté le secteur de montagne. À noter que les données disponibles actuellement sont de type binaire (couvert/non couvert) et ne font pas l'objet d'une information en niveaux de qualité de couverture, contrairement au service 2G (Voix/SMS).

2.7.6 GESTION DES DECHETS

La collecte des déchets et leur traitement, relève de la compétence de la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre.

La collecte des déchets ménagers est assurée chaque semaine en porte à porte.

Des déchetteries sont accessibles à Montgaillard, Bagnères-de-Bigorre et Campan pour les particuliers. Une aire de dépôt des déchets verts est installée sur le site de La Gaillette à Pouzac.

Le site de la Gaillette permet aussi aux professionnels de déposer les déchets inertes.

Le traitement des déchets est assuré par le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD 65), qui traite les déchets ménagers des Hautes-Pyrénées.

La compétence de cet Établissement Public de Coopération Intercommunal comprend :

- La gestion directe des deux centres de stockage de déchets ultimes publics du département, du centre de tri, des aires de compostage, des quais de transfert,
- L'organisation des opérations de transport secondaire entre ses différents sites.

Le SMTD 65 est financé par les contributions des collectivités adhérentes et les recettes de vente de matériaux. La contribution est fixée en fonction du tonnage produit par chaque collectivité.

Depuis 2010, le Département s'est engagé dans un plan départemental de prévention des déchets visant à diminuer la quantité de déchets produits. Un des objectifs de ce plan est de couvrir 80 % du territoire haut-pyrénéen par des programmes locaux de prévention portés par les collectivités ayant la compétence "déchets".

2.7.7 ENERGIE

La commune est desservie par le réseau de gaz naturel.

²⁴ Source : ARCEP

2.8 DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS

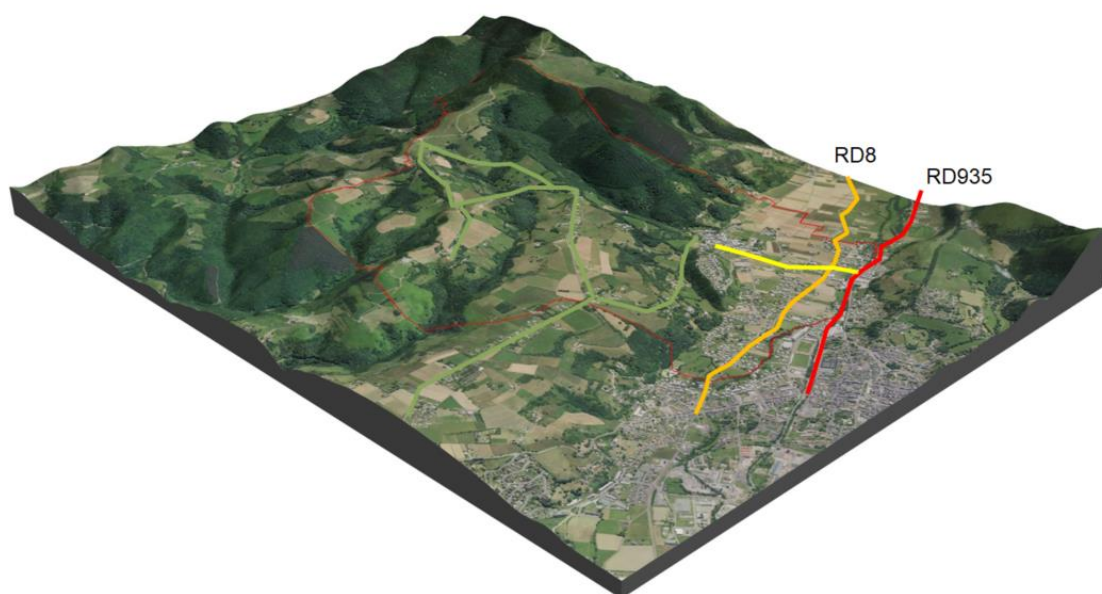
2.8.1 LE RESEAU VIAIRE

La commune est traversée une voie principale (

Figure 26), la RD8 qui relie Bagnères à l'ensemble des communes au sud en rive droite de l'Adour, parallèlement à la RD935, en rive gauche de l'Adour et en limite du territoire communal.

La partie piémont est ensuite maillée par plusieurs voies départementales et communales permettant de relier les différents quartiers entre eux.

Figure 26 - Trame routière



Des enjeux de sécurité sont identifiés :

- Aux carrefours de la RD8 (problème de visibilité notamment).
- Lors de la traversée du centre-bourg par des rues étroites où le croisement de deux véhicules peut être difficile et le stationnement problématique, notamment aux abords de l'école ou de la mairie.

2.8.2 LES TRANSPORTS EN COMMUN

La commune n'est pas desservie par les transports en commun du département.

Un transport collectif saisonnier organisé par la ville de Bagnères de Bigorre dessert néanmoins la commune :



Un service de transports scolaires assure l'acheminement des élèves vers les différents établissements fréquentés.

2.8.3 LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX

Le centre-bourg est relativement réduit : la commune est donc adaptée à un développement des déplacements cyclistes voire piétons.

Il en est de même pour l'ensemble des habitations dans la plaine où les distances restent réduites et donc envisageables à pied ou à vélo.

2.8.4 STATIONNEMENT

Il existe 2 principaux sites permettant le stationnement dans la commune. Autrement, le stationnement non matérialisé reste possible dans les rues.

Figure 27 - Répartition des emplacements de stationnement²⁵

Site	Nombre de places de stationnement véhicules légers	Nombre de places de stationnement poids lourds	Nombre de places de stationnement pour les PMR	Nombre de places de stationnement pour les vélos/2 roues
Eglise	Environ 20 délimitées	0	0	Possible mais non matérialisé
Entrée du village	10 non délimitées	0	0	Possible mais non matérialisé

²⁵ Source : Mairie de Gerde

2.8.5 FLUX DE DEPLACEMENTS

La commune n'est pas concernée par un Plan de déplacements Urbains (PDU).

2.8.5.1 Les déplacements depuis et vers le territoire

En 2015, 61 personnes travaillent et résident sur la commune tandis que 338 habitants travaillent à l'extérieur de la commune.

Le mode de déplacement le plus utilisé est la voiture, seul ou en famille, le co-voiturage semble peu développé.

Figure 28 - Part des moyens de transports utilisés pour se rendre au travail en 2015

	pourcentage
<i>Pas de transport</i>	3,8
<i>Marche à pied</i>	2,0
<i>Deux roues</i>	4,8
<i>Voiture, camion, fourgonnette</i>	87,3
<i>Transports en commun</i>	2,0

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Les déplacements piétonniers et cyclistes correspondent donc essentiellement à une pratique de loisirs, ou sont le fait de populations non actives (scolaires, retraités).

2.8.5.2 Les flux en transit

Les flux en transit concernent en premier lieu la RD935, en limite du territoire communal ; le trafic généré par les autres axes est négligeable.

2.9 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (S.U.P.) sont des servitudes administratives qui établissent des limites au droit de propriété et d'usage du sol et le Code de l'Urbanisme prévoit leur intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme au titre d'annexes (Pièce 4 du présent PLU).

Plusieurs types de servitudes d'utilité publique sont identifiés :

- A5 : Servitudes pour la pose des canalisations d'eau potable et d'assainissement
- AS1 : Protection des eaux potables et minérales (Sources du Ilhaou)
- I3 : Canalisations et transports de gaz
- I4 : Servitudes relatives aux lignes électriques
- PM1 : Risques naturels et prévisibles

Figure 29 - Liste des servitudes d'utilité publique ²⁶

Commune de **GERDE**
Liste des servitudes d'utilité publique recensées par la DDT en fonction des réponses apportées par les gestionnaires consultés.
Ce document de synthèse est transmis à la commune à titre d'information dans le cadre du PAC, les servitudes opposables sont susceptibles d'évoluer à tout moment.

type	libelle	objet	num	document de référence	date	gestionnaire
A5	Servitudes pour la pose des canalisations d'eau potable et d'assainissement	canalisations EPIEU	information indicative DDT			Syndicat AEP/Assainissement
A5t	Servitudes relatives à la protection des eau potables et minérales	captage source	ILHACU	arrêté préfectoral	25/07/2006	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisation	DN 100 BAGNERES DE BIGORRE-ARTIGUES	courrier gestionnaire		TIGF Secteur de Tarbes
I4	Servitudes relatives aux lignes électriques	ligne 63 KV	Campen-Monloo 1 et 2	décret ministériel	14/10/1991	RTE TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST Groupe Ingénierie Maintenance Réseau
PM1	Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles	PPR	GERDE	arrêté préfectoral	02/07/2008	Direction Départementale des Territoires SERCAD

²⁶ Source : Porter à connaissance - liste des servitudes en date du 24/02/2016

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 PRESENTATION PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

3.1.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.1.1.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne

Les SDAGE sont des documents institués par la loi sur l'eau de 1992, élaborés à l'échelle de chacun des grands bassins versants hydrologiques français (7 bassins en métropole et 5 en outre-mer) : ils fixent pour 6 ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux" (pour les cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et littoraux). Les SDAGE s'imposent à l'ensemble des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Pour chaque bassin, le comité de bassin adopte les grandes orientations dans le cadre des politiques nationales et européennes de l'eau. Cette assemblée composée d'une représentation large de toutes les catégories d'acteurs de l'eau, pilote l'élaboration du SDAGE du bassin.

Les agences de l'eau, principaux organes de financement de la politique de l'eau dans les bassins, assurent avec les services déconcentrés de l'Etat (DREAL de bassin) et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (Onema), le secrétariat technique pour l'élaboration du SDAGE. Elles agissent dans chaque bassin pour concilier la gestion de l'eau avec le développement économique et le respect de l'environnement.

La dernière génération du SDAGE Adour-Garonne a été approuvée le 1er décembre 2015 et s'applique pour la période 2016-2021. Elle tire le bilan du SDAGE 2010-2015 et définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin Adour-Garonne :

- En précisant les orientations de la politique de l'eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource :

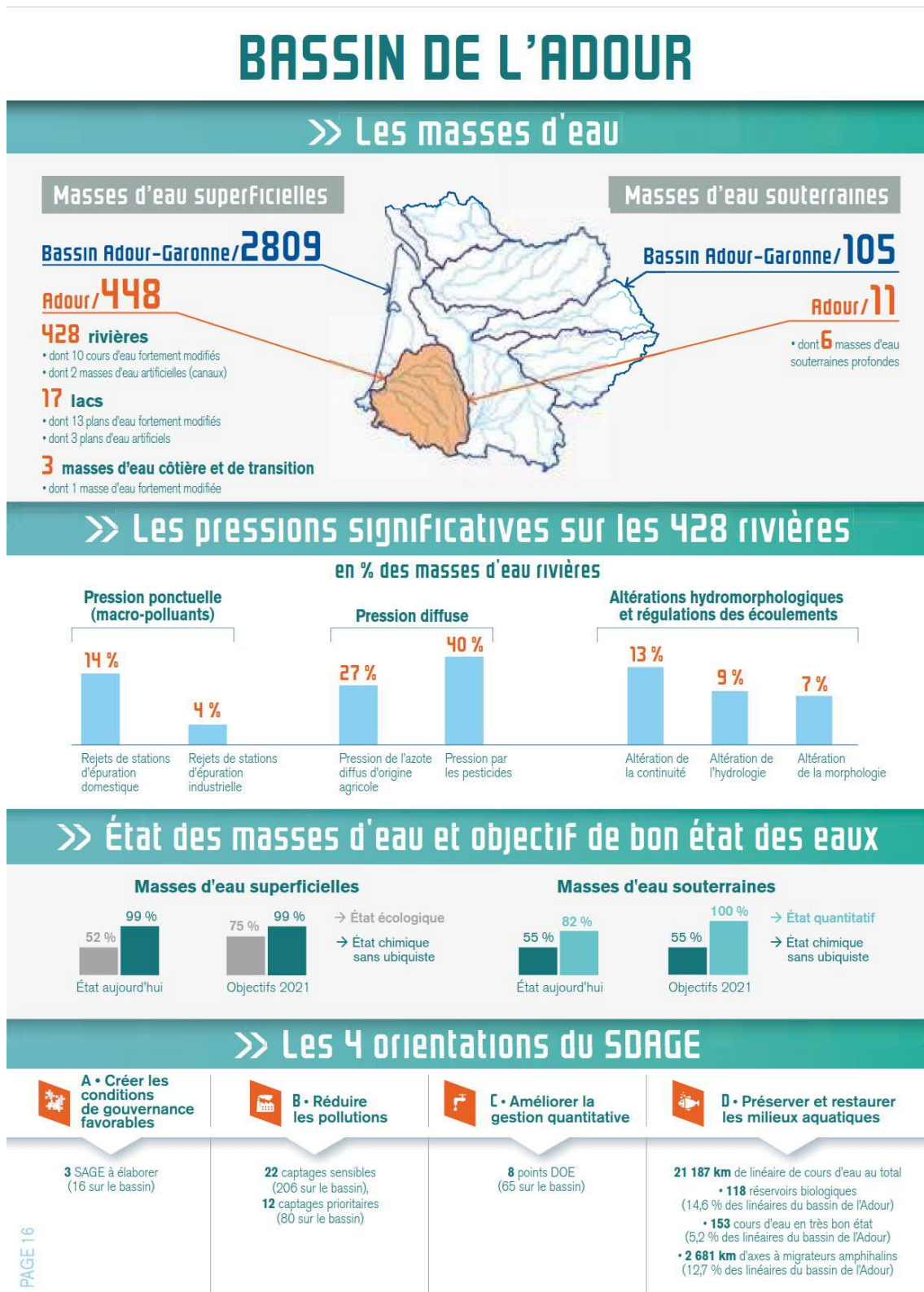
4 orientations sur le bassin Adour-Garonne



- En fixant des échéances pour atteindre le bon état des masses d'eau ;
- En préconisant ce qu'il convient de faire pour préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques ;
- En prenant en compte le changement climatique.

Le Programme de mesures (PDM) regroupe des actions à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. Il évalue le coût de ces actions.

Figure 30 - SDAGE 2016-2021 - Chiffres clés pour le bassin de l'Adour



Le P.L.U. doit être compatible avec le SDAGE, en particulier sur les thématiques suivantes :

- Réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
- Gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;

- Fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;
- Approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.

Gerde appartient au bassin versant de l'Adour qui couvre 16880 km² et se caractérise par :

- La présence de villes telles que Pau, Bayonne, Tarbes, Mont-de-Marsan, Dax et Lourdes ;
- Une activité agricole importante (grandes cultures céréalières prédominantes, cultures maraîchères et vergers, élevage en altitude), mais aussi des activités telles qu'industrie agro-alimentaire, aéronautique, industrie chimique et industrie liées à la transformation du bois. On dénombre quelques entreprises d'extraction de granulats et d'hydroélectricité. Le tourisme est bien développé sur le territoire, tout comme le thermalisme ;
- Des enjeux liés à la préservation de la qualité des eaux souterraines pour l'eau potable (en particulier pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides), à l'amélioration de la qualité des eaux de surface (réduire et supprimer les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses) à la restauration, à la restauration des débits d'étiage (gestion de la ressource), au fonctionnement des rivières (restaurer les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale, protéger les écosystèmes aquatiques et zones humides), à la mise en place d'une gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère.

Les chiffres clés relatifs au SDAGE pour le Bassin de l'Adour sont donnés dans la figure jointe (Figure 30).

3.1.1.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Adour Amont

Le SAGE Adour Amont réalisé par l'Institution Adour est un document de planification local de la gestion de l'eau qui décline le SDAGE à l'échelle du bassin versant depuis la source de l'Adour jusqu'à sa confluence avec le Luy à l'aval de Dax. Il permet d'encadrer la politique de l'eau à l'échelle de ce bassin versant et d'orienter les politiques d'aménagement du territoire, qui sont en interaction directe avec la ressource en eau.

Il fixe ainsi les objectifs généraux d'utilisation et de protection des ressources en eau superficielles et souterraines, et des milieux aquatiques (zones humides, lagunes, bras morts, etc.), afin de garantir un équilibre durable entre la préservation des milieux aquatiques et les usages existants sur le bassin.

Il est composé de deux documents :

- Le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) découpé en enjeux, orientations générales et sous-dispositions. Si la plupart des sous-dispositions sont incitatives, certaines, dites de « mise en compatibilité » portent sur une compatibilité directe des documents d'urbanisme avec le SAGE.
- Le règlement, qui est également opposable aux tiers, dans un rapport de conformité.

Les orientations et objectifs du SAGE Adour Amont à intégrer plus particulièrement dans le P.L.U. sont les suivants :

- Eau potable : préserver durablement la ressource en eau potable (qualité de l'eau, du sol, du sous-sol, prévention des pollutions et nuisances) ;
- Zones à objectifs plus stricts (ZOS) et zones à protéger pour le futur (ZPF) : intégrer les objectifs spécifiques à chaque ZOS ou ZPF ;
- Erosion des sols : limiter les risques d'érosion et préserver les éléments naturels qui limitent l'érosion, voire les restaurer ;
- Zones humides : préserver durablement les milieux humides, voire les restaurer (cf. disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme ») ;
- Gestion des eaux pluviales : limiter la dégradation des milieux par temps de pluie, limiter l'imperméabilisation et le ruissellement ;
- Effets cumulés des assainissements non collectifs : identifier les secteurs concernés par des effets cumulés de l'ANC dégradant la qualité des masses d'eau et respecter les objectifs de bon état écologique et de non-dégradation fixés par le SDAGE Adour-Garonne ;

- Préserver les boisements et ripisylves : préserver les boisements qui limitent la dégradation des masses d'eau par l'érosion et les pollutions diffuses (cf. disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE).

3.1.2 CONTEXTE GEOLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE

Les deux communes de Gerde et Asté s'étendent sur un ensemble de formations typiques de ce secteur de la vallée de l'Adour.

En fond de vallée, les alluvions récentes et anciennes de l'Adour ont construit un système de deux terrasses emboîtées assez nettes, notées Fz pour la partie récente à actuelle et Fx1 pour les dépôts plus anciens.

Les flancs de la vallée sont occupés par des formations très hétérogènes, qui marquent d'ailleurs la limite entre les dépôts d'avant massif des flyschs au nord et les formations calcaires principalement secondaires du massif « nord-pyrénéen » au sud. Ce dernier est bien plus marqué dans la haute vallée, vers Campan. Ces formations sont des calcaires, des schistes, des marnes, des brèches, donc tout un ensemble complexe, de faible ampleur mais extrêmement intriqué. Il en résulte une très grande diversité dans les versants, et

Figure 31 – Carte géologique

des sols qui peuvent largement varier d'une parcelle à l'autre.

Les sommets de coteaux, dans le secteur de Gerde, sont ornés de placages plus récents d'argiles à galets datées du Pliocène, similaires à ceux que l'on retrouve sur les plateaux de Cieutat, puis Lannemezan et Ger. Ces placages ont localement colluvionné dans les versants et peuvent venir draper les versants sur matériaux divers. Ce sont donc ces colluvionnements qui sont à l'origine des sols sur cette commune de Gerde.

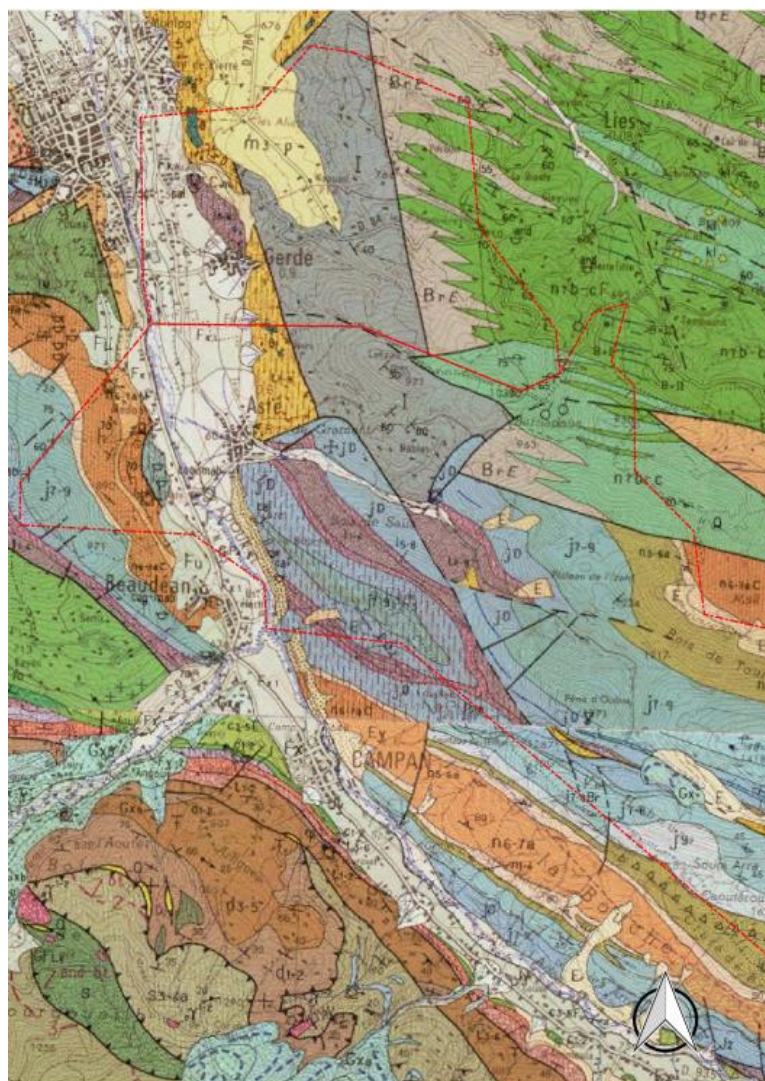
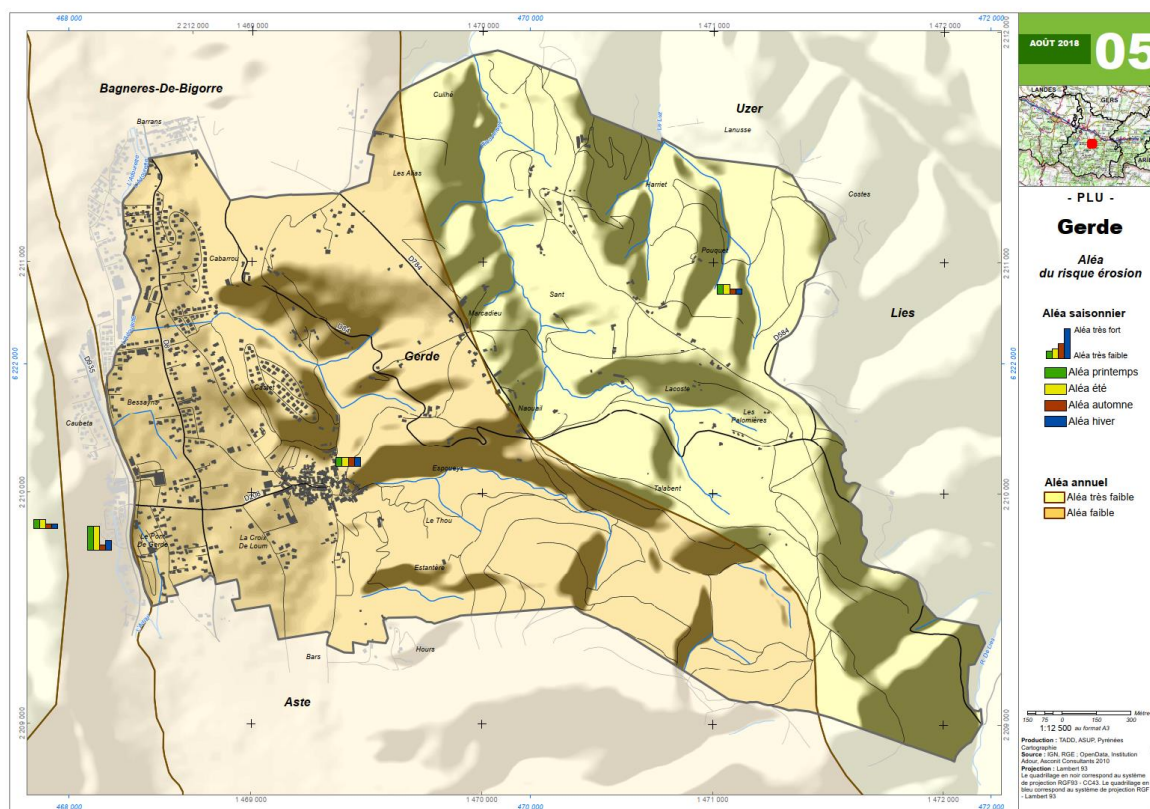


Figure 32 - Aléa du risque Erosion (Carte au format pleine page en annexe)

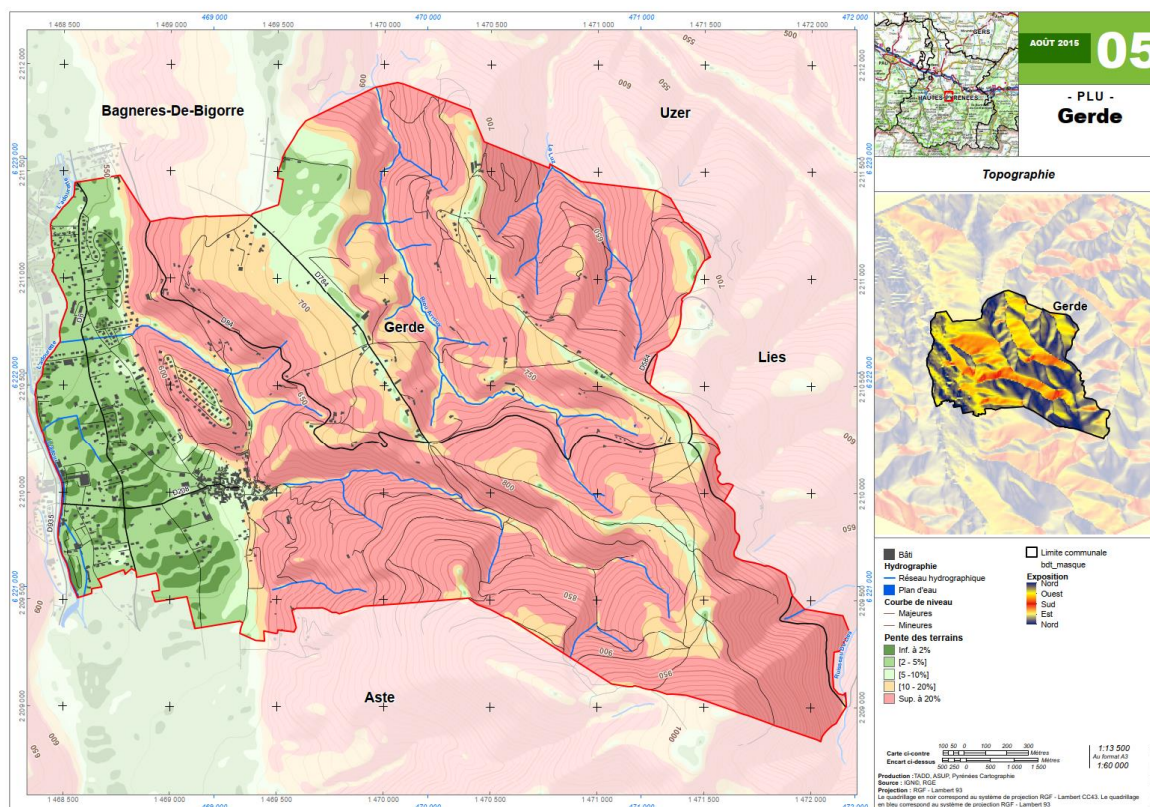


3.1.3 TOPOGRAPHIE ET EXPOSITION

La commune de Gerde s'étend :

- Dans la plaine de l'Adour dans un contexte de pente faible (moins de 5%) ;
- Dans les pentes de piémont / montagne sur tout l'est du territoire, souvent supérieure à 20%.

Figure 33 - Aléa du risque Erosion (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.4 CONTEXTE CLIMATIQUE

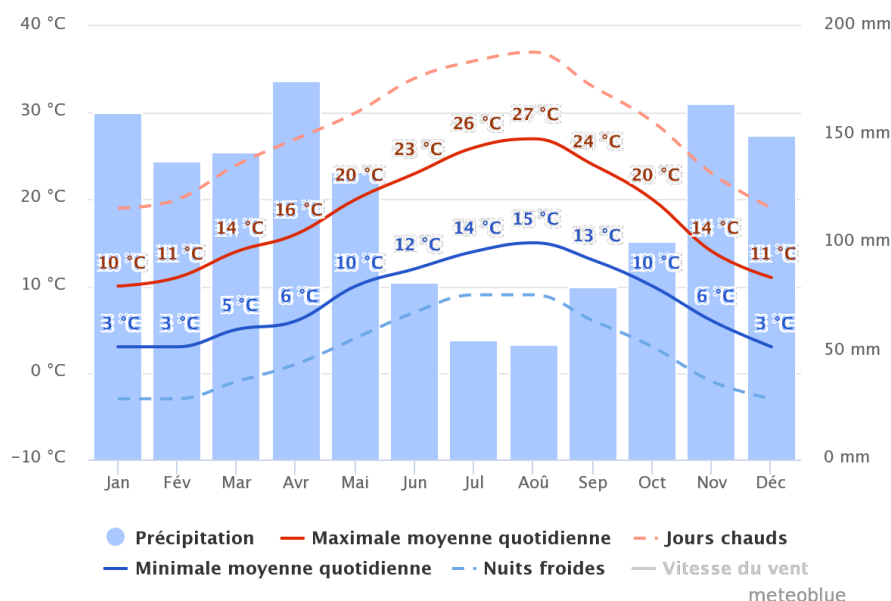
Le climat est de type océanique, tempéré par la proximité de la chaîne des Pyrénées. Il se caractérise par un hiver doux, des étés chauds et orageux et un printemps pluvieux.

En automne et en hiver, le vent de sud à sud-ouest peut amener un temps sec et exceptionnellement chaud pour la saison, à cause de l'effet de foehn dû au franchissement des Pyrénées par des masses d'air doux en provenance d'Espagne.

Les précipitations y sont régulières tout au long de l'année avec une augmentation au printemps.

Les vents dominants sont orientés à l'ouest, et apportent généralement la pluie depuis l'Atlantique.

Figure 34 - Normales climatologiques annuelles de la station météorologique de l'aéroport Tarbes-Ossun-Lourdes ²⁷



3.1.5 LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET LES MILIEUX AQUATIQUES

3.1.5.1 Réseau hydrographique

La commune de Gerde est drainée par l'Adour et ses affluents (Figure 35). L'Adour est la limite communale. L'Adour est un cours d'eau naturel navigable de 308 km. Il prend sa source dans la commune d'Aspin-Aure et se jette dans l'Atlantique au niveau de la commune de Tarnos.

Une des particularités de l'Adour est qu'elle présente un faible et régulier transport solide.

La commune est notamment parcourue par l'Adourette, un canal de l'Adour puis par de nombreux ruisseaux, affluents de l'Adour.

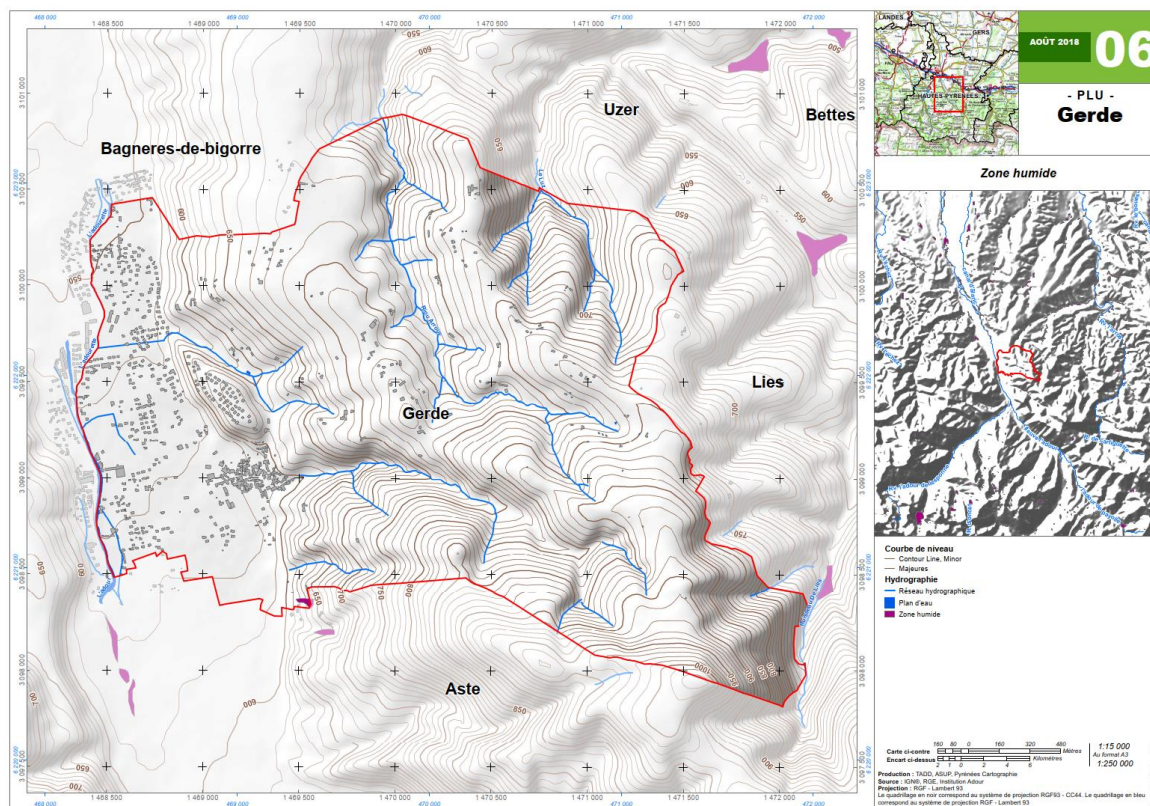
3.1.5.2 Zones humides

Il n'y a pas de zones humides repérées lors des études relatives aux habitats naturels du site Natura 2000 "Vallée de l'Adour et à l'élaboration du SAGE Adour-Amont réalisé par l'Institution Adour.

Les études de terrain réalisées dans le cadre du P.L.U. (sommaire car P.L.U. non soumis à évaluation environnementale) n'ont pas conduit à identifier de nouvelles zones humides particulières à l'intérieur des zones urbaines ou à urbaniser.

²⁷ Source : <http://www.meteofrance.com>

Figure 35 - Réseau hydrographique et zones humides (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.5.3 Qualité des eaux

3.1.5.3.1 Milieux aquatiques superficiels

La commune n'est pas classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole mais en zone de répartition des eaux (ZRE) : zones caractérisées par un niveau des besoins en eau tous usages confondus, supérieur aux ressources disponibles.

Elle est classée en zone sensible à l'eutrophisation sur 29% de sa surface.

Dans sa traversée de la commune, l'Adour se caractérise par un bon état écologique mais elle n'est pas classée pour son état chimique.

Les objectifs fixés par le SDAGE 2016-2021 sont les suivants :

Etat écologique Bon potentiel 2015

Etat chimique Bon état 2015

Les pressions qu'elle subit sont essentiellement liées aux rejets de stations d'épurations industrielles, aux prélèvements pour l'irrigation, aux pesticides, mais aussi à des altérations hydromorphologiques et de régulations des écoulements (Figure 36).

La station d'épuration de Bagnères de Bigorre rejette ses eaux dans l'Adour.

Figure 36 - L'Adour du confluent de la Douloustre
Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2016-2021 sur la base de données 2011-2012-2013)²⁸

SDAGE-PDM 2016-2021

		Indice de confiance			Indice de confiance
Potentiel écologique :	Bon	Moyen	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon	Faible
Origine :	Mesuré		Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon	
Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état écologique :			Origine :	Mesuré	
● 05234980 - L'Adour à Aurensan			Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état chimique :		
● 05234980 - L'Adour à Aurensan			● 05234980 - L'Adour à Aurensan		

Voir le chapitre "données" ci-après pour obtenir des données complémentaires à l'échelle de la station.

Télécharger l'[Arrêté du 27 Juillet 2015](#) relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2013)

SDAGE-PDM 2016-2021	Pressions	
	Pression ponctuelle :	
	Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Non significative
	Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Non significative
	Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Significative
	Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
	Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Significative
	Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
	Pression diffuse :	
	Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
	Pression par les pesticides :	Significative
	Prélèvements d'eau :	
	Pression de prélèvement AEP :	Non significative
	Pression de prélèvement industriels :	Non significative
	Pression de prélèvement irrigation :	Significative
	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
	Altération de la continuité :	Elevée
	Altération de l'hydrologie :	Modérée
	Altération de la morphologie :	Elevée

Le SAGE Adour Amont inscrit un certain nombre de dispositions visant à préserver la qualité des eaux superficielles sous le thème « qualité de l'eau » :

- Disposition 5 « Diminuer l'impact des rejets d'eau pluviale »
- Disposition 6 « Réduire l'impact des rejets de l'assainissement non collectif », sous-disposition 6.1 « prendre en compte l'impact cumulé des rejets de l'assainissement non collectif dans les documents de planification ».

Les enjeux signalés pour l'unité hydrographique de référence (UHR) « Adour » à laquelle appartiennent les cours d'eau qui traversent la commune sont les suivants :

- Qualité des eaux souterraines et têtes de bassin pour les besoins en eau potable ;
- Réduction des rejets domestiques et industriels ; ;
- Réduction des pollutions diffuses ;
- Conciliation de l'ensemble des usages à l'étiage ;
- Protection et restauration des cours d'eau et milieux remarquables (morphologie, biologie).

²⁸

Source : Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour-Garonne

3.1.5.3.2 Masses d'eau souterraines

La commune est concernée par 2 masses d'eau souterraine :

- Alluvions de l'Adour et de l'Echez, l'Arros, la Bidouze et la Nive : il s'agit d'un système alluvial majoritairement libre et qui couvre une superficie de 1005 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés mauvais, avec un objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 (SDAGE 2016-2021) ; cette nappe est soumise à des pressions significatives en ce qui concerne les nitrates d'origine agricole et les prélèvements d'eau. La nappe alluviale de l'Adour et de l'Echez est une réserve stratégique en eau pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation. Elle est particulièrement sensible aux pollutions diffuses du fait de sa faible profondeur, du caractère filtrant des terrains et de sa faible pente. Elle est captée par des puits pour l'alimentation en eau potable (commune d'Ossun) ;
- Terrains plissés du BV Adour secteur hydro q0 : il s'agit d'une nappe libre qui s'étend sur 821 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés bons en 2015 ;

Les enjeux signalés pour la Commission territoriale « Adour » à laquelle appartient le territoire sont les suivants :

- Préserver la qualité des eaux souterraines pour les usages en eau potable et plus particulièrement pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides
- Améliorer la qualité des eaux de surface en réduisant et supprimant les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses
- Restaurer les débits d'étiage par la mise en œuvre d'outils de gestion intégrée et un partage équilibré de la ressource
- Préserver et réhabiliter le bon fonctionnement des rivières en restaurant les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale et en protégeant les écosystèmes aquatiques et les zones humides pour enrayer leur disparition et leur dégradation
- Faciliter la gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère, par la mise en place d'outils réglementaires adaptés
- Réduire les pollutions bactériennes afin d'améliorer la préservation des secteurs de baignade et d'activités nautiques
- Réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations.

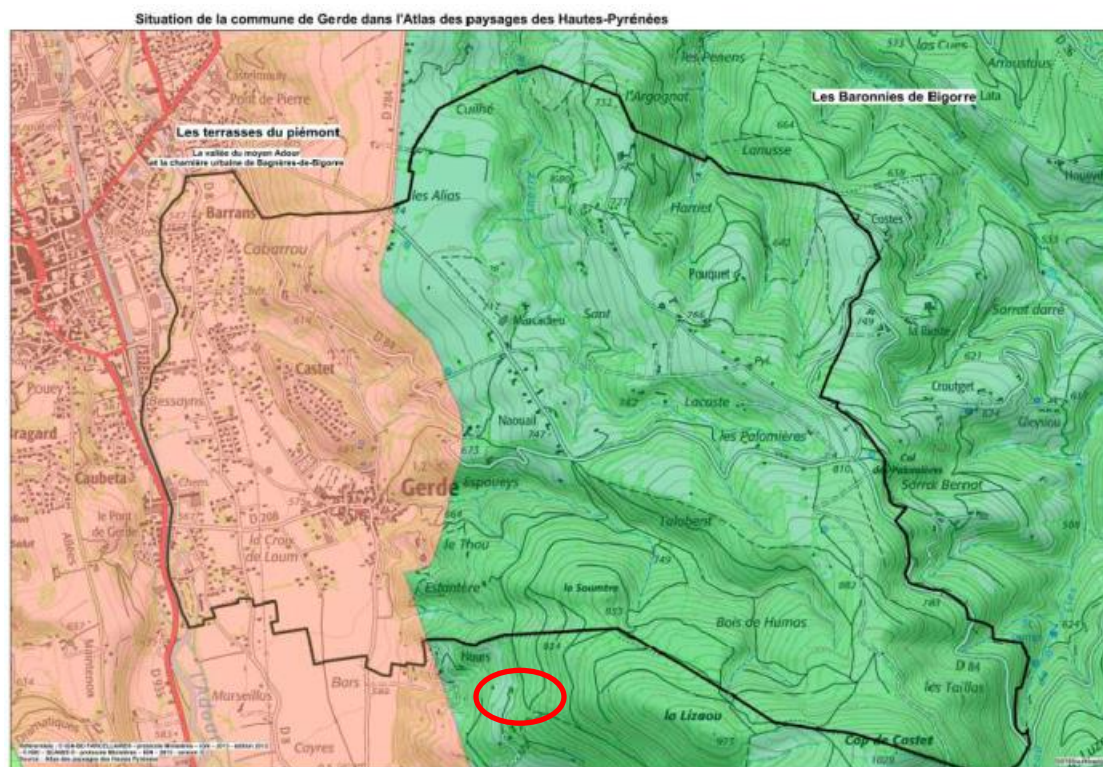
3.2 ANALYSE PAYSAGERE

3.2.1 CONTEXTE PAYSAGER

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées²⁹ place la commune dans 2 unités paysagères différentes : les terrasses de Piémont et les Baronnie de Bigorre (cf. Figure 37).

²⁹ Atlas des paysages des Hautes Pyrénées - Mars 2015

Documents téléchargeables sur le site internet du CAUE (<http://www.caue-mp.fr/espace-ressources/atlas-des-paysages-des-hautes-pyrenees/itemid.html>)

Figure 37 - Situation de la commune dans l'Atlas des Paysages des Hautes-Pyrénées³⁰

- Le centre-bourg et Médous dans la vallée de l'Adour : Unité paysagère des « Terrasses du Piémont » ;
Le paysage se caractérise d'une manière générale par :
 - Une succession de terrasses orientées nord-sud dans les vallées de l'Adour et de l'Echez ;
 - Un paysage bocager avec des prairies humides à proximité des cours d'eau et des canaux ;
 - Des parcelles de grandes cultures sur les terrasses ;
 - Des bourgs groupés qui se sont développés en étoile le long des routes, et une diffusion récente de l'urbanisation sur les terres agricoles ;
 - Le développement de zones d'activités, notamment à proximité des axes principaux Tarbes-Lourdes - Bagnères de Bigorre.

A Gerde, dans la plaine, la topographie est peu accusée avec un relief lié au réseau hydrologique. Le paysage proche est structuré par la végétation liée aux cours d'eau ainsi qu'aux routes et chemins, tandis que les Pyrénées constituent la toile de fond du paysage vers le sud et que les versants boisés encadrent les espaces bâtis.

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants :

- Maitriser la pression urbaine et la qualité de l'assise paysagère des espaces urbains,
- Assurer la qualité et la lisibilité des infrastructures de transport,
- Gérer les boisements et leur effet dans le paysage,
- Valoriser la qualité et la diversité des trames vertes et bleues,
- Valoriser les espaces agro-naturels,
- Garantir la qualité et l'identité des espaces publics et du bâti.

³⁰ Source : Porter à connaissance de l'Etat - Annexes

- A l'est, la partie piémont/ montagne : Unité paysagère « Baronnie de Bigorre ».

Le paysage se caractérise d'une manière générale par :

- Implantation des villages soit dans la plaine, soit en crêtes ;
- Un réseau labyrinthique de vallées ;
- Un paysage refermé par d'importantes masses boisées ;
- Important patrimoine bâti jouant un rôle de repère dans le paysage ;
- Un bâti agricole manquant le paysage ;
- Un paysage agricole altérant pâtures et cultures.

A Gerde, cet espace est perçu comme boisé lorsqu'il est vu depuis le fond de la vallée, alors qu'il est également largement composé de prairies et d'estives, notamment au Col des Palomières.

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants relatifs à la commune:

- Assurer la qualité de l'environnement forestier ;
- Prévenir la disparition de la diversité agricole et la fermeture du paysage ;
- Anticiper les dynamiques urbaines et conforter la qualité de l'assise paysagère des bourgs ;
- Jouer le repérage du réseau viaire pour faciliter les déplacements, améliorer l'attrait touristique, mettre en scène le patrimoine.

Quelques photos du paysage :

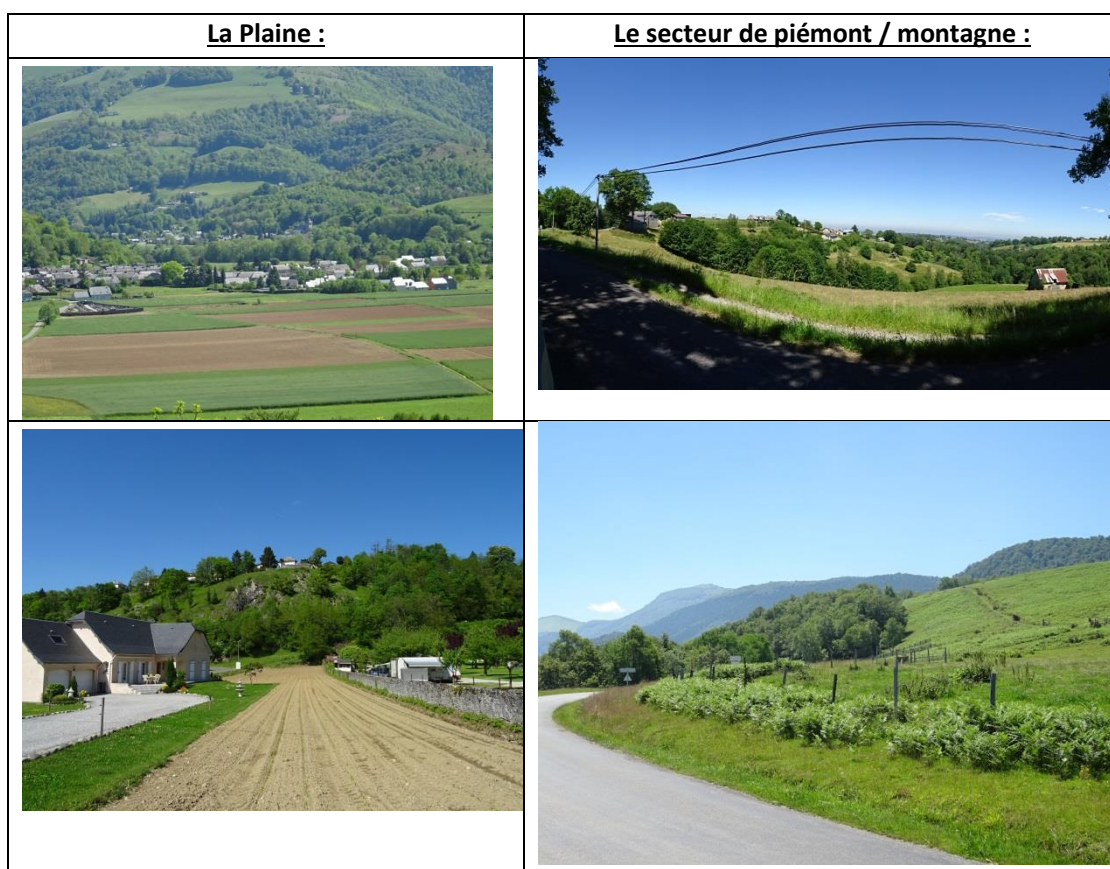
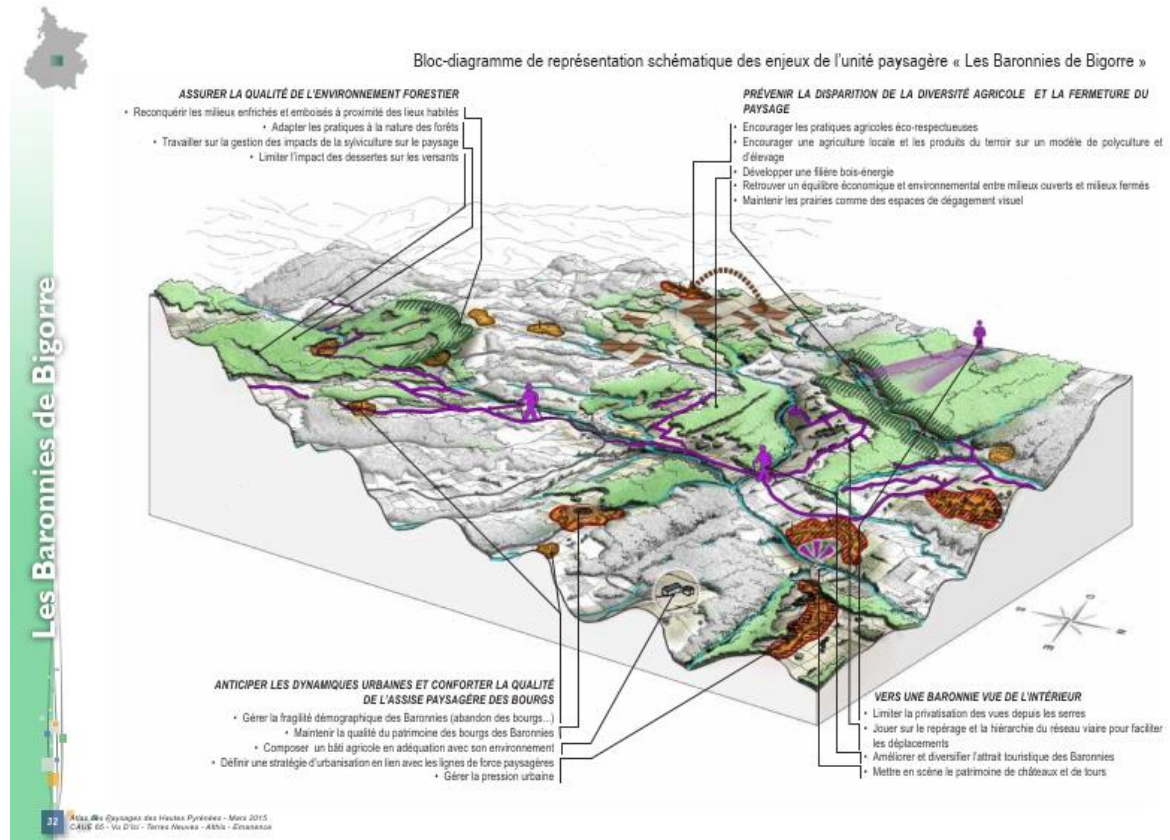
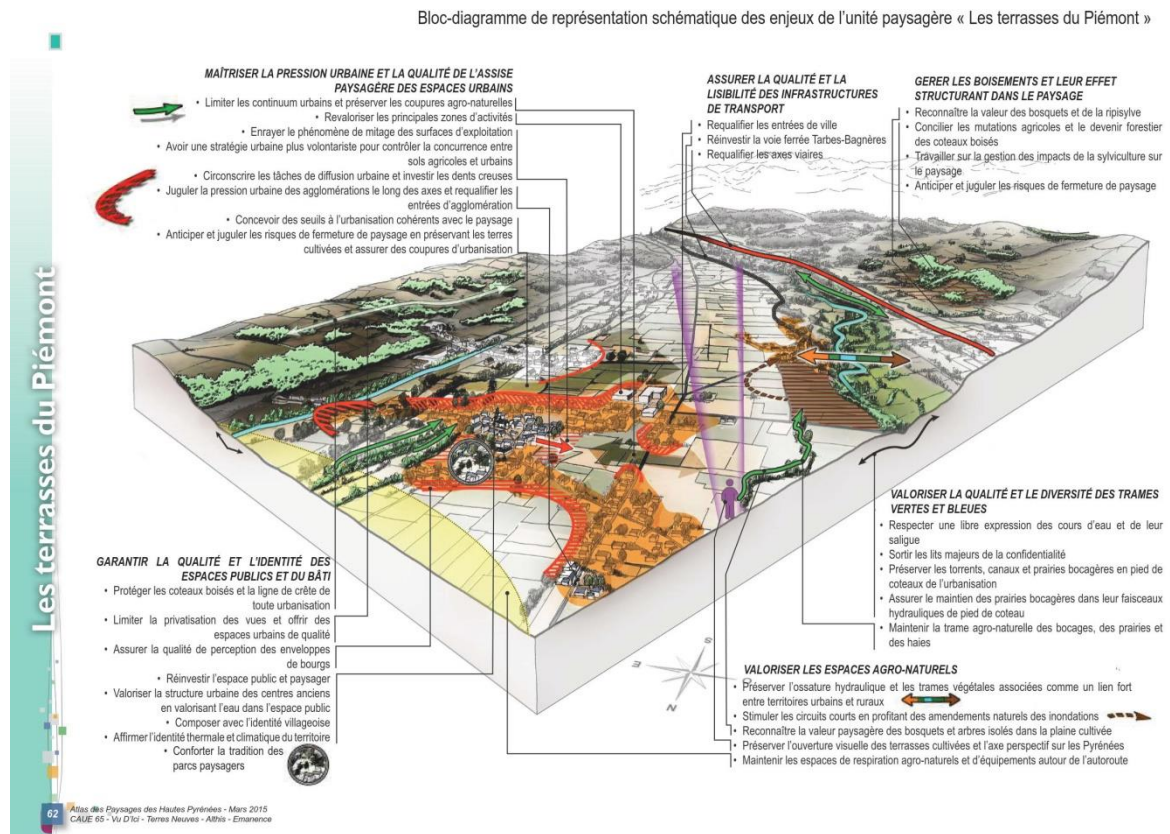




Figure 38 - Représentation schématique des enjeux des unités paysagères²⁹

3.2.2 LES ELEMENTS PAYSAGERS REMARQUABLES

Plusieurs éléments paysagers remarquables peuvent être identifiés pour leur rôle structurant dans le paysage, mais aussi dans l'identité communale :

- Les ensembles boisés ;
- Les points de vue remarquables ;

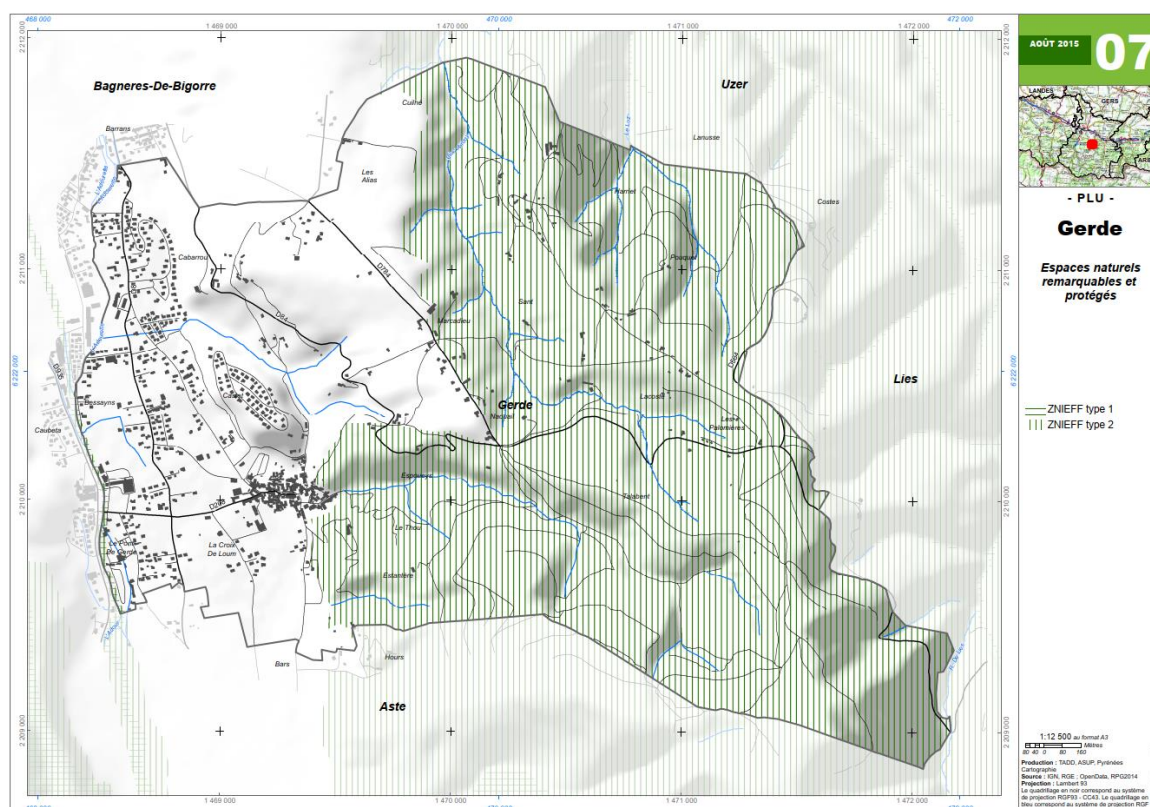
3.3 MILIEUX NATURELS – TRAME VERTE ET BLEUE

3.3.1 LES ESPACES NATURELS

3.3.1.1 Sites Natura 2000

La commune n'est pas concernée par des sites Natura 2000.

Figure 39 - Principaux espaces naturels identifiés (Carte au format pleine page en annexe)



3.3.1.2 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)³¹

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type 1 : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- Les ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière, ...).

La commune compte 2 ZNIEFF sur son territoire (cf. Figure 39).

3.3.1.2.1 ZNIEFF de type 1 « Réseau hydrographique des Baronnie » (n° 730030352)

La ZNIEFF, qui s'étend d'Arrodets en amont à Gourgue en aval, intègre l'ensemble du réseau hydrographique des Baronnie, dont le principal ruisseau est l'Arros.

Pour la ZNIEFF concernée, les altitudes extrêmes se situent entre 950 et 290 m, de la forêt de pente dans les vallons encaissés, au fond de vallée très ouvert.

Le linéaire prend en compte essentiellement le cours d'eau, en intégrant tout de même quelques habitats en connexion directe avec les celui-ci et des enjeux naturalistes annexes.

Aucun habitat déterminant n'a été noté sur le site, mais divers enjeux floristiques ont été trouvés.

On peut mentionner la présence de l'Œillet superbe (*Dianthus superbus*) dans certains petits vallons encaissés. Les secteurs encaissés plus fermés accueillent l'Aigremoine élevée (*Agrimonia procera*), une espèce d'aigremoine peu commune dans la région Midi-Pyrénées, et le Gaillet des bois (*Galium sylvaticum*).

Parmi les bryophytes déterminantes ayant été rencontrées sur le site, notons *Hookeria lucens*, une mousse des forêts humides (type aulnaie-saulaie), mais aussi 2 espèces se développant à proximité des sources claires dans les ruisseaux ombragés : *Fissidens grandifrons* et *Trichocolea tomentella*.

Un des enjeux majeurs de cette ZNIEFF est le Desman des Pyrénées, petit mammifère semi-aquatique endémique des Pyrénées et du quart nord-ouest de la péninsule Ibérique, particulièrement original dans tous les aspects de sa biologie. Étroitement adapté à la vie semi-aquatique, il peuple des cours d'eau à régime hydrologique de type nival de transition à pluvio-nival, dans des massifs montagneux ou de piémont recevant une pluviométrie annuelle supérieure à 1 000 mm.

Toutes les perturbations pouvant affecter le fonctionnement des cours d'eau et notamment le fonctionnement hydrologique sont préjudiciables à l'espèce. La pollution, la gestion piscicole, les sports aquatiques, etc. constituent autant de facteurs pouvant affecter de manière négative l'espèce et son habitat. Cette ZNIEFF joue en outre un rôle fonctionnel évident en assurant la connexion avec les habitats aquatiques des autres ZNIEFF situées en amont et en aval.

En phase d'extension depuis la fin des années 1990, la Loutre est également présente sur le site. Même s'il s'agit d'une espèce très adaptée à la vie semi-aquatique à régime alimentaire essentiellement piscivore, elle ne présente pas les mêmes exigences que le Desman des Pyrénées. Elle est notamment présente à l'extrême amont de l'Arros où elle bénéficie d'un habitat très préservé.

À noter également la présence de l'Écrevisse à pattes blanches, un crustacé qui a fortement regressé dans la totalité de son aire de répartition, et qui occupe actuellement les ruisseaux clairs et frais de montagne bien oxygénés. La présence de cette espèce est fortement conditionnée par la qualité de l'eau (réaction forte à la pollution), l'utilisation des berges et du lit par l'activité humaine et les troupeaux de bovins, ainsi que par l'introduction d'espèces de poissons ou d'autres espèces (dont les écrevisses exotiques) concurrentes et souvent plus résistantes.

³¹ Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

Parmi les reptiles observés au sein de cette ZNIEFF, dans les secteurs agricoles plus ouverts, la Coronelle girondine occupe les abords des cours d'eau où elle peut trouver les tas de pierres et les murets. Le Lézard vivipare, plus étroitement lié à l'humidité, a également été contacté sur le secteur.

Une seule espèce déterminante d'amphibien est connue au niveau du réseau hydrographique : il s'agit de la sous-espèce *fastuosa* de la Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra fastuosa*), qui ne se rencontre en France que dans les Pyrénées centrales. Son milieu de prédilection est la forêt mixte de moyenne montagne avec des ruisseaux à proximité pour pouvoir pondre, comme c'est le cas ici. Bien que très localisée dans les Pyrénées centrales, cette sous-espèce est bien représentée dans le piémont pyrénéen des Hautes-Pyrénées.

À noter également sur le site 2 espèces d'insectes : le Gomphe à crochets (*Onychogomphus uncatus*), une libellule, et un coléoptère cavernicole endémique des Pyrénées : *Aphaenops (Cerbaphaenops) crypticola*. Il est connu de l'Ariège aux Hautes-Pyrénées ; sa faible valence écologique et la petite superficie de son aire de répartition en font une espèce vulnérable.

3.3.1.2.2 ZNIEFF de type 2 « Baronnies » (n° 730003065)

La ZNIEFF de type 2 s'étend sur les terrains sédimentaires de la zone nord-pyrénéenne de l'est de l'Adour, composée au nord des flyschs noirs des Baronnies, marnes et brèches diverses, éléments du Mésozoïque dominés au sud par les chaînons calcaires de type urgonien. C'est un ensemble collinéen sur le piémont des Pyrénées, entrecoupé de ruisseaux et de vallons, et dont les reliefs s'accroissent vers le sud en affleurements calcaires rocheux de plus en plus verticaux (falaises du Lhéris, Billeux ; pic du Bassia). C'est une entité bien délimitée par l'Adour et la Neste, et le plateau lannemezanais au nord. L'agriculture traditionnelle y est encore bien présente, notamment l'élevage, et y favorise une mosaïque de milieux entre pâturages, prairies de fauche, landes et fourrés. De grands complexes forestiers sont présents, surtout au nord (Escaladieu) et au sud (massif forestier des hautes Baronnies) ; de nombreux bois de tailles diverses se rencontrent sur le reste du secteur. L'habitat est très dispersé, et les villages sont de petite taille. La présence du calcaire, la diversité des pratiques agricoles, le gradient altitudinal, ajoutés à une absence d'infrastructures lourdes, offrent une mosaïque de milieux riches, variés et préservés où s'est développée depuis longtemps une grande diversité d'insectes, de fleurs, de reptiles, de mousses, de champignons, d'invertébrés divers, d'oiseaux et de poissons, conférant à cette ZNIEFF un rôle de préservation de la nature important pour le piémont pyrénéen. L'influence atlantique s'y fait encore sentir par le biais des précipitations, et contraste fortement avec les fortes pentes exposées au sud sur calcaire conférant un caractère plus thermophile. Du nord au sud, on passe d'un faciès de type collinéen à un faciès plus montagnard à la limite du subalpin avec grandes falaises et forêts ravinées. Les milieux les plus remarquables et les plus riches sont les falaises pyrénéennes calcaires. Elles sont l'habitat privilégié de nombreuses plantes endémiques, comme la Scrofulaire des Pyrénées (*Scrophularia pyrenaica*) ou l'Androsace hérissée (*Androsace hirtella*), toutes deux protégées au niveau national. C'est aussi l'habitat des rapaces rupestres (Vautour péronoptère, Faucon pèlerin...). Tout autour, les pelouses sur affleurements calcaires, les éboulis, représentent aussi des habitats riches en plantes déterminantes ou en orchidées. On rencontre sur ces milieux des plantes assez rares dans la région comme la Tulipe australe (*Tulipa sylvestris* subsp. *Australis*) ou l'Orchis pâle (*Orchis pallens*). Le réseau hydrique est une composante importante du secteur. Les cours d'eau, issus d'un énorme réseau karstique en amont, sont exempts de sources de pollutions anthropiques. Ils sont propices au développement de la Loutre, du Desman et aux poissons et écrevisses. Les grands complexes forestiers offrent un habitat privilégié pour la faune. C'est là que nichent le Circaète Jean-le-Blanc, le Pic mar, l'Aigle botté ou encore le Grand Tétras. On y trouve également un important dortoir de Milan royal. Au niveau flore, le Mélinet glabre (*Cerinthe glabra* subsp. *pyrenaica*), endémique pyrénéenne, se trouve sur les hauteurs, tandis que la Lathrée écailleuse (*Lathraea squamaria*) se rencontre dans les fonds de vallées humides. L'élevage maintient de nombreux milieux ouverts en transition avec des landes de reconquête, et permet en parallèle le maintien des prairies de fauche traditionnelles et de leur grande diversité floristique et faunistique, propices pour les papillons, les coléoptères et tous les autres insectes. Parmi les autres espèces floristiques remarquables de cette ZNIEFF, on peut noter la présence d'une mousse rare, la Buxbaumie verte (*Buxbaumia viridis*), d'une fougère, le Cystopteris des montagnes (*Cystopteris montana*), et de stations d'Œillet superbe (*Dianthus superbus*), toutes protégées. Les coléoptères saproxyliques présents, dont le rare *Aesalus scarabaeoides*, profitent des vieilles

châtaigneraies à fruits et de la présence de vieux peuplements de reconquête (avec de nombreuses essences pionnières comme le bouleau, qui meurent et alimentent le compartiment bois mort). Des zones refuges pour les coléoptères saproxyliques ont assurément dû exister dans le passé. Les accrues et surtout la maturation forestière leur permettent aujourd'hui de s'épanouir dans ces Baronnies. La régression de l'agriculture traditionnelle et de l'élevage, et avec elle la fermeture des milieux ouverts, (pelouses calcaires, prairies de fauche) constituent la principale menace pour la diversité de cette ZNIEFF. Les grands massifs forestiers sont également sujets à des évolutions locales (coupes, ouvertures de pistes) pouvant affecter les espèces, et en particulier porter préjudice à la quiétude de la faune présente, notamment à la reproduction des grands rapaces pyrénéens.

3.3.2 FAUNE ET FLORE

Il n'y a pas d'espèce endémique recensée sur la commune³².

3.3.3 INTERET DES ESPACES AGRICOLES

L'intérêt des espaces agricoles en matière de biodiversité est lié à de nombreux paramètres : occupation du sol, parcellaire, modes de culture.

Les prairies (et notamment les prairies naturelles et/ou humides) sont des milieux particulièrement intéressants par la variété de faune et de flore qu'ils peuvent abriter (petits mammifères, oiseaux, batraciens, invertébrés, etc.).

Les terres labourables, occupées par des prairies temporaires, des grandes cultures (voire à l'extrême exploitées en monoculture) présentent un intérêt limité.

Dans un tel contexte, la présence de bosquets, de haies, d'arbres isolés ou d'habitat rural entouré de jardins sont des éléments qui permettent le développement d'une certaine biodiversité et qui constituent des espaces relais favorisant le déplacement des espèces.

De la même façon, la variété des assolements, la pratique d'une agriculture raisonnée en ce qui concerne les traitements chimiques ou d'une agriculture biologique concourent à une meilleure biodiversité.

A Gerde, le fonctionnement des espaces agricoles se traduit par :

- Des potentiels de biodiversité assez limités dans la plaine de l'Adour, dans la mesure où les espaces agricoles sont très ouverts et les haies ou bosquets y sont rares :
- Des potentiels de biodiversité importants dans le secteur de piémont et les secteurs de montagne, avec une mosaïque de prairies naturels, landes, estives et de bois.

3.3.4 RELEVES NATURALISTES EFFECTUES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU P.L.U.

Le PLU de Gerde est soumis à la procédure dite de « cas par cas » (Cf partie justifications).

3.3.5 LA TRAME VERTE ET BLEUE

La "Trame Verte et Bleue" (TVB) est un outil d'aménagement du territoire issu de la loi ENE du 12/07/2010 (Grenelle 2) qui a pour objectif la préservation de la biodiversité, en identifiant et maintenant un réseau fonctionnel national de milieux où les espèces animales puissent assurer leur cycle de vie et circuler.

A l'échelle régionale, la "Trame Verte et Bleue" se traduit par un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé en 2014.

³² Source : <https://inpn.mnhn.fr>

Par ailleurs, le P.L.U. doit être compatible avec les orientations relatives à la préservation des espaces naturels inscrites dans le SDAGE Adour-Garonne :

- Réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
- Gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- Fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- Maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;
- Approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.

Mais également dans le SAGE Adour Amont (thème « milieux naturels ») :

- Disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme » ;
- Disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le SRCE ;
- Disposition 26 « Améliorer la gestion des inondations », Sous-disposition 26.3 « Mobiliser des secteurs de débordement des cours d'eau permettant de préserver les secteurs agglomérés ».

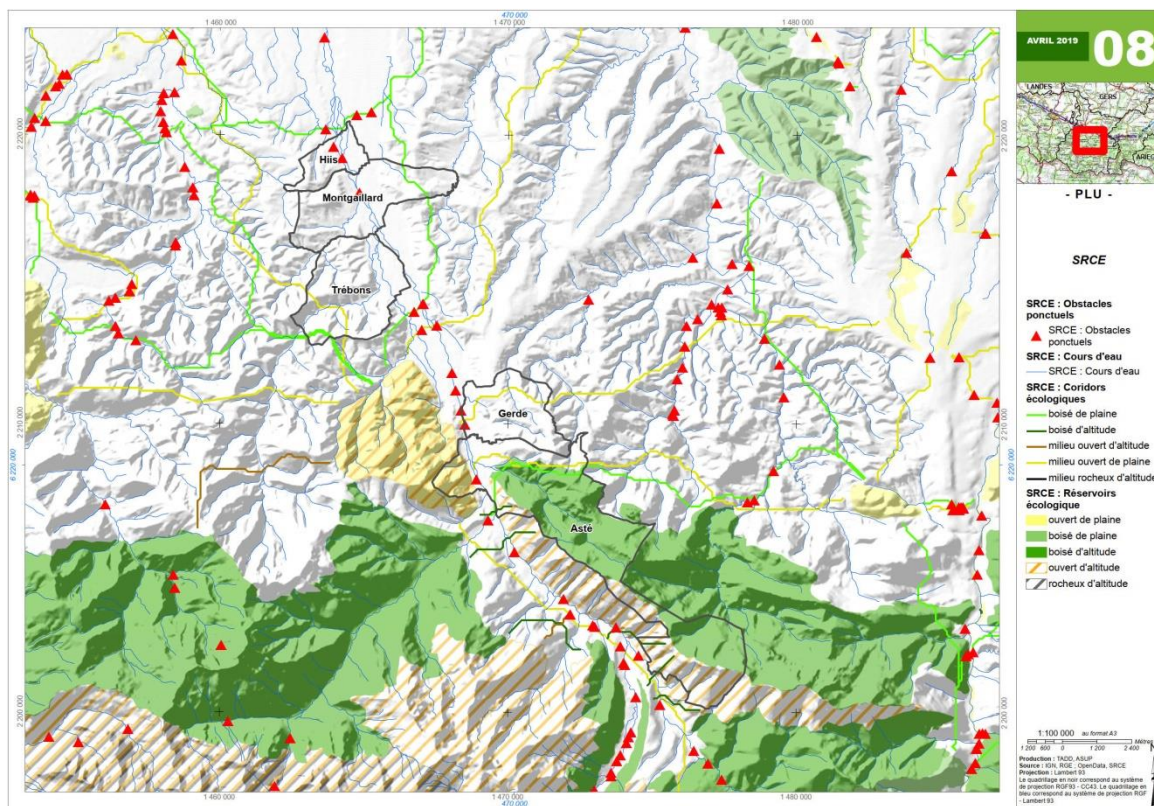
Située au carrefour géographique des domaines atlantique, continentale, alpin et méditerranéen, la région Midi-Pyrénées est un maillon important du lien entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe. Cette une région marquée par une importante proportion de zones de montagnes, ainsi que par les têtes de bassins versants des grands fleuves et rivières du sud-ouest (Adour, Garonne, Ariège, Aveyron...), dont dépendent de nombreux éléments de la biodiversité régionales (zone humide, forêts alluviales, voies migratoires pour les poissons et les oiseaux...)

Cette diversité de conditions écologique procure à Midi-Pyrénées une grande richesse de paysage, de milieux naturels et d'espèces (la région accueille près de la moitié des espèces recensées en France).

Plus localement, la trame verte définie par le SRCE n'identifie pas de réservoirs de biodiversité dans la commune même. La trame bleue est quant à elle constituée du réseau hydrographique. (cf.

Figure 40).

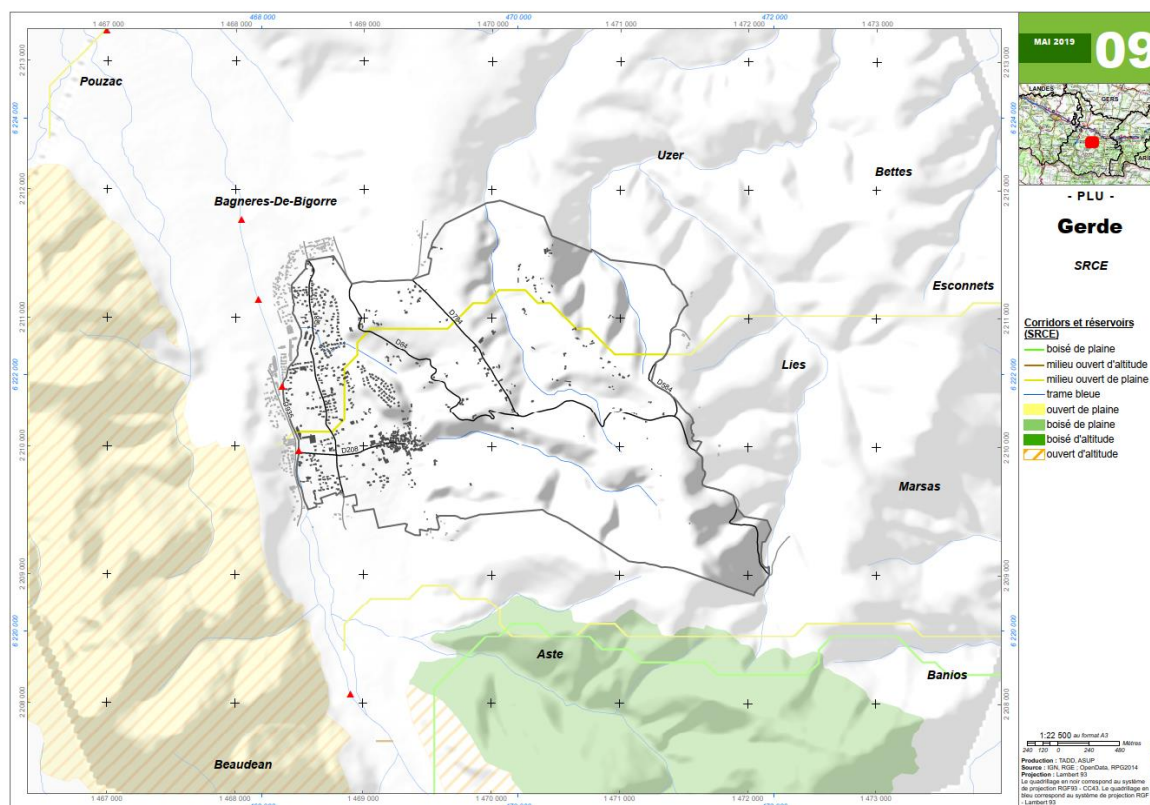
Figure 40 – La trame verte et bleue identifiée dans le SRCE (Carte au format pleine page en annexe)



A l'échelle locale, la trame verte et bleue se précise avec :

- Des réservoirs de biodiversité à préserver au niveau des secteurs naturels boisés et des ripisylves
- Un corridor écologique d'est en ouest traversant notamment la plaine

Figure 41 – La trame verte et bleue locale



3.4 RESSOURCES

3.4.1 EAU

3.4.1.1 Eau potable

C'est le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable Gerde / Baudéan qui gère la ressource (DSP VEOLIA).

3.4.1.2 Irrigation - Industrie

Il n'existe pas de point de prélèvements d'eau destinés à l'irrigation³³ ni à l'industrie.

3.4.2 SOL ET ESPACE

3.4.2.1 Inventaire cartographique des sols

La carte des sols issue du programme RRP sur le département des Hautes Pyrénées³⁴ montre une succession de sols dont le mode de répartition suit les formations géologiques et la géomorphologie.

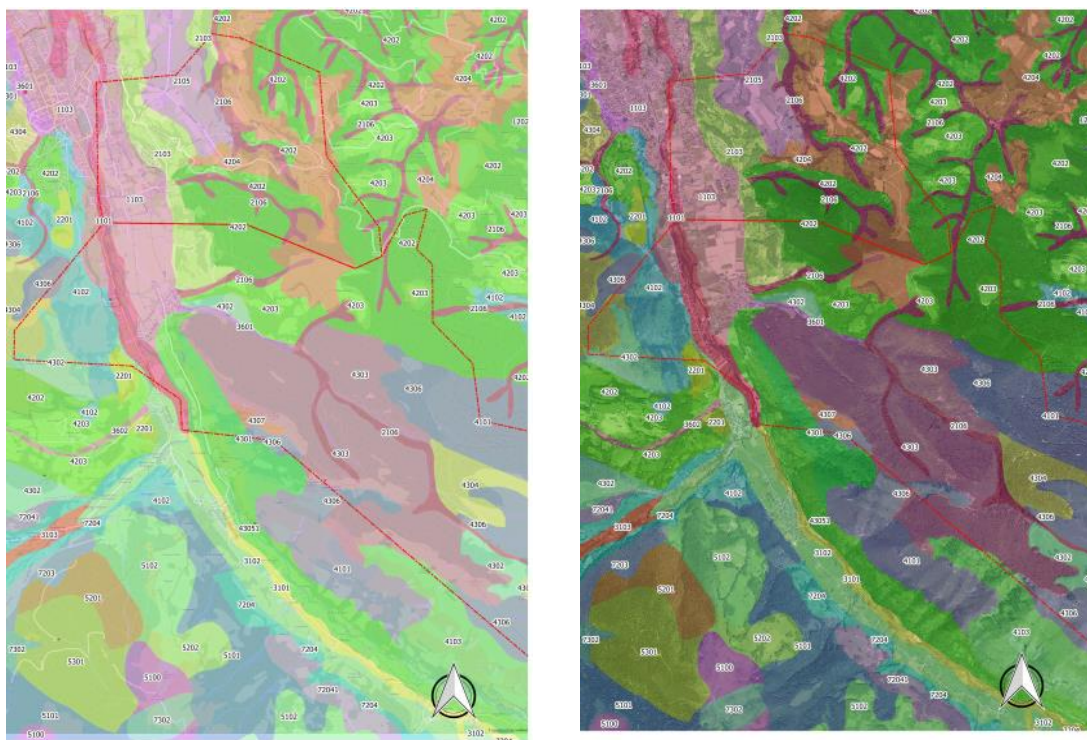
³³ Source : Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour-Garonne

³⁴ Référentiel Régional Pédologique de Midi-Pyrénées - Carte des sols des Hautes Pyrénées - Notice explicative sommaire (2015 - Labellisation 2016) - Auteurs : JP. Party, N. Muller, Q. Vauthier (Sol-Conseil Strasbourg), L. Rigou (ASUP). Maîtrise d'ouvrage : CNRS-EcoLab, sous la direction de M. Guirese. Financements : Ministère de l'Agriculture - Communauté Européenne.

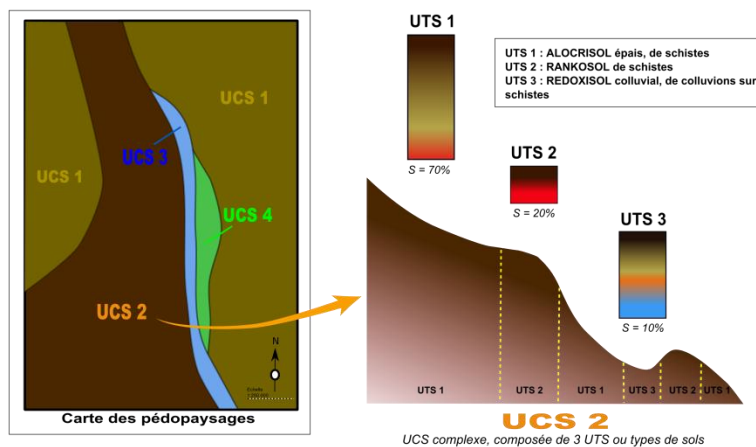
On dénombre ainsi une dizaine d'unités cartographiques de sols ou UCS. En simplifiant quelque peu ces UCS, on peut alors décrire les sols suivants :

- En fond de vallée, les alluvions récentes de l'Adour génèrent des sols de type FLUVIOSOLS plus ou moins brunifiés selon leur degré d'évolution. Ce sont les UCS numérotées 1101.
- Sur les terrasses alluviales Fx1, les sols sont déjà nettement plus évolués ; ils appartiennent aux séries des BRUNISOLS généralement épais, souvent caillouteux, généralement sains et perméables. A noter que la commune de Gerde marque la limite sud du développement des sols alluviaux plus organiques de la plaine de l'Adour sur terrasse ancienne ; plus au sud, on passe à un régime de dépôts légèrement différent qui annonce les sols moins évolués. Ce sont ici les sols de l'UCS 1103
- Sur les versants, on observe deux grandes catégories de sols : (1) des sols calcaires (CALCOSOLS, RENDOSOLS, CALCISOLS) sur les secteurs où les formations jurassiques et le relief permettent de développer ce type de sol ; ce sont les UCS 4301, 4304, 4306 ; (2) des sols acides, sur les autres types de formations : schistes, brèches etc. ce sont les sols des série BRUNISOL, RANKOSOLS etc. des UCS 4203, 4202, 4302, 4307. Les sols sont principalement de type BRUNISOL avec des textures limoneuses à limono-sablo-argileuses, des épaisseurs très variables, une porosité souvent réduite. Les versants étant localement entaillés par des ruisseaux dans des talwegs, certains sols présentent des engorgements temporaires et sont alors rattachés aux COLLUVIOSOLS rédoxyques. Lorsque ces vallons et talwegs présentent une surface suffisante, ils ont été classés dans les UCS 3602 et 3601 (2106 sur la commune de Gerde)
- Enfin, en sommet de coteaux, lorsque les placages pliocènes sont épais, les sols deviennent plus argileux et ils comportent alors des petits galets qui ne sont pas visibles ailleurs dans les coteaux. Ils sont toujours acides, avec des engorgements fréquents. Ce sont les sols de l'UCS 2105.

Figure 42 - Extrait de la carte des sols (issue de la fragmentation du RRP des Hautes Pyrénées). Source : ASUP, octobre 2017



Concept de représentation des sols dans une carte au 1/250000 :



Cette carte des sols est donc utilisable pour les analyses territoriales en tenant compte de deux grandes spécificités :

- Graphiquement, elle représente des UCS qui sont le plus souvent des associations de sols, plus rarement des sols uniques ; mais elle donne aussi la proportion relative de chacun des sols au sein de chaque UCS. Toutes les caractéristiques des UCS et des UTS qui les composent (physico- chimie des sols, modèle de répartition dans le paysage etc.) sont regroupées dans une base de données DONESOL que l'on peut donc interroger.
- La carte est établie à une échelle, -le 1/250000-, et avec une précision qui limitent les possibilités de croisement avec des documents cartographiques à des échelles plus grandes (cadastre notamment).

Nous avons fragmenté les UCS du Référentiel Régional en utilisant des techniques d'apprentissage automatisées, l'analyse de la répartition des UTS dans les UCS et des validations grâce aux sondages et observations de sols (dans le cadre de la réalisation du RRP) qui sont nombreuses entre la vallée du Gave et le col de Marie-Blanque. Nous avons ainsi pu cartographier les sols à une échelle mieux adaptée au territoire de la commune, c'est-à-dire une échelle intermédiaire entre le 1/50000 et le 1/25000, en délimitant les UTS. A l'aide de cette nouvelle carte, nous pouvons réaliser une première approche de l'importance des sols en matière d'urbanisme et de perspective territoriale.

3.4.3 MATIERES PREMIERES ET RESSOURCES DU SOUS-SOL

3.4.3.1 Exploitation et recherche d'hydrocarbures

Le porter à connaissance de l'Etat ne mentionne aucun permis de recherche ou d'exploitation d'hydrocarbures concernant la commune.

3.4.3.2 Schéma départemental des carrières

Le schéma départemental des carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 29/11/2005. Il a pour objectif de concilier au mieux la juste valorisation du sous-sol pour l'intérêt économique et la protection de l'environnement pour la qualité de la vie.

Il n'existe pas de carrières en cours d'exploitation ni d'ancienne carrière sur le territoire communal.

3.4.4 ENERGIE

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées a été approuvé en juin 2012. Il recense en particulier les potentiels de développement des énergies renouvelables dans la région et fixe des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables.

La commune ne se situe pas dans une zone favorable au développement de l'éolien selon la méthode retenue dans le schéma régional éolien annexé au SRCAE.

3.4.4.1 Energie solaire

Les caractéristiques d'ensoleillement (en moyenne pour la région Midi-Pyrénées : durée d'ensoleillement de 2 000 heures/an, énergie solaire incidente sur le plan horizontal de 1 300 kWh/m²/an - *source ADEME*) permettent d'envisager la production d'eau chaude solaire ou d'électricité au moyen de panneaux photovoltaïques pour les particuliers ou sur les toits des bâtiments agricoles, artisanaux ou commerciaux.

3.4.4.2 Méthanisation agricole

Il existe plusieurs élevages à Gerde, mais compte tenu du nombre d'animaux assez limité, la ressource en biomasse méthanisable (déjections animales et résidus de culture) ne constitue pas une ressource mobilisable à l'échelle de la commune.

D'autre part, ce type de projet doit prendre en compte l'adéquation entre quantité d'énergie produite et besoins (consommation locale ? Réinjection de l'énergie produite dans le réseau de distribution vers de plus grands centres de consommation ?) ; de plus, il se heurte à des contraintes d'investissement s'il n'est pas porté par une structure collective.

3.4.4.3 Economies d'énergie potentielles

Dans le domaine du logement, des économies d'énergie sont potentiellement possibles par rapport à une simple extrapolation des consommations actuelles en mettant en œuvre différents dispositifs : amélioration de la qualité thermique des constructions neuves, travaux sur le parc existant (notamment le plus ancien, avant 1975 et dans une moindre mesure avant 2000), mais aussi par un choix de formes plus compactes pour les maisons, voire par le développement de maisons mitoyennes.

3.5 RISQUES ET NUISANCES

3.5.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX : LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 a été approuvé le 1er décembre 2015. Le PGRI constitue le document de référence au niveau du Bassin permettant d'orienter et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation. Il fixe, pour la période 2016-2021, 6 objectifs stratégiques déclinés en 49 dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin.

Ces objectifs ont été rédigés en tenant compte des principes de solidarité, subsidiarité et synergie à développer entre les politiques publiques d'aménagement durable des territoires et la prévention des risques.

En l'absence de SCoT, le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI, parmi lesquels les suivants concernent plus particulièrement l'élaboration des documents d'urbanisme :

- Objectif n°4 : « Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité »

- Réduire la vulnérabilité aux inondations en formalisant dans les documents d'urbanisme des principes d'aménagement prenant en compte le changement climatique à long terme (D4.5)
- Valoriser les espaces inondables à préserver ou reconquérir comme élément du cadre de vie en leur redonnant un usage adapté (D4.8)
- Évaluer les impacts cumulés et les mesures de compensation de l'aménagement du territoire sur le fonctionnement des bassins versants (D4.10 idem SDAGE)
- Limiter l'imperméabilisation des sols et maîtrisant l'écoulement des eaux pluviales et restaurant les zones d'expansion de crues (D4.11, idem SDAGE)
- Objectif n°5 : « Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements »
 - Favoriser la reconquête des zones naturelles d'expansion de crues (D5.2, idem SDAGE)
 - Promouvoir le ralentissement dynamique naturel dans les bassins versants (zones humides, haies, talus, espaces boisés...) afin de faciliter l'infiltration et la rétention des eaux (D5.3, idem SDAGE).

3.5.2 RISQUES NATURELS RECENSES SUR LE TERRITOIRE

3.5.2.1 Séismes

La commune se situe dans son intégralité en zone sismique 4, c'est à dire de sismicité modérée. Le code de l'Environnement fixe pour les zones 2 à 5 les règles applicables en fonction de la nature des constructions : choix de l'implantation (prise en compte de la nature du sol), conception générale de l'ouvrage et qualité de l'exécution (matériaux, fixation des éléments non structuraux, mise en œuvre).

3.5.2.2 Inondation - Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La commune est concernée par un plan de prévention des risques naturel (PPRN) approuvé le 02/07/2008 (inondations, mouvements de terrain).

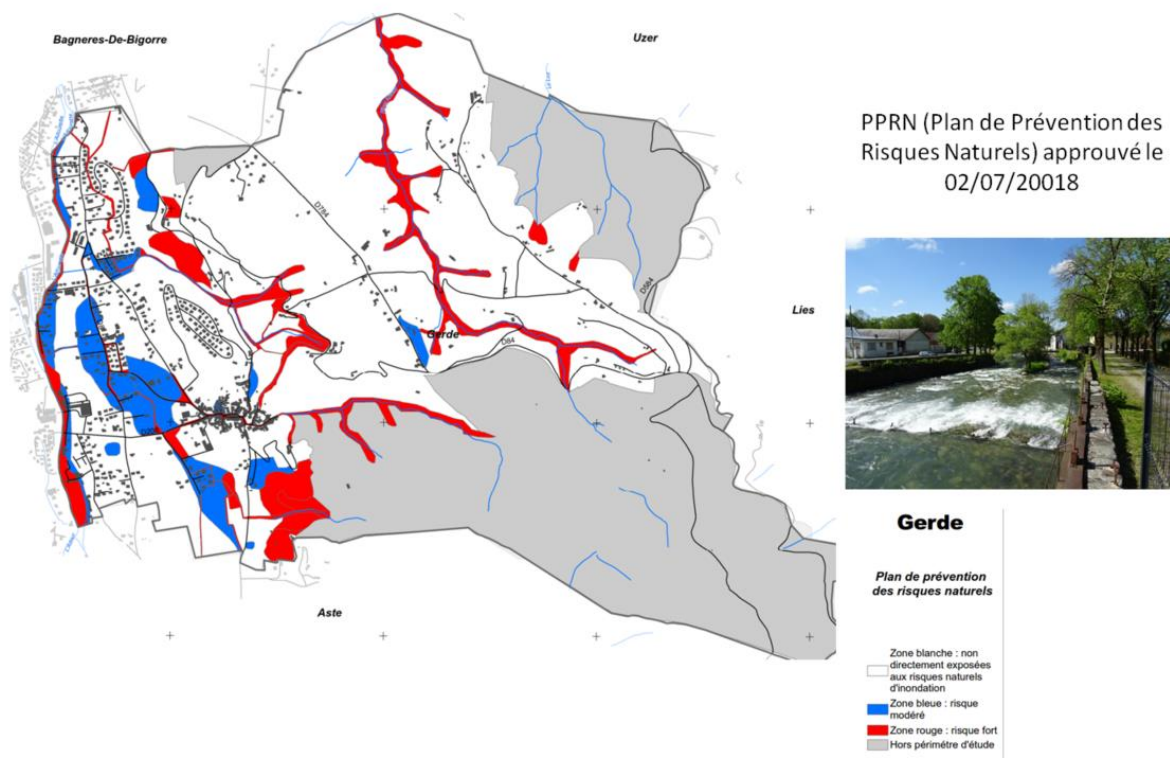
Les plans de prévention des risques visent à sécuriser les populations et les biens ; ils sont établis par les Services de l'Etat au cas par cas à l'issue d'une étude qui prend en compte la nature du risque (inondation, mouvement de terrain, incendie, risque technologique, etc.) et le contexte local. Ils comportent un rapport de présentation, un ou des documents graphiques et un règlement qui peut interdire certains travaux, exiger la réalisation d'études particulières ou la mise en place de mesures de protection sur les installations, ouvrages ou bâtiments existants, dans des délais imposés.

Ces règles se surimposent à celles qui peuvent être mises en place par le P.L.U. ; ce dernier doit être mis en conformité avec un plan de prévention des risques si celui-ci est approuvé après le P.L.U.

L'ensemble des bords de l'Adour et de ses affluents sont concernés par un risque naturel (cf. Figure 43)

Il en résulte une carte réglementaire qui rend certains secteurs inconstructibles (zones rouges et zones jaunes) et d'autres constructible sous conditions (zones bleues).

Figure 43 – Carte du PPRN



3.5.2.3 Remontée de nappe

La commune n'est pas concernée par le risque de remontée de nappe.

3.5.2.4 Divers

La commune est soumise à un aléa faible à moyen de retrait-gonflement des sols argileux.
La commune n'est pas soumise à des risques de mouvements de terrain ou liés au radon.
8 cavités souterraines sont recensées.

3.5.3 ARRETES DE CATASTROPHE NATURELLE

4 arrêtés de catastrophe naturelle ont concerné la commune (Figure 44).

Figure 44 - Liste des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle³⁵

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19990204	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF20090196	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009

Séisme : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19890008	06/01/1989	06/01/1989	13/06/1989	21/06/1989

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19820196	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

3.5.4 RISQUES TECHNOLOGIQUES ET MINIERS

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé ou prescrit.

3.5.5 CANALISATIONS DE MATIERES DANGEREUSES

La commune n'est pas traversée par des canalisations de matières dangereuses

3.5.6 TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES - SECURITE ROUTIERE

Sur la commune de Gerde pour la période 2010-2015, on constate 2 accidents corporels, l'un au croisement de la RD 8 et de la RD 208 et l'autre sur la RD 84. Même s'il n'y a pas de zone accidentogène sur la commune, il convient de souligner que la route départementale 8 est un axe assez sensible (32 accidents sur la période 2010-2015 dont 7 mortels).



³⁵ Source : Géorisques - MTES

3.5.7 SITES ET SOLS POLLUES

Aucun site n'est répertorié à ce jour dans la base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (BASOL).

3.5.8 INSTALLATIONS CLASSEES - ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS, ARTISANAUX ET ACTIVITES DE SERVICES

Aucune installation classée n'est signalée dans la base nationale des Installations classées.³⁶

3.5.9 NUISANCES SONORES

Aucune voie n'est classée à grande circulation.

3.5.10 AUTRES RISQUES ET NUISANCES

Le département a été déclaré totalement termité par arrêté préfectoral. Les conséquences sont les suivantes :

- En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un état du bâtiment relatif à la présence de termites est joint au dossier de diagnostic technique à la vente ;
- En cas de construction ou d'aménagement neuf, des mesures relatives à la protection contre les termites s'appliquent.

Il n'existe pas d'arrêté préfectoral relatif aux mûres dans le département.

La réglementation en vigueur impose par ailleurs une information des locataires et/ou des acquéreurs relative aux risques tels que ceux liés à la présence de canalisations en plomb pour les immeubles construits avant 1949, ou de matériaux et produits contenant de l'amiante.

3.6 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES, EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE ET QUALITE DE L'AIR

3.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.6.1.1 Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET)

La loi Grenelle I du 3 août 2009 a introduit un certain nombre d'objectifs sectoriels à l'horizon 2020 (par rapport à 2005), et notamment, sur cette période de 15 ans :

- De réduire d'au moins 38% les consommations d'énergie du parc de bâtiments existants,
- De réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports,
- D'accroître la maîtrise énergétique des exploitations agricoles.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, cette volonté a été inscrite dans le code de l'urbanisme et pose le principe que l'action des collectivités en matière d'urbanisme doit contribuer à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement, notamment au moyen de la réduction des gaz à effets de serre et de consommation d'énergie.

La loi Grenelle 2 a imposé l'élaboration de PCET pour les régions, les départements, les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomérations et les communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants. Ces plans définissent des objectifs stratégiques et opérationnels,

³⁶ Source : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

un programme d'actions ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation en matière d'atténuation/réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Plan Climat Énergie Territorial des Hautes Pyrénées a été adopté par l'Assemblée Départementale en 2014 : il constitue le cadre de référence de l'action du Département dans le développement durable et la transition énergétique.

La loi transition énergétique d'août 2015 a modernisé les PCET en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en intégrant dans ceux-ci un « volet air ».

3.6.1.2 Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) adopté en juin 2012 comprend un volet "Air" et fixe les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de la qualité de l'air. Il se substitue au Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) révisé en 2008.

Les 5 grandes orientations du SRCAE en matière de prévention et de réduction de la pollution atmosphérique sont les suivantes :

- Améliorer la connaissance sur les émissions de polluants atmosphériques,
- Améliorer la connaissance sur les concentrations dans l'air ambiant de polluants atmosphériques impactant la santé et l'environnement,
- Développer la prise en compte de la problématique pollution atmosphérique dans le bâtiment, l'aménagement et des démarches territoriales,
- Agir sur les pratiques pour réduire les émissions de polluants atmosphériques,
- Sensibiliser le grand public et les professionnels à la pollution de l'air et à ses impacts sur la santé et l'environnement.

3.6.2 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

Les consommations en énergie sont principalement dues aux activités résidentielles, avec en premier lieu les consommations liées au résidentiel (chauffage), aux transports routiers et à l'agriculture. La répartition des différentes sources d'énergie utilisées est liée au type d'activité : produits pétroliers pour le transport routier et l'agriculture ; électricité et gaz pour le résidentiel et électricité pour les activités tertiaires.

Il n'existe pas de données de consommation énergétiques à l'échelle de la commune.

La Communauté de Communes de la Haute-Bigorre, en partenariat avec l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat) et le Conseil Départemental, s'est engagée en 2008 dans la réalisation d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) qui permet aux propriétaires privés d'obtenir des aides financières pour réaliser des travaux d'isolation des logements.

3.6.3 QUALITE DE L'AIR - EMISSION DE POLLUANTS ET GAZ A EFFET DE SERRE

La surveillance de la qualité de l'air est assurée au niveau régional par ATMO Occitanie, association agréée par le ministère du développement durable. ATMO Occitanie est issue de la fusion en 2017 de l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi Pyrénées) et de son homologue en Languedoc-Roussillon. La station de surveillance la plus proche se situe à Tarbes.

L'arrêté préfectoral du 17 avril 2012 instaure des procédures d'information et d'alerte en cas de dépassement constaté ou prévu pour l'ozone, le dioxyde d'azote et les particules PM10. Il définit également trois zones d'application de ces procédures : l'arrondissement de Tarbes (225 communes), l'arrondissement de Lourdes Argelès-Gazost (89 communes), l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (163 communes).

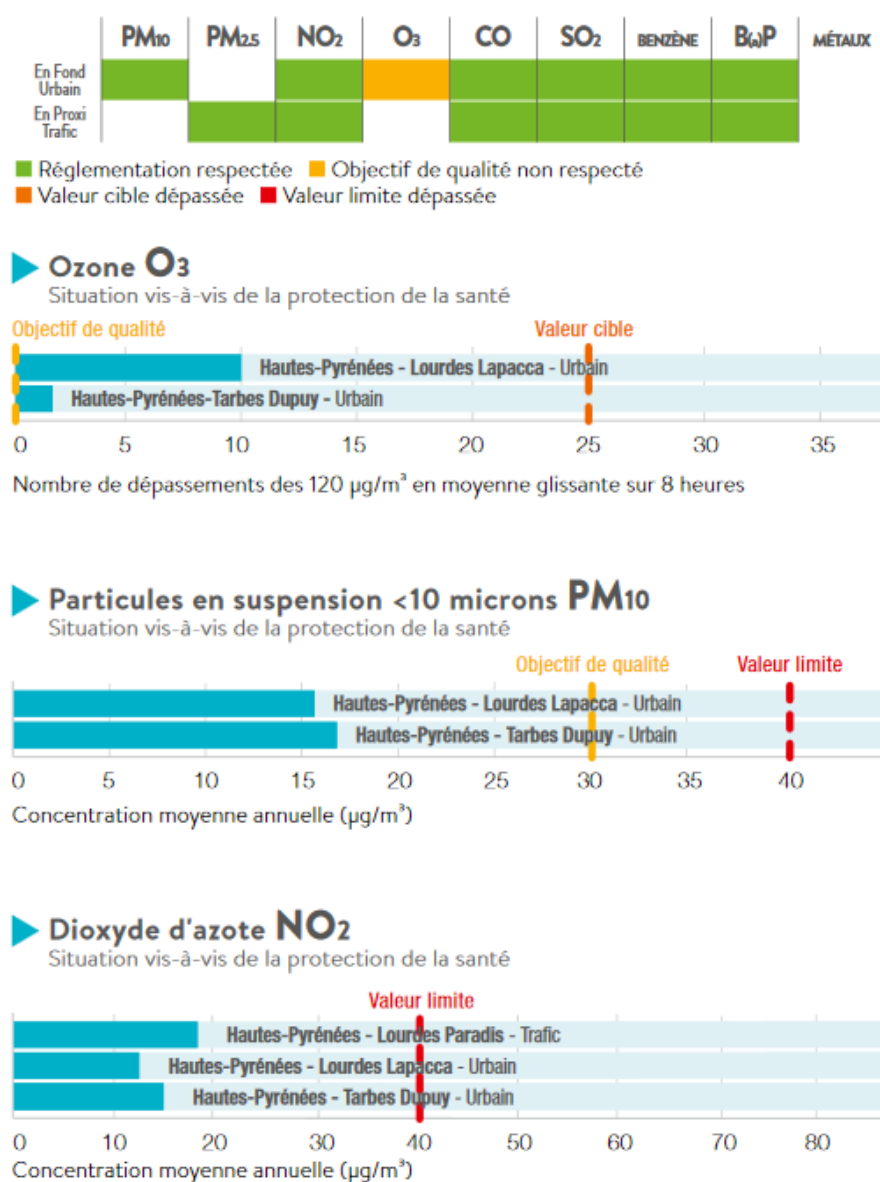
Un dépassement mesuré sur les stations de mesures de Tarbes et/ou de Lourdes enclenchera la procédure d'information sur l'ensemble de leur arrondissement respectif. Selon le polluant, les niveaux d'exposition sont calculés en moyenne horaire ou en moyenne sur 24 heures.

Le constat ou la prévision du dépassement des seuils repose sur l'évaluation de la qualité de l'air dans l'arrondissement considéré. Cette évaluation peut être le résultat de mesures en continu en stations fixes, disponibles sur les zones de Tarbes et Lourdes et des prévisions réalisées (dioxyde d'azote et ozone). Un

déclenchement sur prévision concernera tout l'arrondissement. Il sera réalisé si 10% minimum de la superficie de l'arrondissement est concernée par une teneur en polluant supérieure aux seuils déterminés. En 2017 en Hautes-Pyrénées, la réglementation n'est pas respectée en situation de fond comme sur le reste de la région, pour l'ozone et le département a connu 17 épisodes de pollution aux PM₁₀ en 2017 (Figure 45).

Les sources d'émission de composés gazeux ou de particules dans l'atmosphère peuvent être d'origines naturelles ou anthropiques. Les sources naturelles principales sont la végétation, les océans, les émissions biologiques aérobies et anaérobies pour les gaz et l'érosion des sols, les embruns marins, les éruptions volcaniques et les feux de forêt pour les particules. Les sources d'origine humaine sont, à la fois pour les composés gazeux et particulaires, principalement la combustion de la matière organique (bois, pétrole, gaz, charbon) que l'on retrouve dans les secteurs du transport routier, du chauffage résidentiel, des procédés industriels, du traitement des déchets, mais aussi les cimenteries, les papeteries, la fabrication/utilisation de solvants, etc. Le bilan annuel 2017 publié par Atmo Midi Pyrénées ORAMIP donne les informations suivantes pour les Hautes-Pyrénées (Figure 46). Il n'existe pas de données à une échelle plus fine.

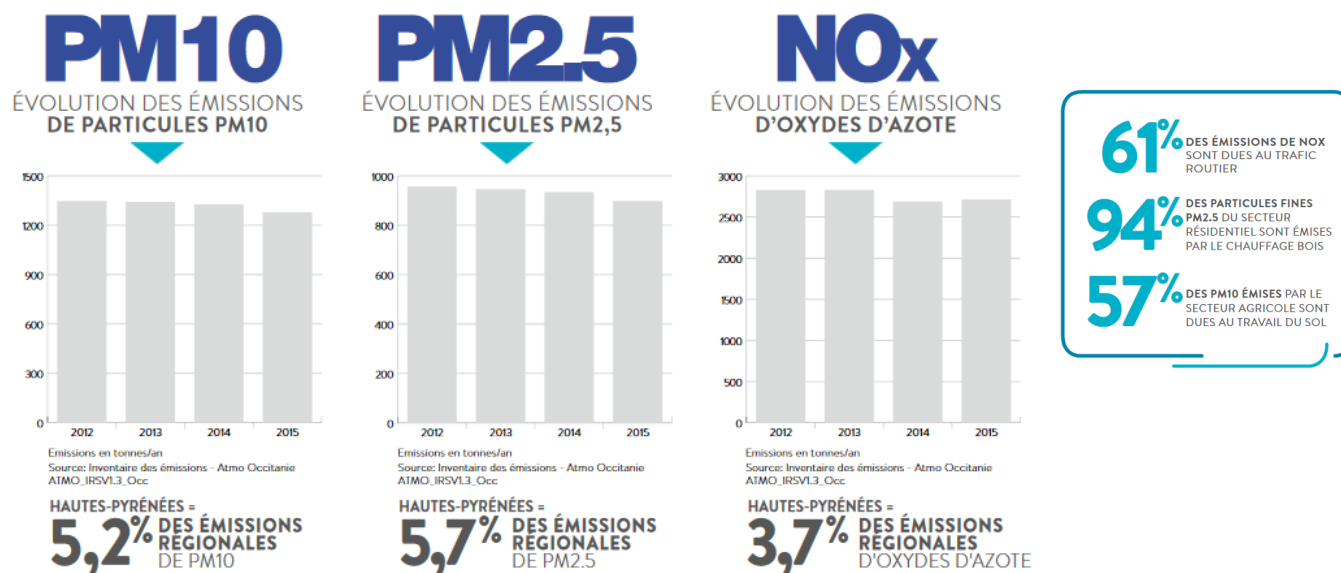
Figure 45 - Réglementation : situation du département ³⁷



³⁷ Source : <http://oramip.atmo-midipyrenees.org> - Bilan Qualité de l'Air 2017

Figure 46 - Emission de polluants dans le département ³⁸

LES POLLUANTS QUE NOUS ÉMETTONS DANS L'AIR : INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE POLLUANTS



3.6.4 MOYENS D' ACTIONS SUR LE TERRITOIRE

Limiter ses consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre passe par plusieurs actions possibles :

- Limiter les flux de transports routiers via la recentralisation des zones d'habitats et de services/commerces afin d'encourager la population à se déplacer en transports en commun ou par des modes de déplacements doux ;
- Limiter les pollutions atmosphériques liées à l'habitat : l'enjeu est de concilier sobriété énergétique et qualité de l'air pour les bâtiments neufs et de favoriser la rénovation pour les bâtiments anciens ;
- Limiter les consommations énergétiques (chauffage, eau chaude, électricité, ...) par des campagnes de sensibilisation des habitants ;
- Développer les circuits courts pour permettre la vente des biens et services à proximité des lieux de production, afin de limiter les déplacements des producteurs et des acheteurs ;
- Gérer de manière optimum les déchets sur le territoire en favorisant le recyclage et le tri (action de sensibilisation), en proposant un traitement adapté des déchets collectés et en permettant la valorisation des déchets.

³⁸ Source : <http://oramip.atmo-midi-pyrenees.org> - Bilan Qualité de l'Air 2017

4 PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC - ENJEUX

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identité du village : architecture traditionnelle, petit patrimoine ▪ Proximité de Bagnères de Bigorre ▪ Qualité des paysages et des vues ▪ Des hébergements touristiques (hôtel, campings, ...) ▪ Espaces agricoles diversifiés et prairies / estives de piémont / montagne ▪ Variétés des espaces naturels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faiblesse démographique ces dernières années ▪ Mitage important dans la plaine ▪ Peu de commerces et de services ▪ Des risques naturels identifiés ▪ Une faible diversité des types et de la taille de logements ▪ Des risques routiers ▪ Déconnection des quartiers de piémont avec le centre-bourg
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La réalisation du SCot de Haute-Bigorre : réflexion intercommunale de l'aménagement du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La faible dynamique territoriale du département
ENJEUX	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux démographiques : une population en baisse : comment inverser la tendance et ainsi répondre aux besoins des nouveaux arrivants, assurer le renouvellement des générations et anticiper le vieillissement des classes d'âge intermédiaires ▪ Enjeux liés à l'organisation urbaine avec un centre ancien où le développement est limité et une plaine agricole largement mitée au fil des années : comment redonner de la cohérence ? ▪ Comment traiter les 4 quartiers de piémont / montagne existant ? ▪ Enjeux liés à l'architecture et à l'ambiance urbaine du village : cohérence urbaine et architecturale du village ancien à préserver ▪ Enjeux liés à la préservation de la biodiversité : ZNIEFF, boisements, estives, landes, réservoirs et corridors écologiques identifiés par le SRCE ▪ Enjeux liés à l'eau : risques d'inondation à proximité de l'Adour (Plan de Prévention de Risques Naturels), protection des captages d'eau potable, mise en valeur des éléments identitaires (nombreux patrimoines remarquables) ▪ Enjeux paysagers dans un contexte de paysages agricoles, naturels et urbains contrastés et montagnards : <ul style="list-style-type: none"> - Préservation des trames végétales - Préservation de la plaine de l'Adour (en continuité avec Asté) - Conservation d'échappées visuelles - Traitement paysager de l'interface entre espaces bâtis et espaces agricoles : attention à l'urbanisation diffuse/discontinue - Préservation d'une activité agricole ▪ Enjeux liés à l'agriculture : <ul style="list-style-type: none"> - Concilier habitat et des bâtiments agricole / conflits d'usage possibles 	

5 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS

5.1 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.) ET TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Le P.A.D.D. s'appuie sur les enjeux communaux et les objectifs décrits précédemment. Il prend en compte les objectifs assignés aux documents d'urbanisme issus du cadre législatif et réglementaire (et notamment lois « Solidarité et Renouvellement Urbain » et « Urbanisme et habitat », loi « de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement », loi portant « Engagement National pour l'Environnement », loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) »).

Le P.A.D.D. de Gerde, débattu en Conseil Municipal le 30/09/2016 s'organise en 4 axes permettant de promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité, de préserver les espaces naturels et agricoles, d'assurer une dynamique démographique durable et de maîtriser les consommations d'espaces et enfin d'encourager le développement durable.

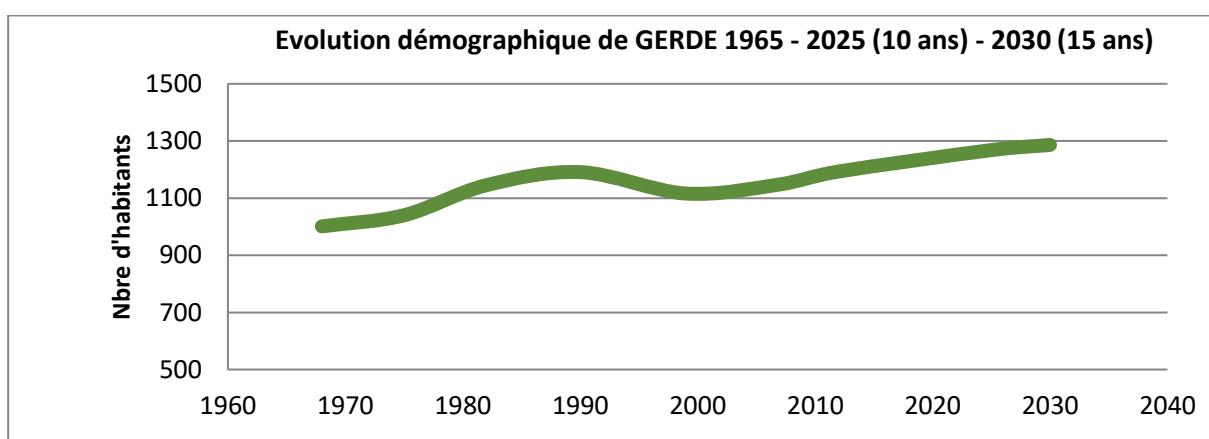
AXE 1 – RENFORCER L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE EN RESPECTANT L'URBANISME EXISTANT

ORIENTATION : Renforcer les conditions d'accueil de la population et maîtriser l'étalement urbain

- Pourquoi ? La volonté municipale est de conforter et poursuivre le développement de la commune de Gerde qui se positionne comme un territoire de « charnière » entre l'urbanisme péri-urbain de plaine, les villages intermédiaires et les secteurs de montagne.

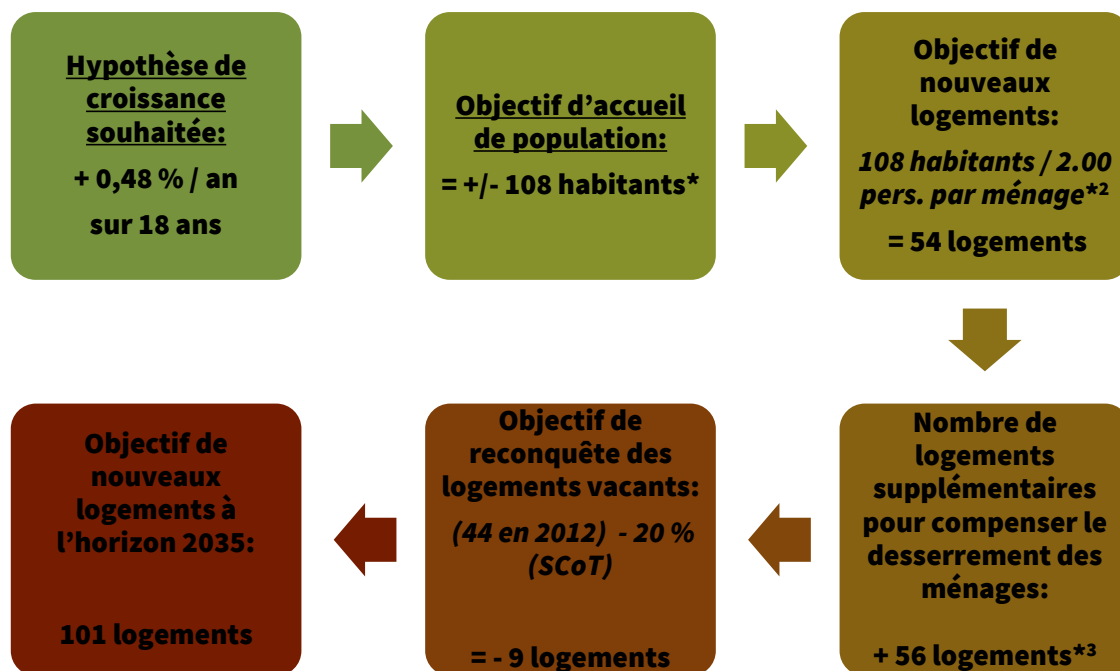
Croissance observée entre 1999 et 2015 (INSEE) : 0,3 % /an

Croissance volontariste retenue pour la commune de Gerde (position de pôle urbain à proximité de Bagnères de Bigorre) : +0,48 % /an



Le projet communal privilégie la construction en continuité des zones déjà urbanisées et en renforcement des hameaux.

Ainsi, le nombre de logements nécessaires pour répondre aux objectifs communaux est estimé à 101 logements (résidences principale) et le calcul s'appuie sur les hypothèses suivantes :



* Calcul de croissance sur la période 2012-2030 sur la base de la formule $(pop_{2012} \times (1+0,048)^{18}) = \text{nbre d'habitants à accueillir}$

Affichage de la croissance sur la période 2017 (date d'approbation du PLU) – 2035 (conformément au SCoT)

*² : Nbre de personne par ménage en 2012 : 2,2 ; Estimation pour 2035 : 2,00.

*³ : Nbre personnes 2012 / Nbre de personnes par ménage – Nbre de logements en 2012 $(1194/2-541=56)$

Objectifs	Traduction dans le PLU
Conforter Gerde comme du pôle urbain du territoire (en continuité de Bagnères de Bigorre) en accueillant près d'une centaine de résidences principales supplémentaires.	+ 108 habitants sur la période 2017-2035
Atteindre une densité plus élevée par rapport aux constructions réalisées ces dix dernières années ; la moyenne depuis 10 ans étant de 1200 m ² /logement.	700-800 m ² /construction (12 à 14 logts/ha) 2.0 personnes/ménage
Affirmer la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée.	Coefficient « cadre de vie » et rétention foncière : 15 % Jardins en bordure du centre ancien classés en Uj
Conforter le seuil des résidences secondaires de la commune ; au niveau actuel soit 1/5 des logements.	+ 20 résidences secondaires ou locations saisonnières

Soit un « besoin » estimé à 10 ha.

ORIENTATION : Privilégier le renouvellement urbain au sein des espaces déjà bâtis tout en protégeant les espaces de jardins emblématiques du territoire

- Pourquoi ? Le centre du village est constitué d'un ensemble dense, groupé, s'organisant autour d'un espace public linéaire, fait d'alternance de rues et de places. Historiquement, les maisons sont accolées ou juste séparées par des chemins de faible largeur (parfois seulement piétonniers) et disposent d'un jardin, pas forcément adjacent à la maison, mais situé en bordure du village, créant ainsi une zone « tampon » entre le centre-bourg et la plaine agricole ou le versant boisé. **Ce sont ces espaces encore aujourd'hui « jardinés » qu'il convient de préserver.**

Influencée par la grande proximité de Bagnères de Bigorre et la présence de voie de circulation, la diffusion urbaine de Gerde dans la plaine s'est effectuée au fil des ans le long des axes puis sur les terres agricoles. Fort de ce constat, le projet de développement pour les 18 prochaines années (projet 2017-2035) vise à **organiser le développement de ces quartiers** en privilégiant les **dents creuses** présentes dans le tissu urbain, en fixant des **limites strictes** entre zone urbaine et zones agricoles et naturelles et en travaillant sur la fonctionnalité globale de la commune (espaces publics, liaisons, continuité paysagère, ...). Des **espaces de « transition »** pourront être aménagés sur certains sites d'extensions de l'urbanisation.

Afin de mettre en valeur les **hameaux identifiés** sur le versant, leur **densification** est possible sous réserve de respecter l'identité architecturale et d'implantation des constructions existantes.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Préservation des espaces jardinés de la commune.	L'ensemble des espaces jardinés de la commune sont classés en zone UJ où seuls les annexes de l'habitation principale sont autorisées. De nouveaux espaces de jardins sont proposés dans les nouvelles zones d'extensions de l'urbanisation (voir les OAP).
Privilégier le développement de l'urbanisation dans les dents creuses.	Environ 5 ha sont identifiés en stricte « dents creuses » (zonage Ua ou Ub ou Uh) et les zones 1AU sont définies pour la plupart à l'intérieur de la PAU (Partie Actuellement Urbanisée de la commune).
Mettre en valeur les hameaux identifiés et permettre leur densification.	Les 4 hameaux sur le secteur « montagne » sont identifiés dans leurs limites existantes (Uh). Seule leur densification est possible (pas d'extension).

ORIENTATION : Qualifier les entrées de bourg et traiter les coupures urbaines

- Pourquoi ? Les entrées du territoire, qu'elles soient routières ou piétonnières, par les axes de circulations majeurs ou plus locaux, sont des « vitrines » qui doivent participer à l'attractivité de la commune. La structuration de leurs abords (paysages urbains et naturels) semble indispensable pour donner de la lisibilité au territoire :

→ Suis-je à Bagnères de Bigorre ou à Gerde ? Est-ce un quartier ou un centre de village ? Où sont les espaces de convivialité ? Les services de proximité ? Autant de questions que chacun peut se poser...

Dans cette optique, les quartiers doivent être individualisés afin de donner du sens à chaque parcelle : usage urbain, agricole ou naturel, à la place des « friches urbaines », sans usage avéré, qui peuvent se retrouver dans le tissu urbain actuel.

- Les entrées dans le centre-bourg doivent être repensées afin de mettre en valeur ce patrimoine urbain identitaire des villages de la vallée (village groupé dans le thalweg ; protégé des vents dominants et bénéficiant d'un ensoleillement maximum).

Objectifs	Traduction dans le PLU
Dans la mesure du possible, individualisation des quartiers.	Aucune zone 1AU se trouve en dehors de la PAU ; De ce fait, les limites d'urbanisation existantes sont maintenues.
Repenser les entrées de village	Pas d'extension prévue en dehors des limites urbaines existantes / pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Mettre en valeur le réseau de déplacements doux et alternatifs existant et réfléchir à la création de nouvelles liaisons.

- Pourquoi ? Rapide, pratique, écologique, sportive et économique, l'intérêt de la pratique de la marche ou du vélo n'est plus à démontrer ! Véritable volonté communale, la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires est un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie).

La sécurisation (ou la proposition d'itinéraires « bis » réservés à cet usage) des routes départementales n°8 et n°208 ainsi que de l'Avenue Philadelphie sont des objectifs prioritaires pour la commune.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Préserver les nombreux itinéraires de promenade / randonnée existants.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Réfléchir à la qualité des espaces créateurs de liens sociaux

- Pourquoi ? Les espaces publics ont un rôle prépondérant dans le village. Ils peuvent être de plusieurs types : espaces verts paysagers, espaces de détente, espaces de sport, espaces de jeux, mais aussi localisation de services essentiels (se garer, trier ses déchets, attendre un bus ou une voiture en co-voiturage, ...). Ces espaces non-bâties situés au cœur du tissu urbain représentent des lieux de rencontre essentiels à la vie de village, créateurs de liens sociaux.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Identifier l'ensemble des espaces publics du village	Classement en Uec dans le zonage.
Se réapproprier ces espaces en évaluant les aménagements possibles pour leur amélioration (notamment des plantations d'arbres traditionnels pour ces lieux de vie : Chêne, Tilleul, Orme, ... Une attention particulière pourra être portée aux places « fortes » du centre-bourg (Place de l'église - Place du 11 Novembre et Place de l'Ecole – Place du 14 Juillet).	Pas de traduction concrète dans le PLU.

Permettre de les relier entre eux facilement, idéalement par des liaisons douces.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
Repérer les secteurs qui seraient favorables pour la création de nouveaux espaces publics.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbaines du centre-bourg et des différents quartiers

- Pourquoi ? L'implantation du village de Gerde est très ancienne, basée sur les mêmes principes d'implantation, d'organisation et d'architecture que les villages voisins de la vallée du Haut Adour. Le village est groupé dans le thalweg, protégé des vents du nord (« Castet ») et bénéficiant d'une bonne exposition au sud. Les maisons sont typiques de ces villages : un maillage de voies s'articulant sur une rue principale, de petites places, des constructions en alignement sur l'espace public ou présentant des éléments bâtis sur la rue (murs hauts, portails abrités). Des jardins, « en lanières » pour certains, encerclent le village. L'identité communale repose sur cette organisation spatiale qu'il conviendra de préserver

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Les extensions du centre-bourg devront respecter au maximum l'implantation stratégique du village (en thalweg, protégées des vents du nord).	Trois types de zones urbaines sont proposés afin de s'adapter au contexte bâti existant : <ul style="list-style-type: none"> - La zone Ua permettant de conserver les grandes lignes de constructions du centre ancien, - Les zones Ub et Uh permettant plus de souplesse (plaine et hameaux) car offrant à l'heure actuelle une certaine diversité bâtie.
Les extensions devront, dans la mesure du possible, reprendre les grandes lignes des implantations caractéristiques : maillage de voirie (au moins piétonnier), front bâti sur l'espace public, espaces collectifs de type placette, ...	
En dehors du centre-bourg, les nouvelles constructions pourront suivre les grandes lignes architecturales des constructions de la vallée, ou suivre une architecture plus « créative » si cela s'avérait nécessaire pour atteindre des performances énergétiques élevées et sous réserve de justifications.	

Plusieurs quartiers se dessinent sur le versant et notamment les hameaux de « Cabarrou » et « Marcadiou ». Anciennement à usage agricole, ces quartiers répondent à des critères différents de l'habitat dans la plaine : larges interconnexions avec le milieu naturel et agricole, préservation des vues vers le grand paysage, tissu urbain aéré et boisé, ... influençant fortement leur organisation :

- Ces quartiers « excentrés » du centre-bourg pourront être densifiés mais de manière modérée et sous réserve de la capacité des réseaux ;
- La taille des parcelles admises pourra être plus importante que dans la plaine ;
- L'implantation des nouvelles constructions devra répondre à des objectifs de préservation des vues et des espaces naturels et agricoles.
- Un corridor écologique doit impérativement être conservé entre ces deux hameaux.

ORIENTATION : Préserver les éléments remarquables

- Pourquoi ? L'identité du village de Gerde s'est construite autour d'éléments structurants qu'il convient d'identifier afin de les mettre en valeur et les préserver :
 - ✓ Les fontaines : la présence de l'eau est une caractéristique essentielle du village ; ces bassins en pierre sont positionnés de telle sorte que chaque maison n'en soit pas trop éloignée et sur des espaces disposant de suffisamment de dégagement pour permettre l'évolution des troupeaux.
 - ✓ Les lavoirs sont historiquement un lieu de vie et de rencontre. Certains existent encore, d'autres sont à remettre en état.
 - ✓ L'église qui domine le village.
 - ✓ La maison « Dauphole ».
 - ✓ Les murets en pierre (si l'élément identifié menace de s'écrouler, sa reconstruction à l'identique n'est pas obligatoire).

ORIENTATION : Gérer l'habitat isolé

- Pourquoi ? Sur les versants ainsi que dans la plaine, plusieurs constructions, à usage agricole ou uniquement à usage d'habitation, se retrouvent en position « isolée », non rattachées à une zone urbaine (centre-bourg, quartiers, ...).

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Ne pas favoriser les constructions isolées afin de ne pas intensifier le mitage du territoire, mais par contre de permettre l'évolution des constructions existantes sous conditions : extensions mesurées, constructions d'annexes.	L'évolution des constructions existantes est autorisée sous conditions en zone A et N.

AXE 2 – PRÉSERVER LES ZONES AGRICOLES ET VALORISER LE CADRE DE VIE ET LA PROXIMITÉ DE LA NATURE AU SEIN DU VILLAGE**ORIENTATION : Assurer le maintien des structures paysagères et des vues remarquables**

- Pourquoi ? Le paysage se caractérise par une structure étagée : la plaine de l'Adour où se mêlent urbanisation et agriculture, le centre-bourg, adossé au versant, puis un secteur intermédiaire composé de bois et de prairies où l'on retrouve plusieurs hameaux ainsi que de l'habitat dispersé.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Identifier les éléments qui structurent le paysage (boisements, ensembles jardinés, haies, talus et murs) et assurer leur préservation.	L'ensemble des espaces boisés et bordures de cours d'eau sont classés en zone naturelle et en élément remarquable du paysage.
Identifier et de préserver les points de vue remarquables afin de mettre en œuvre les outils garants de l'insertion paysagère des nouvelles constructions : implantation dans	Ces deux points de vue majeurs sont inconstructibles (N).

l'environnement bâti et naturel existant, volume et aspect extérieur, accompagnement végétal, quelle que soit la nature du bâtiment.	
La construction de bâtiments agricole notamment dans la plaine entre Gerde et Asté et sur les crêtes devra être réfléchi et encadrée afin de minimiser l'impact sur le paysage.	Une zone non constructible Ap est définie dans la plaine entre Gerde et Asté.

ORIENTATION : Préserver les espaces agricoles et pérenniser les structures agricoles

Pourquoi ? Avec près de 40 % de surface agricole, la commune de Gerde souhaite affirmer le rôle économique de l'agriculture sur son territoire : une agriculture de plaine et une agriculture plus extensive sur les versants.

<i>Objectifs concernant l'activité agricole</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels).	Le développement de l'habitat est prévu uniquement en strict continuité de l'existant et sous réserve de respecter les distances de recul vis-à-vis des bâtiments agricoles existants.
Maintenir le potentiel agricole dans la plaine et sur les versants pour le maintien d'une agriculture de montagne : protection stricte des grandes unités agricoles, des sols à bonne valeur agronomique et des secteurs intermédiaires de montagne.	La plaine est identifiée en secteur Ap (agricole préservée) pour la partie la plus sensible au niveau paysager (vers Asté). Les nouveaux bâtiments agricoles ne seront autorisés que sur certains secteurs où l'impact paysager sera moindre.
Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité.	Les secteurs permettant de nouvelles installations agricoles (éloignés des secteurs d'habitat, peu d'impacts paysagers, ...) sont identifiés en A.
Permettre le développement d'activités complémentaires (agrotourisme, vente directe, gîtes et campings à la ferme, atelier de transformation, ...).	L'évolution des structures existantes est permise dans le règlement sous réserve de ce que les lois en vigueur (ALUR et ELAN notamment) autorisent.
Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve de la capacité des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées.	Plusieurs changements de destination sont prévus.

ORIENTATION : Prendre en compte les risques et les contraintes dans la définition des zones constructibles et gérer les eaux pluviales

- Pourquoi ? La commune est soumise à différents risques naturels : séisme, débordement à proximité des cours d'eau, secteurs humides et/ou sensibles aux mouvements de terrain. La pente

constitue par ailleurs une contrainte qu'il convient de prendre en compte pour certains quartiers, en secteur de piémont/montagne notamment.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Limitier voire interdire les extensions urbaines au sein des secteurs à risques.	Les secteurs 1AU et 2AU sont définis en dehors des zones à risques fort.
Gérer les eaux pluviales : prise en compte de la capacité des ruisseaux dans la définition des zones constructibles, prescriptions relatives à l'aménagement des parcelles ou à la mise en place de dispositifs de rétention, d'infiltration, de récupération et/ou de réutilisation des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle du quartier, limitation de l'imperméabilisation des sols sur les parcelles.	Le règlement prend en compte la gestion des eaux pluviales.

ORIENTATION : Préserver la biodiversité en définissant un projet de Trame Verte et Bleue (TVB)

Pourquoi ? La Trame Verte et Bleue (« TVB ») est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées à différentes échelles (Etat, région, commune) et constitue un outil d'aménagement durable du territoire. A Gerde, elle s'organise à partir de plusieurs ensembles dont la valeur des principales entités (Adour et versant) est reconnue par un classement en Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) identifie également l'Adour comme un élément essentiel de la Trame Verte et Bleue et met en avant la coupure agricole et naturelle existante entre Gerde et Asté à conserver.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Assurer la protection des espaces naturels constitutifs de la « TVB » en les préservant de toute activité susceptible de nuire à leur qualité ou de perturber la faune et la flore.	Le zonage a été élaboré en prenant en compte les corridors écologiques identifiés dans le SRCE, notamment dans la traversée de la plaine. Ainsi, plusieurs zones Aco permettent une connexion Est-Ouest optimale malgré le mitage de la plaine de ces dernières années.
Permettre aux espaces interstitiels de jouer un rôle de corridor écologique et/ou de réservoir de biodiversité localisé et spécifique en favorisant le maintien des habitats naturels : haies, bosquets, espaces publics boisés d'essences locales, ...	
Créer de nouveaux corridors au sein des espaces d'urbanisation : espaces verts, noues enherbées, haies, ...	

AXE 3. – SOUTENIR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ENERGETIQUE DURABLE EN ZONE PERI-URBAINE DE PIEMONT PYRENEEN

ORIENTATION : Pérenniser les activités économiques

Pourquoi ? La Communauté de Communes de la Haute Bigorre porte les compétences relatives au développement économique du territoire et aucune zone d'activités n'est prévue à Gerde dans le cadre du SCoT. Son développement économique repose donc sur des activités agricoles ou de proximité ainsi que sur le maintien d'un pôle touristique en bordure de l'Adour.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Conforter les activités existantes dans le village et permettre l'installation de nouvelles activités artisanales et de services dans le tissu urbain, à condition que ces activités soient compatibles avec le voisinage, et uniquement si elles présentent de bonnes conditions d'insertion dans le tissu bâti environnant.	Le règlement autorise les activités sans nuisances pour le voisinage dans les zones urbaines et à urbaniser.
Identifier la zone réservée aux activités existantes liées au tourisme et permettre son extension (secteur du « Carré-Py »).	La zone du Carré Py ainsi que les deux campings sont identifiées comme tels.

ORIENTATION : Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'habitat durable

- Pourquoi ? La préservation des ressources naturelles et la limitation de la production de gaz à effet de serre passent par une amélioration de la consommation énergétique du bâti, qui se traduit par ailleurs par une réduction de la facture énergétique.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l'utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l'architecture, du paysage et de la sécurité.	Autorisée dans le règlement.
Privilégier la sobriété énergétique des nouvelles constructions en optant pour des principes constructifs et des équipements économes (formes compactes pour limiter les déperditions, orientation favorable pour maximiser les apports solaires passifs).	
Permettre la mise en place de dispositifs de productions d'énergie renouvelable.	
Prévoir des principes d'aménagement durable dans les zones d'extensions de l'urbanisation : maillage urbain vers les équipements existants et futurs, parcelles et orientations bien pensées, espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante, gestion des eaux pluviales à travers des principes plus « naturels », ...	

ORIENTATION : Œuvrer pour une amélioration du débit internet, en relation avec les organismes compétents

Pourquoi ? L'accès aux équipements numériques est aujourd'hui un élément essentiel au développement de l'activité économique dans un territoire tel que celui de Gerde, que ce soit pour les habitants, les entreprises, les exploitations agricoles, ... De la même façon, l'installation de nouvelles

entreprises ou le développement du télétravail sont fortement conditionnés par les conditions d'accès à internet.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
Accompagner le développement des équipements dans le cadre des compétences communales.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Soutenir les activités liées au tourisme

Pourquoi ? La commune de Gerde a la chance de disposer d'un patrimoine naturel et bâti remarquable faisant la richesse touristique du territoire. Partant de ce constat, il s'agit :

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
De mettre en valeur l'environnement naturel (paysage de plaine ouvert, bordé par l'Adour et sa ripisylve, versant de moyenne montagne où se mêlent prairies / estives et boisements, ...) : préservation des vues remarquables, identification et création de sentiers de randonnées qui parcourent ces espaces, ...	Secteurs naturels et agricoles classés en A, Ap, Aco et N. Eléments remarquables de type boisements identifiés. Points de vue remarquable identifiés. Pas de traduction concrète pour les sentiers de randonnées dans le PLU.
Mettre en valeur et de préserver le patrimoine architectural et historique remarquable : l'église, les fontaines et les lavoirs et l'habitat traditionnel	Identifié en tant qu'élément remarquable du paysage.
Pérenniser les établissements touristiques (les campings, l'hôtel – restaurant (« Carré-Py »), le restaurant au Col des Palomières, ...) et permettre la création de nouveaux hébergements (gîtes et résidences secondaires en autorisant notamment le changement de destination des bâtiments agricoles remarquables en zone naturelle et agricole) ;	Ces éléments sont identifiés dans le zonage avec un règlement adapté.
Accompagner les activités de diversification des exploitations agricoles (notamment les gîtes et campings à la Ferme).	Autorisé dans le règlement (loi ALUR et ELAN).

ORIENTATION : Assurer la disponibilité et la qualité de la ressource

Pourquoi ? La capacité des réseaux est mise en adéquation avec les besoins des populations à venir.

5.2 CHOIX RETENUS POUR LE REGLEMENT

Ayant prescrit l'élaboration de son P.L.U. avant le 1^{er} janvier 2016, la commune de Gerde a néanmoins souhaité appliquer les dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les destinations et sous-destinations des constructions sont donc définies par les articles R151-27 et R151-28 du code de l'urbanisme et précisées dans l'arrêté du 10 novembre 2016.

5.2.1 REGLEMENT GRAPHIQUE

Les choix de zonage sont d'abord basés sur l'utilisation des sols pour chacun des 4 grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et pour la plupart de leurs subdivisions, d'autres faisant entrer en jeu les caractéristiques urbaines et architecturales des quartiers ou la capacité des réseaux et/ou voiries.

Ils se sont appuyés sur les orientations définies par le PADD, et notamment l'identification :

- De zones urbaines ou à urbaniser à court, moyen et long terme :
 - À vocation dominante d'habitat et de commerces de proximité, correspondant au centre-bourg de Gerde, de la plaine et aux hameaux existants pouvant être densifiés
 - À vocation de jardins, existants ou à créer
 - À vocation d'activités commerciales, du secteur secondaire ou touristiques
 - À vocation d'équipements collectifs
- De zones agricoles, aujourd'hui exploitées, majoritairement par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation hors de la commune, indispensables ou non aux continuités écologiques (Aco) ou à préserver d'un point de vue paysager (Ap).
- De zones naturelles indispensables aux continuités écologiques

Les parcelles déjà construites mais non cadastrées ou faisant l'objet d'autorisations d'urbanisme valides ont été classés en zones urbaines.

5.2.2 LES DIFFERENTS TYPES DE ZONES

Le règlement s'organise avec la définition des zones suivantes (cf carte ci-dessous) :

Zones urbaines :

- La zone UA correspond aux secteurs agglomérés anciens où les bâtiments sont construits en ordre continu ou semi-continu. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Il peut ponctuellement s'y trouver des activités anciennes qui perdurent.
- La zone UB correspond aux secteurs d'extensions plus récents de la plaine. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Il peut ponctuellement s'y trouver des activités anciennes qui perdurent.
- La zone Uh correspond aux 4 hameaux existants (Cabarro, Marcadiou, Argagnat et Alias) susceptibles d'être densifiés mais non étendus.
- La zone UJ correspond aux secteurs jardinés existants qui ceinturent le centre ancien.

- La zone UYa correspond à un secteur réservé aux activités de commerces, de services et autres secteurs secondaires et tertiaires. Il s'agit de la zone du CarréPy.
- La zone UYb correspond aux secteurs réservés pour de l'hébergement hôtelier et touristique et du commerce de proximité. Il s'agit des deux campings.
- Les zones UEc correspondent aux secteurs réservés aux équipements publics / collectifs.

Zones à urbaniser :

- La zone 1AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à court et moyen terme. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existants à la périphérie immédiate de la zone 1AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Les constructions sont autorisées :

- ✓ Soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- ✓ Soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Dans tous les cas, l'aménagement cohérent de la zone est celui prévu par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Deux secteurs d'urbanisation sont prévus à Asté, dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate.

- La zone 2AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à long terme soit par modification ou révision du PLU. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci.

Il n'y a pas de zone 2AU à Gerde ; l'ensemble des secteurs ouverts à l'urbanisation étant desservi en termes de réseaux.

Zones agricoles :

- Les zones agricoles A correspondent à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés à accueillir les constructions et installations à vocation agricole.
- Les zones Aco sont des secteurs stratégiques dans l'identification des corridors écologiques ; la perméabilité des clôtures y est réglementée.
- Les zones Ap correspondent à la plaine de l'Adour ; son usage agricole y est avéré mais les constructions restent interdites pour des raisons paysagères. Cette protection se poursuit dans le PLU de la commune voisine, à Asté.

Zones naturelles :

Zones N à vocation principale d'exploitation forestière et de protection des espaces naturels ; elles correspondent aux principaux espaces boisés de la commune mais aussi aux abords des cours d'eau.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, le règlement écrit comporte 5 parties :

- La première relative aux dispositions générales qui précisent le contexte d'application du règlement et indiquent les règles qui s'appliquent à l'ensemble du territoire ;
- Les 4 suivantes à chacun des grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et subdivisée par rapport aux différentes zones décrites ci-après.

Pour chaque zone, il s'organise en 3 chapitres :

- Usages des sols et destination des constructions ;
- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Equipements et réseaux.

Carte : Vue générale du plan de zonage (règlement graphique) – en A0 dans le document PLU



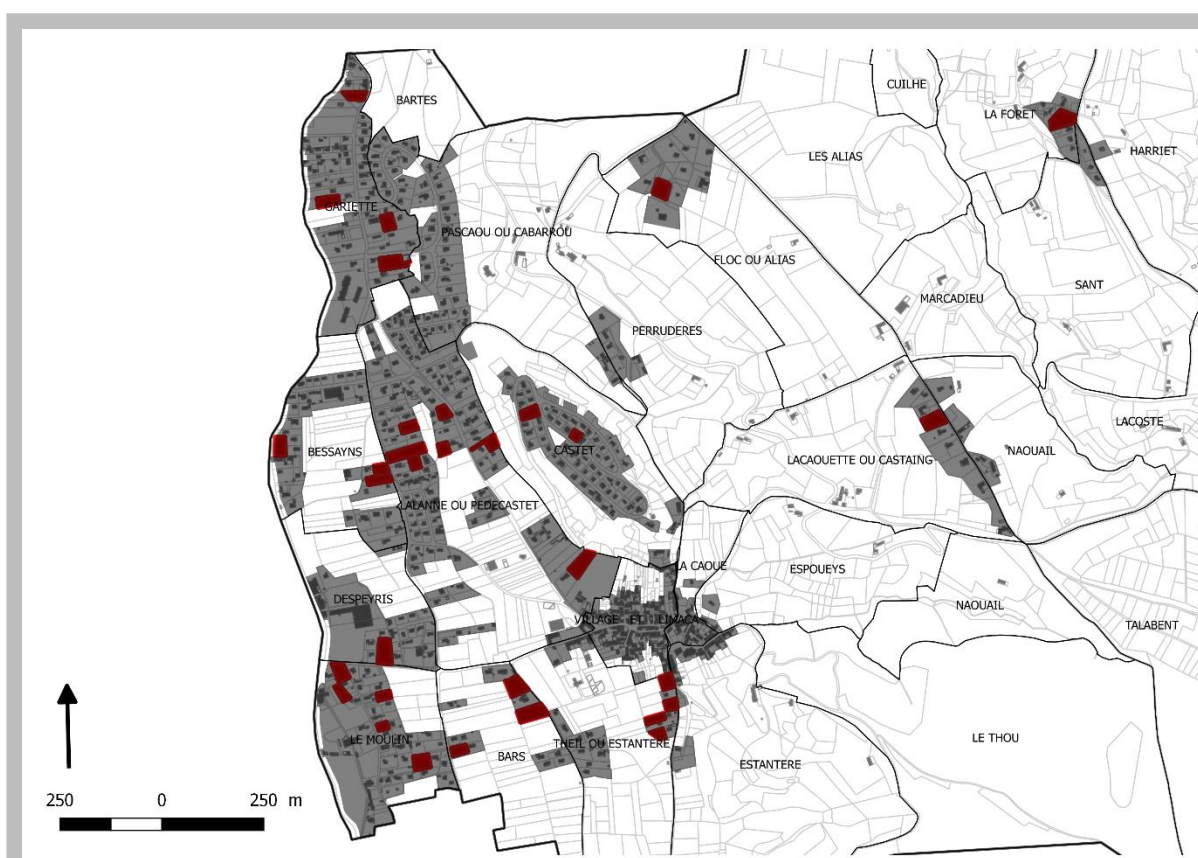
5.2.3 CHOIX DE ZONAGE & O.A.P.

- Un effort de densification

Conformément au PADD, la commune a choisi d'intégrer les possibilités de densification du tissu urbain par le comblement des dents creuses afin d'optimiser les surfaces totales ouvertes à l'urbanisation.

A ce titre et suivant la carte ci-dessous, Gerde comptabilise environ 5.00 hectares de dents creuses, correspondant principalement à des espaces disponibles interstitiels dans le tissu urbain et des espaces de jardins, avec une forte rétention foncière.

Carte : Localisation des dents creuses



- Une ceinture d'îlots jardinés à préserver

Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour et se caractérise par un bâti aligné sur la voirie et organisé autour d'une cour : la façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui se font souvent face avec les jardins des constructions de la rue parallèle ou l'espace agricole ou naturel.

Dans cette optique, les élus ont choisi d'identifier ces espaces de jardins (Uj) permettant ainsi leurs préservations : seules les annexes des habitations sont autorisées. Ces jardins occupent environ 3.80 ha

autour du centre ancien. Deux espaces de jardins sont également identifiés en entrée de bourg et sur un secteur destiné à des jardins familiaux.

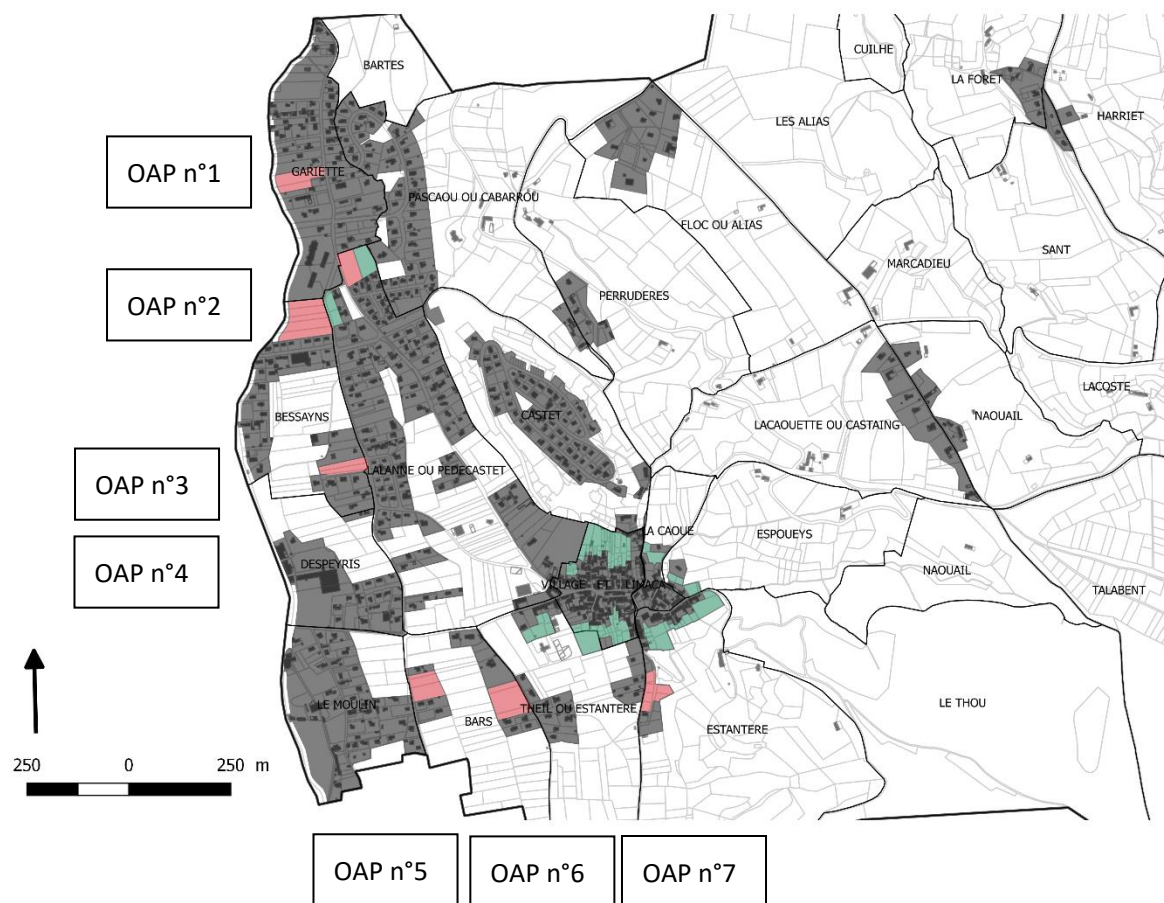
Carte : Localisation des jardins identifiés



- Les secteurs d'extensions à court et moyen terme, en continuité du tissu urbain

Afin de limiter l'étalement urbain, les élus ont priorisé l'ouverture à l'urbanisation à court et moyen termes en continuité immédiate des zones déjà urbanisées et dans le prolongement de l'enveloppe urbaine.

Ainsi, 3.78 ha sont proposés en 1AU (desservis immédiatement par les réseaux). Chacun de ces secteurs fait l'objet d'une O.A.P.

Carte : Localisation des zones ouvertes à l'urbanisation à court et moyen terme**Justifications des O.A.P. :**

D'une manière générale, les 7 OAP de Gerde permettront :

- D'accueillir environ 49 nouvelles constructions sur 3.76 ha au total (moyenne 13 log/ha)
- D'indiquer les densités à respecter afin d'être conforme au PADD
- D'imposer des fonds paysagers, notamment en bordure de l'Adourette ou en limite avec l'espace agricole
- D'identifier les accès possibles

OAP n°	Surface (ha)	Densité moyenne	Nbre log attendus	Type d'habitat	
1	0.49	16	8	Petit collectif R+1	Aménagement d'ensemble obligatoire Aménagement paysagé au bord de l'Adourette
2	0.36	11	4	Individuel	Aménagement d'ensemble obligatoire Principe de création de jardins partagés
3	0.97	17	17	Petit collectif R+1, logement en bande	Aménagement d'ensemble obligatoire Aménagement paysagé au bord de l'Adourette

4	0.35	12	4	Individuel	Aménagement d'ensemble obligatoire Enjeu de sécurité routière
5	0.50	8	4	Individuel	2 accès prévus
6	0.70	12	6-8	Individuel	Prévoir un accès unique pour le second rideau d'urbanisation
7	0.39	12	3-4	Individuel	Densité limitée pour limiter les risques naturels

- Des limites d'urbanisation clairement définies

L'objectif principal des élus est de ne pas accroître l'étalement urbain. Dans ce contexte, la commune a choisie de proposer des limites claires à l'urbanisation, en limitant la construction à l'enveloppe urbaine existante.

Les quatre quartiers existants sur le secteur de piémont sont identifiés comme tels et peuvent se densifier mais ne peuvent pas s'étendre.

- Des secteurs dédiés aux activités économiques et touristiques

Trois secteurs dédiés aux activités économiques et touristiques existent déjà sur la commune (CarréPy, 2 campings). Ce sont ces secteurs qui sont identifiés en zone UYa/UYb et dédiés à ces activités.

- Des zones naturelles et agricoles encadrant majoritairement le territoire

Les zones classées naturelles sur le territoire répondent à des enjeux multiples : trame verte et bleue, paysage, lutte contre l'érosion des berges, ...

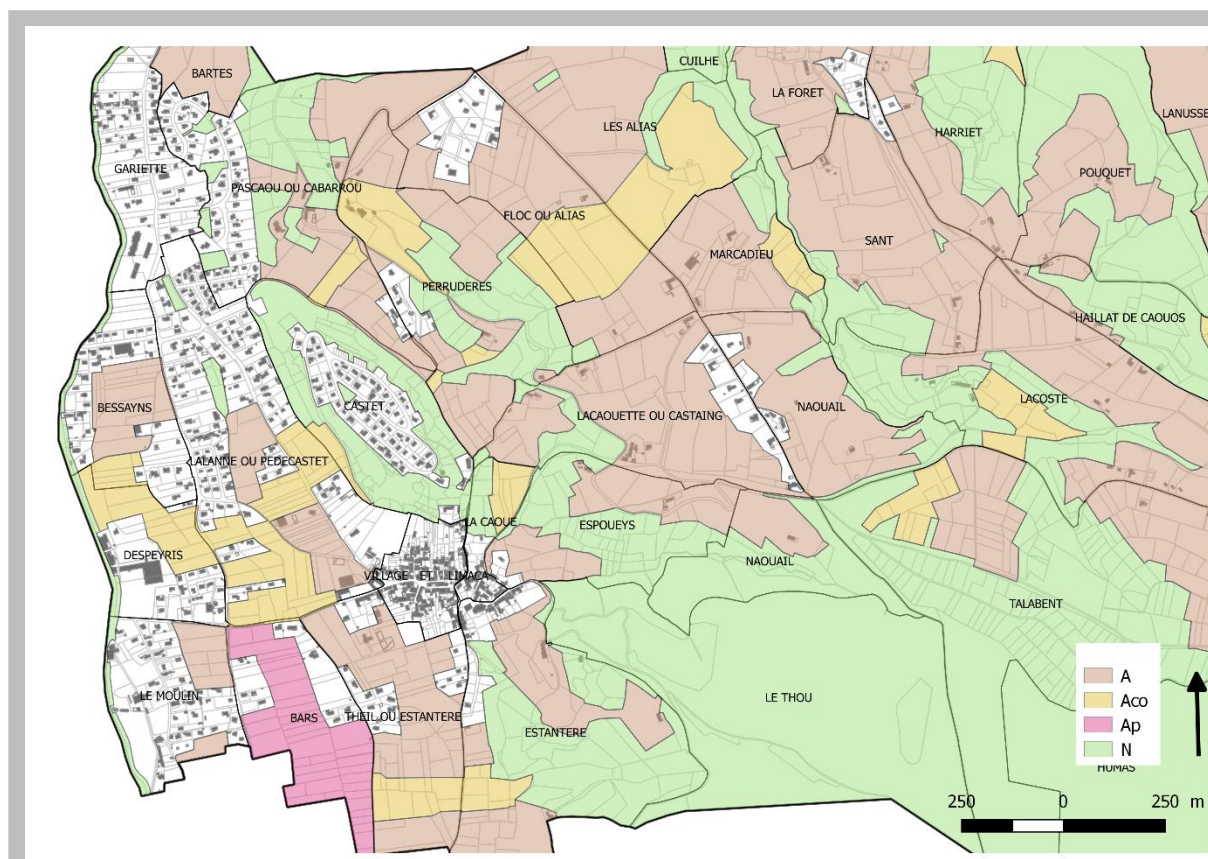
Ainsi, on retrouve en zone naturelle :

- L'Adour / l'Adourette
- Les espaces boisés
- Les espaces de piémont / montagne

Parallèlement, les zones agricoles se découpent en plusieurs secteurs :

- La plaine de l'Adour vers Asté à préserver pour des questions paysagères (pas de bâtiment agricole autorisé)
- Les secteurs identifiés pour les corridors écologiques et où la perméabilité des installations (clôtures notamment) est règlementée ; on remarque bien sur la carte suivante l'importance du corridor dans la plaine de l'Adour, largement mitée.
- Les espaces agricoles fonctionnels où les bâtiments agricoles sont autorisés.

Carte : Localisation des zones agricoles et naturelles



5.2.4 JUSTIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

❖ Zones urbaines et zones à urbaniser

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte réglementaire (art. R151-18 et R151-20 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter »

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Le règlement distingue plusieurs types de zones urbaines ou à urbaniser en fonction de leur vocation principale : habitation, patrimoine, équipements d'intérêt collectif, artisanat et industrie.

Les zones urbaines UA, UB et les zones à urbaniser 1AU sont destinées en priorité à l'habitation et aux commerces et activités de proximité sous réserve qu'ils soient compatibles avec le voisinage d'habitations.

Toutes les constructions et installations à destination de commerces et activités de proximité de services sont autorisées que si elles sont compatibles avec le voisinage d'habitation à l'exception du commerce de gros, qui est lui interdit.

L'ensemble des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés.

A part les centres de congrès et d'exposition (interdits), les industries (dont les artisans), les entrepôts et les bureaux sont autorisés, toujours sous conditions qu'ils n'engendrent pas de nuisances pour le voisinage.

Concernant les exploitations agricoles, seuls l'évolution des bâtiments existants restent autorisée sans engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage et les bâtiments liés à l'exploitation de la forêt sont par contre interdits.

Pour résumé, en zones UA, UB et 1AU :

- Vocation d'habitat : seules les constructions sans nuisances pour le voisinage sont autorisées
- La zone UA regroupe le centre ancien, la construction en limite de voirie est obligatoire.
- La zone UB concerne le secteur de la Plaine / Castet, avec un recul vis-à-vis de la voirie obligatoire.
- La zone UH concerne les hameaux d'Alias, Marcadieu, Argagnat et Cabarrou (existant).
- La zone 1AU correspond aux zones d'extension avec un règlement semblables à la zone UB et des Orientations d'Aménagement et de Programmation qui précisent les conditions d'aménagement de chacun des secteurs (maillage notamment).

Les zones urbaines UYa/b sont destinées à accueillir les activités économiques. En tout état de cause, le voisinage d'habitations doit être pris en compte pour les éventuelles nuisances.

Les constructions et installations à destination d'industrie, d'entrepôt, de bureau, d'artisanat et commerce de détail, de commerce de gros, de bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, de locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, mais aussi les logements nouveaux sous réserve d'être nécessaire à l'activité (gardiennage) sont autorisés.

- ✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Zones	Règles de volume et de hauteur	Pourquoi ?
UA UB UH 1AU	Construction principale : 10m faitage ; 7.50m acrotère Annexes : 4.00 m sablière En UB et UH différenciation en fonction de la distance avec les limites séparatives	Permet de maintenir le caractère du bâti existant. UB/UH : Permet de conserver de l'intimité entre le voisinage.
UY / 1AUya/b	Hauteur maximale des constructions déjà existantes sur la zone	Conserver le cadre bâti existant.

Zones	Implantation par rapport aux voies et emprises	Pourquoi ?
UA UB UH 1AU	UA : Implantation en limite obligatoire UB : 3 m minimum Recul de 5 m pour certaines voies mentionnées	Permet de maintenir le caractère du bâti existant. Permet de préserver la typologie urbaine existante dans le bourg ancien (UA) Permet de limiter les risques de sécurité routière (UB)
UY / 1AUya/b	Recul minimum de 5 mètres	Permet de maintenir le caractère du bâti existant Permet de se prémunir sur le long terme d'éventuel aménagement public nécessitant des élargissements de voirie Permet d'éviter les conflits d'usage Permet de se mettre en sécurité vis-à-vis des routes d'accès

Zones	Implantation par rapport aux limites séparatives	Pourquoi ?
UA UB UH 1AU	Soit sur la limite séparative Soit à au moins 3 mètres ou H/2	Pour éviter tout conflit d'usage potentiel
UY	A au moins 3 mètres ou H/2	Pour éviter tout conflit d'usage potentiel

Zones	Aspect extérieur des constructions	Pourquoi ?
UA UB 1AU	<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnancement des façades : fenêtres plus hautes que larges pour celles en alignement de l'espace public (uniquement en UA) - nuancier des façades à respecter - Bardage couleur bois autorisé si couleur nuancier - bac acier interdit - volets roulants intégrés à la maçonnerie <p>Ces règles ne s'appliquent pas pour les vérandas</p> <p>Annexe jusqu'à 20 m² : non réglementée</p> <p>Annexe de plus de 20 m² : la règle des constructions neuves</p> <p>Cas des enseignes commerciales : limitée au RDC et non agressives</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant tout en permettant l'expression d'architectures innovantes / contemporaines.</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales du centre ancien.</p> <p>Permet une certaine souplesse pour les annexes jusqu'à 20 m².</p> <p>Permettre néanmoins la création de vérandas.</p> <p>Accepter les façades commerciales mais insister sur leur intégration dans l'environnement urbain.</p>
UY	Le P.L.U. ne prévoit pas de règles strictes en ce qui concerne les matériaux et les teintes employés pour les façades qui doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants (privilégié le nuancier présent en zone U), l'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit étant interdit.	Donner une certaine souplesse aux constructions à destination touristique.

Zones	Toitures	Pourquoi ?
UA UB UH 1AU	<p>Couverture de type ardoise</p> <p>2 pentes minimum / entre 80 et 120%</p> <p>Exceptions pour les vérandas jusqu'à 30 m² et les annexes jusqu'à 20 m² sous conditions</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales traditionnelle.</p>
UY	Le P.L.U. ne prévoit pas de règles strictes en ce qui concerne les types de toitures autorisées	Donner une certaine souplesse aux constructions à destination touristique.

Zones	Clôtures	Pourquoi ?
UA UB	<p>Clôtures non obligatoires</p> <p>Clôture opaque entre 1.60 et 1.80 m</p>	Permet de maintenir le caractère du bâti existant

UH 1AU	Clôtures semi-opaques entre 0.90 et 1.10 m	Si les habitants souhaitent se clôturer, les élus ont choisi de limiter les hauteurs des clôtures afin de conserver la typologie des murs existants et de préserver le cadre de vie. Une hauteur fixe en bordure (delta de 20 cm) permet de garder une certaine homogénéité. Les clôtures transparentes sont par contre limitées à 1.80 m si nécessaires.
UY	Règles de la zone UB	Respecter la typologie de la zone UB où se situent les deux secteurs UY.

✓ Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Zones	Emprise au sol (CES)	Coefficient de Biotope (CBS)	Pourquoi ?
UA 1AU	Non réglementé	10%	Le « poumon vert » du centre bourg est préservé grâce à un zonage particulier (Uj) et non un coefficient de biotope important.
UB / Uh	Non réglementé	40 %	Permet de préserver une trame verte importante dans les zones d'extensions urbaines existantes et à venir
UY	Non réglementé	20 %	

Le CBS est un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface écoaménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. Le calcul du CBS permet d'évaluer la qualité environnementale d'une parcelle, d'un îlot, d'un quartier, ou d'un plus vaste territoire.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové introduit le coefficient de biotope. Le règlement du PLU peut « imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ».

Exiger l'atteinte d'un CBS donné dans un document d'urbanisme ou dans un projet d'aménagement ou de renouvellement urbain permet de s'assurer globalement de la qualité d'un projet, en réponse à plusieurs enjeux : amélioration du microclimat, infiltration des eaux pluviales et alimentation de la nappe phréatique, création et valorisation d'espace vital pour la faune et la flore.

Visée opérationnelle :

- Lutte contre l'érosion de la biodiversité locale
- Restauration ou développement de corridors écologiques - lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain
- Gestion des eaux pluviales
- Préservation du cadre de vie « vert »

D'une manière générale

- afin de limiter l'impact dans le paysage, les terrassements doivent être limités au minimum dans toutes les zones urbaines et à urbaniser. Les soutènements doivent être réalisés en pierres appareillées, en béton enduit ou autre matériau techniquement adapté. Les enrochements sont interdits.
- Afin de garantir un stationnement optimal dans l'ensemble de la commune, le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et installations et doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation. Chaque zone impose des nombres de places minimum en fonction de la destination des constructions.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : pour toutes les zones, la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers et créer des voiries adaptées

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes de desserte en eau potable et électricité, d'éclairage public, de télécommunication et de vidéocommunication et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

❖ Zones Agricoles

✓ Usages des sols et destination des constructions

-

Contexte réglementaire (art. R151-22 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Dans les zones agricoles « A » sont autorisées :

- Les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants sous conditions précisées dans les articles suivants du règlement
- Les constructions nouvelles sous réserve d'être nécessaires à l'exploitation agricole et à condition d'être situées à moins de 50m des bâtiments d'exploitation, sauf impossibilité technique liée à la topographie
- Les activités annexes à l'agriculture conformément aux dernières évolutions réglementaires (ALUR et ELAN)
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés sous réserve de ne pas pouvoir être implanté dans une autre zone (en priorité en zone U) et sous réserve de ne pas compromettre le fonctionnement des entités agricoles
- Les équipements sportifs uniquement s'ils sont liés à une mise en valeur naturelle de la zone (parcours sportifs par exemple)
- Les bâtiments agricoles sous réserve de respecter une distance minimum (100m) avec les habitations existantes et les limites des zones urbaines ou à urbaniser permettant la construction de bâtiment à destination d'habitation :

Plusieurs bâtiments agricoles ont été identifiés comme pouvant changer de destination disposant des réseaux à proximité.

- ✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

L'emprise au sol des constructions à usage agricole n'est pas règlementée.

Pour les autres constructions :

- L'emprise au sol des constructions neuves est limitée à 200m² d'emprise au sol totale (annexes comprises) ;
- L'emprise au sol des extensions et annexes est limitée à 25% de l'emprise au sol du bâtiment initial pour une surface maximale de 100 m² (surface mesurée à la date d'approbation du présent document et selon définition du code de l'urbanisme) ;
- Les annexes doivent se situer à moins de 30 m du bâtiment principal

Pourquoi ? Contraindre l'évolution du bâti non agricole et limiter le mitage dans l'espace agricole, conformément à la loi.

Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace agricole.

La **hauteur** des constructions est limitée à 13m au faitage pour les bâtiments à usage agricole. Pour les constructions à destination d'habitation, de commerce et activités de services, les règles de la zone UA/UB s'appliquent.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser à vocation d'habitat et prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments agricoles.

Règles **d'implantation** :

Un recul minimum de 3 m est imposé par rapport aux voies et emprises publiques pour toutes les constructions agricoles en zone A tandis que les autres types de constructions peuvent d'implanter soit en limite, soit à au moins 3 mètres.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liée au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport aux voies de circulations afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Un recul minimum de 10 m pour les bâtiments agricoles est imposé par rapport aux limites séparatives.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liée au contexte local.

Pourquoi ? Limiter les nuisances et les impacts paysagers pour le voisinage, notamment pour les bâtiments agricoles.

Annexes des constructions à destination d'habitation : les annexes doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Pourquoi ? Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace agricole.

L'aspect extérieur des constructions à usage agricole doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments agricoles. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les **clôtures** ne sont pas obligatoires ; seules les clôtures transparentes (grillage) sont autorisées d'une hauteur maximale de 1.80m.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Les surfaces non imperméabilisées (CBS – coefficient de biotope) doivent représenter au minimum 60% de la surface de l'unité foncière.

Pourquoi ? Limiter les surfaces imperméabilisées à l'extérieur des secteurs urbains et à urbaniser afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement.

Espaces non bâtis : Les constructions de gabarit important doivent être accompagnées par des plantations à l'échelle du projet : arbres de haute tige aux abords du bâtiment, haies jalonnant les chemins d'accès et entourant les aires de stockage.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Le **stationnement** des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Les accès ne doivent pas présenter de risque pour les usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers et adapter les voiries au projet et au contexte local.

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes de desserte en eau potable et électricité, de gestion des eaux pluviales et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

✓ Cas particuliers des zones Aco

Même réglementation que les zones A mais seules les clôtures perméables à la faune sont autorisées.

✓ Cas particuliers des zones Ap

Tout bâtiment y est interdit pour des raisons paysagères et la perméabilité des clôtures y est réglementée.

❖ **Zones Naturelles**

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte règlementaire (art. R151-24 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

Dans les zones naturelles (N), toutes les constructions et installations sont interdites, à l'exception :

- Des extensions et annexes des constructions existantes suivant les mêmes règles qu'en zone A ;
- Les constructions neuves à usage d'habitation nécessaire à l'exploitant agricole et suivant les mêmes règles qu'en zone A ;
- Des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés s'ils ne peuvent pas être implantés dans une autre zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Des équipements sportifs uniquement pour une mise en valeur naturelle de la zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions agricoles sous réserve d'être utiles et liées au fonctionnement des cabanes d'estives / granges foraines existantes ;
- Des constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière.

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments autorisés dans la zone.

Règles d'implantation : l'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et des abris de jardins (exploitation agricole et entrepôt) n'est pas réglementée.

Les bâtiments liés à l'exploitation forestière doivent se reculer de 10 mètres par rapport à la voirie tandis que les autres constructions (gardien, aire d'accueil des gens du voyage) doivent respecter un recul minimum de 3 mètres vis-à-vis des voies et emprises publiques.

Il en est de même pour les limites séparatives.

Les annexes des bâtiments d'habitation doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liées au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace naturel.

L'aspect extérieur des constructions à usage d'exploitation forestière doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants, mais les teintes des façades ne sont pas précisées.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments d'exploitation forestière. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les clôtures des constructions pour un usage forestier ne sont pas obligatoires. Les essences locales sont privilégiées. Seules les clôtures transparentes sont autorisées, présentant des mailles minimales de 20x20 cm afin de garantir les continuités écologiques.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage et permettre les continuités écologiques

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

5.2.5 BILAN DES SURFACES PAR TYPE DE ZONE

Le tableau suivant récapitule les surfaces pour chacun des types de zone :

Zones urbaines		Surfaces (ha)
Ua	Zone urbaine du centre village à vocation principale d'habitat	6.03
Ub	Zone urbaine de la plaine / Castet	50.08
Uj	Zone urbaine dédiée aux espaces jardinés	3.80
Uh	Zone urbaine d'identification des hameaux	9.84
Uya	Zone urbaine à vocation d'activités et de services	2.61
Uyb	Zone urbaine à vocation d'hébergement touristiques / commerces	3.85
Uec	Zone dédiée aux équipements collectifs	2.50

Zones A Urbaniser		
1AU	Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat	3.76
1AUYa	Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'activités	0.24

Zones Agricoles		
A	Zone agricole	256.64
Aco	Zone agricole identifiée comme corridors écologiques	45.08
Ap	Zone agricole préservée	8.70

Zones Naturelles		
N	Zone naturelle	293.38

5.3 CHOIX RETENUS POUR LES PRESCRIPTIONS

5.3.1 EMPLACEMENTS RESERVES

La commune a souhaité prévoir 4 emplacements réservés afin de permettre la réalisation des aménagements suivants :

- ER1 : aménagement d'un espace public paysager / stationnement / Rue du Cap Deth Teilh ;
- ER2 : Agrandissement cimetière
- ER3 : aménagement d'un parking au carrefour de la rue de l'Aiguillon et de l'Avenue Philadelphie;
- ER4 : aménagement de sécurité (visibilité du carrefour entre l'Avenue du 8 Mai et le Chemin Henri IV) ;

Tableau : Liste des emplacements réservés

n°	Objet	Surface (m²)	Bénéficiaire
1	Rue du Cap Deth Teilh : aménagement d'un espace public paysager / stationnement	550.90	Commune
2	Agrandissement cimetière	1130.78	Commune
3	Parking au carrefour de la rue de l'Aiguillon et de l'Avenue Philadelphie	888.85	Commune
4	Aménagement de sécurité (visibilité du carrefour entre l'Avenue du 8 Mai et le Chemin Henri IV)	88.13	Commune

5.3.2 ELEMENTS PAYSAGERS IDENTIFIES AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23

En s'appuyant sur les articles L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme, la commune a souhaité identifier plusieurs éléments de son territoire : espaces jardinés au cœur du tissu urbain, éléments de paysage à protéger et à mettre en œuvre de type arbres et ripisylves et murets en galets.

Contexte règlementaire (art. L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme) :

« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »

« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent. ».

Ainsi, la commune de GERDE, la commune a choisi d'identifier les éléments suivants :

- L'ensemble des canaux, rivières et leurs ripisylves pour des motifs paysagers (L151-9) et écologiques (continuité écologiques) (L151-23).

Pour ces éléments, la diversité des espèces végétales doit être préservée. La suppression ou la modification des éléments constitutifs de la haie ou du boisement est soumise à déclaration préalable sauf en cas d'enlèvement des arbres dangereux et des bois morts. Elle est autorisée après déclaration préalable pour les motifs suivants : exploitation et gestion agricoles ou environnementales, contrainte technique à la réalisation d'équipement publics ou d'intérêt général. En cas de suppression des arbres et/ou arbustes, ces derniers doivent être remplacés par des essences équivalentes ou cohérentes avec le milieu naturel.

- 10 éléments bâtis identitaires du village pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural (L151-9) ; ils sont identifiés sur le plan de zonage par une étoile de couleur noire et par un chiffre permettant de connaître leur nature, à savoir :

<u>N° plan</u>	<u>Description</u>
1	Lavoir
2	Fontaine
3	Fontaine
4	Fontaine
5	Fontaine
6	Fontaine
7	Abreuvoir « Riou Arrouy »
8	Abreuvoir « Hount Pischaca »
9	Point de vue remarquable
10	Point de vue remarquable

Les éléments techniques représentatifs de l'usage de la construction (volume, couverture et autres éléments de maçonnerie) doivent être maintenus, sauf en cas de contrainte technique dument justifiée.

Ainsi, il est possible de restaurer les édifices et/ou d'en changer leur destination à condition de conserver les grandes caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine et que le changement de destination soit autorisé par le règlement de la zone.

5.4 CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Contexte règlementaire (art. L151-6 et L151-7 du code de l'urbanisme) :

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements [...]. »

« I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36. [...]»

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation exposent la manière dont la commune souhaite aménager des secteurs urbains ou à urbaniser de son territoire.

La commune a choisi de mettre en place des O.A.P. pour l'ensemble le secteur classé en zone 1AU mais aussi pour 2 secteurs stratégiques disponibles en zones U. Le secteur urbanisable à long terme (2AU) fera l'objet d'O.A.P. au moment de son ouverture.

Ces orientations ont une portée particulière puisqu'elles s'imposent à la délivrance des permis de construire dans une relation de compatibilité.

Les aménagements internes à la zone sont à la charge du porteur de projet, mais la commune a la possibilité de mettre en œuvre différents outils lui permettant de financer les équipements publics qui peuvent être nécessaires : taxe d'aménagement différenciée, Projet Urbain Partenarial (PUP) par exemple.

Les principes d'aménagement sont décrits plus précisément dans une pièce spécifique du dossier de P.L.U.

Les O.A.P. ont été synthétisées dans la partie relative à la justification du zonage.

6 ETUDE « CAS PAR CAS » - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Conformément à la réglementation en vigueur, la DREAL a été saisie pour une demande dite au « cas par cas » concernant le PLU de GERDE. La décision de dispense d'évaluation environnementale, en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme.

6.1 DESCRIPTIF DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Renseignements à caractère général	
Personne publique compétente en charge du document d'urbanisme	Mme DUBARRY Maire de Gerde – 65200 GERDE 05 62 95 06 58 / gerde.mairie@wanadoo.fr
Procédure concernée (élaboration, révision, ...) et objectif poursuivi (ouverture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, réduction d'une EBC...)	Elaboration du Plan Local d'Urbanisme
Nombre d'habitants concernés et évolution au cours des 2 dernières périodes inter-censitaires	1165 habitants (2015) + 49 habitants entre 1999 et 2015 - 10 habitants entre 2010 et 2015
Superficie du territoire	6.93 km ²
Le territoire est-il couvert par d'autres documents de planification supra-communaux (voir L.131-4 et L.131-5 du CU et L.122-4 du CE) (SCoT, Charte de parc (national ou naturel régional), SDAGE, SAGE, PLH, PDU...) Explicitiez obligatoirement l'articulation du projet avec ces documents	Pas de SCoT (en cours d'élaboration) Pas de PDU Pas de PLH
Le projet	
Préciser les objectifs et orientations poursuivis (fournir, s'il y a lieu, le PADD débattu) pour les PLU. Dans tous les cas, pour tous les documents, à minima : – population à accueillir (valeur absolue et % de la population actuelle) ? nombre de logements à construire (valeur absolue et % du parc actuel) ? – projet en termes d'activités ? d'équipements ? d'infrastructures ? orientations en matière de déplacements (internes/externes) ... ? – projet en termes de préservation et de mise en valeur du patrimoine (naturel, culturel paysager) et des ressources (sols, eau, air, énergie) ? – prise en compte des risques et nuisances ? Indiquer les enjeux mis en évidence par le diagnostic	<u>Axes du PADD (débattu en CM le 30/09/2016):</u> Axe 1 : Renforcer l'attractivité du territoire en respectant l'urbanisme existant 1-1 Renforcer les conditions d'accueil de la population et maîtriser l'étalement urbain 1-2 Privilégier le renouvellement urbain au sein des espaces déjà bâtis tout en protégeant les espaces de jardins emblématiques du territoire 1-3 Qualifier les entrées du bourg et traiter les coupures urbaines 1-4 Mettre en valeur le réseau de déplacements doux et alternatifs existant et réfléchir à la création de nouvelles liaisons 1-5 Réfléchir à la qualité des espaces créateurs de liens sociaux 1-6 Mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbaines du centre-bourg et des différents quartiers 1-7 Préserver les éléments remarquables 1-8 Gérer l'habitat isolé Axe 2 : Préserver les zones agricoles et valoriser le cadre de vie

et la proximité de la nature au sein du village

- 2-1 Assurer le maintien des structures paysagères et des vues remarquables
- 2-2 Préservation des espaces agricoles et pérennisation des structures agricoles
- 2-3 Prendre en compte les risques et contraintes dans la définition des zones constructibles et gérer les eaux pluviales
- 2-4 Préserver la biodiversité en définissant un projet de Trame Verte et Bleue

Axe 3 : Soutenir un développement économique et énergétique durable en zone péri-urbaine de piémont pyrénéen

- 3-1 Pérenniser les activités économiques
- 3-2 Promouvoir les énergies renouvelables, les économies d'énergie et l'habitat durable
- 3-3 Œuvrer pour une amélioration du débit internet, en relation avec les organismes compétents
- 3-4 Soutenir les activités liées au tourisme
- 3-5 Assurer la disponibilité et la qualité de la ressource

Objectifs à l'horizon des 10 à 15 prochaines années :

Hypothèse de croissance : +0.48% (horizon 18 ans - SCoT)
 (croissance moyenne observée depuis 15 ans)
 Obj d'accueil de population : + 108 habitants
 Obj de nouveaux logements : 54 logements
 Desserrement des ménages : 56 logements
 Reconquête des logements vacants : - 9 logements
 Soit création d'environ 101 logements

Objet : 12 à 14 log/ha (SCoT) et 15% de rétention et cadre de vie (SCoT) soit besoin estimé à environ 10 ha pour 101 résidences principales et 20 résidences secondaires supplémentaires.

Projet en termes d'activités et d'équipements : les zones choisies pour le développement de l'urbanisation sont desservies par les réseaux ou en phase de le devenir. Le maillage de voirie existant dessert parfaitement les zones ouvertes à l'urbanisation à court terme (ensemble des secteurs 1AU compris dans l'enveloppe urbaine).

En terme d'activités, les activités existantes, notamment au quartier « Pont de Gerde » (hôtel, cantine centrale, camping) et à l'entrée du bourg (camping) sont prise en compte dans un zonage spécifique permettant leurs évolutions sous conditions (nuisances notamment).

Projet en termes de préservation/ mise en valeur du patrimoine et des ressources :

Privilégier la construction dans et en continuité du bourg et des quartiers déjà bâtis uniquement.
 Préserver les milieux naturels et les paysages
 Identifier les corridors écologiques avec une réglementation liée à la perméabilité des clôtures, zone agricole préservée d'un point de vue paysager (non constructible) pour la plaine de l'Adour en continuité avec la commune d'Asté (qui propose la même zone préservée dans son PLU en cours d'élaboration).

	<p><u>Prise en compte des risques et nuisances :</u></p> <p>Sur la commune de Gerde, il est recensé plusieurs risques naturels identifiés grâce à un PPRN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - crue torrentielle - inondation - mouvement de terrain <p>Aucune zone 1AU/2AU n'est comprise dans les zones à risques.</p>
--	---

6.2 DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES, DE KA VALEUR ET DE LA VULNERABILITE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT

Le territoire couvert par le document comporte-t-il des zones à enjeu environnemental ? Quelles sont les caractéristiques et la vulnérabilité de ces zones ?	
Zones agricoles, biodiversité, continuités écologiques	
- zones de protection du patrimoine naturel (arrêté de protection de biotope, réserve naturelle ...)	Non
- zones d'intérêt inventoriées (ZNIEFF, ENS, zones humides ...)	<p>Pas de zone Natura 2000</p> <p>ZNIEFF de type 1 « Adour de Bagnères à Barcelonne du Gers » (730010678)</p> <p>ZNIEFF de type 2 « Baronnie » (730003065)</p> <p>Les zones Ua, UB et 1AU ne se situent pas dans ces ZNIEFF. Une partie des hameaux existants sur le territoire (Uh) sont situés dans la ZNIEFF de type 2 « Baronnie » (Hameau de Marcadiou en partie et hameau de l'Argagnat en totalité). Le zonage comprend uniquement les constructions existantes et ne prévoit pas d'extensions de ces hameaux.</p>
- cœurs de biodiversité ou corridors écologiques identifiés par le SRCE	<p>Corridor de milieux ouverts de plaine entre l'Adour et le secteur de montagne d'ouest en est (terrain agricole préservée dans le zonage – non constructible à vocation de corridors écologique – perméabilité des clôtures)</p> <p>Pas de réservoir de biodiversité identifié dans le SRCE</p>
- zones agricoles protégées ou bénéficiant d'aménagements (irrigation ...)	Non
- massifs forestiers de plus de 4 ha	Oui (classé N dans le PLU)
Paysages, patrimoine bâti et culturel	
- sites classés ou inscrits	Non
- MH classés ou inscrits	Non
- AVAP (ZPPAUP)	Non
- zones protégées au titre de l'archéologie	Non
- zones de protection d'un parc naturel régional ou national	Non
- éléments de paysage ou perspectives paysagères d'intérêt (SCoT, charte paysagère, plan de paysage, diagnostic communal ...)	Non
Risques et nuisances	

- zones exposées aux risques (PPR naturels ou technologiques, établissement SEVESO, zones d'expansion des crues ...)	- PPRn multi risques (voir précédemment) approuvé le 02/07/2008
- source de nuisances sonores (voies classées à grande circulation, PEB d'un aéroport ...), olfactive ...	Non
Ressource en eau	
- périmètres de protection de captages d'eau potable	Non
- état et objectif de bon état des masses d'eau souterraines et superficielles	Bon état
- usages de loisirs liés à l'eau (baignade, navigation)	Non

6.3 DESCRIPTION DES PRINCIPALES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT

Enjeux et principales incidences concernant	
La consommation d'espace et l'étalement urbain	
- Quelle est la tendance passée en matière de consommation d'espace (sur la dernière décennie) ? Quels sont les objectifs de modération en la matière ?	Depuis 15 ans, on observe une moyenne de 1200 m ² /log pour 93 logements construits (1999-2015) et environ 14 ha consommés. Le projet communal a donc traité la modération de la consommation de l'espace en affichant un objectif de densité moyen de l'ordre de 12 à 14 log/ha (prescription du SCoT en cours d'élaboration), soit, pour un objectifs de 101 résidences principales et 20 résidences secondaires, un besoin estimé à environ 10 ha.
- Quelle est la superficie des zones actuellement urbanisées ?	La zone urbaine du PLU représente près de 77.21 hectares (Ua, Ub, Uj, Uya, Uyb, Uh, Uec).
- Quelle ouverture à l'urbanisation de zones non encore artificialisées est envisagée (y compris le cas échéant les zones AU0 et AU non urbanisées du document opposable) ? Ordre de grandeur des surfaces envisagées et leurs localisations.	Le zonage du présent projet de PLU en cours d'élaboration affiche environ 5.29 ha de zones 1AU destinées à de l'habitat et 0.25 ha de zones 1AU destinées à des activités. Ces zones à urbaniser sont situées en continuité immédiate du tissu urbain existant.
- Les possibilités de densification du tissu urbain, d'utilisation des dents creuses, des logements vacants, des friches urbaines ont-elles été étudiées ? Quel est le potentiel identifié ?	Le potentiel de densification du tissu urbain est estimé à environ 5 ha. A noter que les espaces de jardins autour du bourg ancien sont protégés par une prescription au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour des motifs paysagers, de cadre de vie et de biodiversité et le bâti étant très dense (bâti traditionnel en alignement sur la voirie et espaces jardinés en cœur d'îlot). Il n'y a pas de friches urbaines. Les logements vacants sont en augmentation depuis le dernier recensement (64) et un objectif de reconquête de ces logements vacants a été pris en compte (20%).
- Justifier l'adéquation entre les perspectives de développement retenues et l'ouverture à l'urbanisation envisagée.	La volonté municipale est de conforter et poursuivre le développement de la commune de Gerde qui se positionne comme un territoire de « charnière » entre l'urbanisme péri-urbain de plaine, les villages intermédiaires et les secteurs de montagne. Depuis une dizaine d'année, la croissance s'est stabilisée autour de 0,5 %/an et c'est donc dans ce contexte de

	<p>développement modéré que Gerde souhaite s'inscrire pour les 20 prochaines années (horizon 18 ans – 2017/2035 – SCoT).</p> <p>Afin d'accueillir la centaine de logements supplémentaires (à l'horizon 18 ans - 2035, conformément au SCoT), et dans l'optique de modérer la consommation de l'espace, la commune de Gerde a fixé les objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être conforme au besoin en logements identifiés dans le SCoT de la Haute-Bigorre, soit 956 logements au total pour le pôle « cœur urbain » (Bagnères de Bigorre, Pouzac, Gerde) et près d'une centaine de résidences principales sur Gerde entre 2017 et 2035; - Atteindre une densité plus élevée par rapport aux constructions réalisées ces dix dernières années; la moyenne depuis 10 ans étant de 1200 m²/logement; - Affirmer la présence des éléments naturels (jardins, espaces publics, eau, boisements) dans le tissu urbain en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée. - Conforter le seuil des résidences secondaires de la commune; au niveau actuel soit 1/5 des logements.
- ...	
La préservation des zones agricoles, de la biodiversité, des continuités écologiques, des paysages, du patrimoine naturel et culturel	
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur les espaces agricoles et leur fonctionnalité ?	<p>Faible : le choix des zones à urbaniser prend en compte la fonctionnalité des espaces agricoles (construction à proximité du bourg, à l'écart des distances de recul obligatoires vis-à-vis des exploitations agricoles) et permet la protection de la plaine agricole (zonage Ap) et des milieux ouverts de montagne (zonage N et Aco).</p> <p>A noter la présence d'une exploitation agricole au cœur du bourg : l'ensemble des terrains disponibles autour sont alors identifiés en zone « A » (non constructible) et « co » car compris dans le corridor écologique du SRCE.</p>
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur les espaces naturels et forestiers et leur fonctionnalité ?	Négligeables : les espaces naturels et forestiers sont situés à l'écart des zones à urbaniser ; une zone tampon inconstructible est prévues de part et d'autre des cours d'eau ;
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ?	Favorable : les espaces boisés, les cours d'eau et leurs abords sont classés en zone naturelle. Les espaces ouverts agricoles sur les versants stratégiques pour la TVB sont classés en zone Aco permettant de réglementer la perméabilité des clôtures notamment
- La préservation des paysages naturels ou urbains, des grandes perspectives paysagères, des sites et du patrimoine bâti fait-elle l'objet d'orientations particulières ?	L'ensemble des versants naturels sont classés en zone « N ».
- La qualité paysagère des entrées de ville fait-elle l'objet d'orientations particulières ?	Non nécessaire
- Le projet a-t-il des incidences potentielles sur le(s) site(s) Natura 2000 le(s) plus proche(s) ? Joindre une évaluation d'incidences proportionnée.	Les sites Natura 2000 le plus proche (Haute Baronnies et Coume de Pailhas) se situe à plus de 8 km environ au sud de la commune, en secteur montagnard. Les impacts du projet sur les sites NATURA 2000 précités sont donc très limités, voire nuls.
- ...	
Les risques et nuisances	
- Quelles sont les modalités de prise en compte des risques connus ?	<ul style="list-style-type: none"> - Rappel de la réglementation relative au risque sismique - Renvoi au PPRn en tant que servitude d'utilité publique

- Le projet est-il susceptible d'entraîner une augmentation ou une diminution de la vulnérabilité du territoire ou de l'exposition des populations ?	Non : le choix des zones ouvertes à l'urbanisation prend en compte les risques identifiés sur le territoire
- Le projet est-il susceptible d'entraîner une augmentation de la population exposée aux nuisances sonores et/ ou aux pollutions ?	Incidence limitée : les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent à proximité immédiate du centre bourg et des quartiers où se situent des équipements collectifs afin de limiter au maximum l'interface zones urbaines / zones agricoles.
Les consommations énergétiques et le changement climatique	
- Le projet permet-il la production et l'utilisation des énergies renouvelables ?	Oui, dans le règlement, avec notamment un relais des dispositifs départementaux, régionaux et nationaux.
- Le projet autorise-t-il la mixité des fonctions urbaines ?	Oui, les activités sans nuisances sont autorisées en zones U et 1AU.
- Le projet intègre-t-il les TC et les modes de déplacement doux ?	Pas de transports en commune dans la commune. Une réflexion sur les déplacements piétons est en cours avec la mise en place d'emplacements réservés pour la création de nouveaux sentiers si nécessaire.
- Le projet intègre-t-il l'adaptation au changement climatique ?	Oui par le biais : <ul style="list-style-type: none"> - du recentrage des zones constructibles à proximité du bourg et des quartiers choisis (présence d'équipements publics) - de la modération de la consommation de l'espace par une augmentation de la densité ; - de la limitation du ratio surfaces imperméabilisées/surfaces perméables et d'une meilleure gestion des eaux pluviales
- ...	
La préservation de la ressource en eau	
- La disponibilité de la ressource en eau potable répond-elle aux besoins générés par le développement envisagé ?	Oui
- La commune est-elle couverte par un zonage d'assainissement approuvé ?	Oui
- La commune est-elle couverte par un assainissement collectif (part de la population desservie) ? Les équipements sont-ils conformes ? Leur capacité résiduelle est-elle suffisante au regard des développements envisagés ? Des travaux sont-ils programmés ?	Oui, assainissement collectif ; capacité adaptée

7 ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

7.1 EVOLUTION HISTORIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES DEPUIS 10 ANS

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 100 permis de construire, 2 permis de démolir et 159 déclarations préalables ont été accordés. Aucun permis d'aménager n'a été délivré.

Sur la période 2008-2017, 33 nouveaux logements ont été autorisés, dont 27 de type « individuel pur » et 6 de type individuel groupé. Pendant cette période, aucun logement de type collectif ou de type « résidence » n'a fait l'objet de demande d'autorisation.

Nombre et type de permis (logements et locaux)

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	3	-	13	2011	12	-	19
2016	7	-	18	2010	8	-	19
2015	8	-	21	2009	18	-	11
2014	5	-	25	2008	8	-	-
2013	9	-	12	2007	14	-	3
2012	8	-	18	TOTAL	100	0	159

Nombre de logements autorisés par type

	Logements individuels purs	Logements individuels groupés	Logements collectifs	Logements en résidence	Total
2008	2	2	0	0	4
2009	3	0	0	0	3
2010	4	0	0	0	4
2011	8	0	0	0	8
2012	4	0	0	0	4
2013	3	1	0	0	4
2014	2	0	0	0	2
2015	2	0	0	0	2
2016	5	0	0	0	5
2017	1	1	0	0	2
Total	34	2	0	0	36

De façon plus concrète, la mairie a fourni les données 1999-2015 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation :

- **93 nouveaux logements** (neufs et rénovation) ;
- Environ **14 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **14 logements/ha**.

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune n'ont pas été affectés.

7.2 EVOLUTION DES SURFACES PAR RAPPORT A L'ANCIEN P.O.S.

En application de la loi ALUR, le P.O.S. de GERDE est devenu caduc en mars 2017, et la commune est soumise depuis au règlement national d'urbanisme.

Le tableau suivant montre néanmoins l'évolution des surfaces entre l'ex-POS et le PLU. Il montre l'effort réalisé par la commune puisque :

- Les surfaces des zones urbaines augmentent dans le P.L.U. à cause de la prise en compte de l'ensemble des constructions existantes, notamment dans la plaine et dans les hameaux.
- Les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme baissent de façon très importante, passant de 8.96 à 4.01 ha.
- Les surfaces ouvertes à l'urbanisation à long termes ont été supprimé.
- On observe une redéfinition des zones agricoles et naturelles.

Au final, le cumul des zones urbaines et des zones ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme passent de 95.31 ha à 82.74 ha ce qui démontre une modération effective de la consommation de l'espace.

Surfaces par type de zone - Evolution par rapport à l'ancien P.O.S.³⁹

	Surfaces dans le P.L.U. (ha)	Surfaces équivalentes dans le POS (ha)
ZONES URBAINES PLU : UA, UB, UYa/UYb, UH POS : UA, UB, UT	78.73 dont 3.80 en UJ (jardins)	63.72
ZONES A URBANISER à court et moyen terme (mixte habitat) PLU : 1AU POS : 1NA	4.01 dont 0.26 en 1AUya	8.96
ZONES A URBANISER à long terme (mixte habitat) PLU : 2AU POS : NB	0	22.63
ZONES AGRICOLES PLU : A POS : NC	310.43	166.96
ZONES NATURELLES PLU : N, NL1, NL2, Ner POS : ND	293.38	430.12

7.3 OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Dans le présent P.L.U., la commune de GERDE s'inscrit donc dans une logique volontariste de maîtrise de la consommation des espaces naturels et agricoles.

Rappel : Le PADD fixe comme objectif la création de 120 logements pour une consommation d'espace de 10 ha à l'horizon 2035. Au final, le projet communal prévoit :

³⁹ Le total des surfaces peut différer entre POS et PLU en raison d'un référentiel cartographique différent

- Environ 5 ha de « dents creuses » identifiées, soumises à une forte rétention foncière pour la plupart (jardins) ;
- 3.76 ha en zone « 1AU » sur deux secteurs compris dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate des zones déjà urbanisée pour une densité moyenne de 13 log/ha et 49 nouvelles constructions.

Soit un total de **8.76 ha**, conforme aux objectifs du PADD (10 ha).

7.3.1 SURFACES URBAINES OU A URBANISER A COURT ET MOYEN TERMES SOUMISES A DES O.A.P.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent à la commune de mieux maîtriser le nombre de logements qui peuvent être créés et de permettre la mise en place d'une typologie urbaine au plus proche de l'urbanisation traditionnelle du village.

Les surfaces concernées couvrent 3.76 ha, permettant la construction d'environ 45 logements pour une densité moyenne de 13 log/ha.

Les chiffres montrent donc une nette densification par rapport à la situation constatée au cours des 10 dernières années.

7.3.2 SURFACES URBAINES OU A URBANISER A COURT TERME NON SOUMISES A DES O.A.P.

Pour les parcelles concernées, la commune ne maîtrise pas les modalités d'urbanisation.

Les surfaces disponibles pour la construction, non soumises à O.A.P. sont estimées à environ 5 ha, permettant la production d'environ 50-60 logements minimum (prenant en compte les problématiques d'accès, de découpage parcellaire, de typologie du bâti aux alentours, ...). Ces terrains sont majoritairement des jardins, d'où une très forte rétention foncière et des impératif de découpage parcellaire important. Le potentiel réel de construction présente donc une certaine incertitude.

7.3.3 PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS

Moins de 16% du territoire reste spécifiquement dédiée à l'agriculture avec environ 103 ha classés en zone agricole.

Les espaces naturels couvrent une partie beaucoup plus importante du territoire, avec environ 293 ha, soit 42 % de la commune, dont l'ensemble des estives de montagne.

7.3.4 SYNTHÈSE SUR LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Ce qui s'est fait ces 15 dernières années	Ce que prévoit le PADD
93 nouveaux logements pour 7.5 ha de consommation foncière	121 logements pour les 15 prochaines années (horizon 2035) = sur 8.76 ha disponibles :
- Soit une moyenne de 14 logements/an	- Soit une moyenne de 8 logements/an
- Soit une densité observée de 14 log/ha	- Soit une moyenne de 12-14 log/ha

Surfaces prévues au zonage pour la construction de nouvelles habitations :

- 5 ha de « dents creuses » identifiées ;
- 3.76 ha en zone « 1AU » sur deux secteurs compris dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate des zones urbanisées.

Soit un total de 8.76 ha de zones disponibles pour de nouvelles constructions (pour une enveloppe de 10 ha prévue au PADD).

8 ÉVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

8.1 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

- Biodiversité, habitats naturels et continuités écologiques**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Biodiversité et habitats naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible du zonage : les zones à urbaniser et se situent à l'intérieur ou en continuité du tissu urbain ; elles préservent les habitats naturels - Incidences liées à une augmentation de la fréquentation des espaces naturels : aucune 	Classement en zones naturelles N des espaces naturels de la commune et en particulier des réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques que sont l'Adour, ainsi que les cours d'eau mais aussi les boisements et ripisylve présents sur la commune. Les estives sont également classées en N.
Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)	Incidence potentiellement faible en raison de la protection des rives des cours d'eau	Classement en zones naturelles des rives de l'Adour ainsi que de ses affluents
Continuités écologiques terrestres (trame verte)	Incidence très limitée en raison : <ul style="list-style-type: none"> - De la prise en compte des bois et bosquets dans la définition du zonage (classement en zone naturelle) ; - Des formes urbaines existantes et attendues qui s'accompagnent d'une végétalisation importante des parcelles privées (espaces jardinés Uj) 	<ul style="list-style-type: none"> - Classement en zone à vocation naturelle des principaux bois et bosquets - Préservation de la continuité des espaces agricoles en classement en zone Ap et Aco

- Qualité des eaux**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées : les zones à urbaniser doivent être desservis par des systèmes d'assainissement collectif - Incidence modérée en ce qui concerne le rejet des eaux pluviales par la mise en place d'un coefficient de biotope en Ub et de la préservation des jardins (Uj). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements projetés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou vers le réseau collecteur lorsqu'il existe. - Les dispositifs de récupération et de stockage des eaux à la parcelle sont encouragés.

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux souterraines	Incidence négligeable (sauf cas de pollution accidentelle) si les dispositifs de collecte (et de traitement si nécessaire) des eaux de pluie et de ruissellement sont correctement réalisés.	Le règlement du P.L.U. encourage les dispositifs de récupération des eaux pluviales.

8.2 PAYSAGE ET PATRIMOINE

- La gestion des paysages, des espaces naturels et agricoles

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Insertion paysagère des nouveaux quartiers	Incidence faible : les secteurs destinés à être construits se situent dans ou en continuité du tissu urbain avec des OAP permettant de les relier de manière optimale	
Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels	Sans incidence pour l'accès aux espaces naturels	
Identité paysagère des espaces agricoles et naturels	Incidence notable visant à renforcer cette identité	Mise en œuvre d'un zonage adapté : les espaces agricoles sont clairement identifiés et différenciés des espaces naturels, notamment avec une zone Ap.

- La protection des éléments du paysage et du patrimoine bâti

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Éléments de paysage	Incidence faible, les éléments de paysage que sont les haies et boisements étant protégés par leur classement en zone naturelle	
Patrimoine bâti	Incidence notable	Identification des murets en galets dans le centre bourg ancien pour garantir leurs préservations, des lavoirs, fontaines, calvaire et cabanes pastorales remarquables.
Patrimoine archéologique	Incidence nulle : pas de site archéologique	

8.3 RESSOURCES NATURELLES

- **Ressource en eau**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Captage d'eau potable	Incidence négligeable : il n'y a pas de zones ouvertes à l'urbanisation dans des périmètres de protection des captages	
Alimentation en eau potable et défense incendie	Incidence potentielle : des travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable devront éventuellement être prévus, soit sur le réseau public, soit dans le cadre des opérations d'aménagement	La capacité de production en eau potable permet de répondre à la demande générée par le P.L.U. En l'absence de défense incendie, le règlement prévoit la mise en place de dispositifs de défense à la charge du pétitionnaire pour les zones agricoles et naturelles. A défaut, le projet pourra être refusé

- **Sols et sous-sols**

- **Prendre en compte et préserver la qualité des sols**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Pollutions des sols	Aucune incidence.	

- **Préserver les ressources du sous-sol**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Carrières, hydrocarbures	Aucune incidence	

- **Energies renouvelables et la réduction des gaz à effets de serre**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Consommation énergétique	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux besoins en chauffage pour les logements.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent le renforcement des performances thermiques des bâtiments existants par la mise en place d'une isolation par l'extérieur, afin de réduire les consommations énergétiques.
Energies renouvelables	Incidence modérée du P.L.U. qui favorise le développement des énergies renouvelables.	Le P.L.U. permet l'utilisation des énergies renouvelables sous réserve des prescriptions architecturales dans les zones U et AU.

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux déplacements domicile – travail – services dans la mesure où l'automobile est le moyen de déplacement le plus utilisé aujourd'hui.	

- Déchets**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Collecte et traitement des déchets ménagers	Incidence relative au nombre de points de collecte et aux volumes collectés ; les secteurs ouverts à l'urbanisation ne rendent pas nécessaire un allongement des tournées	Le développement de l'urbanisation en continuité des secteurs déjà construits permet de limiter l'allongement des circuits de collecte.

8.4 RISQUES ET NUISANCES

- Risques naturels**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Inondation	Incidence faible : commune est couverte par un PPRI en cours d'élaboration qui règlemente la construction dans les secteurs concernés et qui s'impose au P.L.U. Les zones urbaines et à urbaniser sont concernées qu'à la marge, et pour des constructions déjà existantes.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés (zone rouge).
Séisme	Incidence limitée mais non nulle, proportionnelle au nombre de logements prévus dans la mesure où toute la commune se situe en zone de sismicité faible	Le règlement du P.L.U. rappelle la réglementation qui s'applique en la matière.
Remontée de nappe	Incidence négligeable	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Retrait gonflement des sols argileux	Incidence faible	Le règlement du P.L.U. recommande d'appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.

- Risques technologiques et miniers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques technologiques	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	
Risques miniers	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	
Sites et sols pollués	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	

- Risques routiers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Autres RD et voies communales de desserte locale	Incidence possible dans la mesure où les habitants d'une partie des zones ouvertes à l'urbanisation seront amenés à utiliser le réseau routier local	

- Risques liés au transport de matières dangereuses**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques liés aux autres voies	Incidence faible compte tenu du trafic	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

- Nuisances**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Emissions de polluants atmosphériques	Incidence potentielle, en lien avec le développement actuel des surfaces classées en zones à vocation d'activités artisanales et industrielles, mais aussi proportionnelle au nombre de logements prévus.	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

8.5 CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Depuis l'entrée en vigueur de la loi Grenelle 2, le P.L.U. doit comporter une analyse de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers afin de « lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles et dans un souci de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le suivi et l'évaluation de la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers peuvent être réalisés de façon annuelle à l'aide d'indicateurs chiffrés et/ou sous forme cartographique. Le tableau suivant donne une liste indicative d'informations à recueillir permettant d'assurer ce suivi.

Figure 47 – Proposition d'indicateurs de suivi

Thème	Indicateur	Type	Fréquence	Remarques
Construction	Surfaces des parcelles ayant fait l'objet d'un PC pour construction neuve	Chiffré	Cumul annuel	Possibilité de moduler par zone du P.L.U.
	Nombre de logements créés par type (constructions neuves, rénovation ou changement de destination d'un bâtiment existant) et par forme (maisons individuelles, appartement)	Chiffré	Cumul annuel et pluriannuel	
Consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers	Évolution de la SAU dans la commune (donnée RGA)	Chiffré	Intervalle recensement agricole	
	Surfaces agricoles déclarées à la PAC (RPG) : évolution des surfaces et localisation des secteurs concernés	Chiffré / cartographique	Évolution annuelle et pluriannuelle	
Changement climatique	Nombre de demande d'installations de dispositifs d'énergie renouvelable	Chiffré	Évolution annuelle et pluriannuelle	Possibilité de moduler par type d'équipement (solaire, géothermie, etc.)

Rappelons également que le Code de l'Urbanisme (article L153-27) prévoit par ailleurs un suivi de la mise en œuvre du P.L.U. : le Conseil Communautaire est tenu de procéder neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L101-2 du code de l'urbanisme. Cette analyse donne lieu à une délibération sur l'opportunité de réviser le P.L.U.

9 ANNEXES

- Extrait du « Guide de la modernisation du contenu du P.L.U. » - Ministère du Logement et de l'habitat durable- avril 2017 (pages 72 à 76)
- Cartes pleine page
- Règlement RDDECI (Incendie)
- Diagnostic agricole

EXTRAIT DU « GUIDE DE LA MODERNISATION DU CONTENU DU P.L.U. » - MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE - AVRIL 2017 (PAGES 72 A 76)

Destination « exploitation agricole et forestière » : sous-destinations exploitation agricole et exploitation forestière

La sous-destination **EXPLOITATION AGRICOLE** recouvre l'ensemble des constructions concourant à l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et la pêche maritime.

La sous-destination **EXPLOITATION FORESTIERE** recouvre notamment les maisons forestières et les scieries.

Destination « habitat » : sous-destinations logement et hébergement

La sous-destination **LOGEMENT** comprend les logements utilisés à titre de résidence principale, secondaire ou logement occasionnel.

Cette sous-destination intègre, sans les distinguer, tous les statuts d'occupation : propriétaire, accédant, locataire, occupant à titre gratuit, et tous les logements quel que soit leur mode de financement. En effet, l'affectation des logements n'est pas nécessairement connue au moment de la construction, elle peut varier entre différents logements d'un même bâtiment et évoluer au fil du temps. Le PLU n'est donc pas habilité à instaurer un contrôle aussi fin de l'affectation des logements.

Les seules différenciations réglementaires que peut faire un PLU entre des typologies de logements relèvent des dispositions législatives spécifiques notamment en matière de logements locatifs sociaux en application des articles L151-15 (programme de logements comportant une part de LLS sans droit de délaissement) ou du 4° de l'article L151-41 (programme de logements comportant une part de LLS avec droit de délaissement).

Cette sous-destination recouvre également :

- les « résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs » (par exemple les yourtes) ;
- les chambres d'hôtes au sens de l'article D324-13 du code du tourisme, c'est-à-dire limitées à cinq chambres pour une capacité maximale de 15 personnes ;
- les meublés de tourisme dès lors qu'ils ne proposent pas de prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est-à-dire au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Pour l'application de l'arrêté, les gîtes sont considérés comme des meublés de tourisme.

La sous-destination **HEBERGEMENT** recouvre les constructions principalement à vocation sociale, destinées à héberger un public spécifique : des étudiants (gestion CROUS), des foyers de travailleurs, EHPAD, des maisons de retraite, des résidences hôtelières à vocation sociale ...

Cette sous-destination recouvre également les hébergements assurant les mêmes fonctions et visant le même public, mais à vocation commerciale (notamment les résidences étudiantes avec service para-hôtelier...). Ces structures peuvent proposer des hébergements en logement ou en chambres collectives ou individuelles.

Elle recouvre enfin les centres d'hébergement d'urgence, des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA).

En application de l'article 141 de la loi égalité et citoyenneté adoptée en lecture définitive par l'Assemblée nationale le 22 décembre 2016, les résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS) auront une double sous-destination de construction à la fois hébergement et hébergement hôtelier et touristique. Cette double sous-destination introduite par amendement vise à faciliter la transformation de construction existante en RHVS même si le plan local d'urbanisme a interdit l'une ou l'autre de ces destinations ou le passage de l'une à l'autre de ces sous-destinations. Cette disposition sera codifiée au premier alinéa de l'article L631-11 du

code de la construction et de l'habitation. Un décret en élaboration viendra préciser la mise en œuvre du dispositif.

Destination de construction commerce et activité de service : sous-destinations artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique, cinéma.

La sous-destination **ARTISANAT ET COMMERCE DE DETAIL** recouvre tous les commerces de détail, notamment les épiceries, les supermarchés, les hypermarchés, les points permanents de retrait par la clientèle, d'achats au détail commandés par voie télématique, ou organisés pour l'accès en automobile. Cette sous-destination inclut également l'artisanat avec une activité commerciale de vente de biens, tels que les boulangeries, les charcuteries, les poissonneries ainsi que l'artisanat avec une activité commerciale de vente de services : cordonnerie, salon de coiffure... L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

Cette sous destination ne permet pas de déterminer de règles spécifiques à certains commerces (exemple : vente de vêtements, vente d'électroménager...). Toutefois, les auteurs du PLU disposent d'un outil supplémentaire : ils sont habilités par l'article L151-16 du code de l'urbanisme, sous certaines conditions, à identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

La sous-destination **RESTAURATION** recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe à une clientèle commerciale.

Cette sous-destination n'inclut pas la restauration collective qui constitue une prestation proposée aux salariés ou usagers d'une entreprise, d'une administration ou d'un équipement.

La sous-destination **COMMERCE DE GROS** s'applique à toutes les constructions destinées à la vente entre professionnels (Ex : enseigne METRO, grossistes en rez-de-chaussée en ville...).

La sous-destination **ACTIVITES DE SERVICES OU S'EFFECTUE L'ACCUEIL D'UNE CLIENTELE** s'applique à toutes les constructions où s'exerce une profession libérale (avocat, architecte, médecin...) ainsi que d'une manière générale à toutes les constructions permettant l'accomplissement de prestations de service qu'elles soient fournies à des professionnels ou des particuliers. Cette sous-destination inclut les assurances, les banques, les agences immobilières, les agences destinées à la location de véhicules, de matériel, les « showrooms »... Les magasins de téléphonie mobile entrent également dans cette catégorie. Il est en effet considéré que la vente de forfait téléphonique constitue l'activité principale des opérateurs (et non la vente de téléphone qui est accessoire). On y trouve également les salles de sport privées, les spa...

La sous-destination **HEBERGEMENT HOTELIER ET TOURISTIQUE** s'applique à tous les hôtels ainsi qu'à toutes les constructions démontables ou non destinées à délivrer des prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est à-dire réunissant au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Cette sous-destination recouvre notamment l'ensemble des constructions à vocations touristiques :

- (1) les résidences de tourisme,
- (2) les villages résidentiels de tourisme ;
- (3) les villages et maisons familiales de vacances...

Cette sous-destination recouvre également les bâtiments nécessaires au fonctionnement des terrains de campings et, des parcs résidentiels de loisirs.

La sous-destination **CINEMA** s'applique à toute construction nécessitant d'obtenir une autorisation d'exploitation et l'homologation de la salle et de ses équipements de projection.

Destination de construction « équipements d'intérêt collectif et services publics » sous-destinations : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de spectacles, équipements sportifs, autres équipements recevant du public

L'ensemble des sous-destinations de cette destination recouvre des constructions d'intérêt collectif et/ou de services publics. Un faisceau d'indices peut permettre de qualifier ce type d'ouvrage : investissement de la puissance publique en tant que maîtrise d'ouvrage ou investissement financier, désignation législative ou réglementaire de la personne morale comme délégataire ou investie d'une mission de service public, ouverture de la construction au public ou à des usagers d'un service public (Ex : Usager d'une bibliothèque municipale, d'une piscine...), réalisation de la construction sur le domaine public ou privé de l'État, d'une collectivité locale ou assimilée...

La sous-destination **LOCAUX ET BUREAUX ACCUEILLANT DU PUBLIC DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES** recouvre toutes les constructions des porteurs d'une mission de service public, que l'accueil du public soit une fonction principale du bâtiment (mairie, préfecture...) ou annexe (ministère, service déconcentrés de l'État), ainsi qu'à l'ensemble des constructions permettant d'assurer des missions régaliennes de l'État (commissariat, gendarmerie, caserne de pompiers, établissements pénitentiaires...). Elle s'applique également aux bureaux des organismes publics ou privés, délégataires d'un service public administratif (Ex : ACOSS, URSSAF...) ou d'un service public industriel et commercial (SNCF, RATP, régie de transports public, VNF...). Cette sous-destination recouvre également les maisons de services publics.

La sous-destination **LOCAUX TECHNIQUES ET INDUSTRIELS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES** recouvre les équipements d'intérêt collectif nécessaires à certains services publics, tels que les fourrières automobiles, les dépôts de transports en communs, les stations d'épuration... Elle recouvre également les constructions permettant la production d'énergie reversée dans les réseaux publics de distribution et de transport d'énergie, et les locaux techniques nécessaires comme les transformateurs électriques, les constructions permettant la transformation d'énergie produites par des installations d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques

La sous-destination **ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE** recouvre l'ensemble des établissements d'enseignement (maternelle, primaire, collège, lycée, université, grandes écoles...), les établissements d'enseignement professionnels et techniques, les établissements d'enseignement et de formation pour adultes, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence, les maisons de santé privées ou publics (art. L6323-3 du code de la santé publique) assurant le maintien de services médicaux dans les territoires sous-équipés (lutte contre les « déserts médicaux »). Les maisons de santé ne répondant pas à ces critères seront classées dans la sous-destination « Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle ».

La sous-destination **SALLES D'ART ET DE SPECTACLES** recouvre les salles de concert, les théâtres, les opéras... Cette sous-destination n'inclut pas les stades qui peuvent occasionnellement accueillir des concerts ou spectacles mais dont la vocation principale est d'être un équipement sportif.

La sous-destination **EQUIPEMENTS SPORTIFS** recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination recouvre les stades dont la vocation est d'accueillir du public pour des événements sportifs privés (stade de football...) mais également les équipements sportifs ouverts au public en tant qu'usagers comme les piscines municipales, les gymnases...

La sous-destination **AUTRES EQUIPEMENTS RECEVANT DU PUBLIC** recouvre les autres équipements collectifs dont la fonction est l'accueil du public à titre temporaire, pour pratiquer un culte (églises, mosquées, temples ...), pour tenir des réunions publiques, organiser des activités de loisirs ou de fête (salles polyvalentes, maisons de quartier ...), assurer la permanence d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, pour accueillir des gens du voyage.

Destination de construction « autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire » sous-destinations : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition.

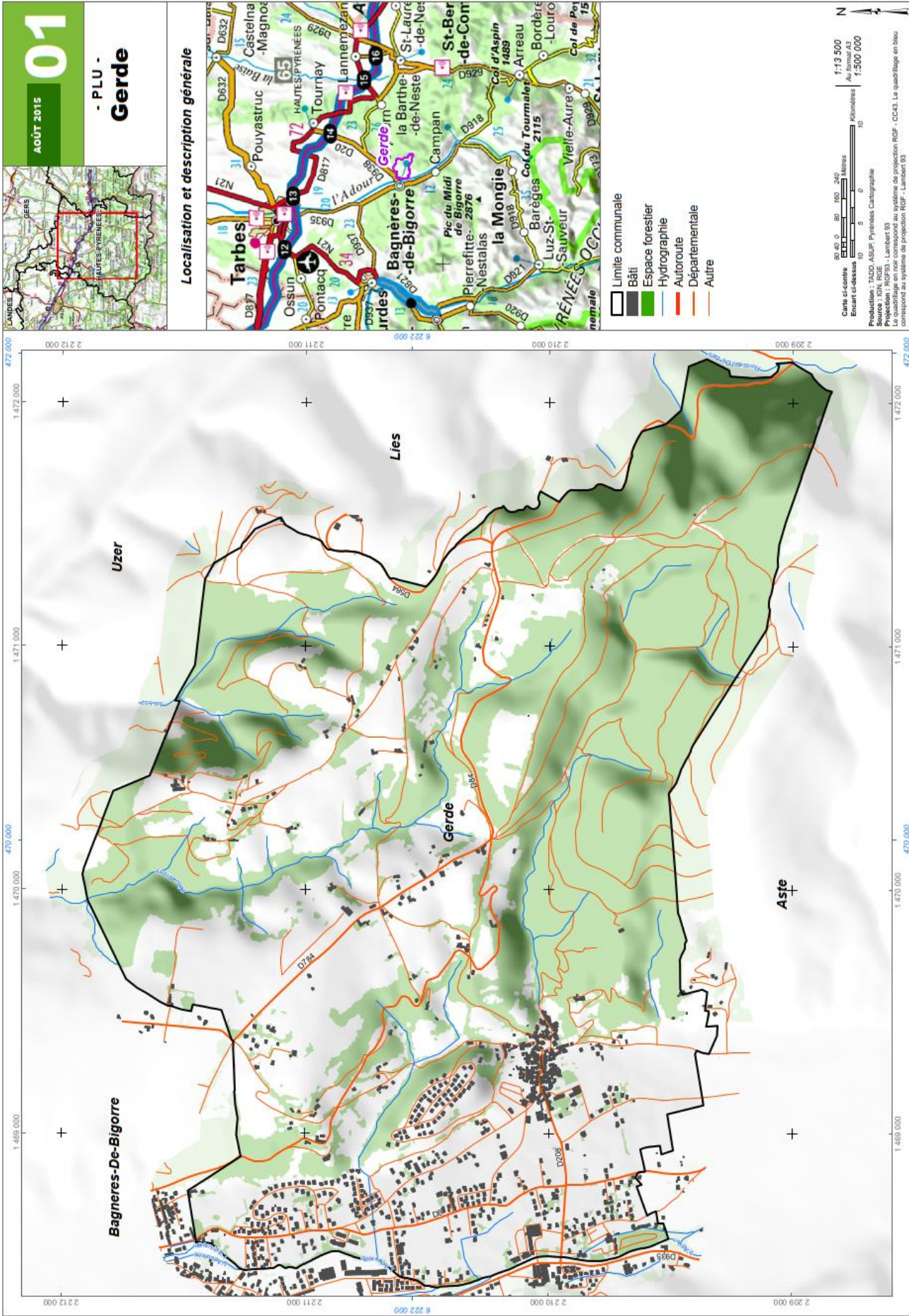
La sous-destination **INDUSTRIE** recouvre les constructions industrielles ou artisanales affiliées à l'industrie (construction automobile, construction aéronautique, ateliers métallurgique, maçonnerie, menuiserie, peinture...) Le caractère industriel d'une activité peut s'apprécier au regard de la nature des opérations de transformation ou de production qu'elle effectue et de l'importance des moyens techniques qu'elle met en œuvre pour les réaliser. L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

La sous-destination **ENTREPOT** recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique. Cette sous-destination inclut notamment les locaux logistiques dédiés à la vente en ligne et les centres de données.

La sous-destination **BUREAU** recouvre les constructions destinées au travail tertiaire, les sièges sociaux des entreprises privées et les différents établissements assurant des activités de gestion financière, administrative et commerciale.

La sous-destination **CENTRE DE CONGRES ET D'EXPOSITION** recouvre les constructions de grandes dimensions notamment les centres et les palais et parcs d'exposition, les parcs d'attraction, les zéniths...

CARTES



AVRIL 2019

02



- PLU -

Gerde

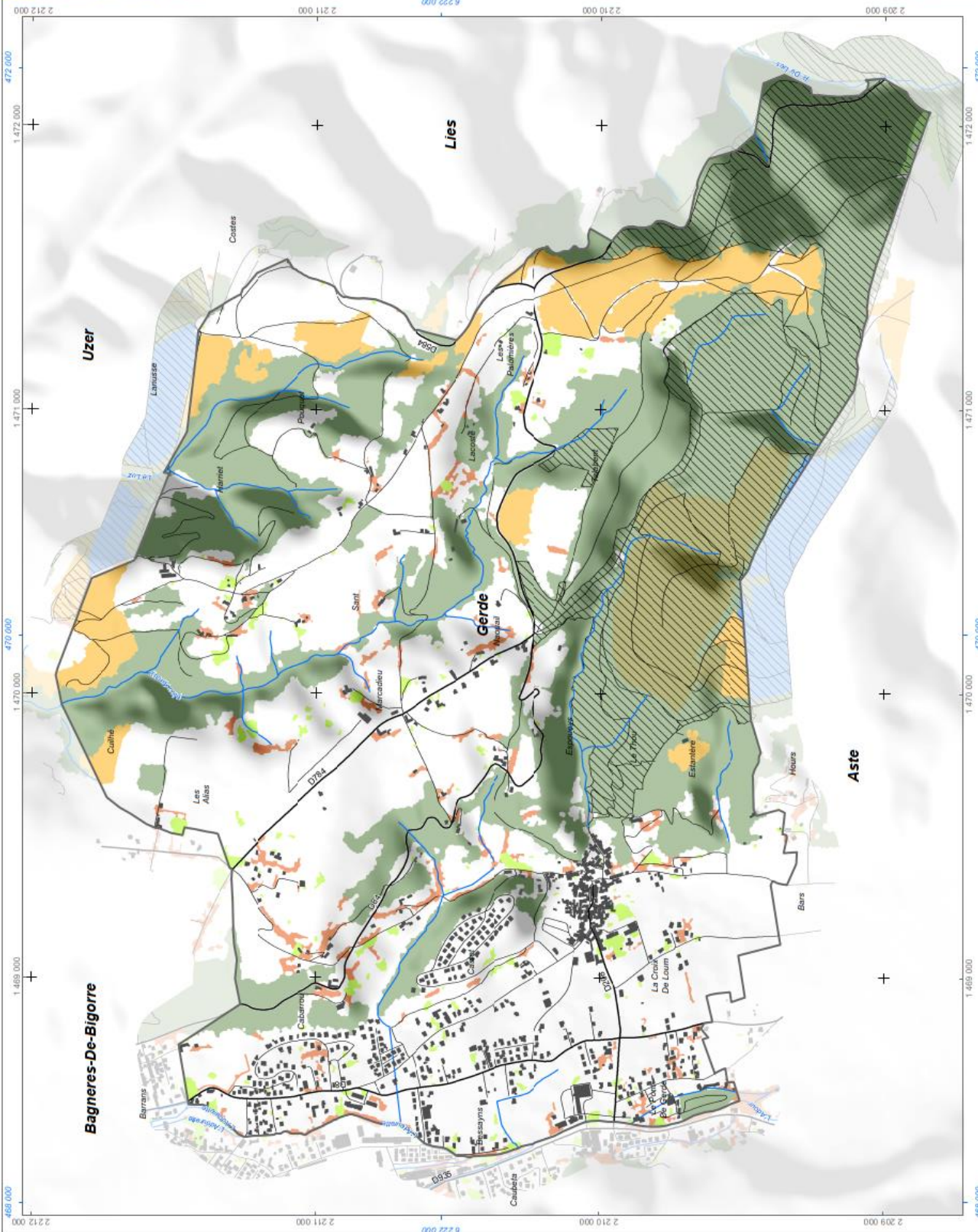
Espace forestier

- forêt publique
- Forêt communale/Syndicale
 - Forêt domaniale
- Type de végétation
- Forêt fermée de conifères
 - Forêt fermée de feuillus
 - Forêt fermée mixte
 - Forêt ouverte
 - Landes ligneuse
 - Haie
 - Bois
 - Peupleraie
 - Verger

1:12 500 au format A3
Mètres

Production : TAOO ASUP
Source : IGN, RGE, OpenStreetMap, CNF

Projection : Lambert 93
Le document est conforme au référentiel de projection RGF93 - CC-BY. Le schéma en bleu correspond au système de projection RGF - Lambert 93

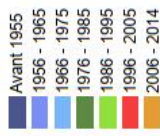




- PLU -

Gerde

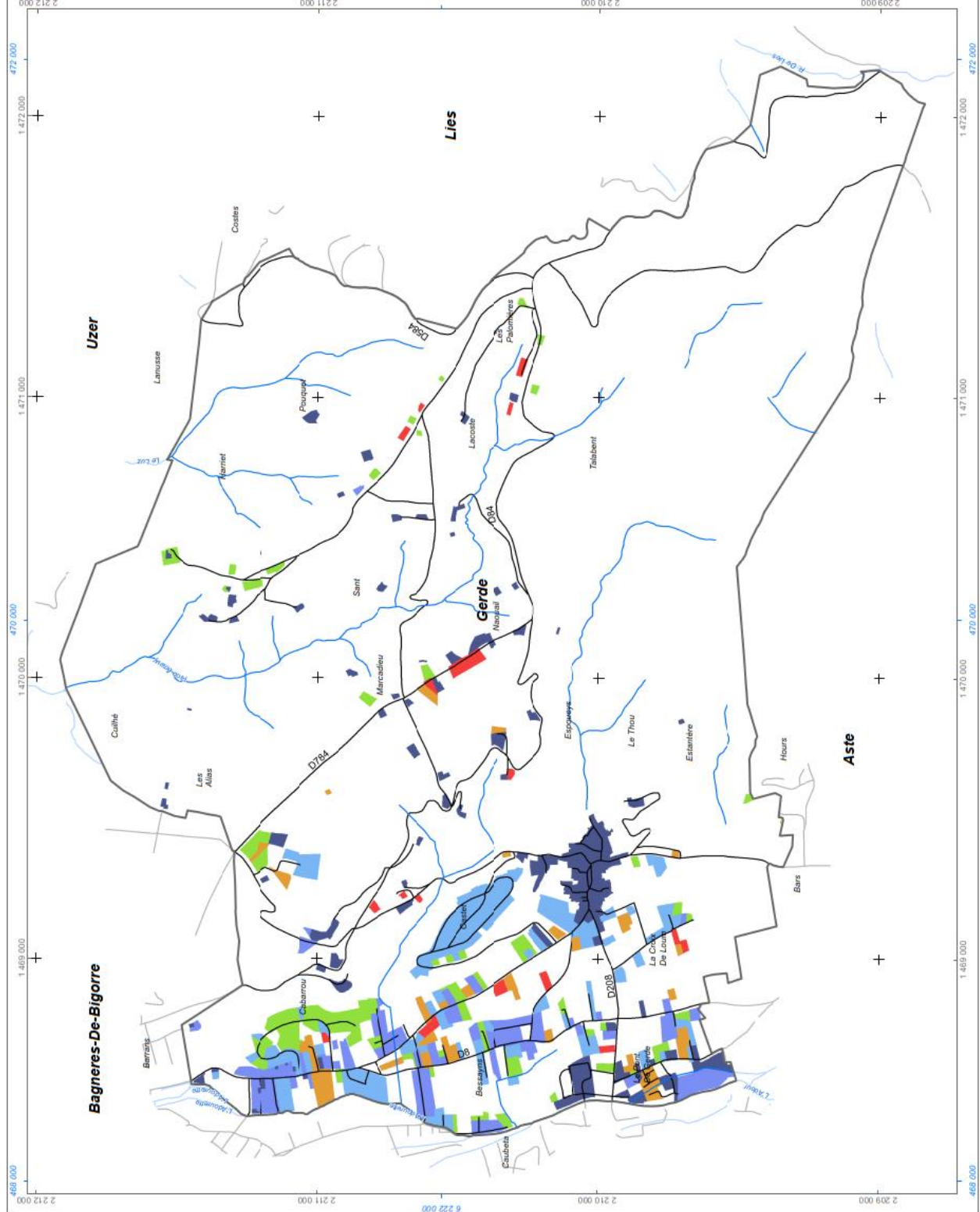
Evolution urbaine



1:12 500 au format A3

80 40 0 80 160 Mètres

Production : TADD, ASDUP, Pyrénées
Source : IGN, RGE, OpenData, RPQ2014
Projection : Lambert 93
Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF93 - CC43. Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF





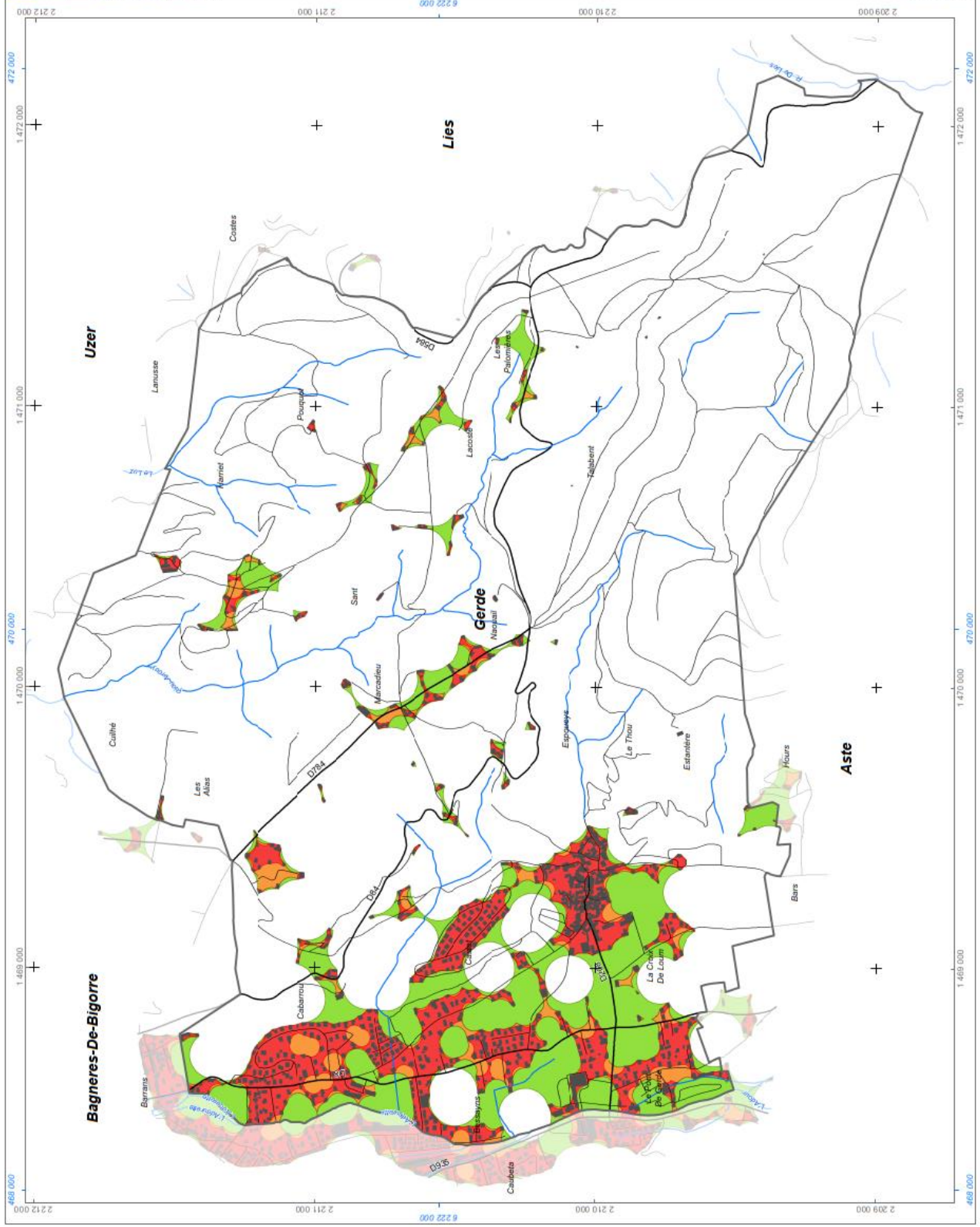
- PLU -

Gerde

Espace urbain

- Bâti dense
- Bâti diffus
- Dents creuses et espace inter urbain

1:12 500 au format A3
Mètres
80 40 0 80 160
Production : TAOD, ASDP Pyrénées
Cartographie : TAOD
Source : IGN, RGE - OpenData, RFG2014
Projection : Lambert 93
Le document correspond au système de projection RGF93 - CC43. Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF.



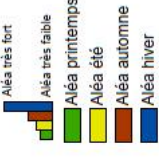


- PLU -

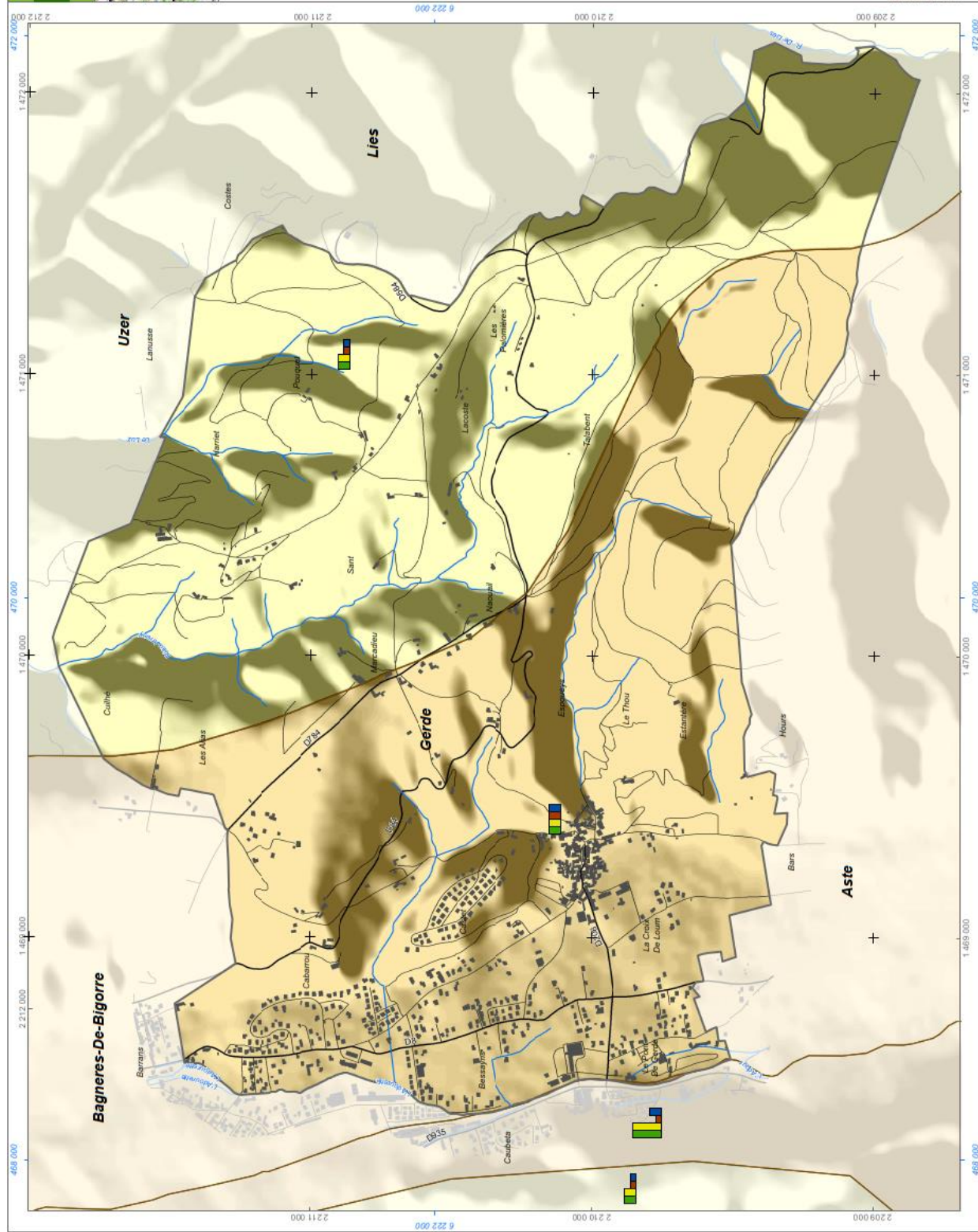
Gerde

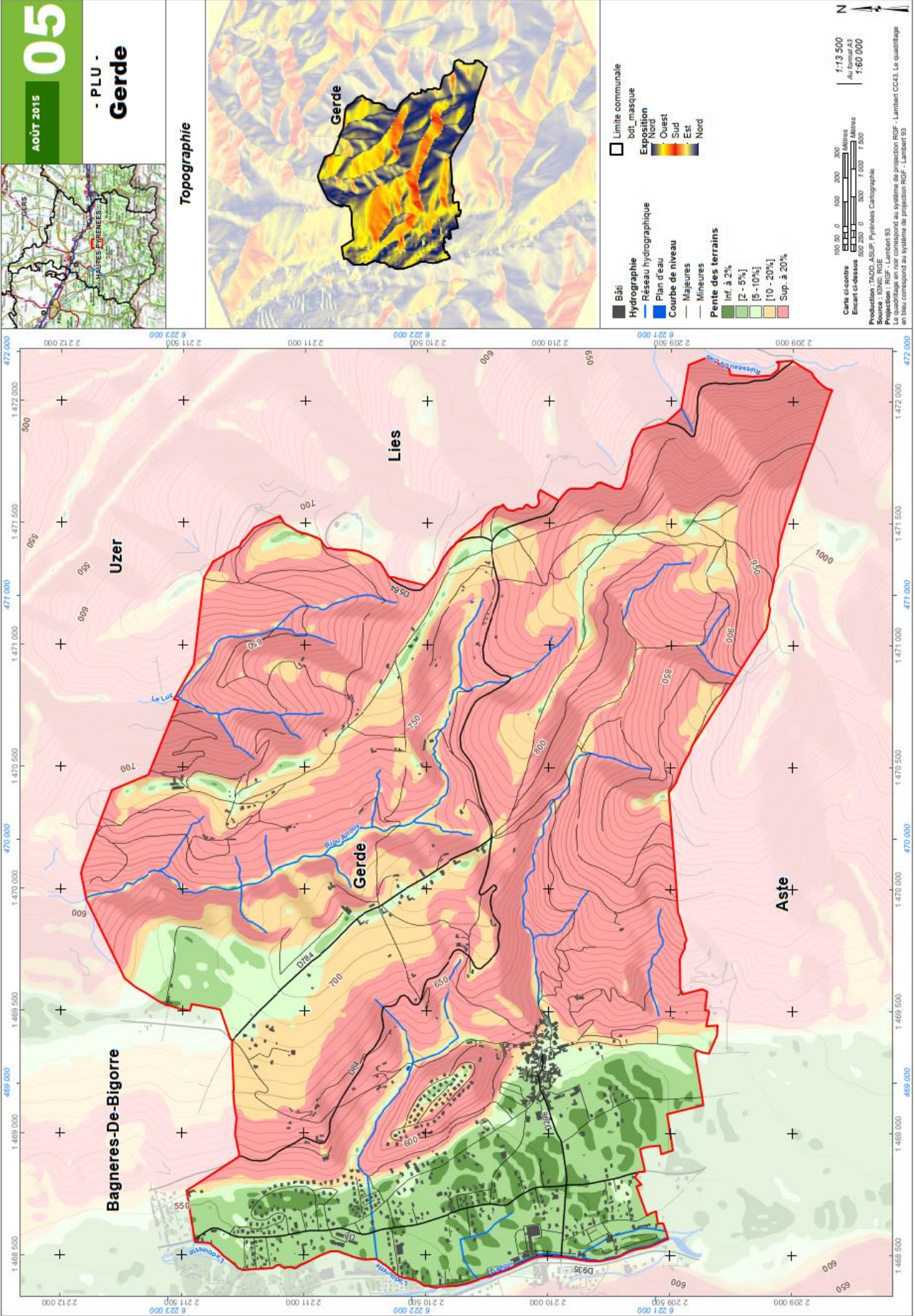
Aléa
du risque érosion

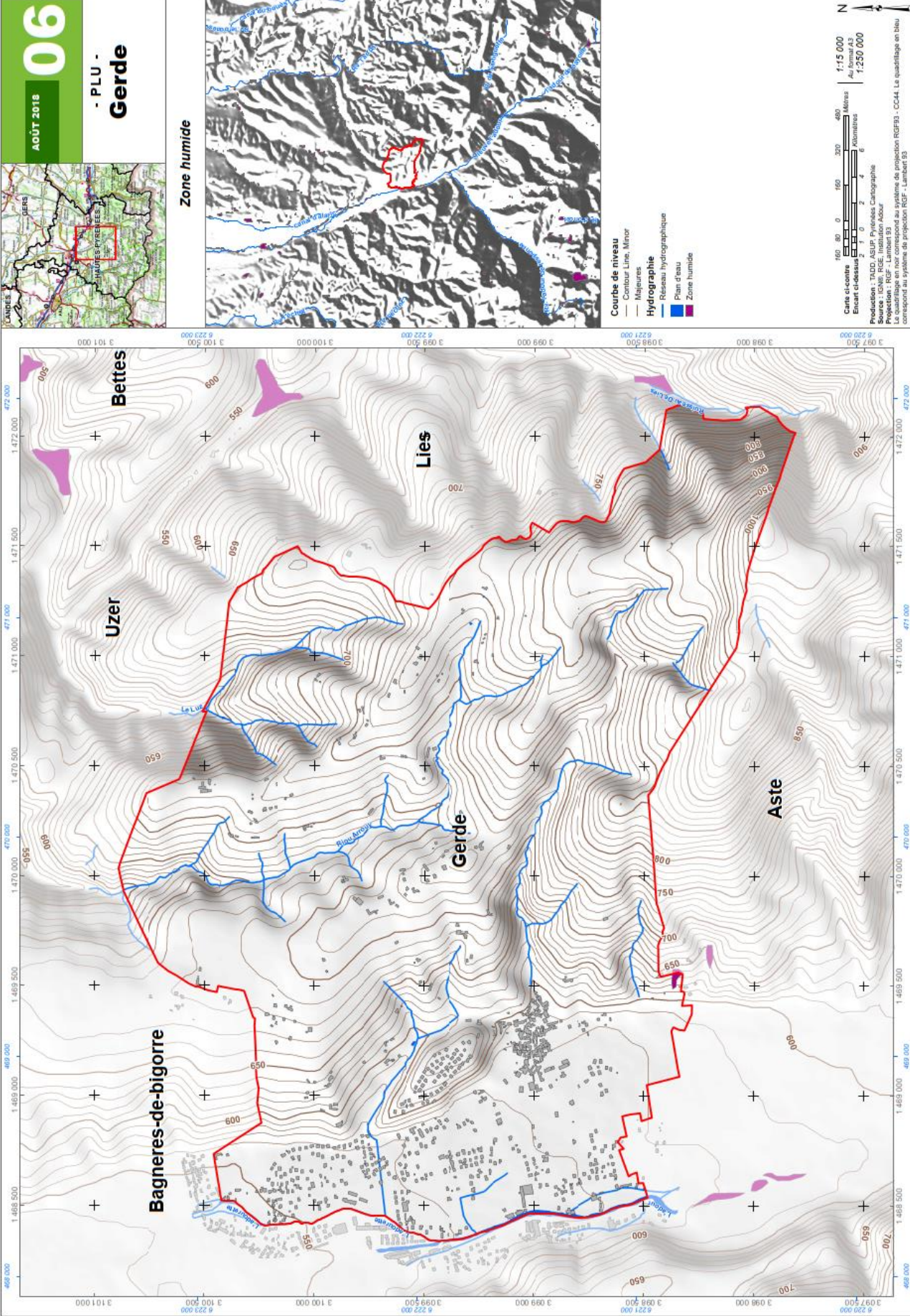
Aléa saisonnier



Aléa annuel







AOÛT 2015

07



- PLU -

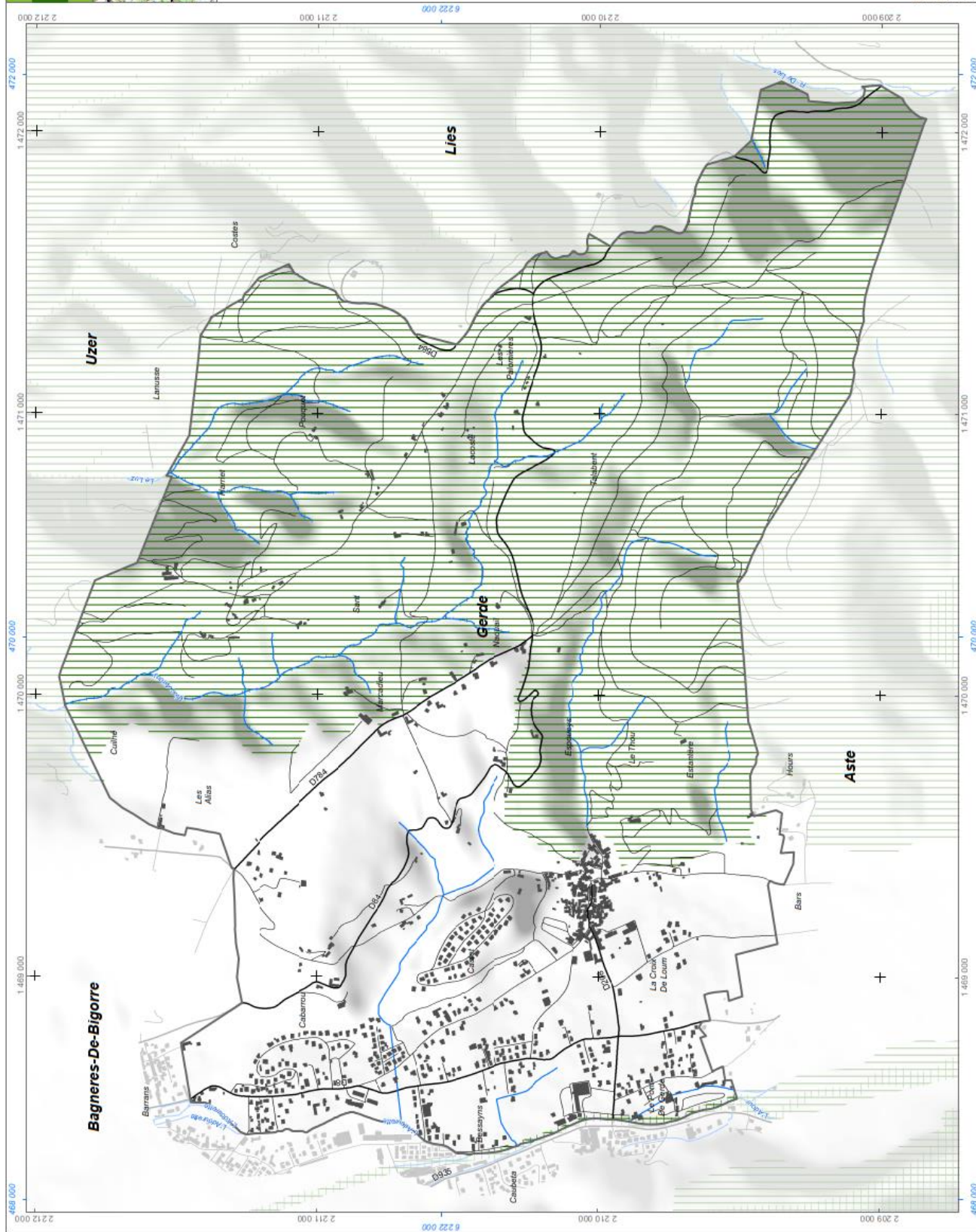
Gerde

Espaces naturels
remarquables et
protégés

- ZNIEFF type 1
- ||| ZNIEFF type 2

1:12 500 au format A3
80 40 0 80 160
Mètres

Production : TADD, ASUP, Pyrénées
Orientales
Source : IGN, RGE, OpenData, RPD2014
Projection : Lambert 93
Le quadrillage en noir correspond au système
L93, le quadrillage en bleu correspond au système
Beau correspond au système de projection RGF





- PLU -

SRCE

SRCE : Obstacles
ponctuels

SRCE : Obstacles
ponctuels

SRCE : Cours d'eau

SRCE : Cours d'eau

SRCE : Corridors
écologiques

boisé de plaine

boisé d'altitude

milieu ouvert d'altitude

milieu ouvert de plaine

milieu rocheux d'altitude

SRCE : Réservoirs
écologique

ouvert de plaine

boisé de plaine

boisé d'altitude

ouvert d'altitude

rocheux d'altitude

1:100 000 au format A3

1 200 000 0 1 200 2 400 Mètres

Production : TAD, ASUP

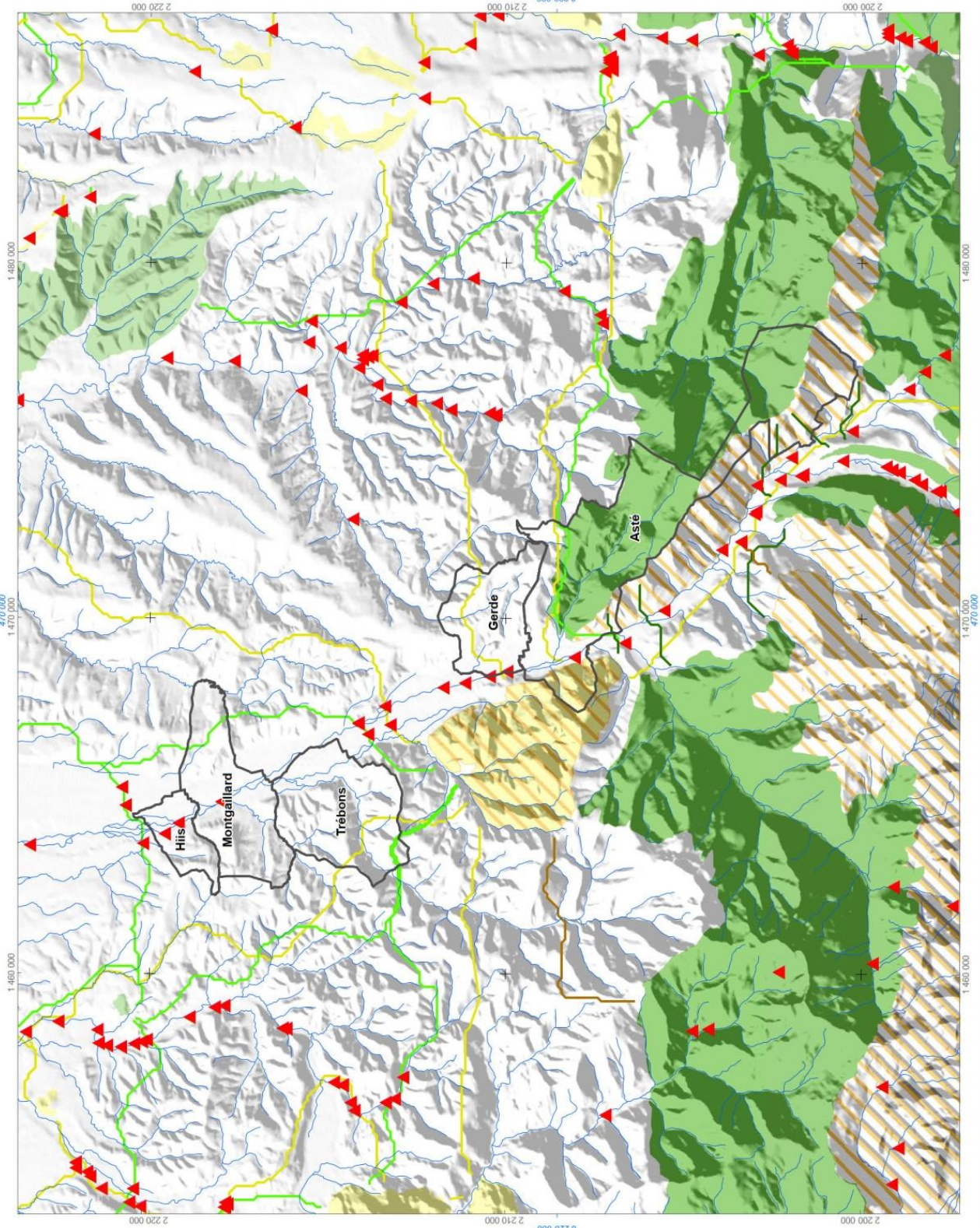
Sources : IGN, RGE, OpenData, SRCE

Le quadrillage en noir correspond au système

de projection RGF93 - CC03. Le quadrillage en

bleu correspond au système de projection RGF

93 - CC03



MAI 2019

09



- PLU -

Gerde

SRCE

Corridors et réservoirs
(SRCE)

- boisé de plaine
- milieu ouvert d'altitude
- milieu ouvert de plaine
- trame bleue
- ouvert de plaine
- boisé de plaine
- boisé d'altitude
- ouvert d'altitude

1:22 500 au format A3

240 120 0 240 480

Mètres

N

Projet de loi de programmation

Source : IGN, RGE, OpenStreetMap, IGN 2014

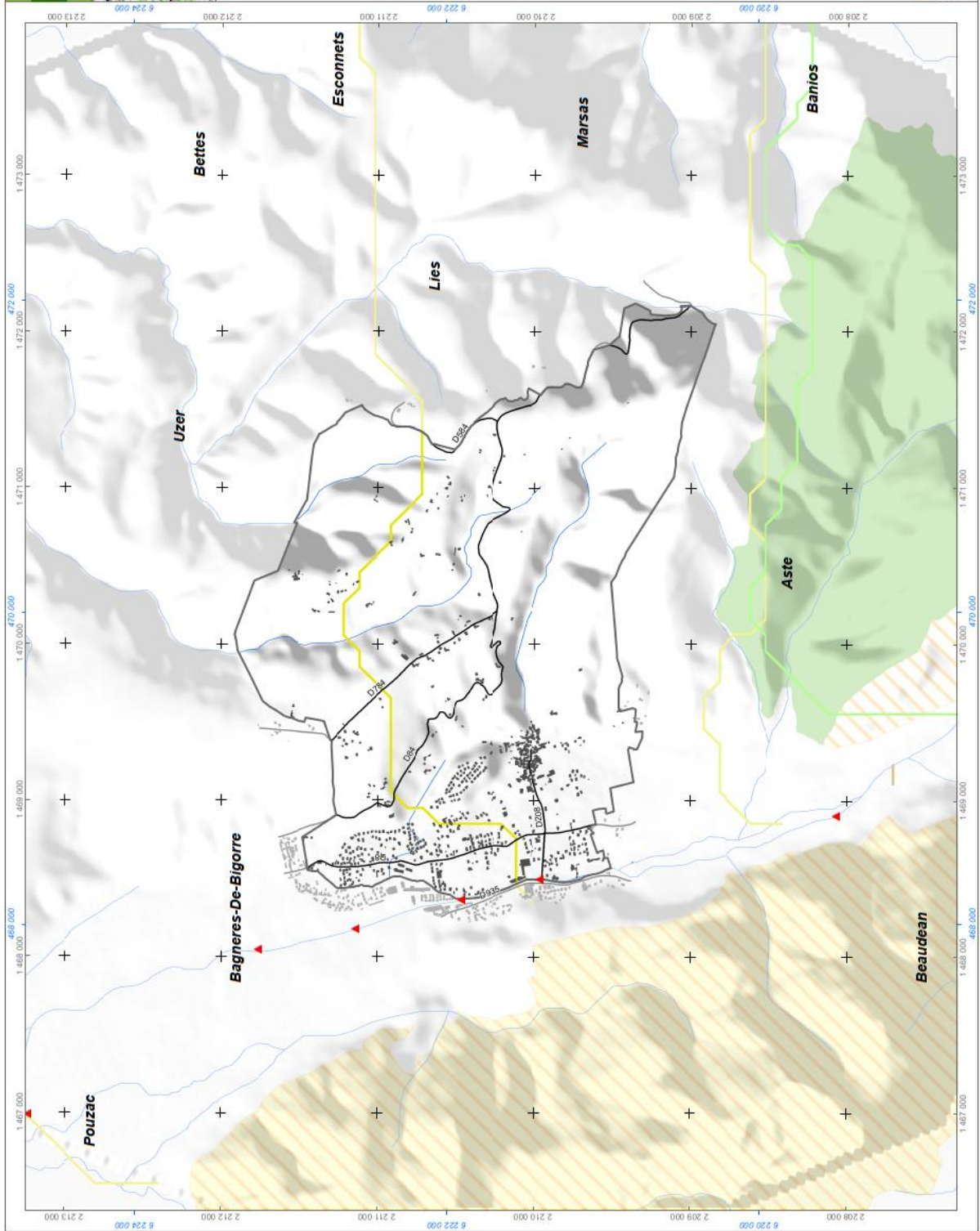
Projet de loi de programmation

Le document est soumis au système

de projection RGF93 - CCH. Le quadrillage en


bleu correspond au système de projection RGF

93 - Lambert 93



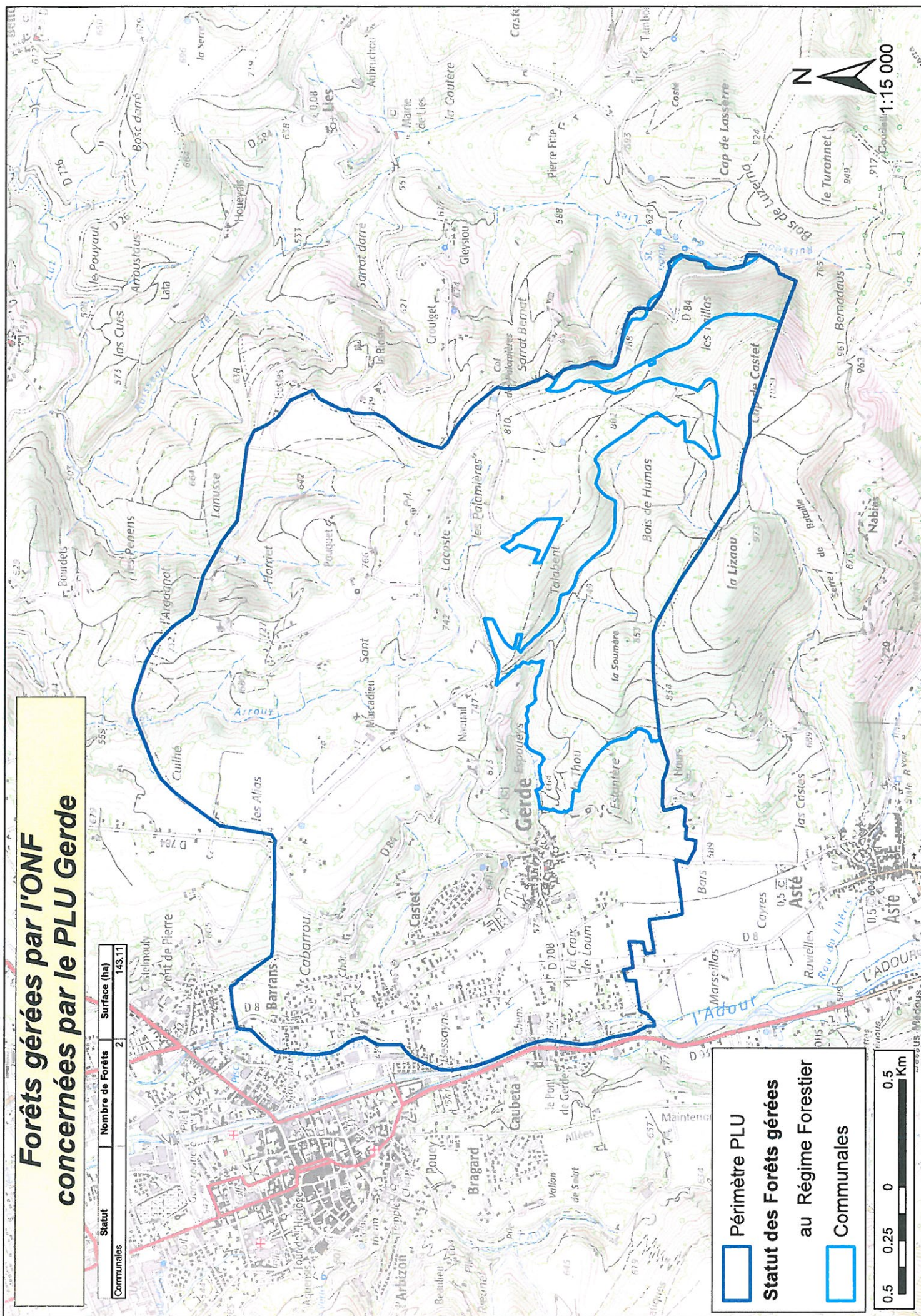
Forêts gérées par l'ONF concernées par le PLU Gerde

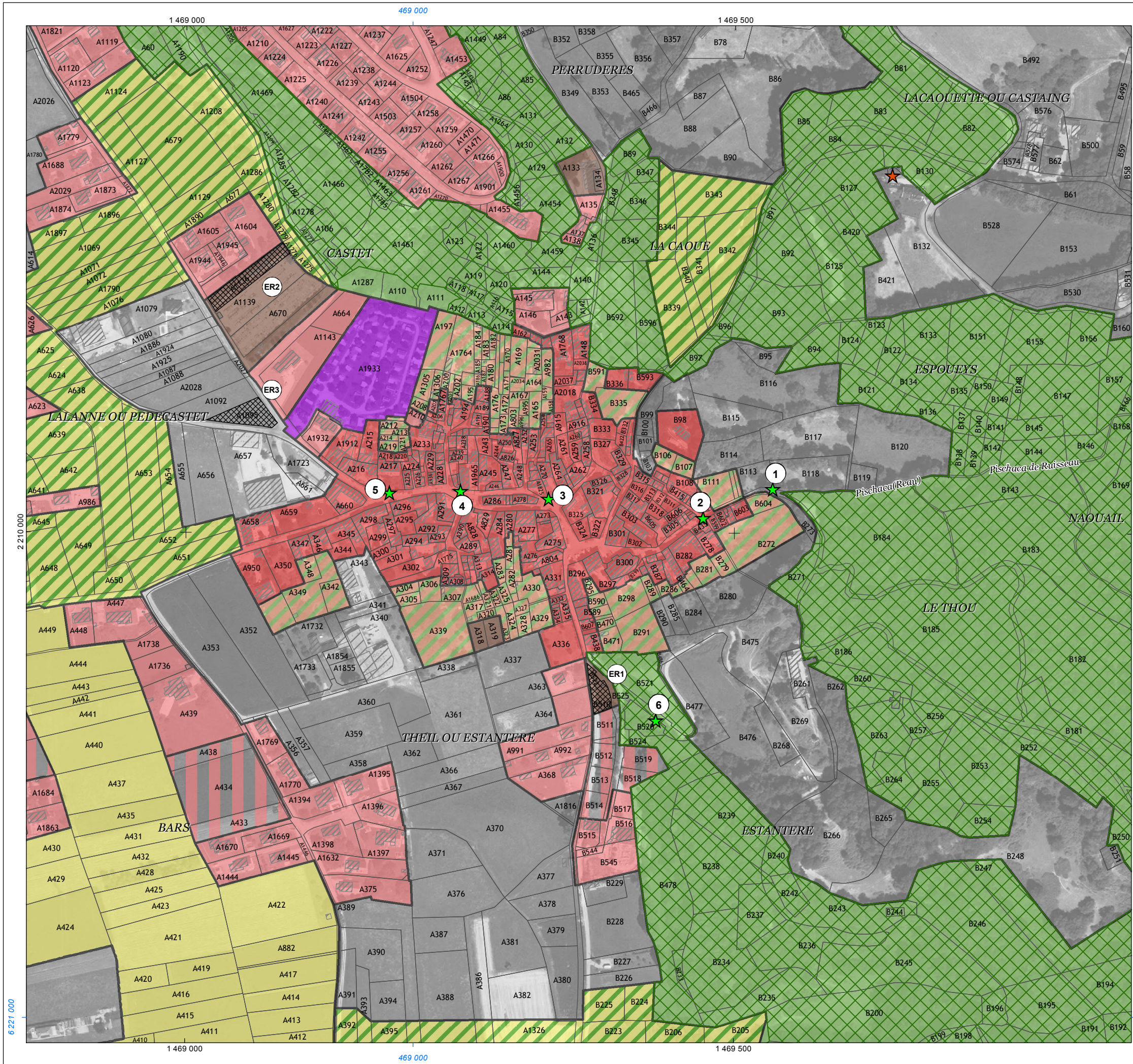
Statut	Nombre de Forêts	Surface (ha)
Communes	2	143,11

 Périmètre PLU

**Statut des Forêts gérées
au Régime Forestier**

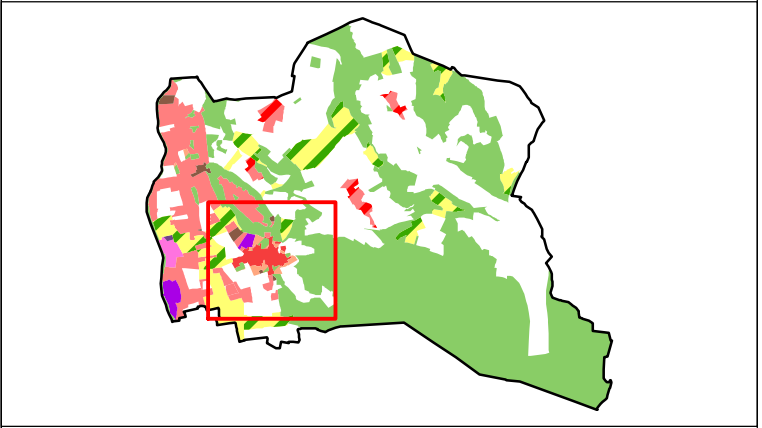
 Communales





- PLU -
Gerde

**Zonage réglementaire :
Bourg**



- Prescriptions**
- Emplacement réservé
 - Elément remarquable du paysage
 - Emplacement réservé ponctuel
 - Bâti pouvant changer de destination
- Zonage réglementaire**
- Ua: Zone Urbaine du centre ancien à vocation principale d'habitat
 - Ub: Zone Urbaine d'extensions à vocation principales d'habitat
 - Uh: Zone de hameaux pouvant être densifiés
 - Uec: Zone dédiée aux équipements collectifs
 - UYb: Zone urbaine dédiée aux activités d'hébergement hôtelier et touristique et commerce de proximité
 - 1AU: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat
 - A: Zone agricole
 - Ap: Zone agricole préservée
 - Aco: Zone agricole identifiée comme corridors écologique
 - N: Zone naturelle

Carte ci-contre
Encart ci-dessus

50 25 0 50 Mètres
1 000 500 0 1 000 2 000 Mètres

1:3 500
Au format A3
1:60 000

Production : TADD, ASUP
Source : Cadastre@DGI, CARTO65®, SCAN1000@IGN
Projection : RGF - Lambert CC43
Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF - Lambert CC43. Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF - Lambert 93

N

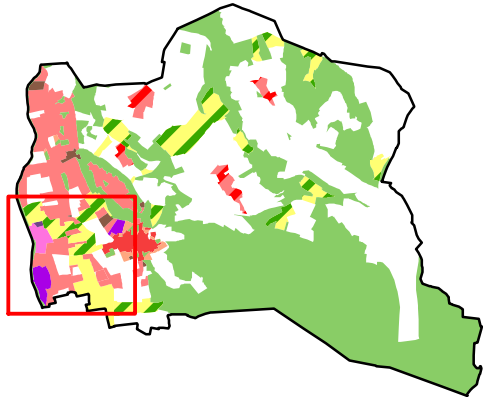


JUIN 2020

00

- PLU -
Gerde

**Zonage réglementaire :
Le Moulin**



Prescriptions

- Emplacement réservé
- Elément remarquable du paysage
- Emplacement réservé ponctuel

Zonage réglementaire

- Ua: Zone Urbaine du centre ancien à vocation principale d'habitat
- Ub: Zone Urbaine d'extensions à vocation principales d'habitat
- Uh: Zone de hameaux pouvant être densifiés
- Uec: Zone dédiée aux équipements collectifs
- UYa: Zone urbaine dédiée aux activités de commerces, de services et autres secteurs secondaires et tertiaires
- UYb: Zone urbaine dédiée aux activités d'hébergement hôtelier et touristique et commerce de proximité
- 1AU: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat
- 1AUya: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocations d'activités de commerces, de services et autres secteurs secondaires et tertiaires
- A: Zone agricole
- Ap: Zone agricole préservée
- Aco: Zone agricole identifiée comme corridors écologique
- N: Zone naturelle

Information

- Information sonore

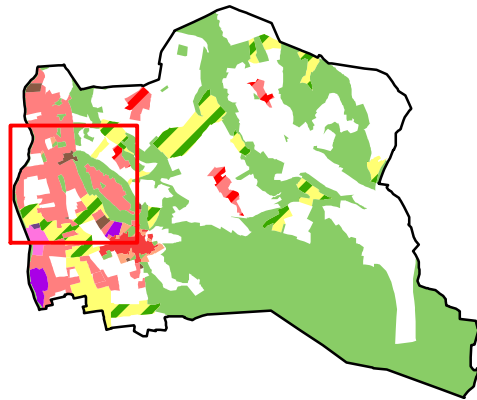
Carte ci-contre
Encart ci-dessus
Production : TADD, ASUP
Source : Cadastre@DGI, CARTO65®, SCAN1000@IGN
Projection : RGF - Lambert CC43
Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF - Lambert CC43. Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF - Lambert 93



JUIN 2020 00

- PLU -
Gerde

**Zonage réglementaire :
Bessayns/Castet**



Prescriptions

- Emplacement réservé
- Elément remarquable du paysage
- Emplacement réservé ponctuel

Zonage réglementaire

- Ua: Zone Urbaine du centre ancien à vocation principale d'habitat
- Ub: Zone Urbaine d'extensions à vocation principales d'habitat
- Uh: Zone de hameaux pouvant être densifiés
- Uh: Zone de hameaux pouvant être densifiés
- Uec: Zone dédiée aux équipements collectifs
- UYa: Zone urbaine dédiée aux activités de commerces, de services et autres secteurs secondaires et tertiaires
- UYb: Zone urbaine dédiée aux activités d'hébergement hôtelier et touristique et commerce de proximité
- 1AU: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat
- 1AUya: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocations d'activités de commerces, de services et autres secteurs secondaires et tertiaires
- A: Zone agricole
- Aco: Zone agricole identifiée comme corridors écologique
- N: Zone naturelle

Carte ci-contre
Encart ci-dessus

50 25 0 50 Mètres
1 000 500 0 1 000 2 000 Mètres

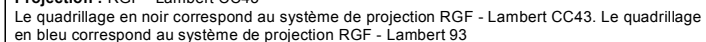
1:3 500
Au format A3
1:60 000

Production : TADD, ASUP
Source : Cadastre@DGI, CARTO65®, SCAN1000@IGN
Projection : RGF - Lambert CC43
Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF - Lambert CC43. Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF - Lambert 93

- PLU -
Gerde

A map of the study area, showing land use and the location of the study site. The map is divided into several colored regions: green (forest), yellow (agricultural), red (urban), and white (water). A red rectangle highlights the location of the study site in the northwestern part of the area.

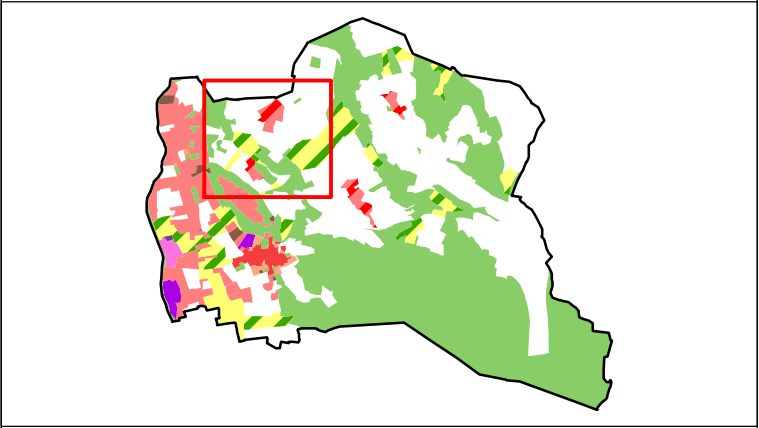
 N: Zone naturelle





- PLU -
Gerde

Zonage réglementaire :
Peruderes/Floc ou Alias



- Prescriptions**
- Elément remarquable du paysage
 - Bâti pouvant changer de destination
- Zonage réglementaire**
- Ub: Zone Urbaine d'extensions à vocation principales d'habitat
 - Uh: Zone de hameaux pouvant être densifiés
 - Uec: Zone dédiée aux équipements collectifs
 - A: Zone agricole
 - Aco: Zone agricole identifiée comme corridors écologique
 - N: Zone naturelle

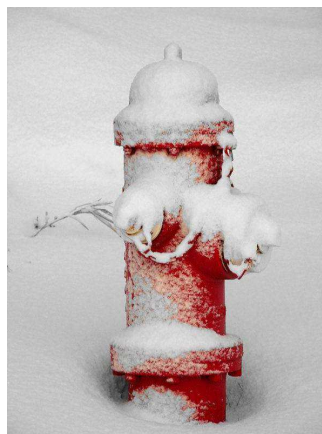


REGLEMENT DEPARTEMENTAL

DE DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

DES HAUTES-PYRENEES

DÉCEMBRE 2017





PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie pour le département des Hautes-Pyrénées

**La préfète des Hautes-Pyrénées
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu les articles L. 2213-32, L. 2225-1 à 4 et L. 5211-9-2-I et R. 2225-1 à 10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment le livre VII dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son livre 1^{er}, titre II, chapitres I à III, dans ses parties législatives et réglementaires ;

Vu le décret 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation ;

Vu l'arrêté n° NOR INTE1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1978 modifié approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;

Vu l'arrêté 2011-319 du 18 novembre 2011 relatif au règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Hautes-Pyrénées ;

Vu l'avis du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Hautes-Pyrénées en date du 9 novembre 2017 ;

Suite à la consultation des chefs de services de l'Etat dans le cadre du comité de direction de la préfecture des Hautes-Pyrénées en date du 29 novembre 2017 ;

Sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées ;

ARRETE

Article 1^{er}

Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de publication

Article 3

Le guide de dimensionnement des accès, des dispositifs de manœuvre et des besoins en eau annexé à l'arrêté 2011-319 du 18 novembre 2011 relatif au règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de Hautes-Pyrénées est abrogé.

Article 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Le règlement de la défense extérieure contre l'incendie est consultable à la direction départementale des services d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées, rue de la concorde, 65 321 Bordères sur l'Echez.

Article 5

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

Les sous-préfets, les maires des communes du département, les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de défense extérieure contre l'incendie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées, l'ensemble des acteurs concourant à la défense extérieure contre l'incendie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Tarbes le 27 DEC. 2017

La Préfète

Béatrice LAGARDE

PREAMBULE

La Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

L'eau est indispensable aux sapeurs-pompiers pour lutter efficacement contre les incendies. Mais c'est aussi un élément de plus en plus précieux qu'il convient de préserver.

Si les sapeurs-pompiers ont à leur charge l'extinction, il est de la responsabilité du Maire - ou de la personne qui a accepté le transfert de compétences de pouvoir de police - d'assurer, sur sa commune (ou le territoire de l'EPCI), la fourniture de l'eau nécessaire aux secours pour la lutte contre les incendies.

Ainsi le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) a donné au Maire cette obligation de garantir une Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), tant dans l'espace public que privé, afin de maîtriser un incendie et d'éviter sa propagation aux éléments avoisinants.

Le dimensionnement des besoins en eau dépend de la surface maximale non recoupée du bâtiment, de la durée d'extinction estimée et du type de risque à défendre.

La circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 précisait déjà l'obligation de fournir aux sapeurs-pompiers, en tout temps et à proximité des risques potentiels, une quantité d'eau minimum de 120 m³ en 2 heures, de préférence sous la forme de points d'eau assurant un débit minimum de 60 m³/h.

Au début du XXIème siècle, une réflexion plus poussée, basée notamment sur les retours d'expérience, a débouché sur un guide technique appelé D9, précisant les besoins en eau. Ce guide est notamment repris dans certains arrêtés réglementant les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE). Cependant, si celui-ci répond globalement aux attentes des sapeurs-pompiers et à celles des maîtres d'ouvrages qui ont besoin de règles précises et uniformes pour concevoir leurs projets, il ne satisfait pas toujours les maires des communes rurales notamment.

D'autre part, les exigences de la circulaire de 1951, en termes de débit (60 m³/h), imposaient un réseau de canalisation de distribution d'eau dont l'importance du diamètre pouvait entraîner une stagnation de l'eau incompatible avec les critères de potabilité (la DECI utilisant le réseau d'eau potable). Le coût substantiel de tels aménagements était également un frein à la mise en conformité pour certaines communes rurales.

C'est pourquoi, une refonte de cette réglementation a été conduite sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur.

Ainsi, le décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie complété par l'arrêté interministériel NOR : INTE1522200A du 15 décembre 2015 fixe les nouvelles règles en la matière et l'obligation d'élaborer le présent document.

Les communes pourront décliner celui-ci en « schéma communal (ou intercommunal) ». Ce dernier document doit, notamment, dresser un état des lieux de la DECI communale et identifier les risques à défendre afin de fixer le nombre, la nature et l'implantation des points d'eau nécessaires.

Il s'agit d'optimiser la DECI et, à risque équivalent, de l'homogénéiser dans ses prescriptions que ce soit au stade de l'étude des permis de construire ou lors de visites sur le terrain.

En effet, les coûts pour la collectivité en matière de DECI doivent être adaptés au risque à défendre. La diminution du débit en eau, notamment, proposée dans certains cas, sera de nature à réduire les frais d'investissement et d'entretien pour les communes rurales pouvant en bénéficier.

Ce règlement constitue une doctrine départementale vivante qui évoluera en fonction des retours d'expériences observés dans le département, selon la procédure qui a présidé à sa conception initiale.

SOMMAIRE

1	CADRE JURIDIQUE.....	11
1.1	Le cadre national	11
1.1.1	Partie législative du CGCT.....	11
1.1.2	Partie réglementaire du CGCT	12
1.2	Le cadre départemental.....	12
1.2.1	Le règlement départemental de la DECI (article R.2225-3 du CGCT)	12
1.2.2	L'arrêté municipal ou intercommunal de définition de la DECI.....	13
1.2.3	Le schéma communal ou intercommunal de la DECI.....	13
2	LES PRINCIPES GENERAUX DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE.....	14
2.1	Les objectifs	14
2.2	L'analyse des risques.....	14
2.3	Les principes d'utilisation des points d'eau incendie	15
2.4	Un suivi modernisé des points d'eau d'incendie.....	15
3	L'ADEQUATION DE LA DECI AUX RISQUES.....	17
3.1	Les besoins en eau des sapeurs-pompiers	17
3.1.1	Généralités.....	17
3.1.2	Grands débits	18
3.2	Classification des risques	18
3.2.1	Précisions communes à toutes les catégories de risques	18
3.2.2	Risque COURANT.....	19
3.2.2.1	Risque courant TRES FAIBLE	19
3.2.2.2	Risque courant FAIBLE	19
3.2.2.3	Risque courant ORDINAIRE	20
3.2.2.4	Risque courant IMPORTANT.....	21
3.2.3	Risque PARTICULIER	22
3.3	Arrondi du débit d'un PEI	23
3.4	Nombre de PEI	23
3.5	Implantation du PEI par rapport aux risques	23
3.6	Mesure de protection des personnes.....	24
3.7	Distance entre PEI et bâtiments.....	24
3.8	Cas des ICPE	25
3.9	Cas des bâtiments agricoles.....	25
3.10	Cas des bâtiments situés dans les zones menacées par les incendies de forêts	26
4	ACCESSIBILITE DES SECOURS	27
4.1	Caractéristiques des voies de simple desserte	27
4.2	Synthèse des accès.....	28

4.2.1	Bâtiments d'habitation.....	28
4.2.2	ERP.....	28
4.2.3	IGH.....	29
4.2.4	Bâtiments relevant du Code du Travail ou des ICPE.....	29
4.3	Cas particulier des implantations à une altitude supérieure à 1000m.....	30
4.4	Impasses et aires de retournement.....	30
4.4.1	Caractéristiques des aires de retournement pour voies de simple desserte.....	31
4.4.2	Caractéristiques des aires de retournement pour voies engins.....	32
4.5	Dispositifs limitant l'accessibilité.....	33
4.5.1	Installation de portiques ou barrières.....	33
4.5.2	Autres systèmes.....	33
4.6	Plantations et mobilier urbain.....	34
4.7	Le stationnement des véhicules.....	34
4.8	Les voies interdites à la traversée par les établissements de tuyaux.....	34
4.9	Cas particulier des accès de Défense des Forêts Contre l'Incendie.....	35
5	LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI.....	37
5.1	Caractéristiques communes des différents PEI.....	37
5.1.1	Pluralité des ressources.....	37
5.1.2	Pérennité dans le temps et l'espace.....	37
5.1.3	Accessibilité aux points d'eau.....	38
5.1.4	Capacité et débit minimum.....	39
5.1.5	Tolérance sur les débits et distances.....	39
5.2	Points d'eau incendie sous pression.....	40
5.2.1	Les poteaux d'incendie.....	41
5.2.1.1	Caractéristiques hydrauliques.....	41
5.2.1.2	Implantation.....	41
5.2.2	Les bouches d'incendie.....	41
5.2.2.1	Caractéristiques hydrauliques.....	41
5.2.2.2	Implantation.....	41
5.2.2.3	Signalétique.....	42
5.2.3	Autres solutions de PEI sous pression.....	42
5.3	Les points d'aspiration.....	43
5.3.1	Généralités.....	43
5.3.1.1	Prises d'aspiration.....	43
5.3.1.1.1	Les colonnes d'aspiration.....	44
5.3.1.1.2	Poteau d'aspiration.....	44
5.3.1.2	Plateforme d'aspiration.....	44
5.3.1.3	Panneau de signalisation.....	45

5.3.2	Points d'aspiration artificiels	46
5.3.2.1	Les citernes souples	48
5.3.2.2	Les citernes d'eau enterrées.....	49
5.3.2.3	Les citernes d'eau aériennes	49
5.3.2.4	Les réserves d'eau ouvertes.....	50
5.3.2.5	Cas des piscines privées	50
5.3.3	Les points d'aspiration naturels.....	51
5.3.3.1	Les points d'aspiration déportés ou point de puisage.....	51
5.3.3.2	Réseau d'irrigation agricole	52
5.4	Points d'eau non pris en compte.....	52
6	LA GESTION ADMINISTRATIVE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE	53
6.1	La police administrative et le service public de la DECI	53
6.1.1	La police administrative spéciale de la DECI	53
6.1.2	Le service public de la DECI.....	54
6.2	Le service public de la DECI et le service public de l'eau.....	55
6.2.1	Le service public de l'eau.....	55
6.2.2	Distinction entre service public DECI et service public eau potable	57
6.2.2.1	Distinction des budgets.....	57
6.2.2.2	Choix des points d'eau incendie.....	57
6.3	La DECI et le code de l'urbanisme	58
6.4	Le financement de la DECI	59
6.4.1	Règle de base : financement public	59
6.4.2	L'exception : financement privé.....	59
6.4.2.1	PEI couvrant des moyens propres	60
6.4.2.1.1	Les PEI des installations classées (ICPE)	61
6.4.2.1.2	Les PEI des établissements recevant du public (ERP).....	61
6.4.2.1.3	Les PEI propres de certains lotissements	62
6.4.2.2	Les PEI publics financés par des tiers	62
6.4.2.3	Mise à disposition d'un point d'eau incendie par son propriétaire.....	63
6.4.2.4	Gestion des PEI privés.....	63
6.5	Aménagement de PEI publics sur des parcelles privées.....	64
6.6	La DECI et la gestion durable de l'eau	64
6.6.1	La DECI et la loi sur l'eau.....	65
6.6.2	Qualités des eaux utilisables par la DECI	65
6.7	Résumé des rôles des principaux acteurs de la DECI	65
6.7.1	Rôle du maire (ou président de l'EPCI à fiscalité propre).....	65
6.7.2	Rôle du service d'incendie et de secours (SDIS 65)	66
6.7.3	Rôle du service public de la DECI	67

6.7.4	Rôle des autres gestionnaires de ressources en eau	69
7	MISE EN SERVICE ET MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES PEI.....	71
7.1	Principe de la maintenance, des contrôles techniques et des reconnaissances opérationnelles...	71
7.1.1	Différentes opérations de maintien en condition opérationnelles des PEI	71
7.1.2	Cadre des opérations de maintien en condition opérationnelles des points d'eau incendie	72
7.2	Mise en service des PEI.....	72
7.2.1	Visite de réception.....	72
7.2.2	Reconnaissance opérationnelles initiale	75
7.2.3	Numérotation d'un point d'eau incendie.....	75
7.3	Maintien en condition opérationnelle	76
7.3.1	Maintenance préventive et maintenance corrective.....	76
7.3.2	Contrôles techniques périodiques.....	77
7.3.2.1	Objectif.....	77
7.3.2.2	Périodicité.....	77
7.3.2.3	Réalisation	78
7.3.2.4	Cas des PEI privés	78
7.3.2.5	Contrôle technique simultané sur plusieurs hydrants	79
7.3.3	Reconnaissances opérationnelles périodiques	79
7.3.4	Visites conjointes ou coordonnées	80
7.4	La gestion de l'indisponibilité et de la remise en service des PEI.....	80
7.4.1	La mise en indisponibilité	80
7.4.2	La remise en service	81
8	ECHANGES D'INFORMATION ENTRE PARTENAIRES DE LA DECI.....	82
8.1	Base de données des PEI	82
8.1.1	Accès et droits	83
8.1.2	Administration.....	83
8.2	Echanges avec les partenaires publics	83
8.3	Echanges avec les partenaires privés.....	83
8.4	Représentation cartographique des PEI.....	84
9	DOCUMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX.....	85
9.1	Le schéma communal ou intercommunal de DECI.....	85
9.1.1	L'analyse des risques.....	86
9.1.2	Etat de l'existant.....	86
9.1.3	Application des grilles de couverture et évaluation des besoins en eau	87
9.1.4	Elaboration du schéma	87
9.1.5	Procédure d'adaptation du schéma.....	88
9.1.6	Procédure de révision	88
9.2	L'arrêté communal ou intercommunal de DECI.....	88

9.2.1	Objectif de l'arrêté.....	88
9.2.2	Mise en place et mise à jour de l'arrêté.....	89
9.2.3	Gestion des situations de carence programmée de la DECI.....	90
10	GRILLES DE COUVERTURE PAR ACTIVITE PRINCIPALE	91
10.1	Grille de couverture pour les habitations.....	91
10.2	Grille de couverture pour les ERP.....	92
10.3	Grille de couverture pour les immeubles de bureaux	93
10.4	Grille de couverture pour les bâtiments industriels et artisanaux.....	93
10.4.1	Principes généraux.....	93
10.4.2	Cas particuliers	93
10.4.3	Détermination de la surface de référence	93
10.4.4	Détermination du débit requis	94
10.5	Grille de couverture pour les activités extérieures mettant en œuvre des matières combustibles.....	95
10.6	Grille de couverture pour les zones industrielles commerciales ou industrielles	96
10.7	Grille de couverture pour les bâtiments liés à des activités agricoles	96
10.7.1	Bâtiments abritant des stockages multiples.....	97
10.7.2	Bâtiments abritant uniquement des matériels.....	97
10.7.3	Bâtiments abritant uniquement du fourrage	98
10.7.4	Bâtiments abritant uniquement des animaux.....	98
10.7.5	Résumé	99
10.8	Grille de couverture pour les silos de matières combustibles (grain, sciure, farines, etc.).....	100
10.9	Grille de couverture pour les zones de stationnement et remises de véhicules	100
10.9.1	Les parcs de stationnement couverts,	100
10.9.2	Les parcs de stationnement ou remises de véhicules à l'air libre de plus de 6000 m ²	100
10.10	Besoin en eau pour les campings et aires d'accueil des gens du voyage	101
10.11	Besoin en eau pour les stations service	102
10.12	Besoin en eau pour les carrières	102
11	ANNEXES (livret annexé).....	
11.1	Guide d'aménagement des PEI	
11.2	Modèle d'arrêté communal ou intercommunal	
11.3	Formulaire d'indisponibilité d'un PEI.....	
11.4	Procédure de contrôles techniques des PEI	
11.5	Procédure de reconnaissances opérationnelles des PEI par les sapeurs-pompiers	
11.6	Formulaire de déclaration d'évolution de la DECI publique.....	
11.7	Formulaire de rapport d'essai d'un hydrant (annexe norme NFS 62-200).....	
11.8	Formulaire de réception d'un PENA.....	
11.9	Représentation graphique des PEI	

11.10	Anomalies préformatées des PEI	
11.11	Modèle de convention de mise à disposition d'un PEI privé.....	
11.12	Dispositif de manœuvre ou d'ouverture admis par le SDIS	
11.13	Procédure de saisie dans l'interface web DECI.....	
11.14	Procédure de transmission des données via l'interface web DECI.....	
11.15	Règles en matière de débits ou volumes simultanés	
11.16	Classement des activités et stockages	
12	GLOSSAIRE	103

1 CADRE JURIDIQUE

Un cadre législatif et réglementaire à 3 niveaux est fixé : national, départemental et communal (ou intercommunal)

1.1 Le cadre national

Le cadre national de la DECI est institué sous la forme des articles L. 2213-32, L. 2225-1 à 4 et L. 5211-9-2-I du code général des collectivités territoriales -CGCT- (issus de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit), des articles R. 2225-1 à 10 du CGCT (issus du décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie) et de l'arrêté n° NOR INTE1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie.

Ce cadre national définit :

- les grands principes ;
- la méthodologie commune ;
- les solutions techniques possibles (proposées sous forme de panel non exhaustif) ;
- une homogénéité technique minimum : prises de raccordement, signalisation...

1.1.1 Partie législative du CGCT

L'article L. 2213-32 crée la police administrative spéciale de la DECI placée sous l'autorité du maire. A ce titre il doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre.

Les articles L. 2225-1, 2 et 3 au sein du chapitre « défense extérieure contre l'incendie » :

- **définissent** son objet : les communes doivent assurer en permanence l'alimentation en eau des moyens de lutte contre les incendies ;
- **distinguent** la défense extérieure contre l'incendie, d'une part des missions des services d'incendie et de secours et d'autre part des missions du service public de l'eau ;
- **érigent** un service public communal de la DECI ;
- **éclaircissent** les rapports juridiques entre la gestion de la DECI et celle des réseaux d'eau potable. Le service public de la DECI ne doit pas être confondu avec le service public de l'eau. Ainsi, les investissements nécessaires pour alimenter en eau les poteaux et bouches d'incendie ne sont pas payés par les abonnés du service de l'eau, mais par le budget communal ou intercommunal de la DECI ;
- **inscrivent** cette compétence de gestion au rang des compétences communales. La loi, en créant cette compétence, permet le transfert facultatif de la DECI aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Ceci permet la mutualisation (groupement d'achats d'équipements ou réalisation sur de plus grandes échelles des travaux d'installation et de maintenance des points d'eau incendie).

Enfin, l'article L. 5211-9-2 rend possible le transfert du pouvoir de police spéciale de la DECI du maire vers le président de l'EPCI à fiscalité propre. Seules conditions préalables à

ce transfert facultatif, il faut que le service public de la DECI soit transféré à l'EPCI à fiscalité propre et que l'ensemble des maires de l'EPCI transfère leur pouvoir.

Ainsi, la commune et le maire peuvent **transférer** l'intégralité du domaine de la DECI (Service public et pouvoir de police) à un EPCI à fiscalité propre, s'ils le souhaitent.

1.1.2 Partie réglementaire du CGCT

Le chapitre « défense extérieure contre l'incendie » de la partie réglementaire du CGCT complète ces dispositions en définissant :

- la notion de point d'eau incendie, constitués d'ouvrages publics ou privés (article R. 2225-1) ;
- le contenu du présent référentiel (article R. 2225-2) ;
- le contenu et la méthode d'adoption du règlement départemental de DECI (article R. 2225-3) ;
- la conception de la DECI par le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre (article R. 2225-4) ;
- le contenu et la méthode d'adoption du schéma communal ou intercommunal de DECI. Ce schéma est facultatif (article R. 2225-5 et 6) ;
- les objets du service public de DECI pris en charge par la commune ou l'EPCI et les possibilités de prise en charge de tout ou partie de ses objets par des tiers (article R. 2225-7) ;
- les modalités d'utilisation des réseaux d'adduction d'eau potable au profit de la DECI (article R. 2225-8) ;
- les notions de contrôle des points d'eau incendie (évaluation de leurs capacités) sous l'autorité de la police spéciale de la DECI (article R. 2225-9) et de reconnaissance opérationnelle de ceux-ci par les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS 65) (article R. 2225-10).

Enfin, les textes suivants sont abrogés conformément à l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie.

- circulaire du 10 décembre 1951 ;
- circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- circulaire du 9 août 1967 relative au réseau d'eau potable, protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- les parties afférentes à la DECI du règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux mentionnées dans l'arrêté sus visé.

1.2 Le cadre départemental

1.2.1 Le règlement départemental de la DECI (article R.2225-3 du CGCT)

Il est la clef de voûte de la nouvelle réglementation de la DECI. C'est à ce niveau que sont élaborées les « grilles de couverture » des risques d'incendie respectant le principe d'objectif de sécurité à atteindre, notamment dans le choix des points d'eau incendie (PEI) possibles. Il est réalisé à partir d'une large et obligatoire concertation avec les élus et les autres partenaires de la DECI notamment les services publics de l'eau. Il est rédigé par le SDIS 65. Il est arrêté par le préfet de département. Il permet de fixer des solutions adaptées

aux risques à défendre, en prenant en compte les moyens et les techniques des SDIS 65 ainsi que leurs évolutions.

Il est ainsi cohérent avec le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR). Il est complémentaire du règlement opérationnel (RO) du SDIS 65.

1.2.2 L'arrêté municipal ou intercommunal de définition de la DECI (article R. 2225-4 du CGCT)

A minima, cet arrêté fixe la liste des points d'eau incendie de la commune ou de l'intercommunalité. Par principe, ces PEI sont identifiés et proportionnés en fonction des risques. Pour l'appuyer dans cette analyse qui peut paraître complexe, l'élue peut mettre en place un schéma communal ou intercommunal de DECI.

1.2.3 Le schéma communal ou intercommunal de la DECI (Article R. 2225-5 et 6 du CGCT)

Il est élaboré pour chaque commune ou EPCI à fiscalité propre à l'initiative du maire ou du président de l'EPCI qui l'arrête après avis du SDIS 65 et des autres partenaires compétents (gestionnaires des réseaux d'eau notamment).

Il analyse les différents risques présents sur tout le territoire de la commune ou de l'intercommunalité. Il prend en compte le développement projeté de l'urbanisation pour définir les besoins de ressources en eau à prévoir. Au regard de l'existant en matière de défense contre l'incendie, il identifie le type de risques couverts et met en évidence ceux pour lesquels il conviendrait de disposer d'un complément pour être en adéquation avec le RDDECI. Il permet ainsi la planification des équipements de renforcement ou de complément de cette défense.

Ce schéma devrait utilement être réalisé dans les communes où la DECI est insuffisante, ainsi que dans les territoires où la compétence est transférée au président d'EPCI à fiscalité propre afin de mettre en place des enjeux, des priorités et justifier des créations de PEI auprès des communes membres.

2 LES PRINCIPES GENERAUX DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

2.1 Les objectifs

Le RDDECI tel qu'il est élaboré vise à :

- rehausser ou maintenir le niveau de sécurité en développant ou confortant une DECI adaptée, rationnelle et efficiente ;
- réaffirmer et clarifier les pouvoirs des maires, ou des présidents d'EPCI, dans ce domaine tout en améliorant et en adaptant le cadre de leur exercice ;
- donner la possibilité aux maires des communes de les décharger de la gestion de la DECI en permettant son transfert total aux EPCI à fiscalité propre ;
- accompagner les élus dans ce domaine complexe sur les plans technique et juridique ;
- préciser les rôles respectifs des communes, des EPCI, du SDIS 65 et des autres partenaires dans ce domaine ;
- inscrire la DECI dans les approches globales de gestion des ressources en eau et d'aménagement durable des territoires ;
- optimiser les dépenses financières afférentes ;
- encourager la mise en place d'une planification de la DECI par les schémas communaux ou intercommunaux de DECI ;
- donner une cohérence aux opérations de maintenance et de contrôle des équipements de DECI.

Afin d'offrir le meilleur compromis entre l'efficacité d'intervention des secours et le coût pour les collectivités locales (ou les établissements privés), tout en considérant la nécessité de maintenir les conditions de potabilité, le SDIS 65 a cherché, à travers ce document, à optimiser au mieux la ressource en eau.

Ce règlement porte sur les besoins en eau nécessaires à la défense extérieure contre l'incendie mise en œuvre par les sapeurs-pompiers. Les moyens internes de défense contre l'incendie tels que RIA, extincteurs sont donc exclus de ce document.

Cependant, la démarche générale reste toujours de diminuer, lorsque cela est possible, le risque à la source ou d'en limiter ses conséquences (murs coupe-feu, éloignement). Il s'agit donc d'atteindre un objectif de sécurité au moyen de solutions d'une grande diversité.

Ce règlement n'est pas rétroactif en ce qui concerne les PEI existants. La suppression d'un PEI ne peut donc se fonder sur le RDDECI. Elle devra être exceptionnelle, motivée et faire l'objet d'une demande auprès du SDIS 65 qui répondra après une analyse du risque. Tous les PEI existants feront donc l'objet de contrôles et de maintenance conformément à ce présent guide.

2.2 L'analyse des risques

L'analyse de risques est un des principes fondateurs de la DECI. La méthode appliquée par le SDIS 65 s'inscrit donc dans la continuité du SDACR en définissant les risques comme suit :

- **risques « courants » divisés en risque très faible, faible, ordinaire et important,**
- **risques « particuliers ».**

Cette approche permet d'intégrer les contingences de terrain pour adapter les moyens de défense, dans une politique globale à l'échelle départementale, communale ou intercommunale.

Les officiers prévisionnistes et préventionnistes ont la charge de définir, calculer et prescrire la DECI lors des études de dossiers. Il est de la responsabilité des pétitionnaires et des services instructeurs de se rapprocher du SDIS 65 pour toute création d'établissement, modification importante ou changement d'activité.

Ce référentiel ne peut être exhaustif. En cas d'absence de règles, les prévisionnistes et préventionnistes traiteront le cas en tentant de se rapprocher des mesures préconisées pour les bâtiments ou installations présentant un risque comparable (méthode par analogie).

Le préventionniste ou prévisionniste en charge de l'étude peut majorer ou minorer les valeurs obtenues par le calcul. Bien évidemment, cette disposition reste exceptionnelle et doit être clairement motivée dans l'étude.

En fonction des analyses de risques et des objectifs de sécurité à atteindre, le RDDECI définit :

- les volumes ou les débits des PEI ;
- les distances séparant ceux-ci des risques.

La DECI est arrêtée en articulant ces deux notions entre elles

2.3 Les principes d'utilisation des points d'eau incendie

Un PEI est caractérisé par sa nature, sa localisation, sa capacité et celle de la ressource qui l'alimente.

Les PEI utilisables sont des ouvrages publics ou privés constitués par :

- les poteaux d'incendie et, exceptionnellement, les bouches d'incendie (avec autorisation du SDIS 65), alimentés à partir d'un réseau de distribution d'eau sous pression ;
- les points de ressource en eau naturels ou artificiels d'une capacité minimum de 60 m³ et équipés de points d'aspiration ou de raccords pour les moyens de lutte contre l'incendie ;
- toutes autres prises ou points d'eau faisant l'objet, après analyse du risque, d'un avis favorable du SDIS 65.

L'utilisation cumulative (et simultanée) de plusieurs points d'eau incendie pour obtenir les volumes attendus en fonction du risque est autorisée.

Pour être opérationnel, les hydrants doivent fournir leur débit à une pression supérieure ou égale à 1 bar. Par conséquent, tous les débits mentionnés dans le règlement DECI et dans son guide technique doivent être délivrés à une pression minimum d'1 bar.

2.4 Un suivi modernisé des points d'eau d'incendie

Le suivi des PEI et de leurs ressources est défini comme suit :

- la réception des PEI, leur maintenance préventive et corrective sont à la charge des communes ou des EPCI ou des propriétaires de PEI privés afin d'en permettre la mise à disposition permanente ;
- un dispositif de contrôle est mis en place sous l'autorité du maire ou du président de l'EPCI à fiscalité propre ; il a pour objet de constater, de garantir et de maintenir dans le temps, les capacités de la DECI ;

- les reconnaissances opérationnelles (initiales et périodiques) des PEI et leur suivi, sont à la charge du SDIS 65 ; il assure leur recensement à des fins opérationnelles.
- un dispositif d'échange d'informations entre les partenaires de la DECI est mis en place ; il permet la mise à jour du recensement des PEI et de leurs capacités actualisées, nécessaires aux besoins opérationnels.
- les périodicités et les méthodes de ces opérations sont définies dans ce présent règlement ;
- le SDIS 65 est un conseiller technique à la disposition des maires, des présidents d'EPCI et de leurs services.

3 L'ADEQUATION DE LA DECI AUX RISQUES

3.1 Les besoins en eau des sapeurs-pompiers

3.1.1 Généralités

Les débits d'eau nécessaires pour traiter un incendie doivent prendre en compte les phases indicatives suivantes :

- la lutte contre l'incendie au moyen de lances, comprenant :
 - ✓ l'attaque et l'extinction du ou des foyers principaux,
 - ✓ la prévention des accidents (explosions, phénomènes thermiques, ...),
 - ✓ la protection des intervenants,
 - ✓ la protection des espaces voisins (bâtiments, tiers, espaces boisés, ...),
 - ✓ la protection contre une propagation en provenance d'espaces naturels, d'autres sites ou bâtiments,
- le déblai et la surveillance incluant l'extinction des foyers résiduels nécessitant l'utilisation de lances par intermittence.

La durée moyenne des opérations de lutte contre un incendie est de deux heures.

Les points d'eau incendie (PEI) ont pour objectif de mettre rapidement à la disposition des sapeurs-pompiers des ressources en eau suffisantes et pérennes pour lutter efficacement contre les incendies. En effet, les engins d'incendie ont une capacité de transport en eau réduite, qui, associée à leur délai d'acheminement sur les lieux, ne permettent pas, sans des ressources correctement dimensionnées, d'atteindre cet objectif. La distance entre le risque et le PEI a donc un impact direct sur l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies en influant notablement sur les délais de mise en œuvre des lances incendie.

Dès lors, quelques enseignements complémentaires sont à préciser :

- la nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption et d'assurer la protection des intervenants exige que ces ressources puissent être utilisées sans déplacement des engins,
- au regard des moyens des sapeurs-pompiers qui doivent être facilement et rapidement mis en œuvre, les points d'eau incendie doivent être positionnés au plus près du risque.

Par ailleurs, les engins ne peuvent pas tous se présenter sur les lieux du sinistre de manière simultanée. Une montée en puissance du dispositif est instaurée, et les débits de projection d'eau sont augmentés au fur et à mesure de sa mise en place jusqu'à obtenir un débit suffisant pour circonscrire le foyer, le maîtriser et l'éteindre. Les débits sont par la suite réduits lors de la phase de déblai et de surveillance.

3.1.2 Grands débits

Les prescriptions du SDIS 65 ne peuvent conduire les exploitants à mettre en place des hydrants pour un débit que les sapeurs-pompiers ne seraient pas en mesure de mettre en œuvre dans un délai d'attaque raisonnable.

Ce débit, appelé « débit maximal admissible », est estimé au bout de 20 minutes, avec une tolérance de 2 minutes, en fonction du calcul théorique de la montée en puissance des engins d'incendie sur le site.

Ce calcul intègre les délais de route et les délais d'alerte (3 minutes pour les gardes, 10 minutes pour les astreintes).

Le débit maximal admissible est l'addition des débits des engins-pompe présents à ce moment en considérant que chacun peut fournir 60 m³/h.

Si le débit calculé dépasse le débit maximal admissible, l'agent du SDIS 65 en charge du dossier doit recommander au pétitionnaire de mettre en place des mesures de prévention et de protection complémentaires (recoupements, disposition ou composition différente des stockages, etc.) tout en précisant, par écrit, que le SDIS 65 ne sera pas en mesure de mettre en œuvre efficacement un débit supérieur au débit maximal admissible.

3.2 Classification des risques

3.2.1 Précisions communes à toutes les catégories de risques

Les quantités d'eau de référence, le nombre de PEI et leurs distances sont adaptés à l'analyse des risques.

Lorsqu'une activité n'est pas mentionnée dans ce règlement il convient de se rapprocher de l'activité la plus proche.

Une attention particulière sera apportée à la DECI, lors de l'aménagement d'une zone, afin de prendre en compte les évolutions futures connues. Cette précaution évitera que la DECI installée devienne rapidement obsolète.

Les données mentionnées dans ce chapitre sont à titre indicatif et constituent des valeurs pivot. Elles peuvent être majorées ou minorées en fonction de l'analyse de risque et / ou de mesures compensatoires.

Les distances indiquées ci-après sont celles qui séparent le risque (accès du bâtiment) au PEI par les voies existantes telles que définies au chapitre 4 « Accessibilité des secours ».

Si les réseaux d'eau sous pression demandés ci-après ne répondent pas aux caractéristiques attendues ou y répondent de manière aléatoire ou approximative, il conviendra de recourir à d'autres dispositifs pour compléter ou suppléer cette ressource.

Lorsqu'il est fait notion de distance d'isolement entre bâtiment il faut entendre toute aire libre séparant deux bâtiments. Cette distance sera fonction de la réglementation régissant l'activité et de la classification du risque.

Cependant en fonction de l'analyse des risques et de la nature de construction des matériaux ces distances peuvent être minorées ou majorées.

3.2.2 Risque COURANT

3.2.2.1 Risque courant TRES FAIBLE

Absence de DECI possible.

Pour être admis dans cette catégorie de risque, le projet du pétitionnaire ne devra pas être d'une surface supérieure à 50 m² et sera isolé de tout tiers par une aire libre.

D'autres critères cumulables peuvent être pris en compte (distance du CIS le plus proche, accessibilité par les engins de secours, situé sur un domaine skiable, topographie, des conditions météo sévères possibles, autres ...)

Le RDDECI précisera pour chaque activité la possibilité de l'absence de DECI.

Il appartiendra alors au pétitionnaire d'effectuer une demande de dérogation en fournissant l'ensemble des informations nécessaires. La volonté de s'exonérer d'une DECI doit être clairement exprimée par le pétitionnaire à travers un acte écrit adressé au service instructeur et au SDIS 65. Au cas par cas et au vu du dossier, le SDIS 65 émettra un avis à l'attention du service instructeur.

Le propriétaire et son assureur en prenant cet engagement écrit, acceptent que l'absence de DECI puisse entraîner, en cas de sinistre, la ruine partielle ou totale du bien sinistré. Ils renoncent à mettre en cause la responsabilité de la commune ou le cas échéant de l'EPCI à fiscalité propre pour DECI insuffisante.

3.2.2.2 Risque courant FAIBLE

Le risque courant faible peut être défini comme un risque d'incendie dont l'enjeu est limité en terme patrimonial, isolé, à faible potentiel calorifique ou à risque de propagation quasi-nul aux bâtiments environnants. Il va concerner :

- les habitations individuelles répondant aux 2 conditions suivantes :
 - ✓ isolées des tiers par une aire libre de 4 mètres au moins ou non isolées entre elles par une aire libre de 4 mètres, dans la limite de 2 (dont des habitations accolées, jumelées ou mitoyennes),
 - ✓ surface développée inférieure ou égale à 500 m²,

- les bâtiments comportant des ERP, des bureaux, des activités industrielles et/ou artisanales répondant aux 3 conditions suivantes :
 - ✓ 1 étage au plus sur rez-de-chaussée,
 - ✓ surface développée inférieure ou égale à 500 m² (250 m² pour les ERP de classe 3 au sens de l'article 10.2 du présent règlement),
 - ✓ isolés des tiers par une aire libre de 4 mètres au moins.

Un ensemble de ces bâtiments, non isolés les uns des autres, mais cumulant une surface développée de moins de 500 m² est également considéré en risque courant faible (250 m² pour les ERP de classe 3).

- les parcs de stationnement couverts, non ouverts sur toutes leurs faces desservant une habitation collective ou des locaux réservés aux travailleurs par des circulations intérieures ayant une surface inférieure à 100 m²

En règle générale, un PEI ayant un débit de **30 m³/h pendant 2 heures** ou une réserve d'eau de 60 m³ est suffisant pour combattre ce type de risque. La distance entre chaque entrée principale de bâtiment à défendre et le PEI est au maximum de **400 m** en empruntant une voie de simple desserte de préférence, ou à défaut un chemin stabilisé en tout temps, d'au moins 1,80 m de large et d'une pente de 10 % au plus. Cette dernière condition n'est acceptable que si un engin pompe peut accéder au PEI par une voie de simple desserte. Le cheminement entre le risque et le PEI doit éviter le franchissement d'obstacles et la traversée de voies de circulation tels que définis dans le chapitre 4.9

Sur des risques existants, des rétrécissements ponctuels de faible longueur sont toutefois tolérés.

3.2.2.3 Risque courant ORDINAIRE

Le risque courant ordinaire peut être défini comme étant un risque d'incendie à potentiel calorifique modéré et à risque de propagation faible ou moyen. Il va concerner :

- les habitations individuelles répondant a minima à une des conditions suivantes :
 - ✓ non isolées par une aire libre de 4 mètres au-delà de 2 habitations, ou en bande (plus de 2 habitations jumelées ou mitoyennes),
 - ✓ surface développée supérieure à 500 m²,
- les habitations collectives de 3 étages au plus sur rez-de-chaussée,
- les bâtiments comportant des ERP, des bureaux, des établissements industriels et/ou artisanaux, ne répondant pas aux critères des risques courants faibles et dont la surface développée n'excède pas 500 m²,

- les zones d'habitat regroupé, individuel ou collectif, de densité moyenne de bâtiments (bourg, ...),
- les campings et aires d'accueil des gens du voyage.

En règle générale, un PEI ayant un débit de 60 m³/h pendant 2 heures, ou une réserve de 120 m³, est suffisant pour combattre ce type de risque.

Dans le cadre de la couverture du risque courant, il est possible de remplacer une réserve de 120 m³ par une réserve de 60 m³ sous réserve de trouver un autre point d'eau (hydrant d'un débit égal à 60 m³/h ou réserve de 60 m³) à moins de 800 mètres de celle-ci. Cette disposition n'est valable que si le premier point d'eau est une réserve.

La distance entre l'entrée principale du bâtiment à défendre et le PEI est au maximum de 200 m en empruntant une voie de simple desserte de préférence, ou à défaut un chemin stabilisé en tout temps, d'au moins 1,80 m de large et d'une pente de 10 % au plus. Cette dernière condition n'est acceptable que si un engin pompe peut accéder au PEI par une voie de simple desserte

Le cheminement entre le risque et le PEI doit éviter le franchissement d'obstacles et la traversée de voies de circulation tels que définis dans le chapitre 4.9.

3.2.2.4 Risque courant IMPORTANT

Le risque courant important peut être défini comme un risque d'incendie à fort potentiel calorifique et/ou à fort risque de propagation. Il va concerner :

- les zones d'habitat regroupé, individuel ou collectif, de forte densité de bâtiment,
- les quartiers historiques, caractérisés par l'étroitesse des rues (absence de voie engin), des accès difficiles, de vieux immeubles ou le bois prédomine, des planchers à plus de 8 mètres et qui peuvent nécessiter une analyse spécifique,
- les zones industrielles, commerciales, artisanales,

En règle générale, un hydrant ayant un débit de 120 m³/h pendant 2 heures ou une réserve de 240 m³ (ou 2 PEI répondant en cumulé/simultané à ces besoins en eau), sont suffisants pour combattre ce type de risque. La distance entre chaque entrée principale des bâtiments à défendre et le premier PEI est au maximum de 200 m (400 m pour le second PEI) en empruntant une voie de simple desserte de préférence, ou à défaut un chemin stabilisé en tout temps, d'au moins 1,80 m de large et d'une pente de 10 % au plus. Cette dernière

condition n'est acceptable que si un engin pompe peut accéder au PEI par une voie de simple desserte.

Le cheminement entre le risque et le PEI doit éviter le franchissement d'obstacles et la traversée de voies de circulation tels que définis dans le chapitre 4.9.

3.2.3 Risque *PARTICULIER*

Le risque particulier qualifie un événement dont l'occurrence est faible, mais dont les enjeux humains ou patrimoniaux peuvent être importants. Les conséquences et les impacts environnementaux, sociaux ou économiques peuvent être très étendus.

Il concerne notamment :

- les bâtiments d'habitation collective dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à plus de 28 mètres et à 50 mètres au plus au dessus du sol accessible aux engins de secours,
- les bâtiments comportant des établissements industriels ou artisanaux, ERP ou bureaux de plus de 1000 m² (500 m² pour les ERP de classe 3),
- les activités industrielles extérieures mettant en œuvre des matières combustibles,
- la plupart des bâtiments d'activités agricoles de plus de 1000 m²
- les parcs de stationnement couverts destinés au public de plus de 6000 m²
- les parcs de stationnement ou remises de véhicules à l'air libre de plus de 500 m².

Dans tous les cas, ces différentes typologies de sites nécessitent une approche particulière dans laquelle les principes de la prévention contre l'incendie mis en application doivent être pris en compte dans la définition des solutions.

Les besoins en eau sont calculés suivant une analyse basée sur les éléments indicatifs suivants :

- le potentiel calorifique (faible, fort),
- l'isolement par rapport aux autres bâtiments,
- la surface la plus défavorable (ou le volume),
- le débit nécessaire pour l'extinction d'un sinistre ou pour en limiter la propagation,
- la durée d'extinction prévisible ; par défaut, celle-ci est de 2 heures mais peut être supérieure selon le niveau de complexité des opérations d'extinction.

Des éléments indicatifs complémentaires peuvent être pris en considération dans l'analyse pour le calcul de la quantité d'eau de base, en atténuation ou en aggravation :

- moyens de secours (détection automatique incendie, extinction automatique, robinets d'incendie armés, service de sécurité incendie,...) dans le bâtiment ou groupe de bâtiments,
- vulnérabilité de la population,
- délai d'intervention des secours,
- niveau du potentiel calorifique (stockage par exemple),
- stabilité au feu de la construction,
- importance pour le patrimoine culturel.

3.3 Arrondi du débit d'un PEI

La valeur issue du calcul doit être arrondie au multiple de 30 m³/h supérieur.

3.4 Nombre de PEI

Les points d'eau incendie les plus proches du risque à défendre ne peuvent présenter de capacité inférieure à 60 m³ ou de débit unitaire inférieur à 30 m³/h pour éviter tout déplacement d'engin-pompe durant les opérations de lutte contre l'incendie.

De plus, le volume d'eau calculé n'implique pas un nombre de PEI à installer. Il est tout à fait possible par exemple que l'exigence soit de 180 m³/h et que les services de secours exigent 5 PEI sur le site avec prise en compte hydraulique de 3 en fonctionnement simultané. Leur implantation doit en effet être judicieusement répartie et leur nombre peut ainsi dépendre de la géométrie du bâtiment. De même, un poteau d'incendie de 150 mm fournissant 120 m³/h est considéré comme équivalent à 2 PEI de 100 mm délivrant 60 m³/h chacun.

3.5 Implantation du PEI par rapport aux risques

Les PEI doivent être implantés en prenant en compte une distance permettant d'éviter, ou de limiter, l'exposition au flux thermique. Dans le principe, un PEI doit être implanté à une distance supérieure ou égale à 8 m du risque à défendre.

Sauf dispositions contraires du présent règlement, les règles d'implantation des hydrants doivent respecter les mesures fixées par les règles de l'art (norme NF S 62-200).

Par ailleurs, un PEI doit impérativement être implanté à plus de 25 m des lignes électriques aériennes égales ou supérieures à 63 KVa.

Toutefois, après analyse de risque, ces distances peuvent être majorées ou minorées.

3.6 Mesure de protection des personnes

Toutes les dispositions, réglementaires ou issues du simple bon sens, doivent être prises en compte afin de protéger les surfaces d'eau libre dans le but d'éliminer tous risques de noyade accidentelle.

Ces dispositifs de sécurité doivent pouvoir être manœuvrables rapidement au moyen des outils dont disposent les sapeurs-pompiers.

3.7 Distance entre PEI et bâtiments

La distance maximale mentionnée dans le présent document se mesure entre chaque PEI et l'entrée principale – ou tout autre accès pertinent – d'un bâtiment, d'une installation ou d'un aménagement (tente...).

La distance à prendre en compte est de 200 mètres ou 400 mètres selon le type de risque courant (faible ou ordinaire). Pour le risque courant important ou pour le risque particulier, la distance maximale à prendre en compte est de 200 mètres d'une entrée pour le premier PEI et de 400 mètres de toutes autres entrées pour les PEI suivants.

La distance se mesure en suivant un cheminement praticable en permanence aux « dévidoirs à roues » des engins de secours.

Ces cheminements devront présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur : 1,80 m,
- hauteur : 2 m,
- à l'air libre (pas de traversée de halls clos et couverts...),
- surface de déplacement stabilisée, permettant de supporter un dévidoir à main de 200 kg, sans obstacle et sans marche et ne présentant pas une pente supérieure à 10 % ou un dévers supérieur à 4 %,
- trajet ne présentant pas d'obstacles infranchissables ou des risques inacceptables pour les personnels ou les matériels (traversée de voie à grande circulation, de voies ferrées, route à terre-plein central,...).

Sous réserve de dispositions réglementaires contraires, les raccords d'alimentation des colonnes sèches seront situés à 60 mètres au plus du PEI dédié en suivant les cheminements praticables aux « dévidoirs à roues ».

3.8 Cas des ICPE

La définition des moyens matériels et en eau de lutte contre l'incendie des ICPE, notamment les PI ou les « réserves », relève exclusivement de la réglementation afférente à ces installations et n'est pas traitée au titre de la DECI générale. Ce règlement départemental ne formule donc pas de prescriptions aux exploitants des ICPE.

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) fournit au SDIS 65 tous les éléments de précisions en la matière.

3.9 Cas des bâtiments agricoles

Les incendies les plus souvent rencontrés en milieu agricole intéressent les bâtiments de stockage de fourrages et les stockages de diverses natures. Ces derniers présentent un fort potentiel calorifique mais aussi un potentiel de contamination de l'environnement ou d'explosion. La présence de produits dangereux est quasi systématique (hydrocarbures, gaz, produits phytosanitaires, engrais).

Il convient donc de privilégier des capacités minima d'extinction sur place. Ces dernières peuvent être communes avec des réserves ou des ressources à usage agricole (irrigation, hydratation du bétail...) sous des formes diverses : citernes, bassins, fleuve, rivières, lacs ... Dans ce cas, des prises d'eau aménagées utilisables par les sapeurs-pompiers doivent être prévues. Une attention particulière sera apportée sur la compatibilité des pressions fournies par les pompes agricoles avec celles acceptables par les engins du SDIS 65.

Il est également demandé qu'une réserve minimale d'eau consacrée à la DECI soit garantie et que l'exploitant s'engage à entretenir son (ses) point(s) d'eau. Des accords peuvent être passés avec le maire (ou président de l'EPCI à fiscalité propre). Dans tous les cas, il conviendra de rechercher, avec le SDIS 65, des solutions pragmatiques, adaptées aux risques, simples et durables.

A noter que certaines exploitations agricoles peuvent aussi relever de la réglementation des installations classées. Dans ce cas, la DECI est définie dans le cadre de la réglementation des ICPE et non dans le cadre de ce présent règlement.

3.10 Cas des bâtiments situés dans les zones menacées par les incendies de forêts

L'analyse permettant de déterminer les besoins en eau pour la DECI des bâtiments situés dans les zones menacées par les incendies de forêts intègre cette situation. La protection des zones urbanisées en lisière de forêts soumise au risque d'incendie de forêt est un enjeu fort de la DECI.

Les ressources en eau de la DECI de ces zones devront être proportionnées à ce risque particulier. De plus, une DECI renforcée dans cette interface permet également de répondre à l'objectif de protection des forêts en cas d'incendie. Le renforcement de la DECI sera plus axé sur une diminution des distances des PEI que sur une augmentation des débits disponibles.

4 ACCESSIBILITE DES SECOURS

L'article R 111-5 du Code de l'Urbanisme précise que « **Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.** »

Les besoins en desserte sont fonction de la hauteur du plancher bas du dernier niveau, de l'effectif des personnes, ainsi que de la qualité des dispositifs visant à favoriser leur évacuation.

Pour un certain nombre de cas, notamment pour les ERP du 1^{er} groupe, certains ERP de 5^{ème} catégorie, les habitations collectives de la 3^{ème} famille A et certains établissements relevant du Code du Travail, la réglementation prévoit la nécessité de disposer de façades accessibles, d'espaces libres, voire de voies « échelles », desservies par des voies « engins » aux caractéristiques permettant l'acheminement et la mise en station des échelles. Il est à noter enfin que, bien que prenant la même appellation, les voies « engins » n'ont pas les mêmes caractéristiques selon qu'il s'agisse de voies desservant les ERP, un IGH, une habitation, une ICPE, ou un établissement relevant du Code du Travail.

En revanche, la réglementation ne précise pas les caractéristiques des voies desservant notamment les habitations de 1^{ère} et 2^{ème} famille et certains ERP de 5^{ème} catégorie dont le plancher bas du dernier niveau est à moins de 8 mètres du niveau d'accès des secours, bâtiments pour lesquels la conception d'évacuation ne repose pas sur l'acheminement et la mise en station d'une Echelle. Les voies d'accès ne nécessitent donc pas les caractéristiques minimales des voies « engins ». Ces voies sont nommées « voies de simple desserte ».

4.1 Caractéristiques des voies de simple desserte

Les voies de simple desserte doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- Largeur de la bande de roulement (stationnement exclu) : 3 mètres.
- Force portante 160 kN (90 kN par essieu, espacement minimal de 3.6 mètres entre essieu).
- Hauteur libre : 3.5 mètres.
- Rayon intérieur : 5 mètres.
- Rayon extérieur : 9 mètres.
- Pente inférieure à 15 %.

4.2 Synthèse des accès

4.2.1 Bâtiments d'habitation

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
1 ^{ère} et 2 ^{ème} famille	Voie de simple desserte	60 m ⁽¹⁾
3 ^{ème} famille A ou 3 ^{ème} famille B soumise aux prescriptions de la 3 ^{ème} famille A	Voies engins + voies échelles (art 4) ⁽²⁾	Interdit (art 3) ⁽²⁾
3 ^{ème} famille B et 4 ^{ème} famille	Voie engins (art 4) ⁽²⁾	50 m ⁽¹⁾ (art 3) ⁽²⁾

⁽¹⁾ Distance mesurée par les chemins stabilisés de 1.80 m de large au moins.

⁽²⁾ Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation.

4.2.2 ERP

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
5 ^{ème} catégorie \leq 8 m	Voie de simple desserte	60 m ⁽¹⁾
5 ^{ème} catégorie $>$ 8 m	1 façade accessible depuis une voie engins + voie échelles (PE7)	
1 ^{er} groupe	CO 1 à CO 5	

⁽¹⁾ Distance mesurée par les chemins stabilisés de 1.80 m de large au moins.

4.2.3 IGH

Les dispositions à respecter sont celles de l'article GH6 :

- sortie du niveau accessible aux engins : à moins de 30 mètres d'une voie ouverte à la circulation publique.
- cheminement libre :
 - Hauteur libre sous voûte : 3.50 mètres.
 - Largeur de chaussée : 3.50 mètres.
 - Largeur de plate-forme : 4.50 mètres.
 - Rayon intérieur : 11 mètres.
 - Rayon extérieur : 14 mètres.
 - Pente maxi : 10 %.
 - Résistance : 160 kN (90 kN par essieu, espacement minimal de 3.6 mètres entre essieu).
- distance maximale d'une voie engins à un ascenseur prioritaire : 50 mètres maximum.

4.2.4 Bâtiments relevant du Code du Travail ou des ICPE

Classement	Voies d'accès	Espace libre maxi
Code du travail \leq 8m	1 façade accessible depuis une voie de simple desserte	non
Code du travail $>$ 8m	1 façade accessible depuis une voie engins + voie échelles	non
ICPE	Selon l'arrêté applicable	

4.3 Cas particulier des implantations à une altitude supérieure à 1000m

En raison des difficultés d'accès et de mise en station des Echelles, la réalisation de voies échelles ne peut pas être acceptée.

Ceci implique à plus de 1 000 mètres d'altitude :

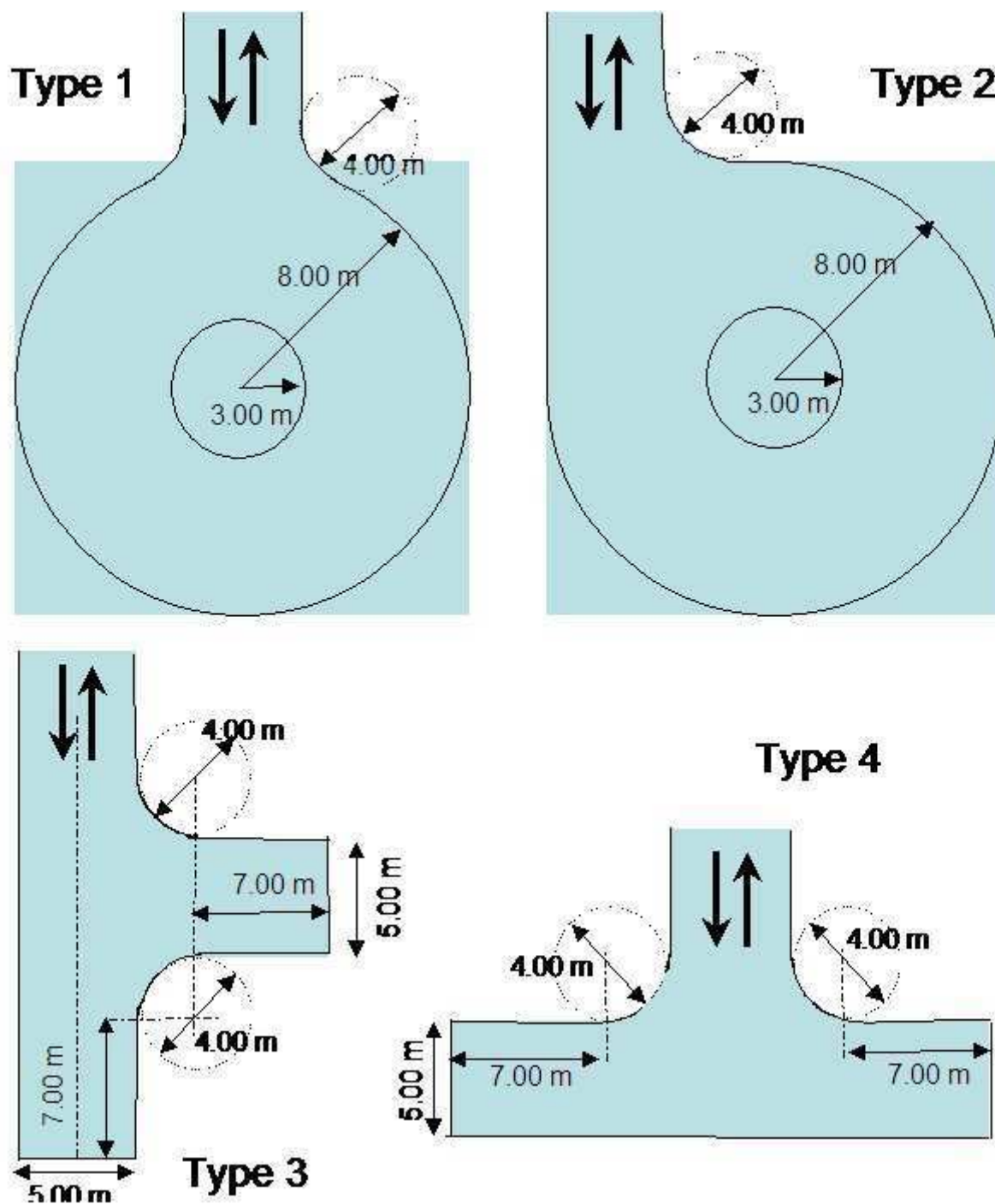
- une aggravation du classement des habitations de 3^{ème} famille A en 3^{ème} famille B,
- une aggravation de prescriptions pour les établissements recevant du public dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres d'un niveau d'accès des secours,
- un avis défavorable du SDIS sera donné pour les locaux soumis au code du travail dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres d'un niveau d'accès des secours.

4.4 Impasses et aires de retournement

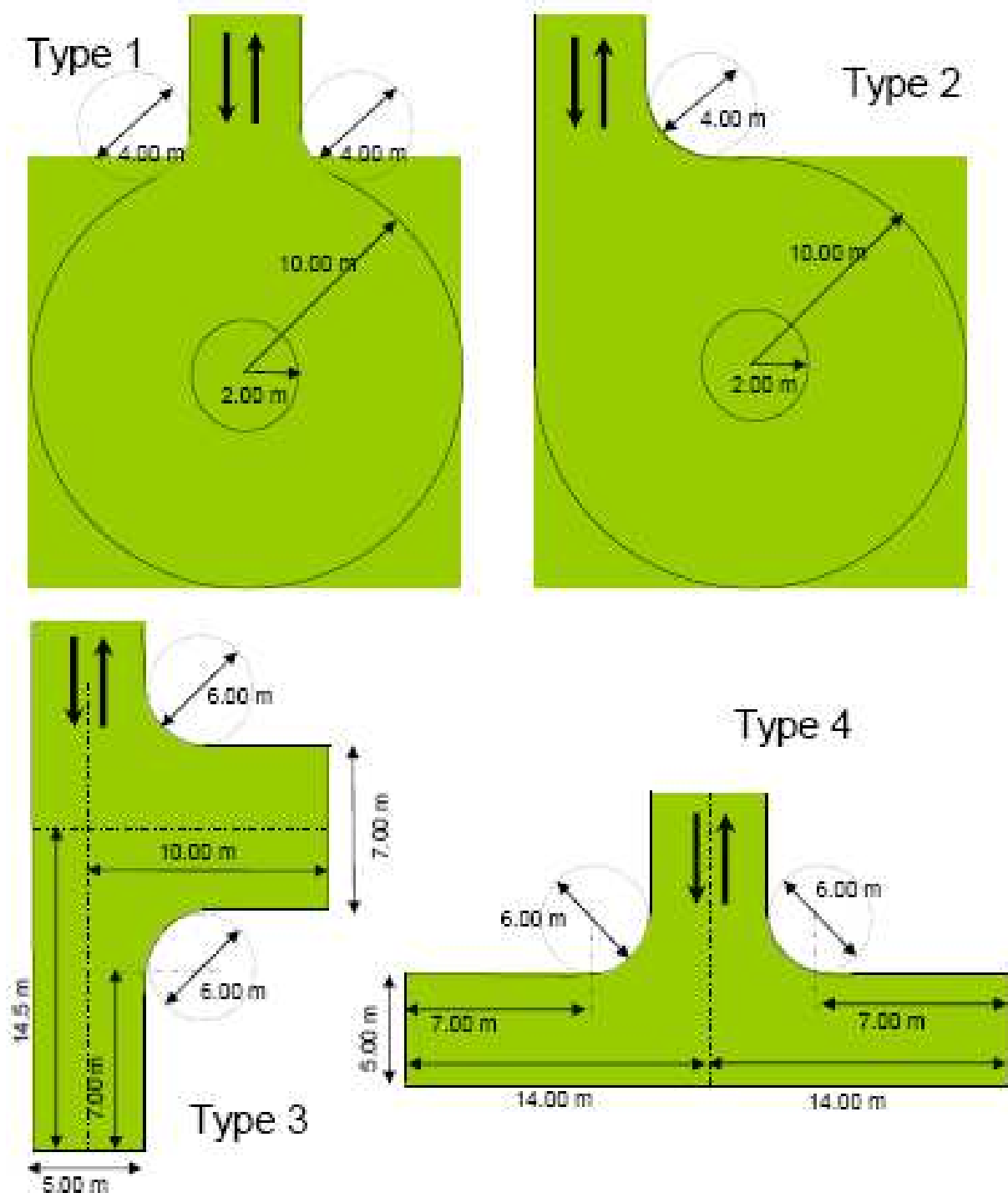
Ces dispositions minimales ne font pas obstacle à l'application, le cas échéant, d'éléments réglementaires plus contraignants et opposables qui figurent notamment dans les règlements de documents urbanismes ou les règlements de collecte des déchets ménagers.

Les impasses de plus de 60 mètres doivent être à double sens (5 mètres de large) et dotées d'aires de retournement dimensionnées selon la nature des voies exigées. Si elles ne desservent qu'un seul logement, leur largeur peut être réduite à 3 mètres et le demi-tour peut être aménagé sur la parcelle.

4.4.1 Caractéristiques des aires de retournement pour voies de simple desserte



4.4.2 Caractéristiques des aires de retournement pour voies engins



Remarque : Lorsque les voies échelles des ERP sont en impasse, il convient d'appliquer les dispositions de CO2 (largeur de 10 mètres dont 7 mètres de chaussée libre). Il n'existe pas de disposition semblable pour les habitations et les établissements industriels.

4.5 Dispositifs limitant l'accessibilité

4.5.1 Installation de portiques ou barrières

Les dispositifs qui sont soit des portiques fixes, mobiles ou amovibles, soit des plots rétractables ou déplaçables, soit des arceaux articulés et rabattables, mis en place pour interdire en temps normal l'accès aux parkings ou voies des établissements recevant du public ou immeubles de grande hauteur ou industriels ou immeubles d'habitation ne sont admis qu'aux conditions ci-après :

- être sous la responsabilité d'un préposé (service de sécurité de l'établissement par exemple),
- être rétractables, rabattables ou déplaçables par simple poussée ou traction,
- être d'un poids inférieur à 15 kg pour les appareils portables,
- être déverrouillables à l'aide des polycoises conformes au modèle utilisé par le SDIS (*cf. annexe 11.12*),
- être secourus lorsqu'ils sont motorisés par un dispositif mécanique avec la polycoise ou tout autre dispositif validé par le SDIS65.

Ces dispositifs sont placés sous la responsabilité de la collectivité ou du chef d'établissement concerné qui doit s'assurer de la permanence du bon fonctionnement de ses installations.

Toute installation de ces dispositifs dans leur solution la plus simple, la plus fiable et la plus pérenne, doit recevoir l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours sachant qu'en ce qui concerne les ERP et IGH, cet avis relève également la Commission de sécurité des ERP compétente lorsque ces dispositifs ne laissent pas accessibles les voies en permanence durant la présence du public.

Les clés, badges, télécommandes ne sont pas acceptés.

4.5.2 Autres systèmes

Tout autre dispositif doit préalablement recevoir un avis favorable de la Commission de sécurité des ERP compétente et/ou du Service Départemental d'Incendie et de Secours pour les autres types de bâtiments.

Ce service doit être consulté en amont des projets afin de valider la solution la plus simple, la plus fiable et la plus pérenne.

Les clés, badges, télécommandes ne sont pas acceptés.

4.6 Plantations et mobilier urbain

Les lotisseurs ou maîtres d'ouvrage veilleront à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours tels que plantations, mobilier urbain, bornes anti-stationnement, etc., en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

Une attention toute particulière sera apportée à l'implantation des containers réservés au tri sélectif.

L'implantation des arbres doit préserver :

- l'accès aux façades pour les échelles aériennes, (pour les bâtiments assujettis),
- l'accès aux aires de mise en œuvre du matériel des sapeurs-pompiers.

Ceci impose le contrôle de leur croissance et leur élagage périodique, comme prévu par le règlement sanitaire départemental. Le mobilier urbain et les plantations ne devront en aucun cas gêner l'utilisation des hydrants.

4.7 Le stationnement des véhicules

Comme le précise l'article R417-11 – 8°d) du code de la route, « *Est considéré comme très gênant pour la circulation publique l'arrêt ou le stationnement... au droit des bouches d'incendie* », l'accessibilité aux points d'eau incendie doit être interdite à tous véhicules sans exception hormis les véhicules de lutte contre les incendies.

Si des dispositifs anti-stationnement sont installés, l'avis du SDIS devra être sollicité.

Les règlements de zones, de lotissements, de copropriétés, devront indiquer clairement l'interdiction du stationnement anarchique des véhicules quels qu'ils soient, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet et de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès des moyens de secours publics aux points d'eau incendie ou aux constructions.

4.8 Les voies interdites à la traversée par les établissements de tuyaux.

Les voies interdites à la traversée par les établissements de tuyaux, dont la liste n'est pas exhaustive, sont :

- les voies rapides,
- les boulevards,



- les départementales à grande circulation,
- les voies de circulation disposant d'un terre-plein central non franchissable,
- les passages à gué,
- les chemins de fer.

Le SDIS 65 se réserve la possibilité de considérer tout autre voie comme infranchissable en fonction du caractère dangereux présenté par la voie.

Toute demande de dérogation devra faire l'objet d'un courrier au SDIS 65 accompagné d'un mémoire technique et fera l'objet d'une reconnaissance par les sapeurs-pompiers.

4.9 Cas particulier des accès de Défense des Forêts Contre l'Incendie

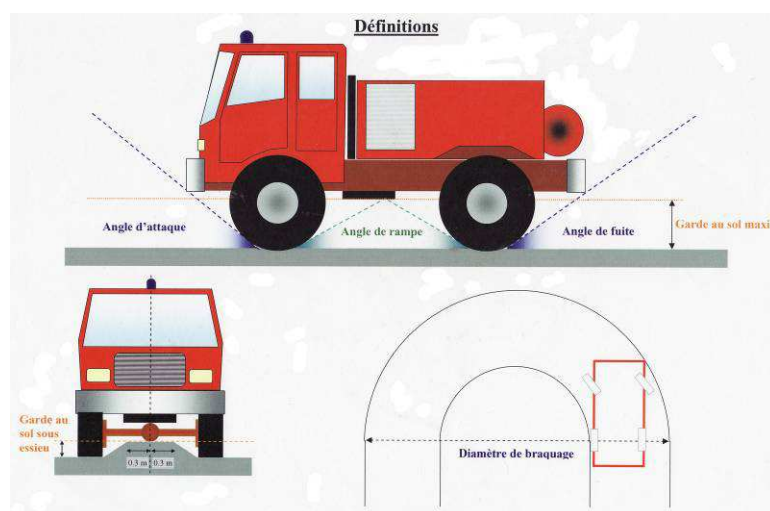
Dans le cadre des équipements de DFCI à créer ou à re-profiler, le SDIS est appelé à émettre des avis techniques qui s'inscrivent dans le cadre des actions du Plan de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PPFCI). Ces avis doivent reprendre les caractéristiques minimales suivantes afin d'assurer la sécurité des intervenants :

Type de piste	Accessibilité 4x4 lourds (CCF) 	Accessibilité aux 4x4 légers (VLHR, CCFI) 
Largeur minimale de la bande de roulement	4 mètres <i>Possibilité d'étranglements ponctuels à 3 m si le tronçon est en ligne droite et s'il ne mesure pas plus de 20 m.</i>	3 mètres <i>Possibilité d'étranglements ponctuels à 2.5 m si le tronçon est en ligne droite et s'il ne mesure pas plus de 20 m.</i>
Aires de croisement	- Aires de croisement espacées de 300 mètres maxi ; - Sur-largeur de 2 mètres sur 30 mètres de long.	- Aires de croisement espacées de 300 mètres maxi ; - Sur-largeur de 2 mètres sur 20 mètres de long.
Tonnage maxi	15 t	4 t
Angle d'attaque maxi	25° - (46 %)	20° - (36 %)
Angle de fuite maxi	25° - (46 %)	20° - (36 %)
Angle de rampe maxi	20° - (36 %)	15° - (27 %)
Garde au sol maxi sous essieu	0.2 mètres	0.1 mètres
Garde au sol maxi en m	0.2 mètres	0.1 mètres
Longueur maxi	7.5 mètres	6 mètres

Aires de retournement	1 aire de retournement par kilomètre en moyenne ainsi qu'à l'extrémité.	
Points noirs	Cartographiés	
Pentes en long moyennes maxi	15 %	
Pentes en long instantanées maxi	25 %	
Dévers maxi	5 % (10 % sur 20 mètres stabilisés revêtement non glissant)	
Cylindre de braquage mini	D = 17 mètres	D = 16 mètres
Sur largeurs	Plate-forme 13 mètres de large, 10 mètres de profondeur si R < 17 mètres + aires de croisement amont et aval à moins de 100 mètres	Plate-forme 12 mètres de large, 9 mètres de profondeur si R < 16 mètres + aires de croisement amont et aval à moins de 100 mètres
Hauteur libre sur la bande de roulement	3.50 mètres	3.30 mètres

Le conseil et les avis en matière d'équipements DFCI sont assurés par le SDIS, dans le cadre des orientations fixées par le PPFCI. Les équipements doivent être adaptés au niveau des enjeux à défendre et s'inscrire dans une idée de manœuvre qui peut faire l'objet d'un plan de site répertorié.

En application du Code Forestier, les accès DFCI ne sont pas ouverts à la circulation publique. Lorsqu'ils sont fermés matériellement, les dispositifs de manœuvre doivent impérativement être conformes à ceux décrits dans le présent document.



5 LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI

5.1 Caractéristiques communes des différents PEI

5.1.1 Pluralité des ressources

La DECI, par principe, ne peut être constituée que d'aménagements fixes. C'est pourquoi, l'emploi de dispositifs mobiles en premier départ (camions citernes, Dévidoirs Automobiles) ne peut être que ponctuel et consécutif soit à une insuffisance identifiée (temporaire sur des PEI existant ou permanente) soit en réponse à un besoin de défense incendie éphémère (manifestation exceptionnelle, travaux) ; ces dispositifs ne pouvant pas, dans la plupart des cas, remplacer des PEI conformes.

Il peut y avoir, après avis du SDIS 65, plusieurs ressources en eau pour la même zone à défendre dont les capacités ou les débits sont cumulables pour obtenir la quantité d'eau demandée.

Cette quantité d'eau cumulée par unité de temps est appelée le débit simultané.

L'alimentation des engins de lutte contre le feu peut être assurée de diverses manières, parfois de façon complémentaire : des points d'eau sous pression (poteaux et bouches d'incendie), appelés hydrants ou des points d'aspiration (naturels ou artificiels). La différence fondamentale entre ces deux types de ressources réside dans le temps mis par les sapeurs-pompiers pour projeter de l'eau.

Les dispositifs de limitation d'usage des PEI normalisés, nécessitant d'autres manœuvres et outils que ceux prévus par la norme, ne peuvent pas être mis en place sans avoir été préalablement approuvés par le ministère de tutelle chargé de la sécurité civile. Tout système de fermeture (clef, ...) des PEI est donc proscrit.

Lorsque les points d'eau incendie retenus par le RDDECI sont dotés de prises de raccordement aux engins d'incendie, celles-ci doivent être conforme à la norme et donc utilisables directement et en permanence par les sapeurs -pompiers. Une attention particulière doit être portée aux tenons des demi-raccords d'aspiration qui doivent être montés suivant un axe vertical sous peine de rendre le PEI inutilisable. Des réducteurs de pression amovibles peuvent être placés entre ces prises et le tuyau.

5.1.2 Pérennité dans le temps et l'espace

L'accessibilité aux PEI doit être permanente.

L'ensemble des PEI doit présenter une pérennité dans le temps et l'espace. Les PEI ne doivent pas offrir une disponibilité hasardeuse.

Ce principe implique, en particulier, que l'alimentation des prises d'eau sous pression soit assurée en amont pendant la durée réglementaire fixée (capacité des réservoirs, ou des approvisionnements, tels que les châteaux d'eau).

L'efficacité des PEI ne doit pas être réduite, ou inhibée, par les conditions météorologiques (neige, glace).

Cette pérennité passe également par des mesures de maintenance préventive et corrective.

5.1.3 Accessibilité aux points d'eau

Tous les points d'eau contribuant à la couverture du risque incendie de bâtiments doivent être facilement et en permanence accessibles à tous les engins-pompes du SDIS 65. Ils doivent donc être desservis par une voie dite voie de simple desserte dont les caractéristiques sont définies dans le chapitre 4.

Les éventuelles prises de raccordement aux engins d'incendie doivent être utilisables directement et en permanence par les moyens du SDIS 65. En outre, des contraintes sont parfois imposées par une réglementation ou des normes spécifiques :

- distance de moins de 5 m entre le point d'eau et la zone de stationnement des engins pompe (norme sur les poteaux et bouches d'incendie),
- distance de moins de 60 m entre une colonne sèche et un poteau ou une bouche d'incendie (norme sur les colonnes sèches).

Des distances d'éloignement aux risques sont parfois imposées pour rendre accessibles les PEI, notamment face à des risques incapacitants tels que les flux thermiques. Ces distances peuvent être déterminées par le SDIS 65 sur la base de l'analyse des risques ou sur les études de danger.

Par ailleurs, il appartient à chaque maire ou président d'EPCI (dans le cadre de leur pouvoir de police spéciale), le cas échéant à chaque directeur d'établissement, d'interdire ou de réglementer le stationnement au droit des prises d'eau et des plateformes d'aspiration qui le nécessitent.

De même, l'accès peut être réglementé ou interdit au public. La signalisation peut alors comporter les éléments suivants :

- une peinture au sol pour matérialiser la zone réglementée,
- le symbole « ***Interdiction de stationner*** » peint sur le sol ou un panneau interdisant le stationnement avec la mention « ***réservé aux sapeurs-pompiers*** ».

Dans les zones où la circulation et/ou le stationnement peuvent perturber la mise en œuvre des prises d'eau, des protections physiques peuvent également être mises en place afin d'interdire aux véhicules l'approche des prises d'eau et d'assurer leur pérennité. Ces dispositifs ne doivent pas retarder la mise en œuvre des engins des services d'incendie et de secours.

De plus, des dispositifs de balisage des points d'eau incendie visant à faciliter leur repérage (pour les bouches d'incendie, pour les PEI situés dans les zones de fort enneigement) peuvent être installés. En remplacement ou en complément de la signalisation normalisée, ces dispositifs peuvent être utilisés pour empêcher le stationnement intempestif ou pour apposer la numérotation du point d'eau incendie.

Ces dispositifs de protection et/ou de balisage sont préférentiellement de couleur rouge incendie (RAL 3000).

D'autres points d'eau peuvent malgré tout être recensés et ne font l'objet d'aucune exigence d'équipement s'ils sont trop éloignés de risques bâtimentaires. Ils sont recensés à des fins de compléments éventuels, notamment pour des feux d'espaces naturels.

5.1.4 Capacité et débit minimum

Seules les ressources en eau de plus de 60 m³, ou débitant plus de 30 m³/h sous un bar de pression résiduelle, sont prises en compte dans la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Dans le cas contraire, ou si ces capacités hydrauliques minimales ne sont assurées qu'aléatoirement, les ressources sont à écarter et d'autres solutions doivent être recherchées.

Ce seuil de volume ou de débit minimal est toutefois augmenté pour des risques nécessitant des projections d'eau importantes (supérieur à 120 m³/h), pour atteindre celui de 120 m³, ou 60 m³/h sous un bar de pression résiduelle, par point d'eau, y compris lors d'utilisation simultanée.

Dans ces deux cas, l'objectif est de s'adapter aux risques tout en écartant des ressources inadaptées qui pourraient rendre inefficace l'action des secours.

5.1.5 Tolérance sur les débits et distances

La conformité des débits ou des volumes d'eau des PEI doit prendre en compte les imprécisions des mesures et les fluctuations normales de leurs capacités hydrauliques. C'est pourquoi des tolérances sont acceptées dans le cadre du présent règlement.

Tolérances pour les débits :

Débit demandé	Tolérances acceptables
30 m ³ /h	0 m ³ /h
60 m ³ /h	-10 m ³ /h
90 m ³ /h	-15 m ³ /h
120 m ³ /h	-20 m ³ /h

Tolérance pour les distances :

Distance normale	Tolérance acceptable
60 mètres	0 mètres
100 mètres	+ 20 mètres
200 mètres	+ 40 mètres
400 mètres	+ 40 mètres
800 mètres	+ 80 mètres

5.2 Points d'eau incendie sous pression

Les réseaux d'eau sous pression, privés ou publics, que l'eau soit potable ou brute, permettent d'alimenter des points d'eau incendie normalisés : poteaux (PI) et bouches d'incendie (BI), appelés également hydrants.

Ces dispositifs sont les plus rapides à mettre en œuvre pour alimenter les moyens des services d'incendie et de secours. Leur installation ne se fait toutefois uniquement que si le réseau est dimensionné pour fournir un débit unitaire suffisant à chaque appareil, y compris parfois en fonctionnement simultané selon le risque à couvrir.

Dans certains cas particuliers, l'existence de vannes à manœuvrer ou de pompes à démarrer pour obtenir les caractéristiques requises peut être tolérée. Ces installations font l'objet d'une étude particulière au cas par cas, en liaison avec le SDIS 65 et le gestionnaire du réseau d'eau (démarrage automatique par détection de baisse de pression, groupe électrogène de secours,).

En dehors de ces dispositifs exceptionnels, il appartient au service public de DECI d'alimenter en permanence les hydrants, sans manœuvre spéciale sur le réseau d'eau immédiatement antérieure à l'utilisation en intervention.

5.2.1 Les poteaux d'incendie

5.2.1.1 Caractéristiques hydrauliques

Les normes applicables à la publication du présent RDDECI décrivent 3 types de poteaux d'incendie en fonction de leurs capacités nominales théoriques. (*cf. annexe n° 11.1*)

Autant que possible, le type d'appareil implanté doit être en adéquation avec les capacités du réseau sur lequel il est piqué.

5.2.1.2 Implantation

Le poteau incendie doit être implanté à un emplacement le moins vulnérable possible à la circulation automobile. Lorsque cette condition ne peut pas être remplie, il doit être équipé d'un système de protection.

Il doit être situé à une distance comprise entre 1 et 5 m du bord de la chaussée accessible aux véhicules de secours, et ses demi-raccords doivent toujours être orientés du côté de la chaussée.

Un volume de dégagement de 0,50 m doit exister autour du poteau conformément à la norme. (*cf. annexe n° 11.1*)

5.2.2 Les bouches d'incendie

5.2.2.1 Caractéristiques hydrauliques

Un seul type de bouche d'incendie est normalisé : les BI DN 100.

Le SDIS 65 ne prend pas en compte les BI DN 80 mm avec raccord type Keyser, qui ne sont pas compatibles avec le matériel normalisé du SDIS.

5.2.2.2 Implantation

La bouche incendie doit être implantée sur un emplacement le moins vulnérable possible au stationnement des véhicules (*cf. annexe n°11.1*).

Elle doit être située à une distance comprise entre 1 et 5 m du bord de la chaussée accessible aux véhicules de secours.

Un volume de dégagement de 0,50 m doit exister autour de la bouche incendie. Un espace libre de 2 mètres au dessus de la bouche incendie est nécessaire à sa mise en œuvre.

5.2.2.3 Signalétique

Les bouches incendie font l'objet d'une signalétique spécifique permettant d'en faciliter le repérage au droit de son emplacement, conformément à la norme NFS 61-221, avec mention du numéro d'ordre soit avec :

- une plaque rectangulaire de 100 mm par 220 mm minimum avec mention « BI 100 »,
- un disque, sur fond rouge ou blanc avec flèche blanche de 300 mm par 150 mm indiquant l'emplacement de la bouche incendie,
- un dispositif de type panneau de signalisation routière apposé au droit ou à proximité de la bouche incendie peut être accepté.

5.2.3 Autres solutions de PEI sous pression

Certains sites peuvent disposer de canalisations d'eau sous pression sans que pour autant ne soient installés des poteaux ou des bouches d'incendie. Des demi-raccords doivent alors être mis en place pour permettre l'alimentation des engins du SDIS 65.

Toutefois, certaines contraintes doivent être respectées pour que ces PEI soient pris en compte au titre de la DECI :

- existence d'une vanne facilement accessible par les sapeurs-pompiers, et parfaitement identifiée,
- volume de la ressource en eau et débit de réalimentation, avec ou sans impact sur le réseau d'adduction d'eau potable,
- garantie de fonctionnement similaire au réseau d'adduction d'eau gravitaire (groupe électrogène de secours, redondance de pompes, démarrage par détection de baisse de pression ou par un dispositif à proximité du demi-raccord, pression maximale résiduelle < 8 bars, maintenance, autonomie des groupes, ...),
- réseau d'eau incongelable,
- demi-raccords DSP de diamètre, 65 ou 100 mm selon le débit fourni avec canalisation de couleur rouge incendie et plaque de signalisation,
- vérification et maintenance régulière.

Ce peut ainsi être le cas des réseaux d'irrigation agricole.

5.3 Les points d'aspiration

5.3.1 Généralités

L'aménagement d'un point d'aspiration permet aux services d'incendie et de secours de disposer des capacités hydrauliques nécessaires à leurs missions dans des secteurs ou les réseaux d'eau sous pression sont insuffisamment dimensionnés, ou non adaptés aux risques à défendre.

Le volume minimum d'un point d'aspiration est de 60 m³ minimal dans le cas des risques courants faibles, et de 120 m³ dans le cas des risques particuliers.

5.3.1.1 Prises d'aspiration

Pour être utilisables, il peut être prescrit selon le type de point d'aspiration et selon la nature du risque à défendre, que les points d'aspiration soient équipés de dispositifs permettant la mise en aspiration des engins-pompes des sapeurs-pompiers :

Types de dispositif	Diamètre de la canalisation	Nombre de sortie de 100 mm
Sans aménagement	Aucun dispositif : mise en œuvre des moyens d'aspiration des engins de lutte contre l'incendie	
Colonne d'aspiration ou prise directe	100 mm	1
Poteau d'aspiration	100 mm	1
	150 mm	2

Le nombre de sorties de 100 mm à installer dépend directement de la capacité en m³ de la ressource (1 par tranches de 120 m³, ainsi :

	Exemples de capacités prescrites				
	60 m ³	120 m ³	180 m ³	240 m ³	300 m ³
Nombre de sorties de 100 mm	1	1	2	2	3
Nombre et type de colonnes	1 colonne de 100 mm		1 colonne de 150 mm ou 2 colonnes de 100 mm		3 colonnes de 100 mm

5.3.1.1.1 Les colonnes d'aspiration

Les colonnes fixes d'aspiration peuvent équiper les points d'aspiration. Elles concourent à la rapidité de mise en œuvre de l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie (*cf. annexe 11.1*).

Les colonnes d'aspiration doivent :

- être rigides ou semi-rigides,
- ne pas former de « col de cygne »,
- avoir des canalisations et des vannes incongelables,
- être espacées entre elles d'au minimum 4 m,
- être de telle sorte :
 - ✓ qu'elle puisse être immergée d'au moins 0,3 m, se situer à plus de 0,5 m du fond de la nappe d'eau,
 - ✓ que la hauteur géométrique d'aspiration (différence entre le niveau de l'eau et l'axe de la pompe de l'engin stationné) ne dépasse pas 6 m,
 - ✓ qu'elle soit implantée à moins de 8 m de la plate-forme d'aspiration,
 - ✓ qu'elle dispose d'une grille à grosse maille sur le raccord d'aspiration.

5.3.1.1.2 Poteau d'aspiration

Le poteau d'aspiration permet de puiser l'eau dans les ressources en eau non raccordées au réseau d'eau sous pression et nécessite pour sa mise en œuvre l'utilisation conjointe d'une pompe incendie et de tuyaux d'aspiration. Il doit être conforme à la norme NFS 61-240 des dispositifs d'aspiration.

Le poteau d'aspiration est de couleur bleue sur au moins 50 % du corps.

5.3.1.2 Plateforme d'aspiration

Dans tous les cas, un point d'aspiration doit être accessible en tout temps de l'année par une voie utilisable par les engins de secours et disposer d'au moins une plateforme d'aspiration.

Leur aménagement vise la mise en œuvre aisée des engins ainsi que la manipulation du matériel.

Le nombre de plateformes devant équiper un point d'aspiration dépend de sa capacité attendue ou prescrite, donc du nombre de sorties de 100 mm équipant la réserve.

Une plateforme d'aspiration est constituée d'une surface :

- de 11 m x 4 m au minimum, avec les caractéristiques d'une voie engin (portance de 160 KN avec un maximum de 90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m),
- reliée à la voie publique par une voie engin permettant aisément la mise en station d'un engin d'incendie parallèlement ou perpendiculairement au point d'eau,
- dotée d'une pente de 2%, si possible en forme de caniveau évasé de façon à permettre l'évacuation constante de l'eau résiduelle,
- équipée d'un dispositif fixe de calage des engins de la côte de l'eau par un talus ($h < 0,3$ m) ayant pour but d'empêcher la chute à l'eau de l'engin-pompe en cas de dysfonctionnement ou de fausse manœuvre :
 - ✓ soit en terre ferme,
 - ✓ soit de préférence par un ouvrage en maçonnerie ou en madriers,

Elles sont conçues de telle sorte que la hauteur géométrique d'aspiration (différence entre le niveau de l'eau et le niveau de l'axe de la pompe de l'engin) ne dépasse pas 6 m. Par ailleurs, la longueur des tuyaux d'aspiration ne doit pas excéder 8 m.

Elles doivent être conçues de manière à ne pas empiéter (ou le moins possible) sur les voies de circulation. Elles doivent rester dégagées de tout objet et matériaux et ne pas servir de lieux de stockage.

(cf. annexe n° 11.1)

5.3.1.3 Panneau de signalisation

Les PEI font l'objet d'une signalisation dans les conditions fixées par le RDDECI. Elle permet d'en faciliter le repérage et d'en connaître les caractéristiques essentielles. Les poteaux d'incendie peuvent en être dispensés.

La signalisation par panneau, lorsqu'elle est prescrite comporte les éléments suivants, en référence à la norme NFS 61-221 :

- symbole du panneau : un **disque avec flèche** blanc sur fond rouge ou inversement ;
- panneau de type « signalisation d'indication » rectangulaire de dimension 30 cm x 50 cm environ. Pour la signalisation des bouches d'incendie cette dimension peut être réduite pour apposition sur façade. À l'inverse ces dimensions peuvent également être agrandies pour d'autres PEI;

- installée entre 0,50m. et 2m. environ du niveau du sol de référence (selon l'objectif de visibilité souhaité) ;
- indique l'**emplacement** du PEI (au droit de celui-ci : la flèche vers le bas) ou signale sa **direction** (en tournant la flèche vers la gauche, vers la droite ou vers le haut).
L'indication de la distance ou autre caractéristique d'accès peut figurer dans la flèche ou sur d'autres parties du panneau ;
- la couleur noire, rouge, blanche peut être utilisée pour les indications ;
- des mentions complémentaires peuvent être apposées, par exemple :
 - ✓ à la périphérie du disque : l'indication de la nature du PEI (B.I., point d'aspiration, citerne, ...)
 - ✓ au centre du disque, dans l'anneau : l'indication du volume en mètres cube ou du débit en mètres cube par heure, du diamètre de la canalisation en mm (alimentant le PEI), une signalétique du PEI (voir paragraphe 3.3)...
 - ✓ sur les autres parties du panneau :
 - la mention : « POINT D'EAU INCENDIE » ;
 - le numéro d'ordre du PEI ;
 - l'insigne de la commune ou de l'EPCI ;
 - des restrictions d'usage ;

(cf. annexe n° 11.1)

Cette signalisation, lorsqu'elle indique l'emplacement du PEI, peut être orientée pour être visible depuis un véhicule de lutte contre l'incendie en fonction de l'axe ou des axes de son arrivée.

Le SDIS 65 admet des panneaux de type signalisation d'indication routière de 500 x 300 minimum avec écriture blanche sur fond rouge et mention de la nature du point d'eau incendie et de son volume le cas échéant.

Il est souhaitable que le numéro d'ordre y soit apposé pour les PENA. Concernant les bouches incendie, c'est obligatoire.

5.3.2 Points d'aspiration artificiels

Il existe 2 types de points d'aspiration artificiels (ou réserve d'eau artificielle) :

- les **citernes** (réserve d'eau **fermée**)
- les **bassins** (réserve d'eau **ouverte**)

Ces réserves d'eau peuvent être :

- enterrées ou aériennes (hors sol),
- souples ou rigides

Les points d'aspiration artificiels peuvent être alimentés, en tout ou partie par :

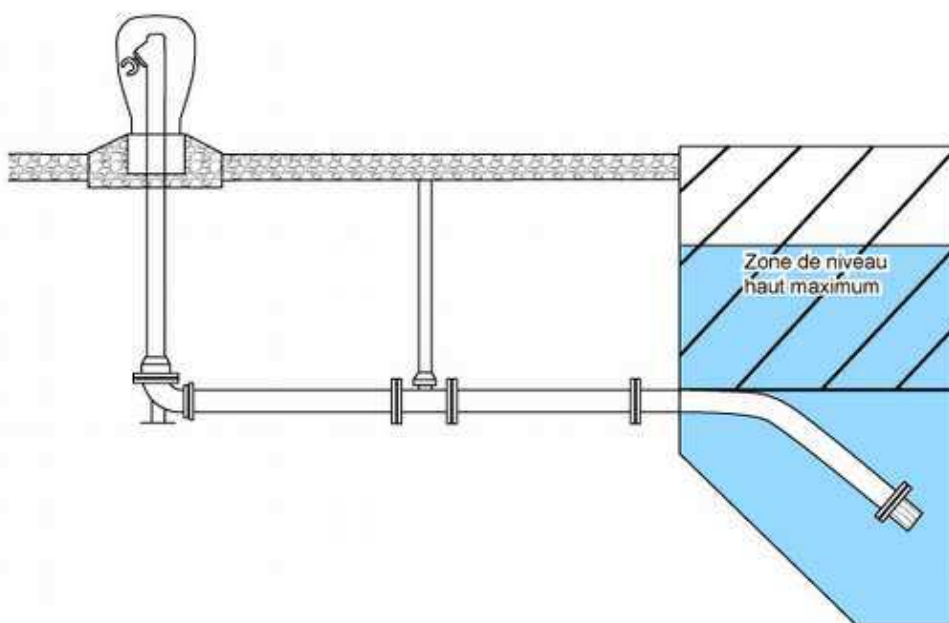
- les eaux de pluie, par collecte des eaux de toiture ou collecte des eaux au sol (elles peuvent alors être équipées d'une vanne de barrage du collecteur afin d'éviter les retours d'eau d'extinction),
- par un réseau d'eau ne pouvant fournir le débit nécessaire à l'alimentation d'un poteau d'incendie. Le volume de la réserve peut alors être réduit du double du débit horaire de l'appoint fourni par le réseau si celui-ci réalimente en permanence le PEI,

Ils doivent de préférence être équipés d'un dispositif permettant de repérer en permanence la capacité utilisable réellement. Ainsi, les réserves d'eau à l'air libre peuvent avantageusement être équipées d'une échelle graduée permettant de repérer leur niveau de remplissage.

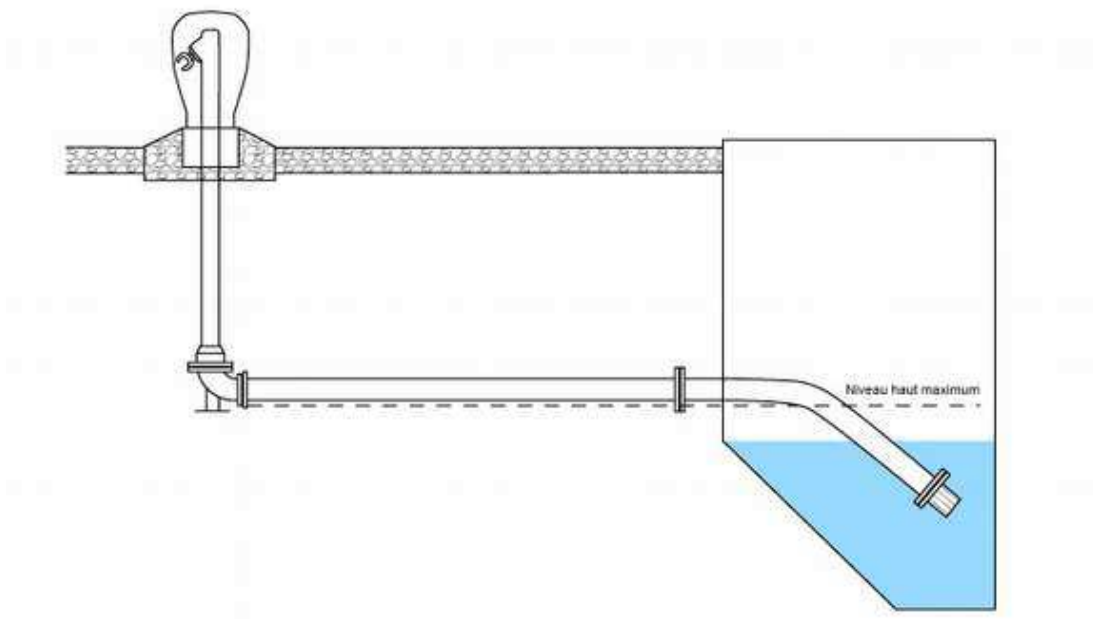
Au cas où la réserve d'eau est clôturée, un portillon d'accès dont le système d'ouverture et de fermeture est facilement manœuvrable par les sapeurs-pompiers doit être installé. Dans ce cas, le SDIS 65 préconise l'installation d'un dispositif avec un triangle mâle de 11 mm de côté, manœuvrable à l'aide de polycoises conformes au modèle utilisé par le SDIS (*cf. annexe 11.12*),

Ces réserves doivent être équipés de dispositifs d'aspiration, conformément à la norme NF S 61-240, qui peuvent être en charge ou à sec :

- en charge : lorsque le niveau d'eau est supérieur à la bride d'entrée de la prise d'aspiration. La prise d'aspiration est équipée d'un volant ou d'un carré de manœuvre de 30mm / 30mm, et d'une vanne de fermeture souterraine permettant d'assurer l'incongelabilité. Il est préférable dans ce cas de figure d'exploiter des poteaux d'aspiration car ces dispositifs sont équipés de purge ;



- à sec : lorsque le niveau d'eau est inférieur à la bride d'entrée de la prise d'aspiration. A l'arrêt de l'aspiration, l'eau retombe naturellement dans la ressource. Les prises d'aspiration peuvent ne pas être équipées de carré de manœuvre.



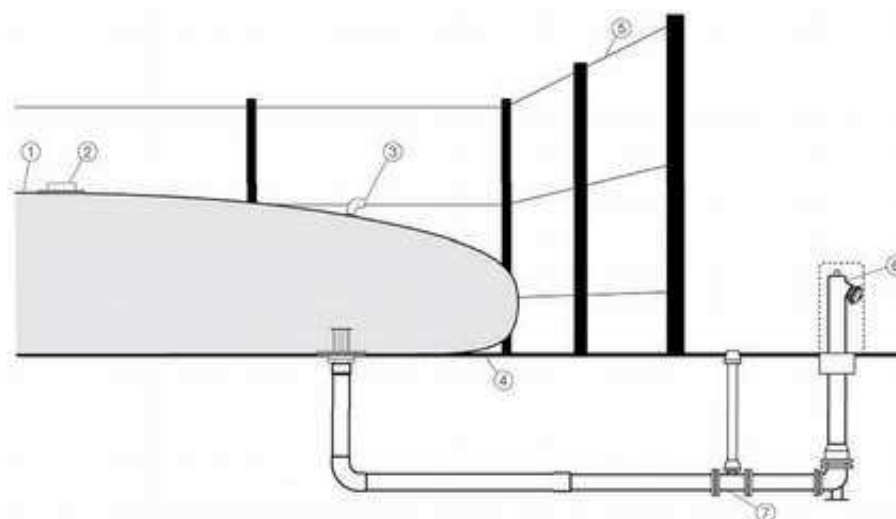
5.3.2.1 Les citernes souples

Un réservoir souple est un dispositif autoportant composé de :

- un orifice de remplissage,
- un évent,
- un trop plein,
- un anti vortex interne DN 100 mm pour éviter le placage de la citerne à l'aspiration,
- une ou plusieurs prise(s) directe(s) inox de 100 mm sur le côté, ou un piquage de 125 ou 150 mm pour le raccordement de la tuyauterie enterrée (dans le cas de l'installation d'une colonne ou d'un poteau d'aspiration demandé par le SDIS),
- une vanne de barrage avec clé à proximité.

Il doit être posé sur une surface plane, parfaitement horizontale, et dépourvue d'éléments perforants.

La nature et la capacité de la réserve doit être indiquée sur un panneau devant le côté de la réserve accessible aux engins de secours, à proximité du dispositif d'aspiration. Une réglette sur le côté peut utilement être mise en place pour faciliter son bon remplissage et indiquer aux sapeurs-pompiers la quantité d'eau restante.



Légende

- 1 Citerne
- 2 Trappe de visite
- 3 Trop plein
- 4 Plateforme de pose
- 5 Clôture
- 6 Bouche d'aspiration
- 7 Vanne de sectionnement FSH (recommandée)

5.3.2.2 Les citernes d'eau enterrées

Les réserves d'eau incendie enterrées sont utilisables par le biais de colonnes, de poteaux ou de bouches d'aspiration conformes à la norme NF S 61-240, dont le nombre et le type dépendent directement de la capacité en m³.

Une réserve d'eau enterrée est composée :

- d'une cuve (en béton ou en acier),
- d'un évent d'aspiration,
- d'une trappe de secours avec une ouverture minimum de 500 mm.

(cf. annexe n° 11.1)

5.3.2.3 Les citernes d'eau aériennes

Une réserve d'eau aérienne est composée :

- d'une cuve,
- d'un piquage, d'une colonne ou d'un poteau d'aspiration, avec des prises de 100 mm conformes à la norme NF S 61-240,
- une jauge de niveau,
- une vanne de vidange,

- un trop plein,
- un évent,
- un trou d'homme,
- une alimentation extérieure avec bride en partie basse.

(cf. annexe n° 11.1)

5.3.2.4 Les réserves d'eau ouvertes

Les réserves d'eau ouvertes sont des bassins installés à l'air libre. Il est impératif que ces bassins soient étanches (pose d'un film PVC). Par ailleurs, il est possible que le niveau de la réserve d'eau fluctue. Or, les sapeurs-pompiers doivent disposer en tout temps de l'année, de la quantité d'eau prescrite pour assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie. Un dispositif doit alors permettre le maintien permanent de la capacité nominale prévue (débit d'appoint automatique, surdimensionnement intégrant l'évaporation moyenne annuelle, rapprochement des contrôles techniques, ...).

Toutes dispositions réglementaires ou de bon sens doivent être prises pour protéger les surfaces d'eau libre afin d'éliminer tout risque de noyade accidentelle. Les plans d'eau destinés uniquement à la DECI doivent obligatoirement être clôturés par un grillage dont la hauteur est supérieure ou égale à 1,70 m. Le positionnement de ce grillage doit permettre d'effectuer les opérations de maintenance et de nettoyage (humaines ou motorisées) de la réserve d'eau et de ses abords en toute sécurité.

5.3.2.5 Cas des piscines privées

Les piscines publiques ou privées ne présentent pas, par définition, les caractéristiques requises pour être intégrées en qualité de PEI. En effet, ne sont pas garanties, en raison des règles de sécurité, d'hygiène et d'entretien qui leurs sont applicables :

- la pérennité de la ressource ;
- la pérennité de leur situation juridique : en cas de renonciation du propriétaire à disposer de cet équipement ou à l'entretenir, en cas de changement de propriétaire ne souhaitant pas disposer de piscine ;
- la pérennité de l'accessibilité aux engins d'incendie (contrainte technique forte).

Toutefois, une piscine privée peut être utilisée, à l'initiative de son propriétaire, dans le cadre de l'autoprotection de la propriété, lorsque celle-ci est directement concernée par l'incendie. De même, le propriétaire peut mettre à disposition des secours cette capacité en complément des moyens de DECI intégrés, sous réserve d'en assurer l'accessibilité et la signalisation.

Une piscine privée peut être aussi utilisée en dernier recours dans le cadre de l'état de nécessité. Cela permet à l'autorité de police et aux services placés sous sa direction de disposer dans l'urgence, sous réquisition, de ressources en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie.

5.3.3 Les points d'aspiration naturels

Ce peut être un lac, un étang, un ruisseau, une rivière, un lac collinaire, Ils ne peuvent être répertoriés que s'ils peuvent fournir en tout temps de l'année un minimum de 60 m³ d'eau, avec une hauteur d'eau suffisante (80 cm).

Il en existe deux types :

- les points d'eau naturels accessibles à tout engin,
- les points d'eau naturels accessibles aux seuls engins disposant de 4 roues motrices.

Parfois, ces points d'eau peuvent utilement participer à la couverture du risque incendie du fait de leur distance par rapport aux bâtiments à protéger. Dans cette hypothèse, le point d'eau doit être aménagé dans les mêmes conditions que les points d'aspiration artificiels (accessibilité, dispositifs hydrauliques si nécessaires, plate-forme d'aspiration, signalisation). Aucune distinction n'est alors faite entre ces PEI naturels et les autres artificiels, à condition de s'assurer de leur pérennité opérationnelle dans le temps.

A l'inverse, si le point d'aspiration est trop distant des bâtiments à défendre pour présenter un intérêt dans la DECI locale, ou s'il s'avère n'être qu'un complément à la DECI existante, le point d'aspiration naturel peut ne pas faire l'objet d'aménagement spécifique. Il est malgré tout enregistré dans la base de données départementales DECI.

Les points d'aspiration inaccessibles aux engins classiques de lutte contre l'incendie, ne peuvent pas être pris en compte pour la DECI de la commune.

Ils ne peuvent servir que de complément à la couverture des risques de feux d'espaces naturels ou être répertoriés comme des points d'aspiration pour des hélicoptères bombardiers d'eau.

5.3.3.1 Les points d'aspiration déportés ou point de puisage

Lorsque pour une raison quelconque il n'est pas possible d'approcher un point d'eau, il peut être envisagé la mise en communication de celui-ci avec un puits par une tranchée ou une conduite souterraine de diamètre conséquent. Le puits doit avoir une profondeur telle que, en tout temps, l'aspiration se trouve à 0,30 m en dessous de la nappe d'eau et, au minimum, à 0,50 m du fond. Ce puits peut être doté d'une colonne fixe d'aspiration de diamètre 100 mm ou 150 mm munie de demi-raccord de 100 mm. Il doit être constamment fermé par un couvercle. Des dispositifs d'obturation doivent être mis en place afin de permettre l'entretien annuel et le nettoyage du puits et de la conduite souterraine. S'il s'agit d'eau particulièrement sablonneuse ou boueuse, une fosse de décantation doit être prévue entre le point d'eau et le point d'aspiration déporté.

5.3.3.2 Réseau d'irrigation agricole

Les réseaux d'irrigation agricoles (terme générique regroupant plusieurs types d'utilisations agricoles) peuvent être utilisés, sous réserve que l'installation présente les caractéristiques de pérennité citées précédemment et que les bornes de raccordement soient équipées d'un ½ raccord symétrique de 65 mm ou de 100 mm directement utilisable par les services d'incendie et de secours (prenant en compte les conditions de pression admissible). L'utilisation de ce type de dispositifs dans le cadre du RDDECI, doit faire l'objet d'une étude particulière intégrant la question de leur pérennité et de leur disponibilité rapide. Une convention peut être conclue entre l'exploitant et le maire ou le président d'EPCI à fiscalité propre (*voir en ce sens le paragraphe 6.4.2 et l'annexe n°11.11*).

5.4 Points d'eau non pris en compte

D'autres types de points d'eau, potentiellement utilisables, ne sont pas pris en compte en raison de problèmes liés à leur pérennité, accessibilité, mise en œuvre ou capacité hydraulique insuffisante.

Parmi eux figurent :

- les bouches d'incendie de 80 mm : elles nécessitent pour leur mise en œuvre, un coude d'alimentation ou une retenue de 80 mm à tenons ou de type Keyser. Elles ne sont pas prises en compte car les engins du SDIS 65 ne sont pas équipés de ce type de matériels.
- les bouches de lavage de 40 mm : leur mise en œuvre nécessite un « col de cygne » de 40 mm non détenu par le SDIS 65. Par ailleurs, leur débit est généralement très faible.
- les puisards d'aspiration de 2 ou 4 m³, tels que définit dans le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers, sont abrogés. Dans le cadre de la création ou l'actualisation du schéma communal ou intercommunal de la défense extérieure contre l'incendie d'une commune, ils seront remplacés ou supprimés soit par des hydrants soit par des citernes équipées de dispositifs d'aspiration conforme à la norme NFS 61-240 et répondant aux critères du guide d'aménagement des points d'eau incendie édité par le service départemental d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées (*cf. annexe n°11.1*).
- les bornes de puisage facilement identifiables à leur couleur verte : bien que ressemblant extérieurement à un poteau incendie, il ne s'agit pas d'un point d'eau destiné à la lutte contre l'incendie, en raison du débit très faible qu'elles peuvent fournir. Les bornes de puisage sont équipées d'un demi-raccord de refoulement de 65 mm et sont généralement destinées aux services techniques, et, sous certaines conditions, aux camping-caristes.

6 LA GESTION ADMINISTRATIVE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Ce chapitre détaille successivement :

- les notions de police administrative et de service public de la DECI,
- les liens entre la DECI et le service public de l'eau,
- la participation des tiers à la DECI et la notion de PEI privés,
- la gestion durable des ressources en eau dans le cadre de la DECI,
- l'utilisation annexe des PEI.

6.1 La police administrative et le service public de la DECI

La sécurité publique est placée sous l'autorité du maire au titre de ses pouvoirs de police administrative générale (article L2212-2 du CGCT) : elle comprend notamment « le soin de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents... tels que les incendies,... ».

En complément à ce pouvoir de police générale, un pouvoir de police administrative spéciale est créé pour le traitement de la DECI.

6.1.1 La police administrative spéciale de la DECI

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 a créé la police administrative spéciale de la DECI attribuée au maire (article L.2213-32 du CGCT). La DECI s'est ainsi détachée de la police administrative générale à laquelle elle était rattachée (article L.2212-2 §5 du CGCT). Cette distinction autorise dorénavant le transfert facultatif de cette police au président d'un EPCI à fiscalité propre par application de l'article L.5211-9-2- I§6 du CGCT, sans condition de délai, permettant dès lors de dégager les maires, des petites communes notamment, d'une charge dont la maîtrise technique peut paraître complexe et bénéficier des capacités de mutualisation, de spécialisation des services et de rationalisation des coûts d'investissement et de fonctionnement qu'offre le cadre intercommunal (groupement d'achats d'équipements ou réalisation sur de plus grandes échelles des travaux d'installation et de maintenance des points d'eau incendie).

La police administrative générale demeure non transférable et n'est pas remise en cause. Il en va de même de la capacité du maire à être directeur des opérations de secours sur sa commune (L742-1 du code de la sécurité intérieure).

La police administrative spéciale de la DECI consiste en pratique à :

- fixer par arrêté la DECI communale ou intercommunale,
- décider de la mise en place et à arrêter le schéma communal ou intercommunal de DECI,
- faire procéder aux contrôles techniques avec notification au préfet du mode de gestion mis en place.

Toutefois, pour que cette police spéciale puisse être transférée au président d'EPCI à fiscalité propre, il faut concomitamment que le service public de DECI soit transféré à cet EPCI. Ainsi, la commune et le maire peuvent transférer l'ensemble du domaine de la DECI à un EPCI à fiscalité propre s'ils le souhaitent.

Le transfert du pouvoir de police spéciale en matière de DECI au président de l'EPCI s'effectue par arrêté du préfet, sur proposition d'un ou de plusieurs maires des communes intéressées, après accord de tous les maires membres et du président de l'EPCI. Dès lors, le président de l'EPCI est le seul signataire des arrêtés de police dans ce domaine. Il le transmet dans les meilleurs délais pour information aux maires des communes concernées par l'application de cet arrêté. Les maires n'ont pas à contresigner l'arrêté.

Le SDIS 65 doit être informé de ces transferts par le président de l'EPCI.

Le transfert de pouvoir de police entraîne le transfert de la responsabilité. Ainsi, le maire, ou le président d'EPCI à fiscalité propre bénéficiant de ce transfert, sont autorités de décision, les autres services étant à sa disposition en qualité de conseillers techniques (SDIS 65, gestionnaires de réseaux d'eau, ...).

6.1.2 Le service public de la DECI

Le service public de DECI est une compétence de collectivité territoriale attribuée à la commune (articles L.2225-2 et R.2225-7 du CGCT). Il est transférable à un EPCI, sans qu'il soit nécessairement à fiscalité propre (cas des syndicats des eaux par exemple). Il est alors placé sous l'autorité du président de cet EPCI. Ce transfert volontaire est effectué dans le cadre des procédures de droit commun.

Ce service assure la gestion matérielle de la DECI :

- travaux nécessaires à la création et à l'aménagement des points d'eau incendie identifiés,
- accessibilité, numérotation et signalisation de ces points d'eau,
- en amont de ceux-ci, la réalisation d'ouvrages, aménagements et travaux nécessaires pour garantir la pérennité et le volume de leur approvisionnement,
- toute mesure nécessaire à leur gestion dont l'organisation des contrôles techniques,
- actions de maintenance destinées à préserver les capacités opérationnelles des points d'eau incendie.

En cas de délégation totale au service de l'eau potable, il est rappelé que les PEI à prendre en charge ne sont pas ceux connectés au réseau d'eau potable : les PEI peuvent être des citernes ou des points d'eau naturels.

En résumé :

	Transfert du service public de la DECI		Transfert de la police spéciale DECI	
	EPCI à fiscalité propre	EPCI sans fiscalité propre	EPCI à fiscalité propre	EPCI sans fiscalité propre
	Possible	Possible	Possible (s'il est accompagné du transfert du service public DECI)	Impossible
Maire (conserve dans tous les cas son pouvoir de police générale, et la capacité à être directeur des opérations de secours)	Le champ d'application de ce service porte sur l'ensemble des PEI, qu'ils soient ou non piqués sur un réseau d'adduction d'eau potable		Le pouvoir de police spéciale DECI appartient au président de l'EPCI	

6.2 Le service public de la DECI et le service public de l'eau

6.2.1 Le service public de l'eau

En application de l'article L2224-7 du CGCT, constitue un service public d'eau «*tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine* ».

L'article L2224-7-1 du CGCT pose le principe d'une compétence obligatoire des communes en matière de distribution d'eau potable. La commune doit ainsi s'assurer du respect des exigences fixées par l'article R1321-2 du code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine.

La production, le transport et le stockage d'eau potable sont des compétences facultatives des communes. Elles peuvent être transférées à des syndicats intercommunaux. Dès lors, le mode de gestion choisi relève du principe de leur libre administration :

- la commune ou le syndicat peut exploiter le **service en régie**, c'est-à-dire le gérer directement par ses propres moyens en personnel et en matériel, et passer, le cas échéant, un ou plusieurs marchés publics pour l'exécution du service. La commune ou le syndicat finance les équipements nécessaires et conserve la maîtrise des services et de leur gestion. On distingue :

- ✓ *La régie directe* : la commune ou le syndicat gère directement le service. Le service d'eau ne se distingue pas de l'autorité sous laquelle il est placé. Un budget annexe doit néanmoins être tenu ;
 - ✓ *La régie dotée de la seule autonomie financière* : les opérations financières du service sont inscrites dans un budget spécifique, annexé au budget général de la commune ou du syndicat ;
 - ✓ *La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale* : non seulement cette régie recourt à un budget annexe, mais elle a la capacité d'agir au quotidien conformément aux décisions de son directeur et de son conseil d'administration.
- la commune ou le syndicat peut aussi opter pour la **gestion indirecte (déléguée)**, c'est à-dire confier, pour une durée donnée, la globalité de l'exécution du service à un tiers sous la forme d'une convention de délégation de service public, la commune ou le syndicat demeurant propriétaire des installations, que celles-ci aient été ou non réalisées et financées par une société privée :
- ✓ *Concession* : l'entreprise finance et réalise les équipements, et en assure l'exploitation à ses risques et périls. En contrepartie, elle est autorisée à percevoir directement auprès des consommateurs une redevance pour service rendu, déterminée par contrat. Elle en reverse éventuellement ensuite une partie à la commune ou au syndicat pour lui permettre de couvrir les dépenses restant à sa charge (information des consommateurs, contrôles, ...),
 - ✓ *Affermage* : la commune ou le syndicat finance les équipements mais délègue l'exploitation à une entreprise privée qui se rémunère directement auprès des usagers ; une partie du produit des factures d'eau revient cependant à la collectivité pour couvrir ses frais d'investissement,
 - ✓ *Régie intéressée* : elle se distingue de l'affermage et de la concession par la façon dont le régisseur est rémunéré. Le régisseur intéressé exploite les ouvrages construits par la commune ou le syndicat, mais n'agit pas à ses risques et périls. Au lieu de se rémunérer sur le solde de son compte d'exploitation, il bénéficie de primes allouées suivant une formule d'intéressement aux résultats, définie par contrat. La commune ou le syndicat conserve ainsi la maîtrise des tarifs et assure la totalité des dépenses
 - ✓ *Gérance* : la commune ou le syndicat finance les équipements mais les confie à une entreprise mandataire qui agit sous ses ordres et pour son compte. Dans ce cas, le gérant n'est pas intéressé au résultat. Ses primes sont fixes.

6.2.2 Distinction entre service public DECI et service public eau potable

6.2.2.1 Distinction des budgets

Les réseaux d'eau potable sont conçus pour leur objet propre : la distribution d'eau potable.

La DECI est un objectif complémentaire qui doit être compatible avec l'usage premier de ces réseaux et ne doit pas nuire à leur fonctionnement. Dans son rôle de conseiller technique, le SDIS propose de trouver la solution la plus efficiente.

En ce sens, le CGCT a nettement séparé les services publics de l'eau et de la DECI (articles L.2225-3 et R.2225-8) lorsque le réseau d'eau est utilisé pour la DECI.

Ce qui relève du service de distribution de l'eau doit être clairement distingué de ce qui relève du service public de la DECI et de son budget communal ou intercommunal, en particulier lorsque les travaux relatifs aux poteaux et bouches d'incendie (service public de DECI) sont confiés au service public de l'eau par le maire ou président de l'EPCI. Les investissements inutiles pour la distribution d'eau potable, mais demandés pour assurer l'alimentation en eau des moyens de lutte contre l'incendie, sont à la charge du budget du service public de DECI.

Par conséquent, les dépenses afférentes à la DECI sur le réseau d'eau potable ne peuvent pas donner lieu à la perception de redevances pour service rendu aux usagers du réseau de distribution de l'eau.

Le transfert de la compétence eau potable à un syndicat intercommunal n'a pas de conséquence sur l'exercice du pouvoir de police spéciale DECI. Ainsi, la réalisation, l'entretien, le renouvellement des ouvrages permettant de fournir l'eau nécessaire à la lutte contre l'incendie demeurent sous la responsabilité du maire ou du président d'EPCI à fiscalité propre.

6.2.2.2 Choix des points d'eau incendie

Au regard de ces recommandations réglementaires, le choix de points d'eau incendie suit la logique suivante :

- lorsque le réseau permet d'assurer le fonctionnement normal d'une prise incendie, c'est-à-dire lorsque la satisfaction des besoins propres en eau potable atteint au moins ce niveau, son utilisation pour la protection incendie est acceptable aussi bien du point de vue technique qu'économique, sans constituer pour autant une solution unique,
- lorsque le réseau ne permet pas de garantir le fonctionnement d'une prise incendie, l'augmentation du diamètre des tuyaux à des fins de lutte contre l'incendie est à considérer avec soin de façon à minimiser la stagnation. En effet, la vitesse de circulation de l'eau en distribution normale (hors incendie) serait alors très faible, entraînant une stagnation importante de l'eau, nuisible à son renouvellement et donc au maintien de sa qualité. Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau dans les réseaux sont directement liés au temps de séjour de l'eau dans les canalisations ; ils prennent la forme de développements bactériens, d'augmentation de la teneur en plomb, de corrosion, de modification de la température, ...

6.3 La DECI et le code de l'urbanisme

La réglementation DECI est clairement dissociée de celle de l'urbanisme. La DECI n'est d'ailleurs pas expressément mentionnée dans le Code de l'Urbanisme. Pour autant, elle transparaît en de multiples endroits sous les termes « *sécurité publique* », ou « *équipements publics* », en particulier lorsqu'il s'agit d'autorisation d'urbanisme, telle que cela est retenu notamment par le Conseil d'Etat.

Il en va ainsi des règles du Règlement National d'Urbanisme (RNU), applicables aux constructions, aménagements, installations et travaux faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable, ou dispenses de toute formalité. Elles ne sont toutefois pas applicables aux constructions, aménagements, installations et travaux à caractère temporaire.

Malgré tout, en application de l'article R.111-1, seuls certains des articles du RNU, permettant à l'autorité compétente d'émettre des prescriptions ou de refuser un projet, sont applicables sur l'ensemble des communes selon qu'elles soient dotées d'un document d'urbanisme :

Article du code de l'urbanisme	Libellé	Si existence d'un document d'urbanisme
R111-2	<i>Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la <u>sécurité publique</u> du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.</i> Sécurité publique → risques d'incendie, défense incendie, , ...	Applicable
R111-5	<i>Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées [...] si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie [...]</i>	Non applicable. Se référer aux dispositions particulières du document d'urbanisme
R111-13	<i>Le projet peut être refusé si, par sa situation ou son importance, il impose, soit la réalisation par la commune d'équipements publics nouveaux hors de proportion avec ses ressources actuelles, soit un surcroît important des dépenses de fonctionnement des services publics.</i>	Applicable

6.4 Le financement de la DECI

6.4.1 Règle de base : financement public

La DECI intéresse tous les points d'eau incendie préalablement identifiés et mis à la disposition des services d'incendie et de secours agissant sous l'autorité du directeur des opérations de secours (autorité de police administrative générale : le maire ou le préfet). Ces dispositifs sont destinés à être utilisés quelle que soit leur situation : sur voie publique ou sur terrain privé.

Le service public de la DECI est réalisé dans l'intérêt général et est financé par l'impôt. Ce financement public couvre la création, l'approvisionnement en eau, la maintenance ou le remplacement des PEI. Dans la majorité des situations, les PEI appartiennent à ce service public.

Une aide financière peut en outre être attribuée aux communes, ou aux EPCI, pour la création de PEI au titre de la Dotation d'Equipements des Territoires Ruraux (DETR) dans le respect du règlement d'attribution adopté chaque année par la commission d'élus, en application de l'article L2334-37 du CGCT. S'agissant de la DECI, ces taux peuvent varier en vue de favoriser les créations de PEI issues d'un SCDECI ou les transferts de compétence DECI vers des EPCI.

Une aide financière peut également être attribuée aux communes ou aux EPCI pour la création de PEI au titre des subventions accordées par le Conseil Départemental au travers du Fond d'Aménagement Rural (FAR).

Ces aides financières, DETR et FAR, sont attribuées après un avis émis par le SDIS 65 sur le projet et sont versées après réception des PEI concernés et avis du SDIS sur le bon fonctionnement des ouvrages.

6.4.2 L'exception : financement privé

Exceptionnellement, des tiers, personnes publiques ou privées, peuvent participer à la DECI.

Par principe, sous réserve des précisions développées dans les paragraphes suivants :

- un PEI public est à la charge du service public de la DECI,
- un PEI privé est à la charge de son propriétaire. Il fait partie de la DECI mais il ne pourvoit qu'au besoin de DECI propre de son propriétaire.

Cependant, la qualification de PEI privé ou de PEI public n'est pas systématiquement liée :

- à sa localisation : un PEI public peut être localisé sur un terrain privé,
- à son propriétaire : des ouvrages privés peuvent être des PEI publics. Ils sont pris en charge par le service public de la DECI pour ce qui relève de l'utilisation de ce point d'eau à cette fin.

Cette qualification « *PEI public / privé* » modifie la charge des dépenses et les responsabilités afférentes et non l'usage.

6.4.2.1 PEI couvrant des moyens propres

Une autorisation en urbanisme, délivrée par arrêté signé par le maire (soit au nom de la commune, soit au nom de l'Etat), peut parfois être assortie de prescriptions relatives à la réalisation d'ouvrages ou de constructions ou d'équipements participant à la DECI. Sauf convention particulière, il s'agit alors d'un équipement propre, entièrement financé par le bénéficiaire de l'autorisation et attaché à la réalisation de la construction autorisée. Le particulier a alors l'obligation de réaliser cet équipement conformément aux prescriptions énoncées dans l'arrêté de permis de construire et, conformément à l'article R.462-1 du code de l'urbanisme, d'adresser une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux au maire de la commune.

A compter de la date de réception en mairie de la déclaration d'achèvement, l'autorité compétente dispose d'un délai de trois mois pour réaliser un récolement des travaux et pour contester leur conformité au permis ou à la déclaration, en vertu de l'article R.462-6 du code de l'urbanisme. Le récolement, qui permet à l'autorité compétente en matière d'urbanisme de contrôler la conformité d'une réalisation par rapport à l'autorisation d'urbanisme délivrée, et notamment les prescriptions, n'est obligatoire que dans 4 cas dûment énumérés à l'article R.462-7 du code de l'urbanisme et la réalisation d'équipements de défense incendie n'y figure pas. Si un récolement est effectué et que les travaux réalisés se révèlent n'être pas conformes à l'autorisation d'urbanisme délivrée, l'autorité compétente doit mettre en demeure le titulaire de l'autorisation :

- soit de déposer un dossier modificatif lorsque la situation est régularisable,
- soit de mettre les travaux en conformité selon l'article R.462-9 du code de l'urbanisme dans un délai précis, à l'issue duquel, en cas de non-réalisation, un procès-verbal sera dressé.

Dans tous les cas, ces aménagements étant indispensables à la défense incendie du site, ils doivent être réalisés en amont de la mise en service de l'installation ou du bâtiment qui les a nécessités. Le maire doit donc contrôler leur existence au titre de ses pouvoirs de polices administratives spéciale et générale.

Si l'équipement prescrit n'est pas réalisé, alors que la construction est achevée et mise en service, le propriétaire est donc en infraction aux règles d'urbanisme. Le maire doit constater l'infraction conformément à la procédure prévue à l'article L480-1 du code de l'urbanisme, notifier à l'intéressé la carence d'équipement et prendre des mesures visant à réduire le risque (expulsion, arrêt de l'installation, procédures d'exécution d'office).

Dans cette situation, en cas d'incendie, seule la responsabilité du propriétaire peut être engagée au motif de l'absence d'équipement de défense extérieure contre l'incendie. L'analyse de la jurisprudence ne permet pas de déterminer de manière simple dans quel cas la responsabilité, notamment pénale, du maire serait engagée. Toutefois, il apparaît que la responsabilité de la commune serait engagée dans le cadre d'un recours de plein contentieux

devant la juridiction administrative si les deux conditions suivantes, constitutives d'une faute, étaient réunies :

- une déficience du réseau d'alimentation d'eau communal,
- la connaissance de la commune de cette déficience.

Dans ce cas, il est considéré que la commune ne s'est volontairement pas dotée de moyens appropriés de lutte contre l'incendie.

Il est par ailleurs rappelé qu'un équipement privé est dimensionné pour le risque présenté par le bâtiment qui l'a nécessité et son environnement immédiat. Il n'est pas destiné, a priori, à la défense contre l'incendie de propriétés voisines futures.

Ces PEI sont à la charge de ces propriétaires.

Ces situations relèvent de l'application de l'article R.2225-7 II du CGCT.

6.4.2.1.1 Les PEI des installations classées (ICPE)

Les prescriptions réglementaires imposent parfois à l'exploitant d'une ICPE la mise en place des ressources en eau répondant aux besoins exclusifs de l'installation à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement. Ces PEI sont soit :

- des PEI privés (implantés et entretenus par l'exploitant de l'ICPE) répondant aux besoins exclusifs de l'installation,
- des PEI publics (implantés et entretenus par le service public de DECI). Cela peut être le cas par exemple d'une ICPE largement ouverte vers l'extérieur, en bordure de voie publique telle une station de distribution de carburants (article R.2225-4§ 4 du CGCT),
- un ensemble de PEI mixtes, par exemple dans une zone d'activités : les PEI situés sur la voie publique sont réputés publics ; les PEI situés à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement ICPE et repartis en fonction des risques de celui-ci sont privés.

Les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) fournissent tout élément de précisions en la matière notamment au SDIS 65.

6.4.2.1.2 Les PEI des établissements recevant du public (ERP)

Les ERP sont visés par l'article R123-2 du code de la construction et de l'habitation. En application du règlement de sécurité (dispositions de l'article MS5), l'éventuelle implantation de PEI à proximité de l'ERP est instruite pour la protection contre l'incendie de celui-ci.

S'ils sont mis en place pour répondre spécifiquement aux risques de l'ERP, ils sont créés et entretenus par le propriétaire. Ce sont des PEI privés.

La responsabilité des maires peut ainsi être partiellement réduite dans le cas où l'exploitant ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article R123-43 du Code de la construction et de

l'habitation, qui imposent que les « *installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation en vigueur* »

Toutefois, dans la majeure partie des situations d'ERP, leur DECI est assurée par des PEI publics.

6.4.2.1.3 Les PEI propres de certains lotissements

Dans le cas de certains lotissements (habitation), les PEI sont implantés à la charge des co-lotis et restent propriété de ceux-ci après leur mise en place. Ces PEI ont la qualité de PEI privés. Leur maintenance et la charge de leur contrôle sont supportées par les propriétaires sauf convention contraire passée avec le maire ou le président d'EPCI à fiscalité propre.

6.4.2.2 Les PEI publics financés par des tiers

La DECI est placée sous l'autorité des maires ou du président de l'EPCI à fiscalité propre au titre de leur pouvoir de police administrative spéciale. Aussi, dans la plupart des cas, la charge financière résultant de la création et de la gestion des points d'eau est supportée par les communes (service public de DECI). Néanmoins, la charge financière de la création d'un PEI peut être transférée à un tiers.

Les PEI sont parfois réalisés ou financés par un aménageur puis entretenus par le service public de la DECI. Les PEI sont alors considérés comme des équipements publics comme dans les cas suivants :

- la création de PEI publics peut être mise à la charge des constructeurs ou aménageurs soit dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), soit d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE). Dans ce cas, les dispositions relatives aux PEI épousent le même régime que la voirie ou l'éclairage public (par exemple) qui peuvent également être mis à la charge des constructeurs ou aménageurs ;
- projet urbain partenarial (PUP) : les équipements sont payés par la personne qui conventionne avec la commune mais ils sont réalisés par la collectivité ;
- des points d'eau publics peuvent être mis également à la charge des constructeurs dans le cadre de la participation pour équipements publics exceptionnels lorsque d'une part, un lien de causalité directe est établi entre l'installation et l'équipement, et, que d'autre part, ce dernier revêt un caractère exceptionnel ; le constructeur paie l'équipement mais c'est la collectivité qui le réalise ;
- lotissements dont la totalité des équipements communs une fois achevés par le lotisseur est transférée dans le domaine d'une personne morale de droit public après conclusion d'une convention.

Dans ces situations, ces PEI relèvent, après leur création, de la situation des PEI publics. Ils sont entretenus, contrôlés et remplacés à la charge du service public de la DECI comme les autres PEI publics.

Par souci de clarification juridique, il est souhaitable que ces PEI soient expressément rétrocédés au service public de la DECI.

6.4.2.3 Mise à disposition d'un point d'eau incendie par son propriétaire

Un point d'eau existant peut être mis à la disposition du service public de DECI par son propriétaire après accord de celui-ci. L'accord préalable du propriétaire est exigé au titre de l'article R.2225-1§3 du CGCT. Le refus de cette mise à disposition entraîne deux conséquences :

- le maire, ou le président de l'EPCI, ne peut s'appuyer sur cette ressource pour justifier la couverture du risque incendie sur sa commune, hormis celle des biens du propriétaire du PEI,
- l'état de nécessité permet aux sapeurs-pompiers d'exploiter le PEI, mais cet usage est soumis à réquisition par l'autorité de police, maire ou préfet.

Cette situation de mise à disposition est visée à l'article R.2225-7 III du même code. Une convention formalise la situation et, comme l'indique l'article susvisé, peut régler les compensations à cette mise à disposition. Dans ce type de cas, par principe et dans un souci d'équité, la maintenance, l'accessibilité pour ce qui relève de la défense incendie, ou le contrôle du PEI, sont assurés dans le cadre du service public de DECI. Un point d'équilibre doit être trouvé afin que le propriétaire du point d'eau ne soit pas lésé mais ne s'enrichisse pas sans cause.

De même, en cas de prélèvement important d'eau, notamment sur une ressource non réalimentée en permanence, la convention peut prévoir des modalités de remplissage en compensation.

Lorsqu'un PEI privé d'une ICPE, d'un ERP ou d'un lotissement est mis à la disposition du service public de DECI pour une utilisation au-delà des besoins propres de l'ERP, du lotissement ou de l'ICPE, ces PEI relèvent également de l'article R.2225-7 III du CGCT. Cette mise à disposition nécessite l'établissement d'une convention.

6.4.2.4 Gestion des PEI privés

La mise en place de l'arrêté communal ou intercommunal de DECI permet de clarifier certaines situations en mentionnant explicitement le statut public ou privé des différents PEI. Hormis les cas précédemment cités, d'autres situations locales d'usage ou de droit peuvent inciter les communes ou les EPCI à intégrer parmi les PEI publics des PEI qui n'appartiennent pas clairement à la commune ou à l'EPCI.

Les frais d'achat, d'installation, d'entretien, de signalisation et de contrôle de ces ouvrages sont à la charge du propriétaire. Il lui revient également d'en garantir l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie. Le maire, ou le président de l'EPCI, au titre de son pouvoir de police spéciale DECI, doit s'assurer que ces ouvrages sont contrôlés périodiquement par le propriétaire. Le résultat de ces contrôles doit ainsi lui être transmis.

La gestion de ces ouvrages peut enfin être confiée, pour tout ou partie, ne serait-ce que pour le contrôle, à la collectivité publique. Une convention doit formaliser cet accord.

Dans tous les cas, le SDIS 65 effectue une reconnaissance opérationnelle de ces points d'eau incendie, après accord du propriétaire, dans les mêmes conditions que les PEI publics. Ces ouvrages sont répertoriés par le SDIS 65. Un numéro d'ordre ou d'inventaire exclusif de toute autre numérotation leur est attribué. Ce numéro est apposé sur l'appareil ou sur un dispositif de signalisation par le propriétaire.

6.5 Aménagement de PEI publics sur des parcelles privées

- 1^{er} cas : le PEI a été financé par la commune ou l'EPCI mais installé sur un terrain privé sans acte. Par souci d'équité, il s'agit d'éviter que l'entretien de ces points d'eau ne soit mis à la charge du propriétaire du terrain. Ce PEI est public.
- 2^e cas : pour implanter une réserve artificielle (par exemple) sur un terrain privé, toujours en qualité de PEI public, le maire ou président de l'EPCI peut :
 - ✓ procéder par négociation avec le propriétaire en établissant, si nécessaire, une convention,
 - ✓ demander au propriétaire de vendre à la commune ou à l'EPCI la parcelle concernée ; en cas d'impossibilité d'accord amiable ou contractuel, une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique peut être mise en œuvre ; l'utilité publique est constituée pour ce type d'implantation sous le contrôle du juge administratif,
 - ✓ en cas de mise en vente de la parcelle par le propriétaire, la commune peut se porter acquéreur prioritaire si elle a instauré le droit de préemption urbain, dans les conditions prévues par les articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme.

La procédure de servitude passive d'utilité publique ne peut être mise en œuvre. La défense incendie ne figure pas dans la liste de servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol définie à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme.

6.6 La DECI et la gestion durable de l'eau

La gestion des ressources en eau consacrées à la DECI s'inscrit dans les principes et les réglementations applicables à la gestion globale des ressources en eau. Il en va ainsi du respect de l'article 2 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau qui incite à une gestion équilibrée « *de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences [...] de la sante, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population [...]* ».

Dans le cadre du développement durable, les principes d'optimisation et d'économie de l'emploi de l'eau sont dès lors applicables à la DECI. Ces principes se concrétisent, par exemple, par l'utilisation des ressources existantes en milieu rural. Ils s'inscrivent en cohérence avec les techniques opérationnelles arrêtées et les objectifs de sécurité des personnes (sauveteurs et sinistres) et des biens définis.

6.6.1 La DECI et la loi sur l'eau

Les installations, les ouvrages et les travaux réalisés au titre de la DECI et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines sont soumises au droit commun des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (« *loi sur l'eau* »).

Toutefois, à titre d'exemple, il est précisé que les volumes qui seraient prélevés dans les eaux superficielles en cas d'incendie constituent par nature des prélèvements très ponctuels. Leurs volumes sont inférieurs aux seuils d'autorisation ou de déclaration prévus par les articles R.214-1 et suivants du code de l'environnement.

6.6.2 Qualités des eaux utilisables par la DECI

La DECI n'est pas exclusivement axée sur l'utilisation des réseaux d'adduction d'eau potable en particulier lorsque ces réseaux sont inexistantes ou insuffisants pour cet usage accessoire.

L'utilisation d'eau potable pour alimenter les engins d'incendie n'est pas une nécessité opérationnelle.

Pour autant, la qualité de l'eau utilisée pour l'extinction est à prendre en compte pour le cas très particulier d'incendie affectant des biens culturels. De fortes concentrations de sulfates et de nitrates retenus dans certaines eaux brutes utilisables pour l'extinction peuvent avoir des conséquences dommageables à moyen terme sur certains matériaux de construction s'ajoutant aux effets immédiats de l'incendie.

A l'inverse, la mise en place de réseaux d'eau brute répondant principalement à la défense incendie ne se justifie que dans de rares cas, compte tenu de leur coût. Ce peut être le cas des zones industrielles.

Toutes les ressources d'eau, variées et de proximité, peuvent être utilisées telles les eaux de pluie récupérées pour le remplissage des citernes, les points d'eau naturels, ...

6.7 Résumé des rôles des principaux acteurs de la DECI

6.7.1 Rôle du maire (ou président de l'EPCI à fiscalité propre)

Le détenteur du pouvoir de police spéciale DECI est tenu d'élaborer la DECI de son territoire de compétence, en tenant compte des risques existants et à venir. Il peut s'appuyer pour cela sur :

- des hydrants piqués ou non sur le réseau d'adduction d'eau potable
- des points d'aspiration naturels ou artificiels

Il peut renforcer les PEI publics en convenant avec des propriétaires de points d'eau des conditions de mise à disposition de leur ressource en eau au bénéfice de la DECI publique.

Le détenteur du pouvoir de police spéciale DECI est responsable du bon fonctionnement, de l'entretien, et le cas échéant, des réparations des points d'eau incendie sur son territoire de compétence. Il a la responsabilité de leur mise en place, de leur état, de leur accessibilité en tout temps et de leur signalisation. Toute indisponibilité d'un point d'eau, ou sa remise en état, doit faire l'objet sans délai d'une information du CTA-CODIS du SDIS 65.

Il doit fournir la liste de ses points d'eau incendie au SDIS 65, ou tout au moins contrôler la base de données détenue par le SDIS 65. En ce sens, il prend un arrêté fixant la DECI de son territoire. Les nouveaux points d'eau, ou les modifications qui leur sont apportées, doivent également être communiqués au SDIS 65 avec les éléments d'information issus d'une visite de contrôle.

Dans ce cadre, les projets d'implantation, de remplacement, de déplacement ou de suppression peuvent être soumis en préalable à l'avis du SDIS 65. De plus, au même titre que la création d'un nouveau point d'eau, toute modification des conditions d'alimentation en eau d'une installation nécessite une vérification des performances hydrauliques et donc une information du SDIS 65 quant aux résultats des mesures de capacités hydrauliques.

Enfin, il doit organiser la maintenance et l'entretien des points d'eau incendie, ainsi que leur **contrôle technique périodique** avec transmission des résultats au SDIS 65. Il s'assure que ces mêmes opérations soient effectuées par les propriétaires privés.

Il peut voir sa responsabilité engagée s'il est constaté :

- une pression et/ou un débit insuffisants au regard des risques à défendre,
- un défaut de contrôle technique,
- un défaut d'entretien,
- une inadaptation du réseau de distribution d'eau au matériel de lutte contre l'incendie,
- l'impossibilité de raccorder l'autopompe en service aux hydrants et aux dispositifs d'aspiration,
- une alimentation insuffisante des hydrants,
- un défaut de fonctionnement du poteau ou de la bouche d'incendie la plus proche.

6.7.2 Rôle du service d'incendie et de secours (SDIS 65)

Les sapeurs-pompiers doivent disposer en tout lieu et en tout temps de l'année des ressources en eau nécessaires à l'accomplissement des opérations d'extinction. L'état de la DECI, en termes d'emplacement, de capacités hydrauliques et de disponibilité, doit être la plus exhaustive et actuelle possible pour qu'ils adaptent leurs procédures opérationnelles.

Le SDIS 65 joue également un rôle d'expert et de conseiller technique au profit des élus, des services publics DECI, du préfet et des propriétaires privés en matière de Défense Extérieure Contre l'Incendie. Ce peut notamment être à l'occasion d'études d'urbanisme (permis de construire, autorisation de travaux, PLU, carte communale, SCDECI, ...).

A ce titre, les enjeux pour le SDIS 65 sont :

- améliorer son rôle de conseil en matière de DECI auprès des maires par une réponse non plus seulement associée au projet d'urbanisme mais élargie à l'échelle de la commune ou de l'EPCI.
- adapter plus précisément les consignes de renfort (CCGC, DA),
- développer qualitativement la base de données des PEI,
- poursuivre le développement d'une culture chez les sapeurs-pompiers visant à un usage raisonné de l'eau lors des incendies.

Ainsi, les missions du SDIS 65 au titre du présent règlement portent sur :

- l'analyse prévisionnelle :
 - ✓ aide à l'identification des risques et proposition de couverture DECI,
 - ✓ conseille et donne des avis sur les documents d'urbanisme,
 - ✓ répertorie les ressources publiques et privées :
 - ✓ administre la base de données départementale des PEI,
 - ✓ recense et numérote les ressources utilisables,
 - ✓ réceptionne par des essais les points d'aspiration,
 - ✓ assiste au besoin aux réceptions des poteaux et des bouches d'incendie
 - ✓ enregistre les PEI dans la base de données départementale suite à la réception du compte-rendu ou procès verbaux de réception,
 - ✓ édite un récapitulatif des PEI aux gestionnaires de réseaux,
 - ✓ saisit les indisponibilités de PEI ou leur remise en état de disponibilité dans la base de données départementales.
- la vérification des ressources :
 - ✓ effectue et suit les tournées de reconnaissance opérationnelle des PEI,
 - ✓ rend compte au maire (au besoin aux propriétaires privés) des anomalies relevées lors des reconnaissances opérationnelles,
 - ✓ attire l'attention du maire sur des anomalies majeures lors de la réception des contrôles techniques.

6.7.3 Rôle du service public de la DECI

Pour rappel, chaque commune a désormais la charge d'assurer le service public de la DECI. Cette compétence peut être transférée aux EPCI. Elle s'exerce donc sous l'autorité du maire ou du président de l'EPCI. En cas de ce transfert de compétence à un EPCI, il appartient à l'autorité détentrice du pouvoir de police administrative spéciale de DECI d'informer le SDIS du nom et des coordonnées de la personne publique compétente pour assurer le service public de DECI pour son territoire.

Celle-ci assure la gestion matérielle et financière de la DECI. Cette gestion porte principalement sur :

- l'installation de PEI publics,
- la signalisation des PEI publics et conventionnés,
- la maintenance, l'entretien et le remplacement des PEI publics et conventionnés (selon les termes de la convention),
- le contrôle technique des PEI publics et conventionnés,
- le suivi des actions correctives liées aux reconnaissances opérationnelles effectuées par les services d'incendie et de secours,
- le suivi de l'état de disponibilité des PEI publics et conventionnés.

La personne publique en charge du service public de DECI peut faire appel à un tiers pour effectuer tout ou partie de ses missions par le biais d'une prestation de service.

Elle s'assure que les PEI privés soient régulièrement entretenus et contrôlés. Elle est l'interlocutrice privilégiée du SDIS sur les questions relevant de la DECI : elle transmet toute information utile relative à la DECI au SDIS.

En particulier, elle a l'obligation de prévenir le SDIS dans les cas suivants :

- déplacement d'un PEI (validation préalable par le SDIS),
- changement de type de PEI,
- installation ou démontage d'un PEI,
- mise en indisponibilité et remise en service d'un PEI,
- vidange d'un château d'eau ou travaux sur le réseau ou sur un PEI pouvant perturber la DECI d'un secteur géographique.

Pour ces deux derniers points, la personne en charge du service public de DECI informe le SDIS de l'indisponibilité de points d'eau incendie à l'aide de l'application informatique dédiée, ou à défaut, du formulaire dédié (*cf. annexe n°11.3*) et selon les modalités qui y figurent. Dans ce cas, elle en informe concomitamment l'autorité de police de la défense extérieure contre l'incendie en tant que responsable de la couverture des risques d'incendie, et le cas échéant, le propriétaire du ou des points d'eau incendie privés rendus indisponibles par l'interruption de leur alimentation en eau. Dans ce cas, il appartient au propriétaire du ou des points d'eau incendie privés d'éventuellement prendre en charge la mise en place de mesures compensatoires.

L'interruption programmée de l'alimentation en eau desservant des PEI doit être précédée d'une analyse réalisée par la personne publique en charge du service public de la défense

extérieure contre l'incendie, associant éventuellement, le cas échéant, le propriétaire des points d'eau incendie privés, visant :

- ✓ soit à la mise en place de mesures palliatives (interconnexion de réseaux, constitution de réserves à proximité du risque, etc..) complétées éventuellement de moyens de surveillance et d'intervention,
- ✓ soit à l'acceptation par défaut d'une alimentation dégradée temporairement.

L'autorité de police valide cette analyse et les mesures compensatoires éventuelles.

Une adaptation de la réponse opérationnelle du SDIS ne peut garantir une couverture équivalente du risque. Le cas échéant, une éventuelle adaptation de cette réponse ne peut se concevoir qu'au regard de l'analyse précitée et des mesures compensatoires qui y sont associées.

La personne publique en charge du service public de DECI participe à l'élaboration et à la mise à jour :

- de l'inventaire des PEI (publics, conventionnés et privés) de la commune ou de l'EPCI,
- du schéma communal ou intercommunal de DECI le cas échéant.

Pour une bonne administration de la défense extérieure contre l'incendie, l'exercice du service public et de la police spéciale par la même autorité est vivement recommandé, notamment dans le cadre d'un transfert à un EPCI à fiscalité propre. En effet, cela permet :

- la concordance d'intérêts entre la personne responsable du service public et la personne responsable de la police administrative,
- la réalisation d'économies d'échelles pour la gestion des points d'eau incendie,
- la professionnalisation de celle-ci.

6.7.4 Rôle des autres gestionnaires de ressources en eau

Dans le cadre d'un conseil technique en vue d'améliorer la DECI d'une commune ou d'un territoire, la présence du gestionnaire de ressource en eau est recherchée par l'autorité de police spéciale de DECI ou par la personne publique en charge du service public de DECI.

De même sa présence puis son avis sont recherchés dans l'adoption ou la révision du schéma de défense extérieure contre l'incendie.

Avant toute installation ou déplacement d'un hydrant, le gestionnaire de réseau compétent doit être consulté par l'installateur pour lui fournir une attestation de débit théorique sous 1 bar. S'il est l'installateur de l'ouvrage, il doit fournir à l'issue une attestation de réception au

maître d'ouvrage conformément à la norme d'installation et de réception des poteaux et bouches d'incendie. Une copie de cette attestation devra être envoyée au SDIS.

Dans le cas où plusieurs points d'eau incendie connectés sont susceptibles d'être utilisés simultanément, un contrôle de débit simultané sur chaque hydrant doit être réalisé. Un rapport de mesure de débits en simultanée peut alors être fourni par le prestataire mandaté par le maître d'ouvrage ou par le gestionnaire du réseau d'eau (une attestation peut aussi être fournie par le gestionnaire de réseau à partir d'une modélisation de son réseau, lorsque des mesures en simultanée ont déjà été effectuées et validées pour la couverture en DECI d'un établissement).

En cas d'indisponibilité, de remise en état ou de modification des caractéristiques d'un PEI relevant de ce règlement, le gestionnaire de ressource en eau doit informer la personne publique chargée du service public de DECI dans des délais les plus brefs. Il peut être convenu avec cette dernière entité que le gestionnaire de ressource en eau puisse avoir l'accès à l'application informatique dédiée pour informer l'ensemble des acteurs de la DECI.

7 MISE EN SERVICE ET MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES PEI

7.1 Principe de la maintenance, des contrôles techniques et des reconnaissances opérationnelles

7.1.1 Différentes opérations de maintien en condition opérationnelles des points d'eau incendie

La mise en service d'un point d'eau incendie doit être validée par une visite de réception systématique. Elle est définie dans le paragraphe n° 7.2 ci-dessous.

Les **actions de maintenance** (entretien, réparation) sont destinées à préserver les capacités opérationnelles des PEI (article R.2225-7-I-5° du C.G.C.T.). Elles sont effectuées au titre du service public de DECI sous réserve des dispositions du chapitre 6 relatives au PEI privés.

Les **contrôles techniques** périodiques sont destinés à évaluer les capacités des PEI. Ils comprennent pour les PEI connectés à un réseau d'eau sous pression :

- les contrôles de débit et de pression ;
- les contrôles fonctionnels, contrôles techniques simplifiés qui consistent à s'assurer de la présence effective d'eau et de la bonne manœuvrabilité des appareils. Ces contrôles fonctionnels peuvent être inclus dans les opérations de maintenance.

Ces contrôles techniques sont effectués au titre de la police administrative de la D.E.C.I. (Article R.2225-9 du C.G.C.T.). Ils sont placés sous l'autorité du maire ou du président de l'EPCI à fiscalité propre. Ils sont matériellement pris en charge par le service public de DECI, sous réserve des dispositions du chapitre 6 relatives au PEI privés.

Aucune condition d'agrément pour les prestataires chargés de ces contrôles qu'ils soient réalisés en régie par le service public de DECI ou non, qu'il soit mutualisé entre plusieurs de ces services publics, n'est imposée par ce présent règlement.

Toutefois, des précautions doivent être prises pour la réalisation des contrôles périodiques des PEI connectés au réseau d'adduction d'eau potable (poteaux et bouches d'incendie).

Une procédure de manœuvre des PEI pourra être définie par le service de l'eau. Cette procédure sera reprise par l'autorité de police spéciale de la DECI. Elle devra être strictement respectée par les agents réalisant ces contrôles. Elle a pour objectif d'éviter les mauvaises manœuvres des appareils ayant pour conséquence des coups de bélier ou des risques de contamination du réseau.

Les **reconnaitances opérationnelles** sont réalisées par le SDIS 65 pour son propre compte, dans le cadre de la connaissance de secteur. Elles ont pour objectif de s'assurer de la disponibilité des PEI au moment de la visite.

7.1.2 Cadre des opérations de maintien en condition opérationnelles des points d'eau incendie

La gestion des PEI et de leurs ressources est organisée dans un cadre communal ou intercommunal.

Le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre notifie au préfet le dispositif de contrôle des PEI qu'il met en place et toute modification de celui-ci. Le SDIS 65 centralise ces notifications.

Les modalités de réalisation de la maintenance, des contrôles techniques et des reconnaissances opérationnelles sont **encadrées par le RDDECI**, en particulier pour ce qui touche à leurs **périodicités**. Ce règlement intègre les particularités locales. Il établit ces modalités après concertation avec l'ensemble des acteurs intéressés et en précisant leurs rôles : SDIS, service public de l'eau, service public de la DECI, autres gestionnaires de ressources d'eau, autorités chargées de la police spéciale de la DECI...

Le relevé d'une **anomalie grave** par le service d'incendie et de secours ou tout autre service lors de l'utilisation d'un PEI, d'un contrôle technique ou d'une reconnaissance opérationnelle (absence d'eau, volume ou débit notablement insuffisant, bouche ou poteau d'incendie inutilisable) doit faire l'objet d'une **notification particulière** au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre.

Le SDIS65 pourra proposer des plans de contrôle type, incluant l'alternance des actions des différents acteurs en matière de contrôle et de reconnaissance opérationnelle, en accord avec le service public de DECI.

7.2 Mise en service des PEI

7.2.1 Visite de réception

Le service public de DECI est tenu d'informer le SDIS 65 lors de la mise en service d'un nouveau PEI au travers du formulaire de déclaration d'évolution de la DECI (*cf. annexe 11.6*). Une visite de réception est pour cela systématiquement organisée par ses soins (ou ceux du propriétaire s'il s'agit d'un PEI privé au sens du chapitre 6-2). Elle vise à s'assurer que le PEI :

- dispose des caractéristiques attendues et réponde aux dispositions du RDDECI (accessibilité, signalisation,...) et au besoin des normes en vigueur;
- est fiable et que son utilisation est rapide en toutes circonstances par les services d'incendie et de secours.

Elle est réalisée en présence, selon la nature du PEI (cf. tableau ci-dessous) :

- systématiquement de l'installateur,
- du service public de DECI s'il s'agit d'un PEI public, ou d'un PEI privé avec accord de mise à disposition,
- du propriétaire du PEI ou de son représentant s'il s'agit d'un PEI privé,
- du service d'eau potable si le PEI est alimenté par le réseau d'adduction d'eau potable,
- du SDIS 65 s'il s'agit d'une réserve incendie, d'un point d'aspiration ou s'il intervient au titre d'une reconnaissance opérationnelle initiale ou d'une prestation de mesure selon les modalités définies par le CASDIS.

Dans le cas où plusieurs PEI connectés sont susceptibles d'être utilisés en simultané, il convient de s'assurer du débit de chaque PEI en situation d'utilisation combinée et de l'alimentation du dispositif pendant la durée attendue.

Des mesures en simultané doivent initialement être effectuées par un organisme privé ou public. Les résultats seront prononcés dans les conditions d'arrondis et tolérances fixées par le RDDECI.

Puis, tous les 3 ans, une attestation de débit simultané, fournie par le gestionnaire du réseau d'eau, pourrait être acceptée.

Dans tous ces cas, un procès-verbal de réception est établi par l'installateur ou par le service public de DECI pour les hydrants, conformément à la norme NF S 62-200 « Règles d'installation, de réception et de maintenance des poteaux et bouches d'incendie » (cf. *annexe 11.7*). Pour les points d'eau naturels ou artificiels (PENA), c'est le procès-verbal de réception d'un PENA qui prévaut (cf. *annexe n°11.8*).

Il doit être accessible au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre, transmis au service public de DECI (s'il n'est pas à l'origine de l'attestation) et au SDIS des Hautes-Pyrénées.

Ces documents permettent d'intégrer les PEI au sein de la DECI.

Nature PEI	Origine	Présence				
		Systématique			Au besoin	
		Installateur	Service public DECI	Propriétaire privé	Service eau potable	SDIS 65
PI / BI	Public	✓	✓		✓ si alimenté ou réalimenté par le réseau d'adduction d'eau	✓ si prestation de mesure ou si reconnaissance opérationnelle initiale programmée en même temps
	Privé		✓ si convention de mise à disposition	✓		
PENA	Public		✓			
	Privé		✓ si convention de mise à disposition	✓		✓ essai de mise en aspiration

La réception d'un ouvrage relève du régime prévu à l'article 1792-6 du code civil, servant ainsi de point de départ pour les délais des garanties légales.

La reconnaissance opérationnelle initiale pourra s'effectuer au moment de la réception du nouveau PEI. Elle pourra également se faire en décalé selon l'activité opérationnelle.

Les formulaires (*cf. annexes 11.6, 11.7 et 11.8*) permettent d'intégrer les nouveaux PEI au sein de la base de données départementale de DECI. Ils comportent a minima les informations génériques suivantes :

- adresse exacte avec plan de situation et coordonnées géographiques (format GPS),
- numéro d'ordre communiqué en amont par le SDIS,
- nature de PEI et diamètre,
- statut public / privé avec ou sans accord de mise à disposition,
- présence de la signalétique (n° d'ordre, panneau, fléchage, ...),
- accessibilité.

Toute modification des installations (déplacement, renforcement ou remplacement de conduite) susceptible de modifier les caractéristiques du réseau et/ou des PEI (volume, débit, ...) doit faire l'objet d'une vérification des performances s'il s'agit d'un hydrant ou d'une information qui nécessitera le cas échéant d'une visite s'il s'agit d'un PENA.

La procédure du porté à connaissance au SDIS 65, concernant la mise en œuvre des points d'eau incendie, doit s'effectuer dans tous les cas au travers du formulaire de déclaration d'évolution de la DECI (*cf. annexe n°11.6*) :

- lorsqu'il s'agit d'un hydrant, selon le formulaire de rapport d'essais de réception d'un poteau ou d'une bouche d'incendie (*Annexe A de la norme NF S 62-200, rajoutée à l'annexe n°11.7 de ce règlement*),
- lorsqu'il s'agit d'une réserve incendie ou d'un point d'aspiration, selon le document édité par le SDIS 65 (*Formulaire de réception d'un point d'eau naturel ou artificiel – cf. annexe 11.8*).

7.2.2 Reconnaissance opérationnelles initiale

La reconnaissance opérationnelle initiale, organisée par le SDIS 65, vise à s'assurer directement que le PEI est utilisable pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.

Cette reconnaissance porte sur :

- l'implantation,
- la signalisation,
- la numérotation,
- les abords,
- l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies,
- une mise en œuvre (pour les aires ou dispositifs d'aspiration).

Elle fait l'objet d'un compte rendu transmis au service public de DECI et accessible au maire ou président de l'EPCI.

Pour favoriser les échanges entre les différents acteurs et la résolution d'éventuelles anomalies, les visites de réception et les reconnaissances initiales peuvent être menées concomitamment.

7.2.3 Numérotation d'un point d'eau incendie

Dès sa création, un numéro départemental d'ordre unique, exclusif de toute autre numérotation, est donné à chaque PEI relevant du RDDECI et dans les conditions définies par ce règlement. Ce numéro est attribué par le SDIS 65 depuis l'outil de gestion de la base

de données des points d'eau incendie. Cela permet d'éviter ainsi toute source d'erreur de numérotation.

Le principe de numérotation :

- pour les hydrants, le numéro est composé du code INSEE de la commune, suivie d'un numéro d'ordre à 5 chiffres (exemple : 65440-00023),
- pour les PENA, le numéro est composé du code INSEE de la commune, suivie d'un numéro d'ordre à 5 caractères (exemple : 65440-0000A),
- pour tous les PEI privés, la lettre P remplace le premier chiffre du numéro d'ordre (exemple : 65440-P0001).

Ce numéro d'ordre, réduit sans le numéro INSEE et sans les « 0 » qui précèdent, doit être porté directement sur les poteaux incendie, doit figurer sur les dispositifs de signalisation des bouches incendie et peut figurer sur la signalisation prévue au chapitre 5 pour les PENA. Il est apposé au titre du service public de DECI sous réserve des dispositions du chapitre 6 relatives au PEI privés.

7.3 Maintien en condition opérationnelle

7.3.1 Maintenance préventive et maintenance corrective

La maintenance préventive et la maintenance corrective nécessitent la mise en place d'une organisation visant à :

- assurer un fonctionnement normal et permanent du PEI ;
- maintenir l'accessibilité (accès et abords), la visibilité et la signalisation du PEI ;
- recouvrer au plus vite un fonctionnement normal d'un PEI, en cas d'anomalie.

Les anomalies détectées seront codifiées selon le document édité par le SDIS 65 et disponible auprès de celui-ci (annexe n°...)

La maintenance des PEI publics est à la charge du service public de la DECI. Elle peut faire l'objet de marchés publics.

La maintenance préventive et corrective des PEI privés est à la charge du propriétaire mais peut être réalisée dans le cadre du service public de DECI après convention.

Les opérations à mener lors des maintenances préventives et leur périodicité sont fixées par l'entité qui en a la charge. Cependant, les préconisations fournies par les constructeurs ou les installateurs des PEI, le service public de l'eau... peuvent servir de guide.

L'information sur l'indisponibilité, toute remise en état, toute modification ou changement dans les caractéristiques d'un PEI doit être accessible au maire ou au président de l'EPCI, transmise au service public de DECI (s'il n'est pas à l'origine de l'information) et au SDIS 65, selon la procédure décrite dans le chapitre 8 du présent règlement.

Tout déplacement ou suppression de PEI doit faire l'objet d'un avis du SDIS 65. Le maire, le président de l'EPCI à fiscalité propre, le gestionnaire ou le propriétaire du PEI devra adresser une demande écrite auprès du SDIS 65.

Après avis du SDIS, s'il est favorable, le formulaire de déclaration d'évolution de la DECI (*cf. annexe n°11.6*) devra être envoyé au SDIS 65 afin de modifier la liste des PEI de la base de données.

Dans le cas d'un PEI privé, mis à disposition au titre de la DECI publique, le propriétaire avisera par courrier en accusé réception le maire ou le président de l'EPCI de la mutation de son PEI.

Le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre devra alors modifier son arrêté communal ou intercommunal selon le chapitre 9.1 du présent règlement.

7.3.2 Contrôles techniques périodiques

Les différents objets du contrôle technique peuvent être coordonnés avec les opérations de maintenance ou de reconnaissance opérationnelles périodiques.

7.3.2.1 Objectif

Des contrôles techniques périodiques ont pour objectif de s'assurer que chaque PEI conserve ses caractéristiques, notamment sa condition hydraulique d'alimentation.

Ces contrôles portent notamment sur :

- le débit et la pression des PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression, dit « contrôle débit pression »,
- le volume et l'aménagement des réserves d'eau naturelles ou artificielles,
- l'état technique général et le fonctionnement des appareils et des aménagements,
- l'accès et les abords,
- la signalisation et la numérotation.

Une procédure de contrôle édictée par le SDIS65 (*cf. annexe 11.4*) devra être respectée par les contrôleurs, en plus des recommandations du gestionnaire de réseau d'eau. Les résultats devront être transmis in fine au SDIS65 soit sous format numérique (tableur) pour être intégrable dans la base de données départementale des PEI, soit directement sur l'interface web des PEI dédiée (*cf. annexe 11.13*).

7.3.2.2 Périodicité

Le contrôle technique des débits et pression est à effectuer tous les 3 ans, excepté les contrôles techniques dont la périodicité est fixée par d'autres réglementations ne relevant pas du présent règlement (ERP, ICPE).

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'installation, notamment après travaux sur le réseau d'eau ou sur le point d'eau incendie, nécessitera une vérification des performances du poteau ou de la bouche d'incendie.

7.3.2.3 Réalisation

Afin d'homogénéiser les résultats des mesures débit/pression sur l'ensemble du département, les « contrôleurs » devront prendre les mesures suivantes :

	Hydrant DN65 ou DN80	Hydrant DN100	Hydrant DN150	Réserve incendie	Point d'aspiration
Pression statique du réseau	✓	✓	✓		
Pression dynamique à 30 m³/h	✓				
Pression dynamique à 60 m³/h		✓			
Pression dynamique à 120 m³/h			✓		
Débit à 1 bar	✓	✓	✓		
Débit max (à gueule bée)	Si la pression au débit requis est inférieure à 1 bar				
Contrôle du niveau d'eau				✓	✓

Concernant l'état technique général, le fonctionnement des appareils, les aménagements, l'accessibilité, la signalisation et la numérotation, des anomalies préformatées sont éditées par le SDIS 65 (*cf. annexe 11.10*). Tous ces points doivent faire l'objet d'une vérification par les « contrôleurs ».

7.3.2.4 Cas des PEI privés

Le propriétaire ou l'exploitant disposant de PEI privés doit effectuer (ou faire effectuer) les contrôles et transmettre les comptes rendus au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre ainsi qu'au SDIS 65. Le service public de DECI est également informé. Le propriétaire ou l'exploitant notifie également l'indisponibilité de ses PEI. Le RDDECI formalise un dispositif de transmission de ces données (*cf. annexes 11.3 et 11.14*).

Le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre s'assure que ces PEI sont contrôlés périodiquement par le propriétaire ou l'exploitant. Il peut donc être amené à lui rappeler cette obligation, en particulier lorsque la périodicité du contrôle est dépassée.

Si le contrôle des PEI privés est réalisé par la collectivité publique, une convention formalise cette situation (*cf. annexe 11.11*).

7.3.2.5 Contrôle technique simultané sur plusieurs hydrants

Face à certains risques importants, les sapeurs-pompiers doivent disposer de plusieurs ressources en eau, à des distances variables, capables de fournir la quantité d'eau requise y compris en fonctionnement simultané. Il peut en aller ainsi de plusieurs poteaux d'incendie piqués sur le réseau d'adduction d'eau potable.

Cette exigence de débit simultané n'est pas à contrôler systématiquement à l'occasion des contrôles techniques « unitaires ».

La réalisation de ces mesures en simultané est à l'initiative du maire, du chef d'établissement, ou sur demande du SDIS 65 dans le cadre d'études spécifiques (commission de sécurité des ERP, études de sites industriels, ...). La détermination des points d'eau incendie à mesurer est alors réalisée en concertation entre le SDIS, au vu de ses capacités opérationnelles, et le service des eaux, au vu du maillage de son réseau. Dans tous les cas, le maire, ou le président de l'EPCI, valide le dispositif, lorsque ce dernier utilise le réseau d'eau potable. La réalisation des mesures est placée sous la responsabilité du service public de la DECI, aidé du service des eaux concerné. Des règles, en matière de débits et de volume simultanés, avec tolérances et arrondis, sont précisées en annexe (*cf. annexe 11.15*).

7.3.3 Reconnaissances opérationnelles périodiques

Des reconnaissances opérationnelles périodiques sont organisées par le SDIS 65 conformément à l'article R. 2225-10 du CGCT. Elles ont pour objectif de s'assurer que les PEI (publics et privés) restent utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies. Elles permettent également aux sapeurs-pompiers locaux de connaître les particularités d'implantation des PEI. Elles portent sur :

- l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies,
- la signalisation,
- une mise en œuvre (pour les aires ou dispositifs d'aspiration),
- les anomalies visuellement constatées,
- l'implantation,
- la numérotation,
- les abords.

Les reconnaissances opérationnelles sont à effectuer tous les 2 ans par les sapeurs-pompiers des Centres de Secours sur les communes relevant de leur secteur de 1^{er} appel.

Elles font l'objet d'un compte rendu transmis au service public de DECI au travers de son logiciel de gestion des PEI et sont accessibles au maire ou président de l'EPCI. Celui-ci transmet au propriétaire ou à l'exploitant les comptes rendus relatifs aux PEI privés.

7.3.4 Visites conjointes ou coordonnées

Les contrôles techniques périodiques et les reconnaissances opérationnelles, effectués de manière coordonnée par le service public de DECI et le SDIS, permettent d'étendre la périodicité des visites.

En effet, sur 3 années, le service public de DECI peut organiser les contrôles techniques sur les PEI d'une ou plusieurs communes d'un secteur d'un Centre de Secours la première année ; le Centre de Secours effectue des reconnaissances opérationnelles sur son secteur les deux années qui suivent.

7.4 La gestion de l'indisponibilité et de la remise en service des PEI

7.4.1 La mise en indisponibilité

Toute indisponibilité de PEI, qu'elle soit constatée par les propriétaires, les sapeurs-pompiers ou le service public de DECI, ou programmée par les propriétaires ou gestionnaires de réseau (cas des travaux), doit systématiquement être signalée au SDIS 65 dans les plus brefs délais (saisie sur interface web de gestion des PEI, fax, mail, ...).

Le SDIS 65 informe dès que possible le service public de DECI (maire ou président EPCI) si l'information ne vient pas de lui, et s'il n'a pas encore été destinataire de l'information par un tiers.

Il convient pour cela :

- soit de se connecter sur l'interface web de gestion des points d'eau incendie,
- soit de compléter le formulaire d'indisponibilité et de remise en service d'un PEI (*cf. annexe 11.4*) où figurent les éléments suivants :
 - ✓ coordonnées de la personne à l'origine de l'information,
 - ✓ nature du point d'eau incendie,
 - ✓ identification du point d'eau incendie,
 - ✓ localisation exacte du point d'eau incendie,
 - ✓ origine de l'indisponibilité,
 - ✓ durée de l'indisponibilité (dates de début et de fin quand elle est connue).

Le SDIS 65 peut prévoir, au besoin, une procédure opérationnelle de renforcement des moyens en cas d'incendie, pour limiter les conséquences de la carence temporaire de la DECI.

En l'absence de ressources en eau in situ, et malgré le renforcement opérationnel, le traitement de l'incendie sera plus complexe et la responsabilité du SDIS 65 ne pourra être engagée pour insuffisance de moyens mobiles autres que l'ordre de départ normal.

7.4.2 La remise en service

Toute remise en service d'un PEI doit systématiquement faire l'objet d'une information auprès du SDIS 65, sauf si la date de remise en service avait été précisée sur la fiche d'indisponibilité transmise en amont.

Le SDIS 65 en informe le service public de DECI si l'information ne vient pas de lui et si le tiers ne lui a pas communiqué.

Cette information se fait par le biais du formulaire d'indisponibilité et de remise en service d'un PEI. La partie « Remise en service » sera utilisée.

Les consignes opérationnelles éventuellement mises en œuvre pendant l'indisponibilité du PEI seront ainsi levées.

De la même manière, en cas d'usage d'une réserve incendie ou d'un hydrant, le SDIS doit informer le service public de DECI et/ou l'autorité de police spéciale de DECI de cet usage afin que ces derniers fassent le nécessaire pour le réapprovisionnement le cas échéant du point d'eau incendie. Le SDIS devra être informé du retour à la normale.

8 ECHANGES D'INFORMATION ENTRE PARTENAIRES DE LA DECI

8.1 Base de données des PEI

Cette base de données est accessible aux communes, aux EPCI à fiscalité propre, aux syndicats des eaux, aux gestionnaires de réseaux d'eau, territorialement compétents, ayant signé une convention d'utilisation du logiciel avec le SDIS des Hautes-Pyrénées.

Elle recense l'ensemble des PEI du département des Hautes-Pyrénées. Elle comprend pour chaque PEI :

- la localisation
 - ✓ commune
 - ✓ adresse
- les caractéristiques :
 - ✓ numéro du SDIS 65
 - ✓ numéro service des eaux ou de la personne publique compétente en matière de DECI (optionnel)
 - ✓ statut : privé, public ou conventionné
 - ✓ type de PEI
- la capacité opérationnelle en fonction du type de PEI (débit, pression statique ou d'utilisation, diamètre de canalisation, capacité hydraulique du réseau, capacité en m3, aire d'aspiration, dispositifs d'aspiration) ; données fournies par le SDIS, le gestionnaire ou le propriétaire du PEI
- l'état en fonction du risque à défendre, avec l'historique des années précédentes : conforme/non conforme, disponible/indisponible, à réceptionner, réformé
- les renseignements administratifs
 - ✓ CIS de 1^{er} appel et 2^e appel
 - ✓ propriétaire
 - ✓ personne publique compétente en matière de DECI (service public de DECI)
 - ✓ autorité de police DECI (maire ou président d'EPCI)
 - ✓ date de mise en service,
 - ✓ date de mesure de débit avec référence de l'organisme ayant fait la mesure

L'interface de gestion des PEI permet de consulter :

- les tournées de reconnaissances opérationnelles avec les anomalies et observations éventuelles,
- les tournées de contrôles techniques avec les performances et autres informations.

Le SDIS 65 fournit les données de cette base, à titre gratuit, à la demande :

- des autorités de police administrative spéciale de DECI,
- des personnes publiques compétentes en matière de DECI,
- des gestionnaires de réseaux d'eau privés
- des propriétaires.

Cette base de données est consultable depuis l'infocentre DECI « CR Plus Points d'Eau » du SDIS 65 et par un lien extranet mis à la disposition des partenaires.

8.1.1 Accès et droits

L'accès à cette base de données se fera par la mise en place d'une convention entre le SDIS 65 et le partenaire souhaitant accéder à celle-ci.

Les droits, fonctionnels et territoriaux, seront attribués en fonction du profil du partenaire.

Ceux-ci seront attribués par le SDIS 65.

8.1.2 Administration

La base de données est administrée par le SDIS des Hautes-Pyrénées.

8.2 Echanges avec les partenaires publics

Les échanges entre les mairies, les EPCI, services public de l'eau, ou tout autre acteur public de la DECI sont décrits dans ce règlement. L'échange réciproque d'informations est érigé en principe afin de connaître au mieux les performances ou anomalies des ouvrages de DECI pour l'usage opérationnel par les sapeurs-pompiers ou pour corriger ou améliorer le niveau de couverture incendie pour les autorités de police spéciale ou services publics de DECI.

Pour tout autre renseignement ou conseil technique concernant la défense extérieure contre l'incendie, le service départemental d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées est à la disposition des acteurs publics de la DECI.

8.3 Echanges avec les partenaires privés

Les échanges entre les gestionnaires de réseaux d'eau, les propriétaires privés de PEI sont décrits dans ce règlement. L'échange réciproque d'informations est là-encore érigé en principe afin de connaître au mieux les performances ou anomalies des ouvrages publics ou

privés de DECI pour l'usage opérationnel par les sapeurs-pompiers ou pour corriger ou améliorer le niveau de couverture incendie par les gestionnaires ou par les propriétaires.

8.4 Représentation cartographique des PEI

Tous les points d'eau incendie, qu'ils soient opérationnels ou non, publics ou privés, sont répertoriés dans la base de données cartographiques du SDIS. La représentation cartographique des points d'eau incendie (*cf. annexe 11.9*) s'établit selon les supports exploités :

- de manière simplifiée en fonction de leur type, lorsqu'il s'agit de représenter les PEI sur les atlas opérationnels, plans de communes, ou sur support numérique (interface web carto),
- de manière détaillée en fonction de leur type et de leur conformité, lorsqu'il s'agit de représenter les PEI sur des cartes associées aux résultats des tournées périodiques de contrôles techniques, sur des simulations de couverture incendie suite à des conseils techniques, sur la cartographie opérationnelle au CTA/CODIS liée au système de gestion de l'alerte.

9 DOCUMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX

9.1 Le schéma communal ou intercommunal de DECI

Le Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI), ou le Schéma InterCommunal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SICDECI), constituent une déclinaison au niveau communal ou intercommunal du guide départemental de défense extérieure contre l'incendie.

Le Maire, ayant l'exercice du pouvoir de police spéciale de la défense extérieure contre l'incendie, peut s'il le souhaite réaliser un SCDECI sur sa commune.

Le Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, à qui les maires ont décidé de transférer leur pouvoir de police spéciale de défense extérieure contre l'incendie, peut s'il le souhaite, réaliser un SICDECI sur l'intercommunalité.

Les schémas sont réalisés sur la base d'une analyse des risques bâtimentaires d'incendie et doivent permettre au maire ou au président de l'EPCI, de connaître sur le territoire concerné :

- l'état de l'existant en matière de DECI,
- les carences constatées et les priorités d'équipements,
- les évolutions prévisibles des risques (développement de l'urbanisation).

Le SCDECI est réalisé afin de planifier les équipements de complément ou de renforcement de la défense extérieure contre l'incendie à partir d'un panel de solutions figurant dans le règlement départemental de DECI.

Des **PEI très particuliers** ou des **configurations de DECI, non initialement envisagés** dans ce règlement, mais adaptés aux possibilités du terrain peuvent également être retenus dans le schéma après accord du SDIS 65.

Le SDIS 65 émet systématiquement un avis sur les schémas communaux, dans le respect de l'objectif de sécurité, avant qu'ils ne soient arrêtés par le maire ou le président de l'EPCI

Afin d'apporter une aide, le SDIS 65 tient à disposition un document d'aide à l'élaboration d'un schéma permettant d'effectuer les différentes étapes pour la bonne réalisation de ce dernier.

9.1.1 L'analyse des risques

Pour déterminer les niveaux de risques, il convient de recenser les cibles défendues et non défendues (entreprises, E.R.P., zone d'activités, zone d'habitations, bâtiments du patrimoine culturel, hameaux, fermes, maisons individuelles...) au moyen d'un ensemble de documents récents, et notamment :

- Pour chaque type de bâtiment ou groupe de bâtiments :
 - ✓ si existant, avis du SDIS 65 en matière de DECI ;
 - ✓ caractéristiques techniques, surface ;
 - ✓ activité et/ou stockage présent ;
 - ✓ distance séparant les cibles des points d'eau incendie ;
 - ✓ distance d'isolement par rapport aux tiers ou tout autre risque ;
 - ✓ implantation des bâtiments (accessibilité) ;
 - ✓ ...
- Pour les zones urbanisées à forte densité, les groupes de bâtiments seront pris en considération de manière générique (exemple : habitat collectif à R+6 avec commerces en rez-de-chaussée)
- Autres éléments :
 - ✓ le schéma de distribution d'eau potable ;
 - ✓ schéma des canalisations du réseau d'adduction d'eau potable et du maillage entre les réseaux (si des PEI y sont connectés) ;
 - ✓ les caractéristiques du (des) château(x) d'eau capacités... ;
 - ✓ tout document d'urbanisme (plan local d'urbanisme...) ;
 - ✓ tout projet à venir ;
 - ✓ tout document jugé utile par l'instructeur du schéma.

Il est rappelé que pour toutes les catégories de risques, toute solution visant à limiter ou à empêcher la propagation du feu peut être prise en compte dans l'analyse.

9.1.2 Etat de l'existant

Il convient de disposer d'un repérage de la DECI existante en réalisant un inventaire des différents PEI utilisables ou potentiellement utilisables.

Une visite sur le secteur concerné peut compléter l'inventaire.

Un répertoire précisant les caractéristiques précises des points d'eau et une cartographie des ressources en eau sont réalisés.

Cet état reprend les éléments de l'arrêté visé au paragraphe 7.1.3.

9.1.3 Application des grilles de couverture et évaluation des besoins en eau

L'application des grilles de couverture du RDDECI doit permettre de faire des propositions pour améliorer la DECI en déterminant les besoins en eau en fonction des cibles à défendre ou insuffisamment défendues.

Les grilles de couvertures sont établies selon les dispositions particulières à chaque type de risques et pour chaque nature de bâtiments.

Les résultats de l'utilisation des grilles et de la carte réalisée doivent paraître dans un tableau de synthèse. Ce tableau préconise des aménagements ou installations à réaliser pour couvrir le risque suivant le type de cibles.

Les préconisations du schéma sont proposées avec des priorités de remise à niveau ou d'installations. Cela permettra de planifier la mise en place des équipements. Cette planification peut s'accompagner d'échéances.

Si plusieurs solutions existent, il appartient au maire ou président de l'EPCI de faire le choix de la défense souhaitée afin d'améliorer la DECI à des coûts maîtrisés.

Dans un objectif de rationalisation, il devra être tenu compte des PEI existants sur les communes limitrophes (y compris de départements limitrophes) pour établir la DECI d'une commune.

En tout état de cause, les points d'eau incendie installés et à implanter devront être conformes au RDDECI, sous réserve des dispositions du paragraphe sur les PEI particuliers.

9.1.4 Elaboration du schéma

Cette partie propose une forme type et simple du dossier du schéma :

- référence aux textes en vigueur : récapitulatif des textes réglementaires (dont le RDDECI ;
- méthode d'application : explication de la procédure pour l'étude de la DECI de la collectivité (avec les explications sur la méthode utilisée et les résultats souhaités) ;
- état de l'existant de la défense incendie : représenté sous la forme d'un inventaire des PEI existants. La cartographie mentionnée ci-dessous permet de visualiser leur implantation ;
- analyse, couverture et propositions : réalisée sous la forme d'un tableau, PEI par PEI, avec des préconisations pour améliorer l'existant. Ces préconisations peuvent être priorisées et sont planifiables dans le temps ;
- cartographie : visualisation de l'analyse réalisée et des propositions d'amélioration de la DECI ;
- autres documents : inventaire des exploitations (commerces, artisans, agriculteurs, Z.A.C...), schéma de distribution d'eau potable, plans de canalisations, compte-rendu de réunion, « porter à connaissance ».

9.1.5 Procédure d'adaptation du schéma

Conformément aux articles R. 2225-5 et 6, avant d'arrêter le schéma, le maire ou président de l'EPCI à fiscalité propre **recueille l'avis** de différents partenaires concourant à la DECI de la commune ou de l'intercommunalité, en particulier :

- le S.D.I.S.,
- le service public de l'eau,
- les gestionnaires des autres ressources en eau,
- des services de l'État chargés de l'équipement, de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement rural, de la protection des forêts contre l'incendie (dans les départements concernés),
- d'autres acteurs, notamment le département et les établissements publics de l'État concernés.

Pour le cas des SICDECI, le président de l'EPCI recueille l'avis des maires de l'intercommunalité.

Chacun de ces avis doit être rendu dans un délai maximum de deux mois. En l'absence de réponse dans ce délai l'avis est réputé favorable. Il s'agit d'avis simples.

Lorsque le schéma est arrêté, le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre s'y réfère pour améliorer la DECI de la commune ou de l'intercommunalité, en tenant compte des ordres de priorité de remise à niveau ou d'installation d'équipements nouveaux.

Il peut être adjoint à ce schéma un plan d'équipement qui détaillera le déploiement des PEI à implanter ou à rénover. Le cas échéant, ce plan est coordonné avec le schéma de distribution d'eau potable ou avec tous travaux intéressant le réseau d'eau potable.

9.1.6 Procédure de révision

Cette révision est à l'initiative de la collectivité. Il est conseillé de réviser le schéma lorsque :

- le programme d'équipements prévu a été réalisé (selon ses phases d'achèvement) ;
- le développement urbain nécessite une nouvelle étude de la couverture incendie ;
- les documents d'urbanisme sont révisés.

9.2 L'arrêté communal ou intercommunal de DECI

9.2.1 Objectif de l'arrêté

En application de l'article R.2225-4 (dernier alinéa) du CGCT, le maire ou le président d'EPCI à fiscalité propre doit arrêter la DECI de son territoire. En théorie, dans un premier

temps, il procède à une démarche d'identification des risques et des besoins en eau pour y répondre (alinéa 2 et 3 de l'article R.2225-4).

Dans un deuxième temps, il intègre dans sa démarche (si concerné) une série de besoins en eau incendie définis et traités par d'autres réglementations autonomes (ERP, ICPE, défense des forêts contre l'incendie...). Mais pour ces cas, il n'a ni à analyser le risque, ni à prescrire des PEI, ni à le prendre en charge sauf si la réglementation spécifique le précise. Il reprend les données générées par l'application de ces réglementations sans les modifier, pour la cohérence globale de la défense incendie et surtout pour les interactions pratiques qui pourront exister.

En pratique, le maire ou le président d'EPCI à fiscalité propre fixe la liste des PEI.

Cette mesure a pour simple objectif de définir sans équivoque la DECI et, notamment, de trancher à cette occasion la situation litigieuse de certains points d'eau.

Il est rappelé que les PEI sont les points d'alimentation en eau mis à la disposition des moyens des services d'incendie et de secours.

Les critères d'adaptation des capacités des PEI aux risques, décrit à l'article R.2225-4 du C.G.C.T. s'appliquent pour l'édiction de cet arrêté : le maire ou le président de l'EPCI identifie les risques à prendre en compte et fixe, en fonction de ces risques :

- la quantité,
- la qualité (le type de point d'eau : poteau d'incendie, réservoir, ...),
- l'implantation des PEI identifiés pour l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et des secours, ainsi que leurs ressources.

La mise en place du schéma communal ou intercommunal de défense extérieure contre l'incendie (SCDECI ou SICDECI) permettra une analyse exhaustive de cette adaptation des PEI aux risques.

9.2.2 Mise en place et mise à jour de l'arrêté

Lors de la mise en place initiale de l'arrêté, le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre demande au SDIS 65 les éléments en sa possession, s'il ne les a pas déjà.

La mise à jour de cet arrêté (pour la création ou la suppression d'un PEI) entre dans les processus d'échanges d'informations entre le SDIS 65 et la collectivité.

Pour les communes ou les intercommunalités dotées de nombreux PEI, l'arrêté peut renvoyer vers la base de données de recensement des PEI, pour tenir lieu de mise à jour. Les processus d'incrémentation de cette base sont précisés à l'annexe 11.14.

Le signalement des indisponibilités ponctuelles des PEI n'entrent pas dans le périmètre juridique de cet arrêté : il n'est pas nécessaire de modifier l'arrêté dans ces cas.

Les caractéristiques suivantes des PEI sont mentionnées dans l'arrêté :

- localisation,
- type (poteau d'incendie, citerne fixe avec prise d'aspiration, ... ,
- débit ou volume estimé, pression (pour les appareils connectés à un réseau d'eau sous pression,
- capacité de la ressource en eau l'alimentant (exemple : inépuisable sur cours d'eau, capacité du château d'eau),
- numérotation du S.D.I.S..

Les PEI retenus dans cet arrêté doivent être conformes à ce règlement.

Cet arrêté recense également les PEI dits privés au sens du chapitre 6.4.2 du présent règlement. Pour rappel, ces PEI sont mis à la disposition des services d'incendie et de secours.

Le maire ou le président de l'EPCI à fiscalité propre notifie cet arrêté au préfet et toute modification de celui-ci. Le SDIS 65 centralise cette notification dans la base de données départementale de défense extérieure contre l'incendie.

Le SDIS 65 met à disposition un modèle de document utilisable si besoin pour la rédaction de cet arrêté (*cf. annexe n°11.2*).

Rappel

Il est rappelé que, sur le plan opérationnel, les services d'incendie et de secours doivent pouvoir utiliser en cas de nécessité toutes les ressources en eau que commande la lutte contre le sinistre, même si ces ressources ne sont pas identifiées comme PEI.

L'autorité de police use au besoin du pouvoir de réquisition dans l'urgence.

9.2.3 Gestion des situations de carence programmée de la DECI

L'autorité de police doit, dans son arrêté municipal ou intercommunal de DECI, décrire :

- l'organisation pour la prise en compte des situations de carence programmée de DECI notamment à l'occasion des lavages des réservoirs, lors de travaux de rénovation ou d'entretien du réseau d'adduction d'eau,
- la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'incendie (réservoirs mobiles, interconnexion des réseaux d'eau permettant en cas d'incendie, l'alimentation normale ou dégradée des points d'eau incendie impactés ...).

10 GRILLES DE COUVERTURE PAR ACTIVITE PRINCIPALE

10.1 Grille de couverture pour les habitations

Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque courant important	Risque particulier
Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	120 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 240 m ³	Selon étude de risque

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.1

L'isolement par rapport au tiers à prendre en compte est de 4 mètres.

RISQUE	TYPE
Courant très faible	Bâtiments d'habitation isolés < 50 m ² : - distance - accessibilité - domaine skiable - topographie - conditions météo sévères
Courant faible	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bâtiments d'habitation 1ère famille⁽²⁾ isolés des tiers d'une surface de référence inférieure ou égale à 500 m² ➤ Maisons jumelées dont la surface cumulée est < 500 m²
Courant ordinaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bâtiments autres de 1ère famille ➤ Bâtiments d'habitation 2ème famille
Courant important	Bâtiments d'habitation dont les conditions d'implantation répondent aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ➤ quartiers saturés ➤ quartiers historiques (rues étroites, accès difficile...) ➤ immeubles à prédominance de bois
Particulier	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bâtiments d'habitation 3ème et 4ème famille ➤ IGH

⁽²⁾ classification conforme à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation

Les logements foyers ainsi que les habitations de loisirs à gestion collective sont soumis aux mêmes règles que les habitations.

10.2 Grille de couverture pour les ERP

Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque courant important	Risque particulier
Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	120 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 240 m ³	Selon étude de risque

⁽¹⁾ à la demande de l'exploitant conformément au chapitre 3.2.2.1

CLASSEMENT	Classe 1 N,L (sans décors ni artifices), Q,R,X,U,J,V,W	Classe2 L (avec décors et artifices, salles polyvalentes), P Y	Classe 3 M,S,T	Sprinklé toute classe
	BESOINS EN EAU en m ³ /h			
250 m ² ≤ S < 500 m ²				
500 m ² ≤ S < 1000 m ²			120 m ³ /h ou 240 m ³	
1000 m ² ≤ S < 2000 m ²	120 m ³ /h ou 240 m ³	120 m ³ /h ou 240 m ³	180 m ³ /h ou 360 m ³	
2000 m ² ≤ S < 3000 m ²	180 m ³ /h ou 360 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³	180 m ³ /h ou 360 m ³
3000 m ² ≤ S < 4000 m ²	240 m ³ /h ou 480 m ³	300 m ³ /h ou 600 m ³	360 m ³ /h ou 720 m ³	180 m ³ /h ou 360 m ³
4000 m ² ≤ S < 5000 m ²	240 m ³ /h ou 480 m ³	300 m ³ /h ou 600 m ³	360 m ³ /h ou 720 m ³	180 m ³ /h ou 360 m ³
5000 m ² ≤ S < 6000 m ²	280 m ³ /h ou 560 m ³	340 m ³ /h ou 680 m ³	360 m ³ /h ou 720 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³
6000 m ² ≤ S < 7000 m ²	300 m ³ /h ou 600 m ³	360 m ³ /h ou 720 m ³	420 m ³ /h ou 840 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³
7000 m ² ≤ S < 8000 m ²	300 m ³ /h ou 600 m ³	420 m ³ /h ou 840 m ³	480 m ³ /h ou 960 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³
8000 m ² ≤ S < 9000 m ²	360 m ³ /h ou 720 m ³	450 m ³ /h ou 900 m ³	540 m ³ /h ou 1080 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³
9000 m ² ≤ S < 10000 m ²	420 m ³ /h ou 840 m ³	480 m ³ /h ou 960 m ³	600 m ³ /h ou 1200 m ³	240 m ³ /h ou 480 m ³
10000 m ² ≤ S < 20000 m ²	Au cas par cas après analyse			300 m ³ /h ou 600 m ³
20000 m ² ≤ S < 30000 m ²				360 m ³ /h ou 720 m ³
S ≥ 30000 m ²				+ 60 m ³ /h ou 120 m ³ par tranche de 10000 m ²
S < 250 m ² et isolé de tiers de 4 m	Types spéciaux : REF-OA-CTS-PA-GA (hors SNCF)-EF-SG + ERP isolés : - distance / accessibilité / domaine skiable / topographie / conditions météo sévères			

- Si présence de locaux à sommeil, alors pas de classement en risque courant faible
- Les ERP de catégorie EF, CTS, PS, OA, et PA sont à traiter au cas par cas
- La notion de surface est définie par la surface développée et non recoupée par des parois CF de degré 1 heure minimum avec des baies de communication de degré CF 2 heures, telles que décrites dans la réglementation
- Les bâtiments engendrant des besoins en eau d'au moins 300 m³/h font l'objet d'une étude hydraulique spéciale

10.3 Grille de couverture pour les immeubles de bureaux

Application de la grille de couverture des ERP de type W dans le chapitre 10.2

10.4 Grille de couverture pour les bâtiments industriels et artisanaux

10.4.1 Principes généraux

Avant de déterminer les besoins en eau, il est nécessaire de connaître le niveau du risque qui est fonction de la nature de l'activité exercée dans les bâtiments considérés et des marchandises qui y sont entreposées.

Le niveau de risque est croissant de la catégorie 1 à la catégorie 3.

Il convient de différencier le classement de la zone « activité » et de la zone « stockage ».

Les fascicules ci après donnent les exemples les plus courants en fixant la catégorie de la partie « activité » d'une part, et de la partie « stockage » d'autre part.

10.4.2 Cas particuliers

Les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux en plastique alvéolaire doivent, au minimum, être classés en catégorie 2.

Dans le cas où des marchandises classées différemment seraient réunies dans un même entrepôt, sans être placées dans des zones spécifiques, le classement doit être celui de la catégorie la plus dangereuse.

10.4.3 Détermination de la surface de référence

La surface de référence du risque est la surface qui sert de base à la détermination du débit requis. Cette surface est au minimum délimitée, soit par des murs et des planchers CF de degré 2 heures soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 mètres minimum. Des dispositifs de communication peuvent être aménagés avec le même degré coupe feu dotés de dispositif automatique de FP, sauf si ce sont des portes piétonnes de degré CF 1 h dotées de FP.

Il pourra éventuellement être tenu compte des flux thermiques, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction pour augmenter cette distance.

Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (haut et bas) ne présentent pas un degré CF 2 heures minimum. C'est notamment le cas des mezzanines.

La surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

10.4.4 Détermination du débit requis

Description sommaire du risque :				
Critères	Coefficients	Coefficients retenus		Commentaires
<u>Hauteur de stockage (1)</u> Jusqu'à 3 mètres Jusqu'à 8 mètres Jusqu'à 12 mètres Au-delà de 12 mètres	0 + 0,1 + 0,2 + 0,5			
<u>Type de construction (2)</u> Ossature SF \geq 1 heure Ossature SF \geq 30 minutes Ossature SF \leq 30 minutes	- 0,1 0 + 0,1			
<u>Interventions internes</u> - accueil 24h/24H avec présence permanente à l'entrée - DAI généralisée reportée 24h/24h et 7j/7j en télésurveillance ou au poste de secours si 24h/24H avec consignes d'appels - Service de sécurité incendie 24h/24h avec moyens appropriés, équipe de seconde intervention en mesure d'intervenir 24h/24h	- 0,1 -0,1 -0,3*			
\sum coefficients				
$1 + \sum$ coefficients				
Surface de référence (en m ²)				
$Q_i^{(3)} = 30 \cdot S / 500 \cdot (1 + \sum \text{coefficients})$				
<u>Catégorie de risque</u> ⁽⁴⁾ Risque 1 : $Q_1 = Q_i$ Risque 2 : $Q_2 = Q_1 \cdot 1,5$ Risque 3 : $Q_3 = Q_1 \cdot 2$				
<u>DEBIT REQUIS EN M³</u> ⁽⁶⁾				
<p>(1) Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage).</p> <p>(2) Pour ce coefficient, ne pas tenir compte d'un système d'extinction automatique</p> <p>(3) Q_i : débit intermédiaire du calcul (en m³/h)</p> <p>(4) La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages (se reporter à la D 9)</p> <p>(5) Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h. Si $Q > 300$ m³/h une attestation sur la composition du réseau hydraulique sera demandée</p> <p>(6) La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression doit être distribuée par des PEI dont le 1^{er} est situé à moins de 200 m d'une entrée et les suivants au maximum à 400 m d'une entrée.</p> <p>* Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24/24</p>				

10.5 Grille de couverture pour les activités extérieures mettant en œuvre des matières combustibles

La méthode adoptée est analogue à celle retenue pour le risque industriel. On notera par ailleurs que les recoupements retenus pour le calcul de la surface de référence sont constitués par des espaces libres matérialisés d'une largeur au moins 1,5 fois égale à la hauteur de stockage et ne pouvant être inférieur à 8 mètres.

Description sommaire du risque :				
Critères	Coefficients	Coefficients retenus		Commentaires
<u>Hauteur de stockage (1)</u>				
Jusqu'à 3 mètres	0			
Jusqu'à 8 mètres	+ 0,1			
Jusqu'à 12 mètres	+ 0,2			
Au-delà de 12 mètres	+ 0,5			
<u>Type de construction (2)</u>				
Ossature SF ≥ 1 heure	- 0,1			
Ossature SF ≥ 30 minutes	0			
Ossature SF ≤ 30 minutes	+ 0,1			
<u>Interventions internes</u>				
- accueil 24h/24h avec présence permanente à l'entrée	- 0,1			
- DAI généralisée reportée 24h/24h et 7j/7j en télésurveillance ou au poste de secours si 24h/24h avec consignes d'appels	-0,1			
- Service de sécurité incendie 24h/24h avec moyens appropriés, équipe de seconde intervention en mesure d'intervenir 24h/24h	-0,3*			
Σ coefficients				
1 + Σ coefficients				
Surface de référence (en m ²)				
$Q_i^{(3)} = 30 \cdot S / 500 \cdot (1 + \Sigma \text{coefficients})$				
<u>Catégorie de risque (4)</u>				
Risque 1 : $Q_1 \cdot 1$				
Risque 2 : $Q_2 = Q_1 \cdot 1,5$				
Risque 3 : $Q_3 = Q_1 \cdot 2$				
<u>DEBIT REQUIS EN M³ (6)</u>				
<u>divisé par 2 si sprinklé</u>				
(1) Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage). (2) Pour ce coefficient, ne pas tenir compte d'un système d'extinction automatique (3) Q_i : débit intermédiaire du calcul (en m ³ /h) (4) La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages (se reporter à la D 9) (5) Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m ³ /h. Si $Q > 300$ m ³ /h une attestation sur la composition du réseau hydraulique sera demandée (6) La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression doit être distribuée par des PEI dont le 1 ^{er} est situé à moins de 200 m d'une entrée et les suivants au maximum à 400 m d'une entrée. * Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24/24				

10.6 Grille de couverture pour les zones industrielles commerciales ou industrielles

Les dispositions ci-dessous s'appliquent aux zones industrielles commerciales et artisanales à créer et dont seuls les VRD sont connus. Dans le cas contraire, il convient d'appliquer les autres méthodes de calcul.

Chaque parcelle ou chaque bâtiment doit pouvoir être défendue par 2 hydrants au moins dans les conditions suivantes :

- Un débit minimal de 60 m³/h ou une réserve de 120 m³ par tranche de 1000 m² de surface non recoupée sera demandé
- Nombre minimal de PEI : 2. Si le débit exigé est ≥ 120 m³/h, 1/3 des PEI sera sous pression.
- Distance entre l'extrémité de la zone constructible la plus éloignée de l'entrée principale de la parcelle ou du bâtiment et du PEI le plus proche : 200 mètres par les voies engins.
- Distance entre les PEI: 400 mètres par les voies engins du premier PEI le plus proche de la zone constructible

10.7 Grille de couverture pour les bâtiments liés à des activités agricoles

La qualification du risque est synthétisée dans les tableaux ci-dessous.

Cette évaluation prend en compte comme premier critère l'activité, la distance d'isolement du bâtiment par rapport à tout autre bâti et la superficie.

10.7.1 Bâtiments abritant des stockages multiples

Ce type de bâtiment associe souvent des stockages divers (fourrage, produits phytosanitaires, engrais, ...), mais également des matériels de haute valeur pour la poursuite de l'exploitation (tracteurs, machines agricoles), voire des animaux. Compte tenu des dangers (effondrement des structures métalliques, chute des murs, explosion) et des enjeux, la lutte sera menée depuis l'extérieur et donc grande consommatrice d'eau.

	Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque particulier
	Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	Selon étude de risque

distance d'isolement					
d < 8 mètres	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Particulier	Particulier
d ≥ 8 mètres	Courant très faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire	Particulier

Superficie en m ²	50	250	500	1000
------------------------------	----	-----	-----	------

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.

Ajouter 30 m³/h pendant 2 h ou 60 m³ par tranche de 1000 m²

10.7.2 Bâtiments abritant uniquement des matériels

Le risque est associé aux ateliers et aux engins à moteur. Les enjeux sont importants pour l'exploitation

Le premier point d'eau doit être situé à 200 mètres au plus

	Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque particulier
	Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	Selon étude de risque

distance d'isolement					
d < 8 mètres	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire	Particulier
d ≥ 8 mètres	Courant très faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire	Particulier

Superficie en m ²	50	250	500	1000
------------------------------	----	-----	-----	------

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.1

Ajouter 30 m³/h pendant 2 h ou 60 m³ par tranche de 1000 m²

10.7.3 Bâtiments abritant uniquement du fourrage

Le fourrage perd immédiatement sa valeur dès lors qu'il est en contact avec l'eau ou la fumée. Par ailleurs, les eaux d'extinction polluent plus que la combustion de la totalité du fourrage.

Si le stockage est isolé de tout autre risque voisin (habitation, étable, remise, ...) par une distance minimale de 8 mètres, le bâtiment peut être assimilé à du risque courant. L'action des sapeurs-pompiers se limitera à la lutte contre la propagation du sinistre en dehors du volume en feu, à la protection des intervenants et aux déblais en fin d'incendie. Lors des études de permis, cette précision doit être mentionnée dans l'avis du SDIS 65. Dans le cas contraire, le calcul est effectué selon le principe des bâtiments abritant des activités et des stockages multiples.

Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque particulier
Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	Selon étude de risque

distance d'isolement

d < 8 mètres	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire	Particulier	Particulier
d ≥ 8 mètres	Courant très faible	Courant faible	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Particulier

Superficie en m²

50

250

500

1000

2000

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.1

Ajouter 30 m³/h pendant 2 h ou 60 m³ par tranche de 1000 m²

10.7.4 Bâtiments abritant uniquement des animaux

Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque particulier
Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	Selon étude de risque

distance d'isolement

d < 8 mètres	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire	Particulier	Particulier
d ≥ 8 mètres	Courant très faible	Courant très faible	Courant faible	Courant faible	Courant ordinaire	Courant ordinaire

Superficie en m²

50

250

500

1000

2000

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.1

Ajouter 30 m³/h pendant 2 h ou 60 m³ par tranche de 1000 m²

*Si ces bâtiments ne sont pas isolés d'un bâtiment tiers ou n'abritent pas uniquement des animaux il convient d'appliquer les prescriptions de l'activité s'y rapprochant. **

Une tolérance peut être accordée pour un stockage inférieur à 10% de la surface totale, sans toutefois excéder 100 m².

10.7.5 Résumé

Risque courant très faible	Risque courant faible	Risque courant ordinaire	Risque particulier
Absence de DECI possible ⁽¹⁾	30 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 60 m ³	60 m ³ /h pendant 2h ou réserve de 120 m ³	Selon étude de risque

d < 8 Mètres	Distance d'isolement par rapport aux TIERS
d > 8 Mètres	

< 8 mètres	FOURRAGE	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier
	MATÉRIEL	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier
	ANIMAUX	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier
	MULTIPLE	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier	Particulier

Superficie en M²		50	250	500	1 000	2 000	Ajouter 30 m ³ /h pendant 2 h ou 60 m ³ par tranche de 1000 m ²
≥ 8 mètres	FOURRAGE	Courant Très Faible	Courant Faible	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Particulier
	MATÉRIEL	Courant Très Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier
	ANIMAUX	Courant Très Faible	Courant Très Faible	Courant Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire
	MULTIPLE	Courant Très Faible	Courant Faible	Courant Ordinaire	Courant Ordinaire	Particulier	Particulier

⁽¹⁾ à la demande du pétitionnaire conformément au chapitre 3.2.2.1

10.8 Grille de couverture pour les silos de matières combustibles (grain, sciure, farines, etc.)

A défaut de bases de calcul connues, les silos à plat relèvent du risque courant ordinaire. En revanche, l'évaluation des besoins en eau pour les silos verticaux doit faire l'objet d'une étude particulière fournie par l'exploitant.

10.9 Grille de couverture pour les zones de stationnement et remises de véhicules

Les zones de stationnement et remises de véhicules couverts ou à l'air libre d'une surface $< 6000 \text{ m}^2$ sont à classer en risque courant ordinaire.

10.9.1 Les parcs de stationnement couverts,

Non ouverts sur toutes leurs faces desservant une habitation collective ou des locaux réservés aux travailleurs par des circulations intérieures et dont la surface est supérieure à 6000 m^2 , un débit de $180 \text{ m}^3/\text{h}$ est exigé.

L'ensemble des PEI dont au moins 1/3 d'hydrants sous pression seront situés à moins de 100 mètres par des chemins stabilisés. Si des colonnes sèches sont mises en place cette distance est ramenée à 60 mètres.

10.9.2 Les parcs de stationnement ou remises de véhicules à l'air libre de plus de 6000 m^2

La méthode de calcul est identique à celle du risque industriel :

Description sommaire du risque :				
Critères	Coefficients	Coefficients retenus		Commentaires
Type de véhicules				
VL	0			
PL	+ 0,1			
Interventions internes				
- accueil 24h/24h avec présence permanente à l'entrée	- 0,1			
- DAI généralisée reportée 24h/24h et 7j/7j en télésurveillance ou au poste de secours si 24h/24h avec consignes d'appels	-0,1			
- Service de sécurité incendie 24h/24h avec moyens appropriés, équipe de seconde intervention en mesure d'intervenir 24h/24h	-0,3*			
\sum coefficients				
$1 + \sum$ coefficients				
Surface de référence (en m ²) ¹				
$Q_i^{(2)} = 30 * S / 500 * (1 + \sum \text{coefficients})$				
$Q = Q_i * 1,5$				
DEBIT REQUIS EN M³ (2) (3)				
(1) Prendre un espace libre de 4,50 m entre VL et espace libre de 12 m entre PL (2) Qi : débit intermédiaire du calcul (en m3/h) (2) Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m3/h. Si q> 300 m3/h une étude du réseau hydraulique sera demandée (3)) La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression doit être distribuée par des PEI dont le 1 ^{er} est situé à moins de 200 m d'une entrée et les suivants au maximum à 400 m d'une entrée. * Si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte celui de l'accueil 24/24				

10.10 Besoin en eau pour les campings et aires d'accueil des gens du voyage

Les aires d'accueil des gens du voyage sont classées en risque courant ordinaire.

Il est demandé que tout emplacement soit donc défendu par un PEI délivrant 60 m³/h ou 120 m³, situé à moins de 200 mètres par les voies de communication et les chemins stabilisés de 1,80 m de large.

Les campings sont de manière générale classés en risque courant faible. Si les blocs de 4 logements ne sont pas isolés de 4 mètres entre eux, ils seront alors classés en risque courant ordinaire pour les blocs concernés

10.11 Besoin en eau pour les stations service

Les stations service, situées en dessous du seuil des ICPE soumises à déclaration, sont classées en risque courant important.

Il est demandé 2 PEI capables de fournir simultanément 120 m³/h ou 240 m³, situés à moins de 200 mètres par les voies de communication et situés à plus de 50 m du risque.

10.12 Besoin en eau pour les carrières

La diversité des installations rend l'évaluation délicate. S'agissant de bâtiments industriels, de bureaux, ou de remises de véhicules, le présent règlement propose des méthodes d'évaluation adaptées. Il convient alors de prendre l'activité la plus importante et/ou la plus à risque.

Dans le cas de réservoirs extérieurs de carburants ou d'huiles, le principe du risque courant ordinaire (60 m³/h pendant 2 h ou 120 m³) doit être appliqué au minimum.

S'il n'existe pas d'installation fixe et que le risque incendie n'est constitué que par les engins de la carrière, il convient de noter que la DECI n'est plus nécessaire dès lors qu'ils sont distants entre eux et vis-à-vis des zones combustibles de plus de 12 mètres.

11 ANNEXES

Livret annexé au présent règlement.

12 GLOSSAIRE

BI : Bouche Incendie

CCGC : Camion Citerne Grande Capacité

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CIS : Centre d'Incendie et de Secours

DA : Dévidoir Automobile

DECI : Défense Extérieure Contre l'Incendie

DFCI : Défense de la Forêt Contre l'Incendie

DN : Diamètre Nominal

DSP : Dubois Spécial Paris

ERP : Etablissement Recevant du Public

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

PA : Poteau d'Aspiration

PEI : Point d'Eau Incendie

PENA: Point d'Eau Naturel ou Artificiel

PI : Poteau Incendie

REI : Reserve d'Eau Incendie

RO : Règlement Opérationnel

SCDECI : Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

SDACR : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques

SICDECI : Schéma Inter Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

SIG: Système d'Information Géographique

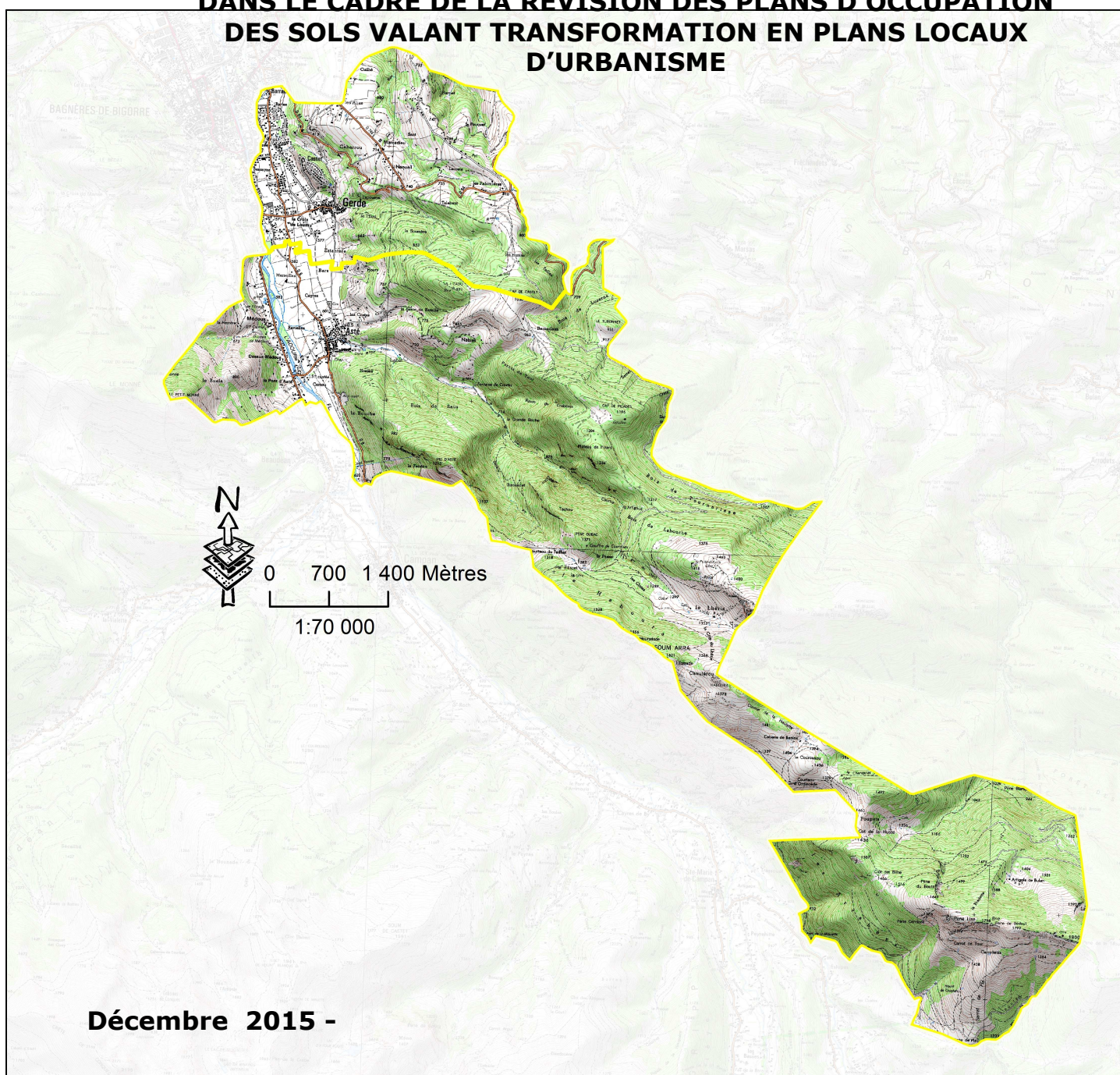
DIAGNOSTIC AGRICOLE

- DIAGNOSTIC AGRICOLE -

ANALYSE DES ENJEUX AGRICOLES SUR LES COMMUNES

d'ASTE et de GERDE

DANS LE CADRE DE LA REVISION DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS VALANT TRANSFORMATION EN PLANS LOCAUX D'URBANISME



SOMMAIRE

1 INTRODUCTION	4
1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	4
1.2 METHODOLOGIE	4
SITUATION DES COMMUNES	6
1.2.1. Quelques chiffres	6
1.2.2. Occupation du sol	7
2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE	8
2.1 LES HOMMES.....	8
2.1.1. Nombre d'agriculteurs et répartition	8
2.1.2. Statut des exploitants.....	10
2.1.3. Age des exploitants	10
2.1.4. Analyse des questions de reprise ou de succession	12
2.2 LES PRODUCTIONS	13
2.2.1. Les productions	13
2.2.2. Les cheptels	14
2.2.3. Statut environnemental	14
2.2.4. Les bâtiments d'élevage	16
2.2.5. Les projets de bâtiments	16
2.3 LES SURFACES.....	16
2.3.1. Taille des exploitations	16
2.3.2. Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC.....	18
2.3.3. Utilisation des surfaces sur Aste et Gerde.....	18
3 SYNTHESE : ATOUTS/FAIBLESSES - OPPORTUNITES/MENACES	20
4 AGRICULTURE ET TERRITOIRE COMMUNAL : QUELLE PLACE POUR L'AGRICULTURE SUR LE TERRITOIRE D'ASTE ET DE GERDE ?.....	21
3.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTTE	21
3.2 LES AMENITES	21
3.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN DE MONTAGNE	22

Sommaire des illustrations :

<i>Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Asté et Gerde.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs ».....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles.....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur le territoire (avec déclaration PAC).....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 5 : Principales productions.....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur les communes.</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur territoire « Pôle sud »)....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives) ..</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision.....</i>	<i>23</i>

<i>Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Asté et Gerde.....</i>	<i>8</i>
<i>Figure 2 : Répartition des âges des exploitants</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations</i>	<i>13</i>
<i>Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur le territoire (hors collectif)....</i>	<i>18</i>

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS

Dans le cadre de la révision de leurs Plans d'Occupation des Sols valant transformation en Plan Local d'Urbanisme, les communes d'Aste, Gerde, Montgaillard et Trébons, accompagnées de la commune de Hiis pour l'élaboration d'un PLU, ont sollicité, dans le cadre d'un groupement de commande, le concours de la Chambre d'Agriculture pour la réalisation d'un diagnostic de l'agriculture présente sur leur territoire.

En effet, ces communes souhaitent disposer d'un état des lieux de l'activité agricole présente sur leur territoire pour une meilleure gestion de l'urbanisme, tout en tenant compte des exploitations agricoles en place.

Cet état des lieux est réalisé et restitué par la Chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées de manière mutualisée à l'échelle des deux territoires suivants :

- « pôle Nord » (Montgaillard, Trébons et Hiis)
- « pôle Sud » (Asté et Gerde)

L'analyse agricole doit donc permettre aux élus de mieux cerner les enjeux agricoles sur les communes afin de pouvoir fonder leurs choix et mesurer les impacts du futur zonage.

Le rôle de la Chambre d'Agriculture dans cette démarche est de collecter et de mettre en forme l'ensemble des données nécessaires pour définir les contraintes spatiales et/ou fonctionnelles des exploitations agricoles cultivant des terres sur les communes concernées. Il ne s'agit en aucun cas de décider du zonage à retenir.

1.2 METHODOLOGIE

La réalisation de ce diagnostic s'est appuyée essentiellement sur les données agricoles issues de la base de données de la Chambre d'Agriculture.

Afin de travailler avec les agriculteurs à l'enrichissement du diagnostic agricole concernant le Pôle Sud, une réunion a eu lieu le mercredi 18 novembre 2015 en mairie de Gerde.

9 agriculteurs ont participé à cette réunion. Cette réunion a permis de valider, de mettre à jour et de compléter les données de la Chambre d'Agriculture, issues de la base de données et préalablement synthétisées.

Une réunion de restitution auprès des élus d'Aste et de Gerde sera organisée.

Cette enquête est complète dans la mesure où les agriculteurs cultivant des terres sur les communes ont été inventoriés, quels que soient la taille et type de production des exploitations. Elle n'est cependant pas exhaustive, puisque basée sur du déclaratif.

Les données transmises dans le présent rapport ne sont pas individualisées et nominatives afin de respecter la confidentialité des informations et l'anonymat.

Les données transmises dans le présent rapport sont de deux types :

1. Description dans le présent rapport de l'activité agricole des communes d'Asté et de Gerde à partir des données de la Chambre d'Agriculture et de la réunion du groupe de travail avec les agriculteurs.

2. Cartes

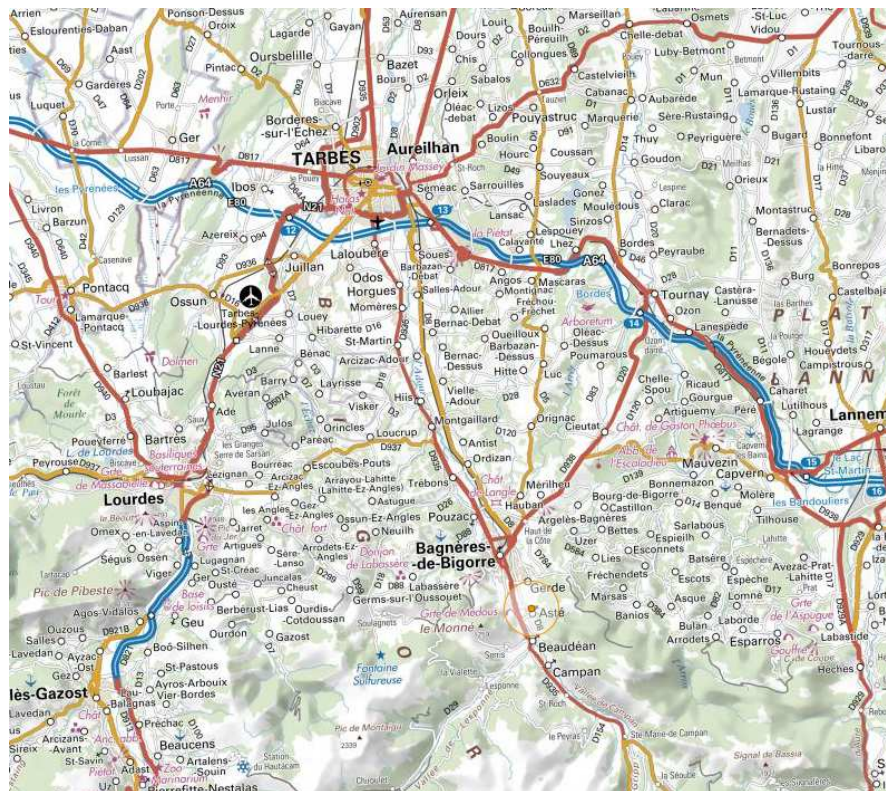
La représentation cartographique permet de visualiser l'état des lieux décrit dans le présent document en localisant notamment :

- Le mode d'occupation du sol sur le territoire communal,
- Chaque exploitation : les parcelles valorisées,
- La répartition du parcellaire selon l'âge des exploitants,
- Les systèmes de productions,
- Les bâtiments d'élevage et les périmètres de précaution ou « zones de risque pour la cohabitation avec les tiers »,
- Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC,
- Les cultures
- ...

SITUATION DES COMMUNES

1.2.1. Quelques chiffres

Les communes d'Asté et de Gerde se situent au sud de Bagnères de Bigorre.
Les communes font partie de la communauté de communes de la Haute-Bigorre.



La superficie des communes est de 2667 ha pour Asté et de 693 ha pour Gerde.

Les communes d'Asté et de Gerde se situent au sud Bagnères de Bigorre (sous-préfecture), dans la haute vallée de l'Adour. Elles sont bordées à l'Ouest par la RD 935 et traversées au centre par la RD 8 qui coupent le territoire selon un axe globalement Nord-Sud. La RD 84 permet un accès par l'est au territoire de Gerde. Au sud, la RD 408 marque la fin du village d'Asté.

Le territoire est traversé par :

- - L'Adour. Les deux villages trouvent leur place principalement en rive droite. La rive gauche est urbanisée en linéaire entre le pied de versant, la RD 935 et l'Adour,
- le ruisseau du Lhéris qui traverse la commune d'Asté selon un axe sud-est/nord-ouest.

L'altitude du territoire s'échelonne de 550m pour la commune de Gerde aux portes de Bagnères de Bigorre à 810m au col des Palomières en passant par le quartier Marcadiou/La Forêt à 715m environ.

Asté s'étend de 610m d'altitude à 1804m en s'étirant le long d'une crête qui sépare la vallée de Campan du territoire des Baronnie.

Les habitants étaient au nombre de 537 à Asté et de 1193 à Gerde au recensement de 2012 (source : INSEE, DGI).

1.2.2. Occupation du sol

Les usages du sol répartis approximativement sur les communes d'Asté et de Gerde sont les suivants, pour une surface totale de 3360 ha (surfaces calculées par SIG).

	ASTE		GERDE	
	En ha	En %	En ha	En %
SAU	913	34	254	36,7
dont collectif	748		23	
Surfaces artificialisées	22	1	66	9,7
Surfaces boisées et forêts	1564	59	240	34,6
Non renseigné	168	6	132	19,0
TOTAL	2667	100	693	100

Surfaces calculées par SIG

Carte n°1 : Occupation du sol

L'urbanisation occupe 88 ha. Il n'est pas significatif de ramener cette surface à la superficie totale du territoire au regard de l'étendue et l'étagement montagnard.

On observe cependant que la part de l'urbanisation dans la surface agricole non collective va de 16% sur Asté à 26% sur Gerde, commune nettement plus « urbanisée ».

Le territoire est dominé par l'agriculture. Les surfaces valorisées par l'activité agricole sont estimées à 1167ha (inclus surface d'estive collective) soit 34.7 % de la superficie totale des communes.

Les surfaces agricoles prises en compte dans le calcul correspondent :

- aux surfaces déclarées à la PAC par les agriculteurs,
- des surfaces valorisées aujourd'hui par l'agriculture mais qui ont vocation à être urbanisées dans le POS actuel,
- à de petites surfaces valorisées par des agriculteurs mais non déclarées à la PAC,
- aux surfaces entretenues par des particuliers (chevaux, ...).

2 CONTEXTE L'AGRICULTURE

SOCIO-ECONOMIQUE

DE

Dans cette partie, nous prendrons en compte trois dimensions :

- les Hommes,
- les productions,
- les surfaces.

2.1 LES HOMMES

2.1.1. Nombre d'agriculteurs et répartition

Les surfaces déclarées à la PAC et localisées sur les communes d'Asté et de Gerde représentent une superficie de 370 ha (enquête Chambre d'Agriculture 2015, hors collectif et pastoral).

NB : Ces chiffres tiennent compte des îlots entiers dont la majeure partie est déclarée sur les communes concernées, auxquels sont rattachées toutes les informations de l'exploitations (âge, surface, production,...).

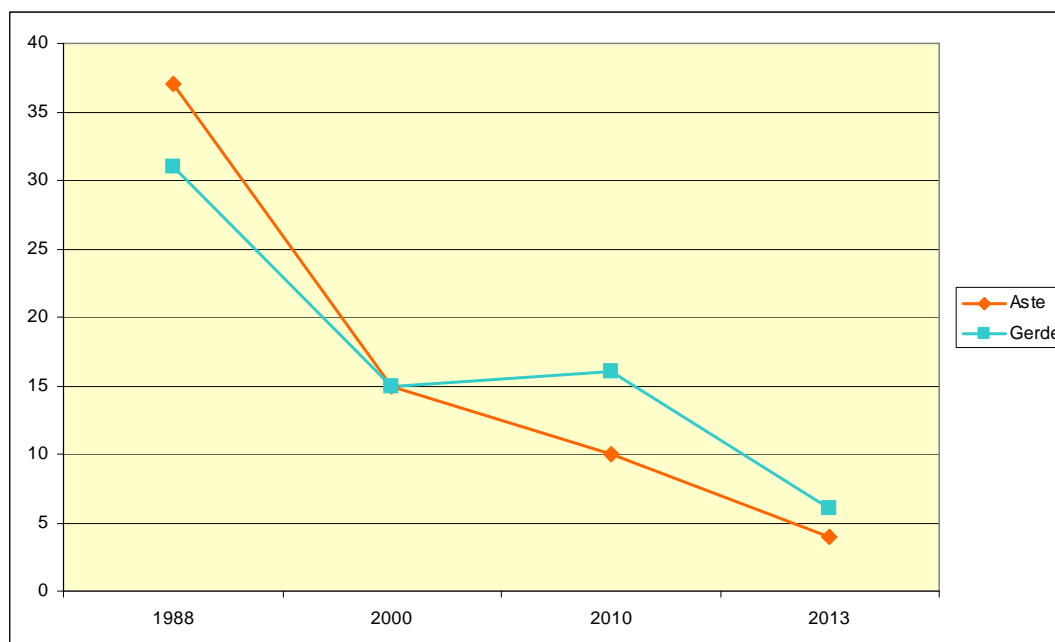
Ces chiffres ne tiennent pas compte de terres non déclarées à la PAC sur les communes d'Asté et de Gerde.

En 2015, 4 exploitations ont leurs sièges d'exploitation sur les communes d'Asté et 6 exploitations ont leurs sièges sur Gerde (résultat enquête groupe de travail).

En 2010, elles étaient respectivement 10 sur Asté et 16 sur Gerde, en 2000, 15 sur chacune des deux communes et en 1988 on dénombrait 37 siège sur Asté et 31 sur Gerde. (données du Recensement Agricole de 2000 - AGRESTE, 2000).

Les communes du Pôle sud ne conservent que 10 à 20 % des sièges d'exploitations en 25 ans.

Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Asté et Gerde



A ces 10 exploitations s'ajoutent **25 autres exploitations** qui valorisent des terres sur le territoire et **qui proviennent de communes voisines (on les dénommera « agriculteurs extérieurs »)**.

Le tableau ci-dessous montre que 30 % des surfaces valorisées par l'agriculture (hors collectif) sur le territoire (soit 117ha environ) sont exploitées par des agriculteurs extérieurs (terres déclarées à la PAC).

Les agriculteurs gerdois exploitent 11.21 ha sur Aste. Réciproquement, les agriculteurs d'Aste n'exploitent que 0.5ha sur Gerde.

Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Aste et Gerde

	Nombre d'exploitations ayant leur siège sur la commune	Nombre d'exploitations extérieures utilisant des terres sur le territoire, y c sur chaque commune	Nombre total d'exploitations	Surface déclarée à la PAC en 2013 (ha)	Estimation surface valorisée par les agriculteurs extérieurs (ha)	% surface exploitée par des agriculteurs extérieurs
Aste	4	15 (dont 4 gerdois)	19	132	33.8	25.6%
Gerde	6	13	19 (exploitations recensées lors de l'enquête)	238 ha	84,0	35.3%

Surfaces calculées par SIG.

Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Commune de provenance	Nombre d'exploitations Concernées (sans double-compte)	SAU sur le territoire (ha)
ASQUE	1	1,46
ASTE	1	0,49
BAGNERES DE BIGORRE	4	14,79
BEAUDEAN	3	11,69
BURG	1	2,73
CAMPAN	2	0,8
CASTILLON	1	2,7
CIEUTAT	1	10,37
GERDE	4	11,21
HAUBAN	1	6,68
LIES	2	29,6
MARSAS	1	2,1
MERILHEU	1	7,49
UZER	1	16,59
VIELLE ADOUR	1	0,43
Non renseigné	3	10
TOTAL	25	117

Surfaces calculées par SIG.

La **Carte n°3** permet de localiser géographiquement les communes de provenance des agriculteurs extérieurs.

2.1.2. Statut des exploitants

Sur les 35 exploitations valorisant des terres sur les communes, la majorité est dirigée par des exploitants à titre exclusif (54 %), 6 exploitants ont été recensés comme pluri-actifs (agriculteurs ayant également autre une activité rémunérée que l'agriculture). Il est particulièrement rare d'observer qu'aucun exploitant en place ne soit retraits (ayant conservé la surface de subsistance ainsi que du cheptel).

Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles

Statut	Nombre d'exploitants concernés	% Nombre d'exploitants concernés	Nombre d'exploitants ayant leur siège sur le territoire
Exploitant à titre exclusif	19	54	7
Exploitant à titre secondaire	6	18	3
Exploitants retraits	0	0	0
Non renseigné (surf <1ha, gestionnaire estive)	10	28	
TOTAL	35		10

2.1.3. Age des exploitants

Le tableau ci-après reprend par classe d'âge, le nombre d'exploitation. La **Carte n°4** caractérise les surfaces exploitées en fonction des tranches d'âge.

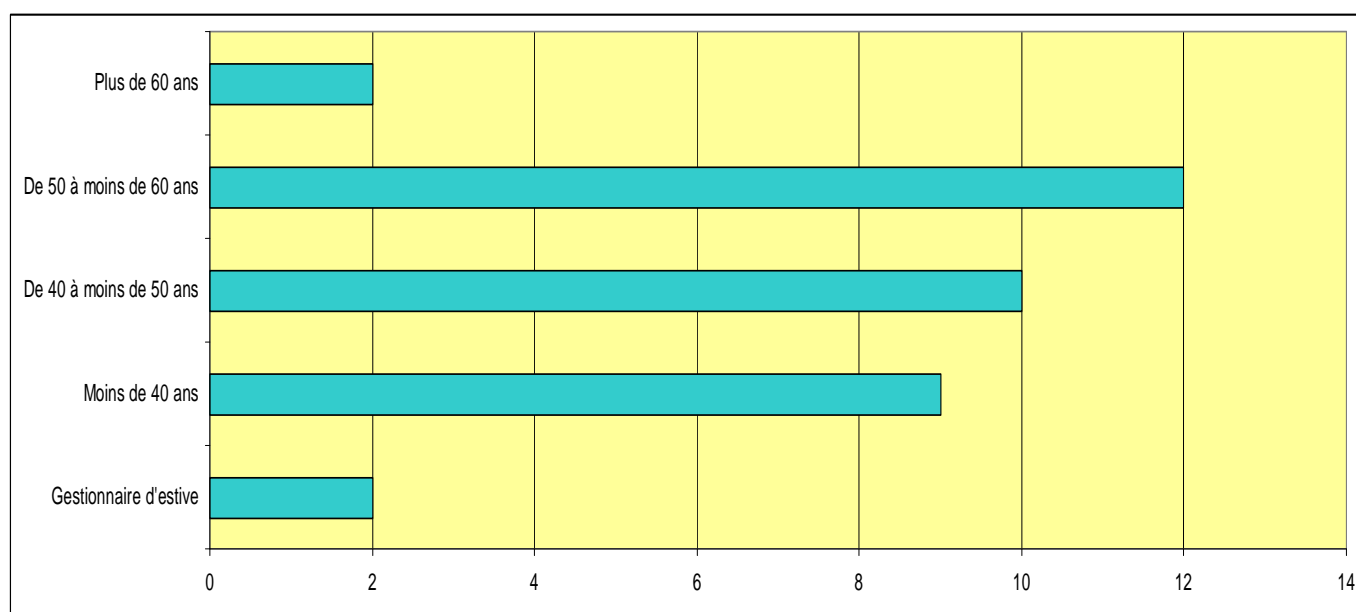


Figure 2 : Répartition des âges des exploitants

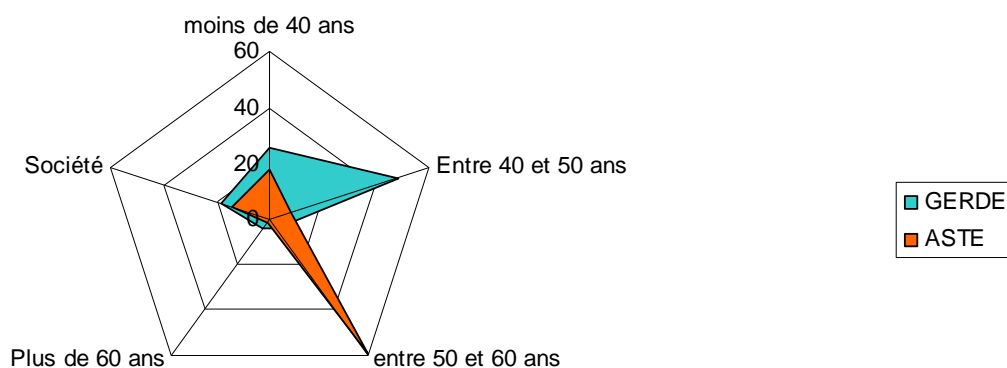
L'analyse porte sur les exploitations avec des surfaces déclarées à la PAC.

Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur le territoire (avec déclaration PAC)

Tranche d'âge	Nombre	%	SAU sur Pôle Sud	% SAU
Moins de 40 ans	9	27,27	92,87	25,11
De 40 à moins de 50 ans	10	30,30	142,48	38,52
De 50 à moins de 60 ans	12	36,36	122,68	33,17
Plus de 60 ans	2	6,06	11,85	3,20
TOTAL	35	100	369,88	100

On note que :

- 52% des exploitants ont moins de 50 ans.
- Seulement 6% des exploitations sont dirigées par un agriculteur de plus de 60 ans.
- Les moins de 40 ans représentent 26 % des chefs d'exploitations et permettent d'assurer le renouvellement des générations.

Part de surfaces travaillées par les exploitants agés de**Figure 3 : Répartition des surfaces déclarées sur le territoire en fonction de l'âge de l'exploitant**

L'analyse de la répartition des surfaces selon l'âge du chef d'exploitation est particulièrement parlante :

- Globalement, chaque tranche d'âge dispose de surfaces proportionnelles au nombre d'hommes. Les moins de 40 ans (26%) travaillent 25% des surfaces
- On observe par contre une typologie assez marquée entre les deux communes :
 - Forte proportion de moins de 50 ans sur Gerde
 - les 50-60 ans sont nettement majoritaires sur Asté
 - Les plus de 60 ans exploitent 3 % des surfaces pour 6% des actifs

Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants

La carte permet de visualiser la situation actuelle au regard de l'âge des exploitants. Les couleurs sur les parcelles représentent la tranche d'âge des agriculteurs concernés.

2.1.4. Analyse des questions de reprise ou de succession

(Cf. Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants)

Pour les 12 exploitants ayant moins de 60 ans (36 %), les questions de reprise ou de succession ne se posent pas immédiatement mais sont à anticiper (**122 ha sur le pôle**). En effet, compte tenu du rallongement de la durée de cotisation suite à la réforme des retraites, on ne peut plus fixer l'âge de la retraite à 60 ans. On ne peut donc plus prévoir les départs seulement à partir de la date de naissance des exploitants.

Parmi les exploitations ayant leur siège sur le territoire, 2 exploitants agricole au moins ont été recensés comme ayant plus de 60 ans. Une reprise ou une suite doit donc être envisagée dans les 5 à 10 ans à venir. Cela concerne une surface totale de 12 ha environ sur le territoire communal.

Remarque : une exploitation sans successeur ne signifie pas pour autant que les terres soient « libres » à court terme, puisque celles-ci peuvent être reprises par un jeune en installation ou par des exploitants voisins.

2.2 LES PRODUCTIONS

2.2.1. Les productions

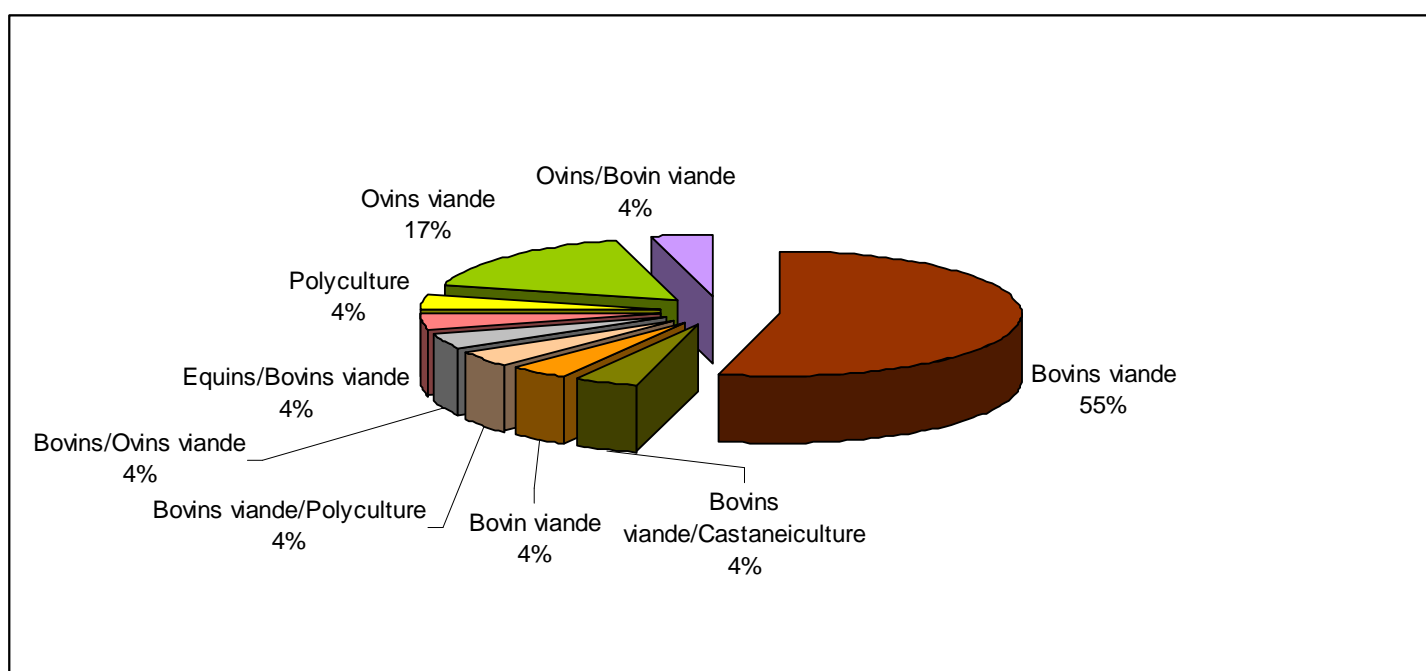
La **Carte n°5** caractérise les surfaces exploitées selon les orientations technico-économique des exploitations.

En ce qui concerne les productions des exploitations, on notera la répartition suivante :

Tableau 5 : Principales productions

Nature de la production principale	Nombre d'exploitations	%	SAU valorisée sur le territoire	%
Bovin viande	13	37,14	207,43	56,08
Bovin viande – Castaneïculture	1	2,86	2,1	0,57
Bovin viande –	1	2,86	5,92	1,60
Bovins viande –Polyculture	1	2,86	12,71	3,44
Bovin viande – Ovin viande	1	2,86	10,37	2,80
Equins - Bovin viande	1	2,86	12,85	3,47
Polyculture	1	2,86	37,98	10,27
Ovin viande	4	11,43	33,4	9,03
Ovin Viande Bovin viande	1	2,86	33,81	9,14
Non renseigné	11	31,43	13,31	3,60
TOTAL	35	100	369,88	100

Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations



La **Carte n°5** présente les terres de chacune des exploitations en fonction du système d'exploitation de celles-ci. Ainsi, il est possible de visualiser l'ensemble des systèmes de production des exploitations.

2.2.2. Les cheptels

Au regard des ateliers d'élevage, on observe là aussi une certaine dichotomie entre Asté et Gerde.

Asté est spécialisée en production ovine, alors que c'est l'élevage de bovins viande qui caractérise les exploitants de Gerde.

On constate une relative stabilité du cheptel à l'échelle du territoire, même si Asté se distingue par une diminution significative du cheptel bovin.

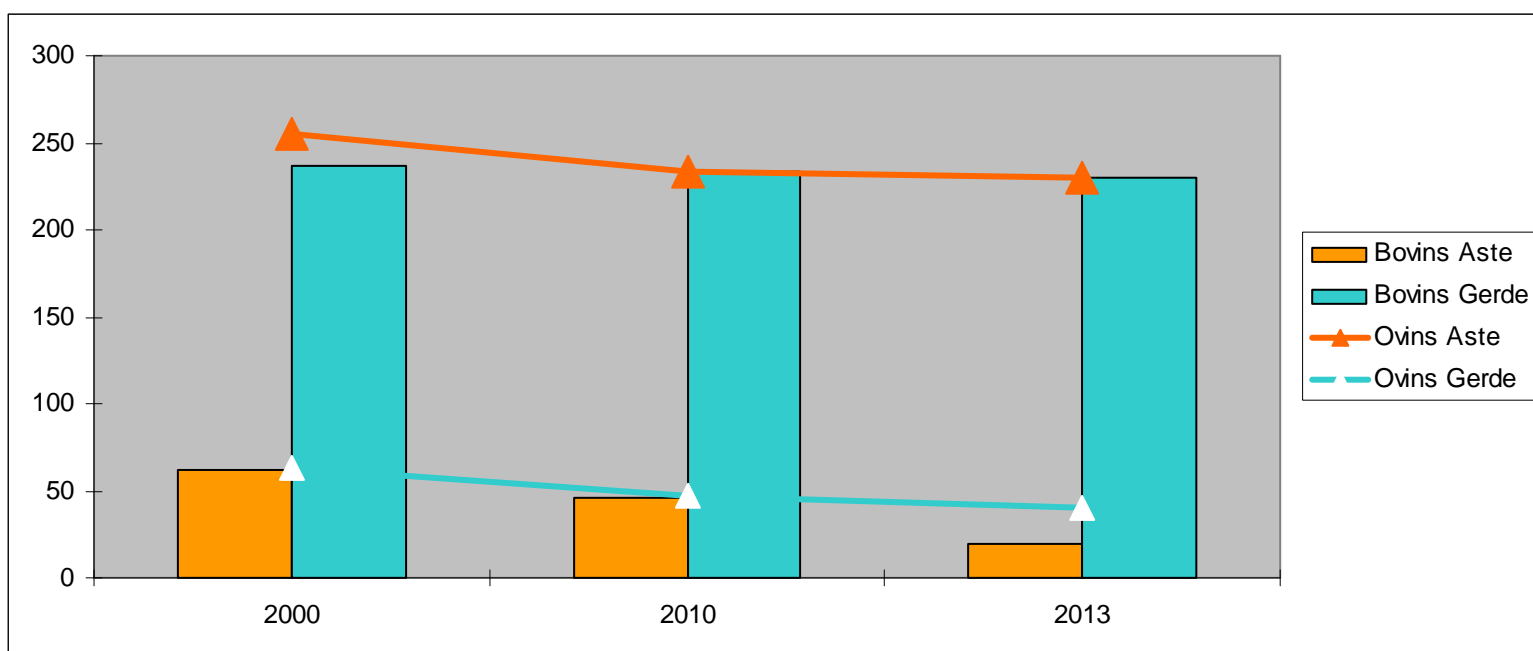


Figure 4 : Evolution des cheptels sur les communes d'Asté et de Gerde

Les surfaces agricoles d'Asté et de Gerde sont majoritairement mises en valeur par l'élevage (bovins viande, ovins viande, double atelier) et la polyculture. Ces productions qui aujourd'hui valorisent correctement les surfaces qui leur sont consacrées, sont fortement dépendantes des aides PAC.

Quatre exploitations travaillant des terres sur le territoire, dont une ayant son siège sur Gerde, commercialise une partie de leur production en vente directe (viande en caissette).

2.2.3. Statut environnemental

Les exploitations d'élevages sont soumises à une réglementation stricte en fonction des effectifs adultes présents. Elles sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), règlement qui fixe certaines règles de fonctionnement. **A partir d'une certaine taille, certaines exploitations sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** qui va renforcer :

- ✓ les dispositions concernant l'implantation et l'aménagement des bâtiments d'élevage et de leurs annexes (silos d'ensilage, ouvrages de stockage des effluents, salles de traite),
- ✓ les règles d'exploitation.

Sur les communes d'Asté et de Gerde, aucune exploitation d'élevage n'est soumise au régime ICPE.

Les exploitations d'élevage sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

2.2.3.1 Le Règlement sanitaire départemental

Il s'applique à tous les élevages inférieurs aux seuils présentés en **Annexe n°1** et aux activités d'élevage non prises en compte.

Dans les Hautes-Pyrénées, ce règlement date du 8 octobre 1980.

- Tout écoulement de purin sur la voie publique, dans les caniveaux de rue, ou dans les cours d'eau, sources, mares ... est interdit.
- Les fosses doivent être étanches et ne pas déborder. Il n'y a pas de contrainte de dimensionnement.
- Les dépôts de fumier aux champs sont acceptés, mais ils doivent être situés à plus de 35 mètres des voies publiques, des établissements publics et des habitations.

Cf. **Annexe n°1** : Nomenclature des établissements d'élevage - Règles de distance et **partie Bâtiments d'élevage**.

2.2.4. Les bâtiments d'élevage

La **Carte n°7** permettent de localiser les bâtiments d'élevage présents sur les communes.

2.2.5. Les projets de bâtiments

Des projets de construction ou d'extension de bâtiments existants ont été recensés sur le territoire des communes lors de la réunion avec les agriculteurs.

Certains projets semblent rencontrer des difficultés administratives. Il sera important de clarifier la situation des bâtiments agricoles dans les futurs règlements graphiques et écrits pour permettre leur édification en accord avec les projets des communes

2.3 LES SURFACES

2.3.1. Taille des exploitations

Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur les communes

Surface agricole moyenne (en ha) des exploitations ¹			
Données RGA			Diagnostic Agricole CA65 (surfaces calculées par SIG) sur la base de 10 exploitations avec siège sur le territoire d'Asté et Gerde
1988	2000	2010	2013
7	14.26	15.9	38.9

La surface moyenne des 35 exploitations (ayant leur siège sur le territoire avec une déclaration PAC) enquêtées est de 39 ha environ (2013). Ces chiffres ne prennent pas en compte les exploitations dont les surfaces n'ont pu être renseignées.

¹ Les surfaces renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.

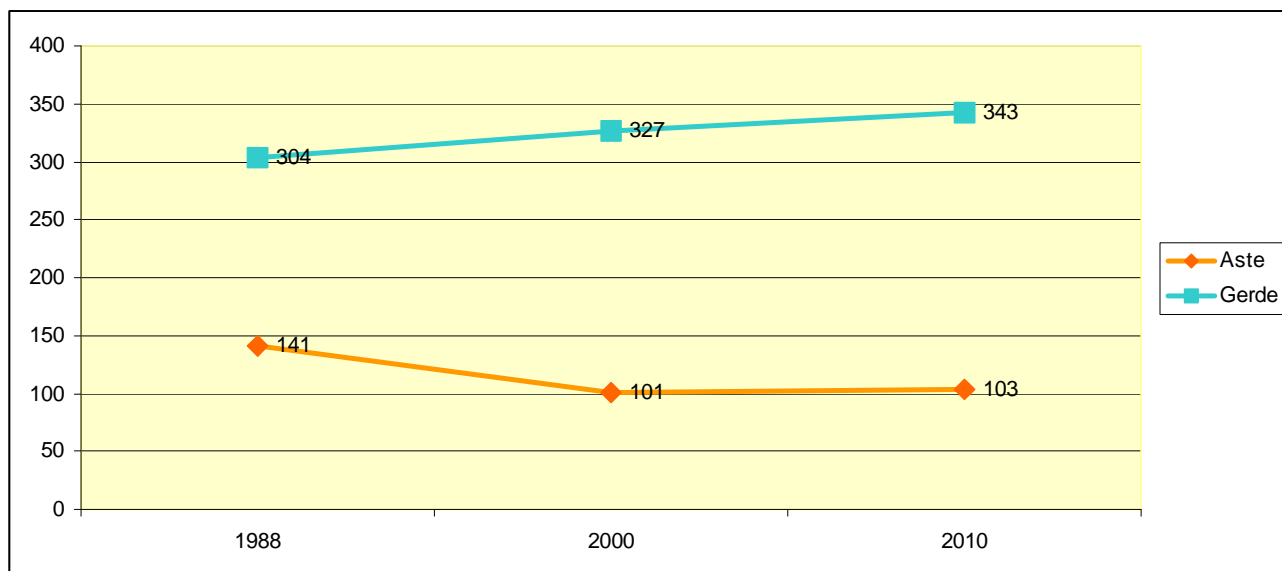


Figure 5 : Evolution des surfaces travaillées par les exploitations ayant leur siège sur les communes d'Aste et de Gerde

Sur le département, cette surface était de 27,3 ha en 2000 (source RGA 2000, sans prendre en compte les exploitations de moins de 5 ha de SAU).

On notera que sur la période 1988-2000 la SAU moyenne est multipliée par 6. Sur cette même période, le nombre d'exploitations diminue nettement.

L'agrandissement compense la diminution des sièges.

La surface moyenne des exploitations a toujours été très différente entre Asté et Gerde, lors des précédents recensements comme en 2013, avec le double de surface en moyenne détenue par les exploitations gerdoises.

Cette dichotomie s'explique davantage par l'extension hors du finage communal des agriculteurs gerdois, et en premier lieu sur Aste.

La quasi totalité des exploitations sont transhumantes et bénéficient donc également de complément de surfaces collectives.

Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur territoire « Pôle sud »)

	< 10 ha	10 à 20 ha	20 à 52 ha	>52 ha	Total	
Nombre d'exploitation / tranche de SAU	0	2	6	2	10	
% / total des exploitations	0	20	60	20	100	SAU moyenne
SAU totale des exploitations de chaque tranche (en ha)	0	25.4	225.45	138.81	389.67	38.9
% / SAU totale	0	6.5	57.8	35.6	100	

La **Carte n°2** présente la répartition des îlots agricoles de chaque exploitant enquêté.

2.3.2. Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC

Environ 25 hectares de terres sont valorisés par les agriculteurs ayant leur siège sur les communes ou les agriculteurs « extérieurs » sans être déclarées à la PAC (surfaces non déclarées par l'exploitant, non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, ...).

2.3.3. Utilisation des surfaces sur Asté et Gerde

Carte n°8 : Les cultures

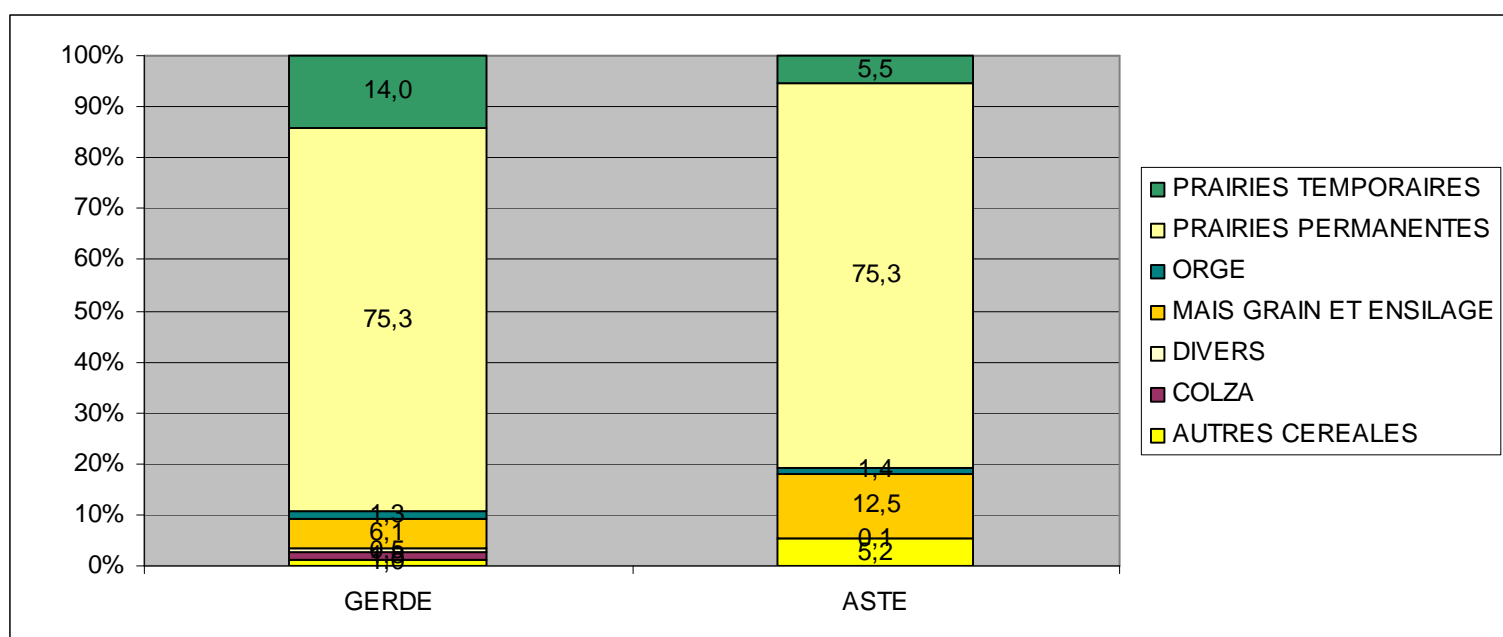
La répartition des surfaces exploitées par les agriculteurs, sur le pôle Sud, est la suivante :

Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives)

Culture	SAU sur territoire (ha)	% SAU sur Territoire (ha)
AUTRES CEREALES	8,81	0,8
COLZA	1,65	0,1
DIVERS	93,07	8,2
ESTIVES LANDES	700,1	61,3
MAIS GRAIN ET ENSILAGE	28,64	2,5
ORGE	4,36	0,4
PRAIRIES PERMANENTES	266,84	23,4
PRAIRIES TEMPORAIRES	38,34	3,4
TOTAL	1141,81	100,0

Calcul SIG à partir des informations cartographiques récoltées auprès des agriculteurs.

Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur le territoire (hors collectif)



L'utilisation des surfaces est dominée par les prairies, à plus de 80 % pour les deux communes.

La part de prairie temporaire importante sur Gerde correspond aux quartiers Marcadiou et La forêt

La part plus importante de la sole cultivée (maïs notamment) sur Asté, commune pourtant plus montagnarde, s'explique par la disponibilité en terrains mécanisables de la plaine d'Asté, préservés de la construction.

Les surfaces collectives représentent environ 748 ha sur Asté et 24 sur Gerde

Sur la période 1988-2000 la SAU moyenne augmente (multipliée par 5 à 6). Sur cette même période, le nombre d'exploitations diminue. L'agrandissement, quand il est possible est la condition d'adaptation prioritaire pour les exploitations.

Plus de 80 % des surfaces travaillées sur les communes d'Asté et de Gerde sont en prairies, directement liées au besoin de l'élevage.

La sole cultivée représente encore une part non négligeable pour ces communes d'entrée de vallée et s'étend prioritairement sur Asté dont le foncier mécanisable a été préservé de l'urbanisation.

Sur Asté et Gerde, comme sur d'autres zones de montagne étudiée, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible (estimée à 40 % environ).

Face à la définition de zones à urbaniser sur les surfaces en fermage, les exploitants agricoles n'ont aucune maîtrise foncière, qui dépend du propriétaire. Le risque de diminution de la surface agricole pénalise les exploitations.

3 SYNTHÈSE : Atouts/Faiblesses - Opportunités/Menaces

Atouts	Faiblesses
<p>Une agriculture bien présente sur deux communes dans un contexte péri-urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 exploitations ayant leur siège sur ces communes, valorisant 254 ha sur le territoire et 390 ha en tout - 25 exploitations extérieures valorisant 117 ha sur le territoire et 845 ha au total <p>40% de la surface communale est valorisée par l'agriculture</p> <p>Contexte adapté à l'élevage (proximité des surfaces collectives)</p> <p>26% d'agriculteurs de moins de 40 ans</p> <p>Réelle discontinuité entre les deux bourgs, bâti groupé</p>	<p>Des surfaces sur Asté travaillées quasi exclusivement par les 50-60 ans</p> <p>La situation géographique de Gerde au sud de Bagnères a justifié un développement d'offre de logement au détriment du foncier agricole</p> <p>Les zones urbanisables des POS actuels intègrent plus de 9 ha de terres encore valorisées par l'agriculture. Plus de 12 ha se situent dans les zones d'urbanisation future.</p> <p>Mode de faire valoir, usage précaire du foncier</p>
Opportunités	Menaces
<p>Volonté politique affirmée sur Gerde de développer les circuits court. En matière de développement agricole, à proximité de Bagnères de Bigorre, le territoire peut s'appuyer sur un potentiel de vente de proximité</p> <p>Maîtriser le développement urbain lors de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).</p> <p>Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que chaque commune affirme la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (Pôle Sud et SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.</p> <p>Assurer la sécurité foncière sur le long terme : maintien des surfaces agricoles et des possibilités pratiques de les valoriser y compris pour l'identité des communes.</p>	<p>Contexte péri-urbain</p> <p>L'extension des zones constructibles au sein des zones du POS actuel : Plus de 12ha de surfaces agricoles déclarées se situent au sein des zones de type AU (d'urbanisation future)</p> <p>Banalisation des paysages par le bâti</p> <p>Des soutiens liés à la détention de surfaces</p> <p>Réduction de l'autonomie fourragère</p>

4 Agriculture et territoire communal : quelle place pour l'agriculture sur le territoire d'Asté et de Gerde ?

3.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTE

La pression urbaine contraint l'activité agricole deux manières :

- une spéculation sur le prix du foncier : la valeur de la terre ne s'établit pas par rapport à sa valorisation agricole mais par rapport à sa valorisation foncière potentielle dans le cadre d'un programme d'urbanisation.
- une exploitation des terres rendue techniquement difficile par le phénomène de mitage de ces zones : les exploitants doivent traverser des voies de grande circulation avec des troupeaux ou des équipements lourds.

Les choix faits en matière de destination des sols dans les documents d'urbanisme sont autant de déterminants contraignants pour l'activité agricole.

D'autres études de territoire conduites par la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées (Action Agricole Leader Vallée des Gaves notamment) nous permettent d'affirmer que les surfaces agricoles travaillées non déclarées sont sur-représentées dans les zonages ouverts à l'urbanisation ou à une urbanisation future.

Sur le territoire, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible. Sur le département des Hautes-Pyrénées, 40 % en moyenne du foncier agricole est la propriété des exploitants.

3.2 LES AMENITES

Quel que soit le contexte, l'âge des exploitants, leurs statuts, leur production, les espaces utilisés et exploités par l'agriculture ont d'abord une valeur économique en tant que support de l'activité d'entreprises agricoles.

Cependant, les espaces agricoles représentent également une valeur d'« aménité » en tant que paysages structurant le cadre de vie. Ceci est d'autant plus vrai que les exploitations peuvent exercer plusieurs rôles (c'est la « multi-fonctionnalité » de l'agriculture).

Ainsi, plusieurs enjeux peuvent être identifiés :

- L'agriculture périurbaine participe à organiser la ville et à lutter contre l'étalement urbain non maîtrisé ;
- Elle rend la ville plus attractive et participe à la qualité de vie des citoyens en proposant des « aménités vertes », puisque les exploitations sont, outre des espaces de production, des lieux d'éveil (visites d'exploitations) et les

espaces agricoles offrent à proximité de la ville des lieux d'évasion (promenades pédestres, ...) ;

- Elle participe à l'économie locale par le dynamisme de ses exploitations et de sa filière agro-alimentaire ;
- Elle favorise la cohésion sociale et contribue à l'identité locale ;
- **Elle valorise les déchets urbains avec notamment l'épandage agricole des boues de station d'épuration ;**
- **Les zones agricoles peuvent servir d'interface entre urbanisation et zones naturelles en limitant les risques d'inondation en constituant un bassin d'expansion pour les crues ;**

L'agriculture participe ainsi pleinement au cadre de vie de la commune.

3.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN DE MONTAGNE

L'activité agricole est très présente, sur le territoire communal

En effet, le présent rapport montre que l'agriculture valorise aujourd'hui environ 370 ha de terres déclarées à la PAC et que 27 hectares environ de terres sont valorisés par les agriculteurs sans être déclarées à la PAC (non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, usage précaire, ...).

Ainsi, environ 40 % du territoire communal est aujourd'hui valorisé par l'agriculture. La majorité des terres valorisées par l'agriculture sur le territoire communal sont exploitées par des agriculteurs ayant leur siège sur le territoire et par des agriculteurs ayant entre 50 et 60 ans (Cf. Carte n°4).

Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que les communes du pôle Sud affirment la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.

Les systèmes agricoles dominants sur la commune sont très sensibles à la précarité foncière et aux emprises des futures zones d'urbanisation. Au-delà de l'existant, toute nouvelle forme d'agriculture ne se développera qu'avec une maîtrise et une stabilité foncière.

Tableau 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision

Zonage du POS actuel (en révision)	Surface totale de la zone concernée (en ha - calcul SIG)		SAU déclarée à la PAC (en ha - calcul SIG)			% SAU/ Surface totale de la zone considérée	
	Asté	Gerde	Asté	Gerde	Total	Asté	Gerde
U	24.76	65.07	1.57	8.27	9.84	6,3%	12,7%
Au	33.87	11.98	8.09	4.48	12.57	23,9%	37,4%
TOTAL	58.63	77.05	9.66	12.75	22.41	16.4%	16.5%

Carte n°9 : la carte permet de caractériser les surfaces agricoles déclarées à la PAC par rapport au zonage du POS actuel en au cours de révision (les surfaces non déclarées à la PAC ne sont pas prises en compte dans le calcul).

Les **Cartes n°7, n°8, n°9, n°10, et n°11** reprennent les éléments agricoles essentiels à prendre en compte dans la réflexion de l'aménagement de la commune.

➔ Limiter la consommation d'espace pour l'urbanisation et empêcher la dispersion des constructions et des zones constructibles sur tout le territoire et particulièrement pour les espaces agricoles non encore urbanisés à ce jour (zones NA du POS actuel),

➔ Veiller à ne pas enclaver les parcelles agricoles situées à l'arrière des zones d'urbanisation future.

➔ Ne pas déstructurer les espaces agricoles qui concentrent des parcelles par le mitage ou des coupures.

Aussi, compte tenu des évolutions réglementaires, la gestion économe du foncier déclinée dans la loi Grenelle 2 (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) et dans la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) (loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010), passe par la préservation de l'espace agricole en fixant des limites définitives à l'urbanisation.

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

Carte 1 : Occupation du sol

Carte 2 et 2bis : Les exploitations

Carte 3 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Carte 4 : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants

Carte 5 : Les systèmes de production

Carte 5bis : Les exploitations transhumantes

Carte 6 et Carte 7 : Les bâtiments d'élevage

Carte 8 : Les cultures

Carte 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision

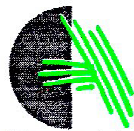
Carte 10 : Agriculture (îlots PAC) et zones urbanisables au POS actuel

Carte 11 : Cohérence de l'espace agricole sur le territoire communal et à l'échelle supra-communale

ANNEXES

ANNEXE N°1 :

**Nomenclature des établissements d'élevage
Règles de distance dans le cadre du Règlement Sanitaire
Départemental (RSD)
Règles de distances pour les Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement (ICPE) bovins, porcs et
volailles**



REGLEMENTATIONS « ENVIRONNEMENT ET RISQUES » APPLICABLES SELON LES ACTIVITES

TYPE D'ELEVAGE	Règlement sanitaire départemental	Installations classées	
		Déclaration	Autorisation
Ovins, caprins, équins	quel que soit l'effectif		
Vaches allaitantes (ou mixtes si moins de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 99 vaches	à partir de 100 vaches	
Vaches laitières (ou mixtes si plus de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 49 vaches	de 50 à 100 vaches	plus de 100 vaches
Bovins à l'engrais, veaux de boucherie	jusqu'à 49 animaux en présence simultanée	de 50 à 400 animaux en présence simultanée	plus de 400 animaux en présence simultanée
Volailles	jusqu'à 4999 animaux équivalents (2) en présence simultanée	de 5 000 à 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)	plus de 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)
Lapins	jusqu'à 2999 animaux sevrés en présence simultanée	de 3000 à 20 000 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 20 000 animaux sevrés en présence simultanée
Porcs en bâtiments	jusqu'à 49 animaux équivalents(1) en présence simultanée	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Porcs en plein air	pas mentionnés en tant que tels par le RSD, voir règles générales d'hygiène publique	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Sangliers		en stabulation ou en plein air dans un enclos de moins de 20ha	
Chiens	jusqu'à 9 animaux sevrés en présence simultanée	de 10 à 50 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 50 animaux sevrés en présence simultanée
Carnassiers à fourrure	jusqu'à 99 animaux en présence simultanée	de 100 à 2000 animaux en présence simultanée	plus de 2000 animaux en présence simultanée
Etablissements de présentation de faune sauvage (hors vente)			tous effectifs

Piscicultures d'eau douce	En dessous de 20 tonnes de capacité de production, relèvent de la police de l'eau, et de la nomenclature associée, et non des législations RSD ou ICPE	capacité de production supérieure à 20 tonnes/an
---------------------------	--	--

(1) équivalences porcs

porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie, animaux en élevage de multiplication ou sélection : 1

truies et verrats : 3

porcelets sevrés de moins de 30 kg : 0,2

(2) équivalences volailles et gibier à plumes

caille : 0,125

pigeon, perdrix : 0,25

coquelet : 0,75

poulet léger : 0,85

poule, poulet standard, poulet label, poulet biologique, poulette, poule pondeuse, poule reproductrice, faisan, pintade, canard colvert : 1

poulet lourd : 1,15

canard à rôti, canard prêt à gaver, canard reproducteur : 2

dinde légère : 2,20

dinde médium, dinde reproductrice, oie : 3

dinde lourde : 3,50

palmipèdes gras en gavage : 7

REGLES DE DISTANCES DANS LE CADRE DU REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL DES HAUTES PYRENEES

Le RSD date de 1980, les arrêtés préfectoraux transcrivant les textes ultérieurs (1983-1984) n'ont jamais été pris dans le département.

Distances d'implantation des bâtiments et installations**locaux hébergeant des animaux**distances aux habitations

porcs sur lisier 100m

distances aux cours d'eau et points d'eau

pas de distances, sauf vis-à-vis des captages

autres installationsstockages de déjections

35m des puits ; éloignement des habitations de 35m pour les fumières non étanches, 5m pour les autres

Distances pour l'épandage

Distances aux habitations

Aucune règle, sauf pour les purins (à épandre « loin des habitations »), et pour les lisiers de porcs, pour lesquels la distance de base est de 200m.

Distances aux cours d'eau

35 mètres pour le lisier de porcs, aucune règle pour le reste

Attention, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles du RSD : voir zones vulnérables, conditionnalité PAC (bandes enherbées)...

REGLES DE DISTANCES POUR LES ICPE BOVINS, PORCS ET VOLAILLES

Textes en vigueur depuis 2005.

Distances d'implantation des bâtiments et installations

Distance minimum entre l'installation d'élevage et les habitations et locaux occupés par des tiers, les zones urbanisées des documents d'urbanisme

Règle de base 100m.

Possibilités de dérogation par arrêté préfectoral dans certaines situations et pour certains ouvrages (notamment en cas d'extension ou de regroupement d'installations existantes, ou en zone montagne...)

Distance minimum aux cours d'eau et points d'eau (hors captages)

Règle de base 35m (pas de dérogations)

(200m des baignades, 500m des piscicultures)

Distances pour l'épandage

Distance aux habitations

Distance de base 50m (possibilité de réduction à 10m pour le compost, à 15m pour les liquides faisant l'objet d'un enfouissement immédiat)

Distance aux cours d'eau

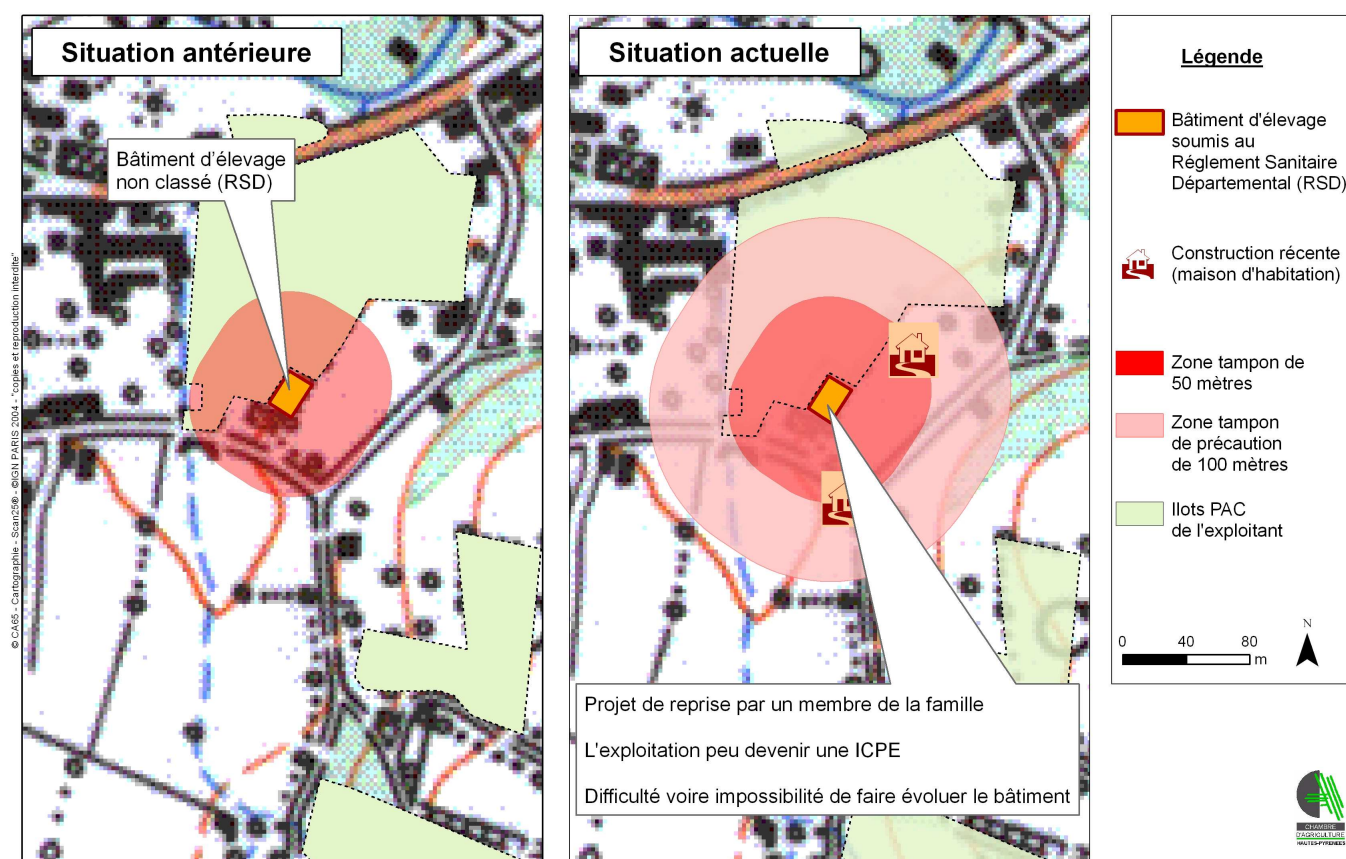
Distance de base 35m (réduction à 10 mètres si bande enherbée ou boisée permanente et ne recevant aucun intrant)

Attention, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles des ICPE: voir zones vulnérables...

ANNEXE N°2 :

Rapprochement du voisinage Protection des sites d'exploitation (bâtiments d'élevage)

A titre d'exemple



Précisions de termes et expressions employés

PAC : Politique Agricole Commune

Politique commune de l'Union Européenne mise en place en 1962 dont les objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture, d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, de stabiliser les marchés, de garantir la sécurité des approvisionnements, d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs, de respecter l'environnement et de favoriser le développement rural.

RGA : Recensement Général Agricole

Réalisé tous les 10 ans, il vise à déterminer les caractéristiques sociales et techniques de la profession agricole.

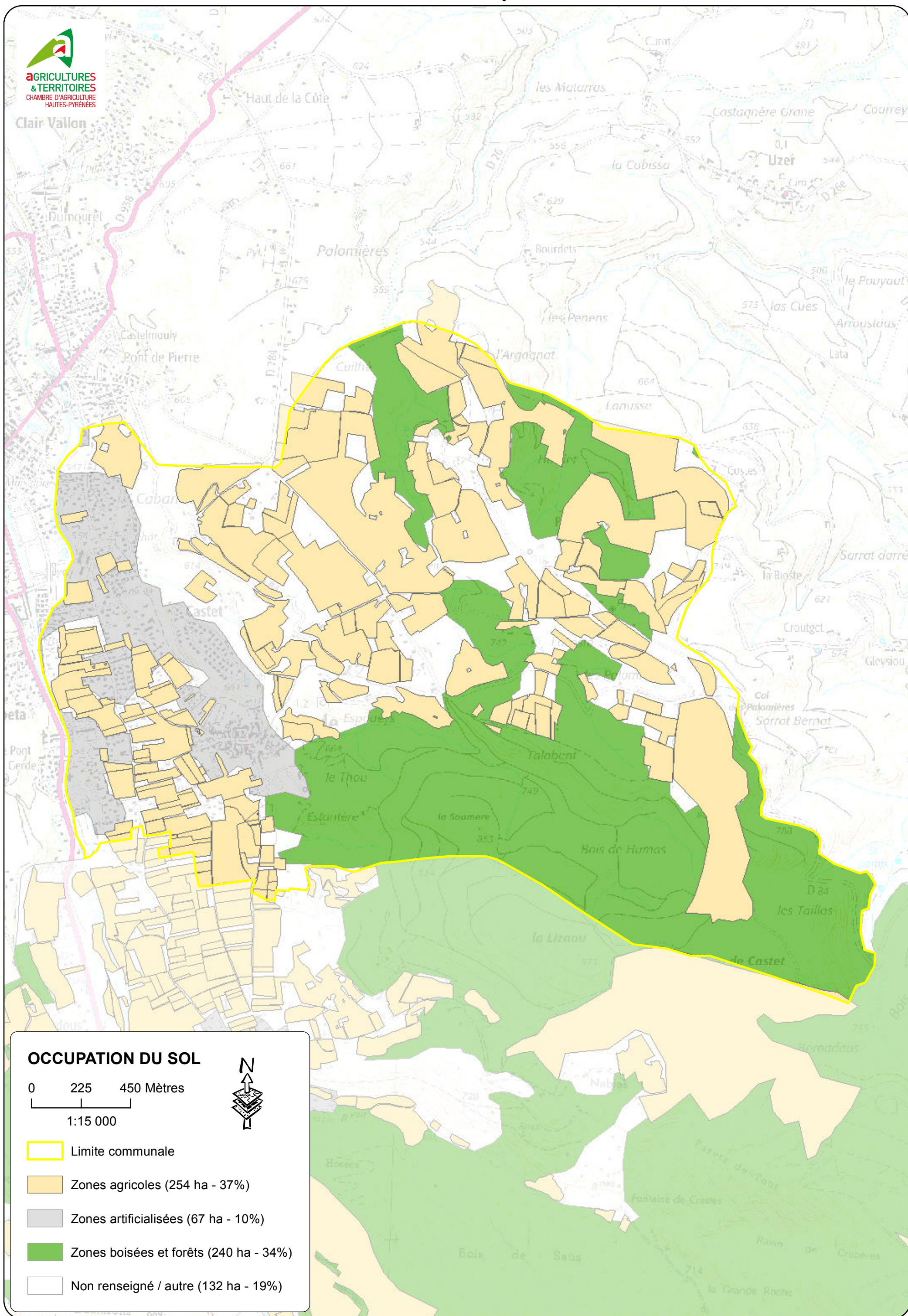
RSD : Règlement Sanitaire Départemental

Dispositions applicables aux activités agricoles dont l'objectif principal est la protection du voisinage de ces activités ainsi que de la ressource en eau.

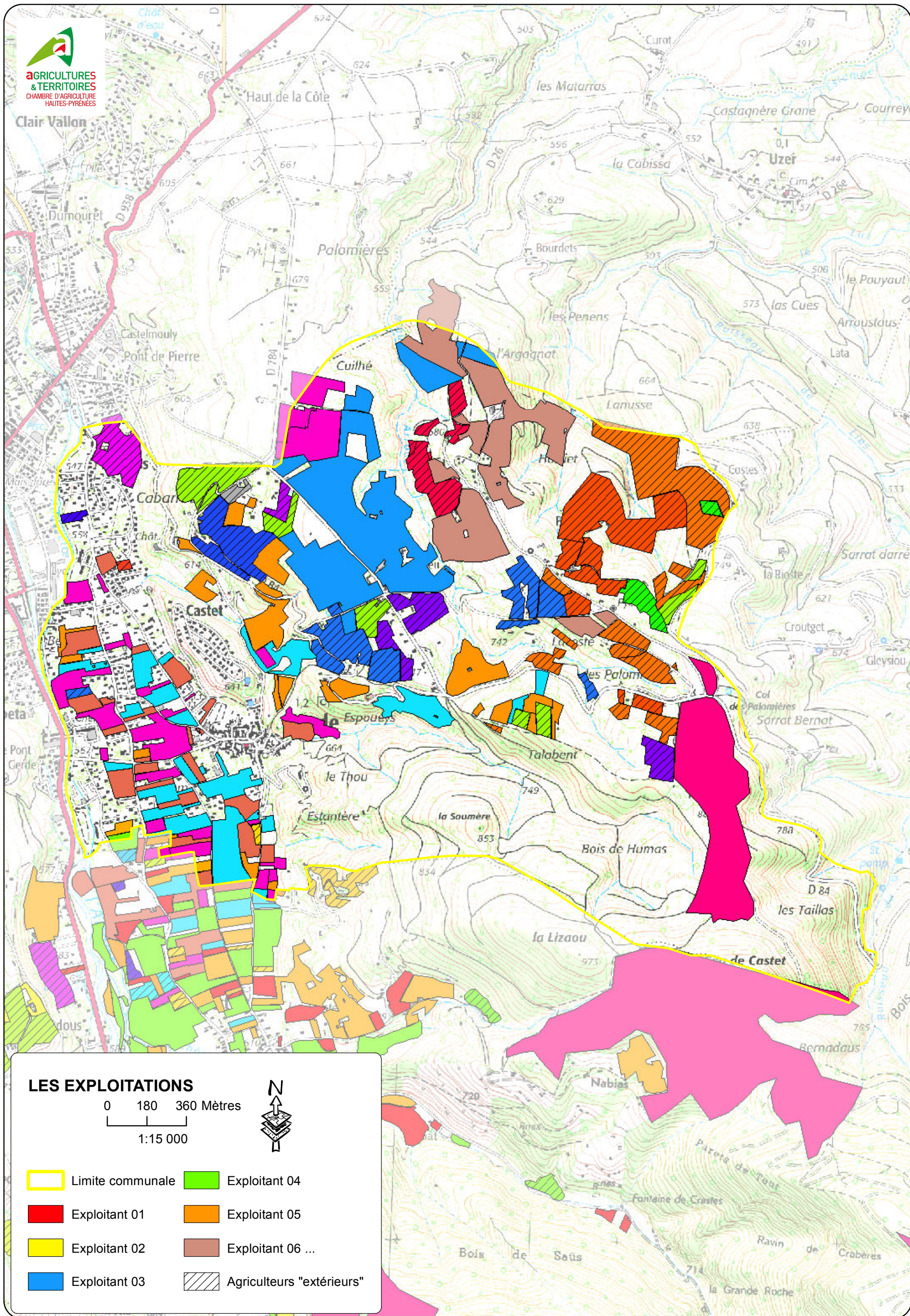
SAU : Surface Agricole Utile

Ensemble des terres potentiellement utilisables par l'agriculteur comprenant les terres labourables, y compris les jachères, les surfaces consacrées aux cultures maraîchères et florales, les prairies permanentes et les surfaces en pépinières, plantations et cultures pérennes (hors bois et forêt).

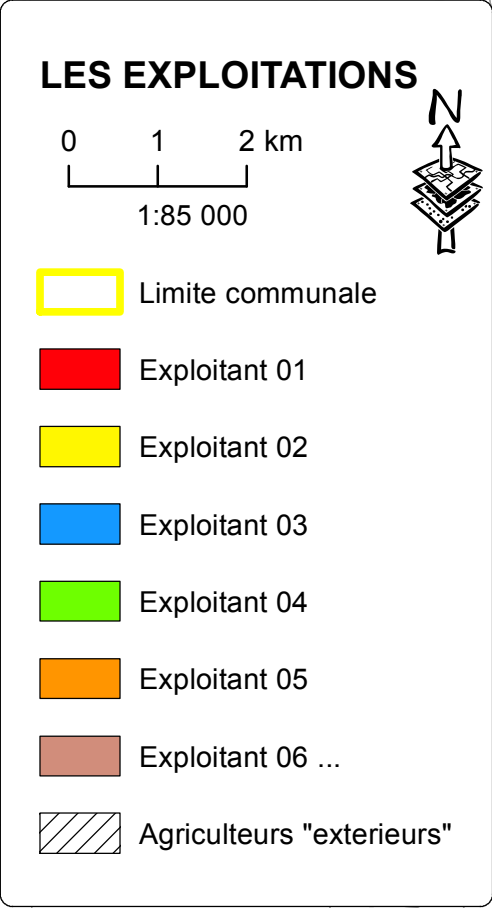
Carte 1 - Gerde : Occupation du sol



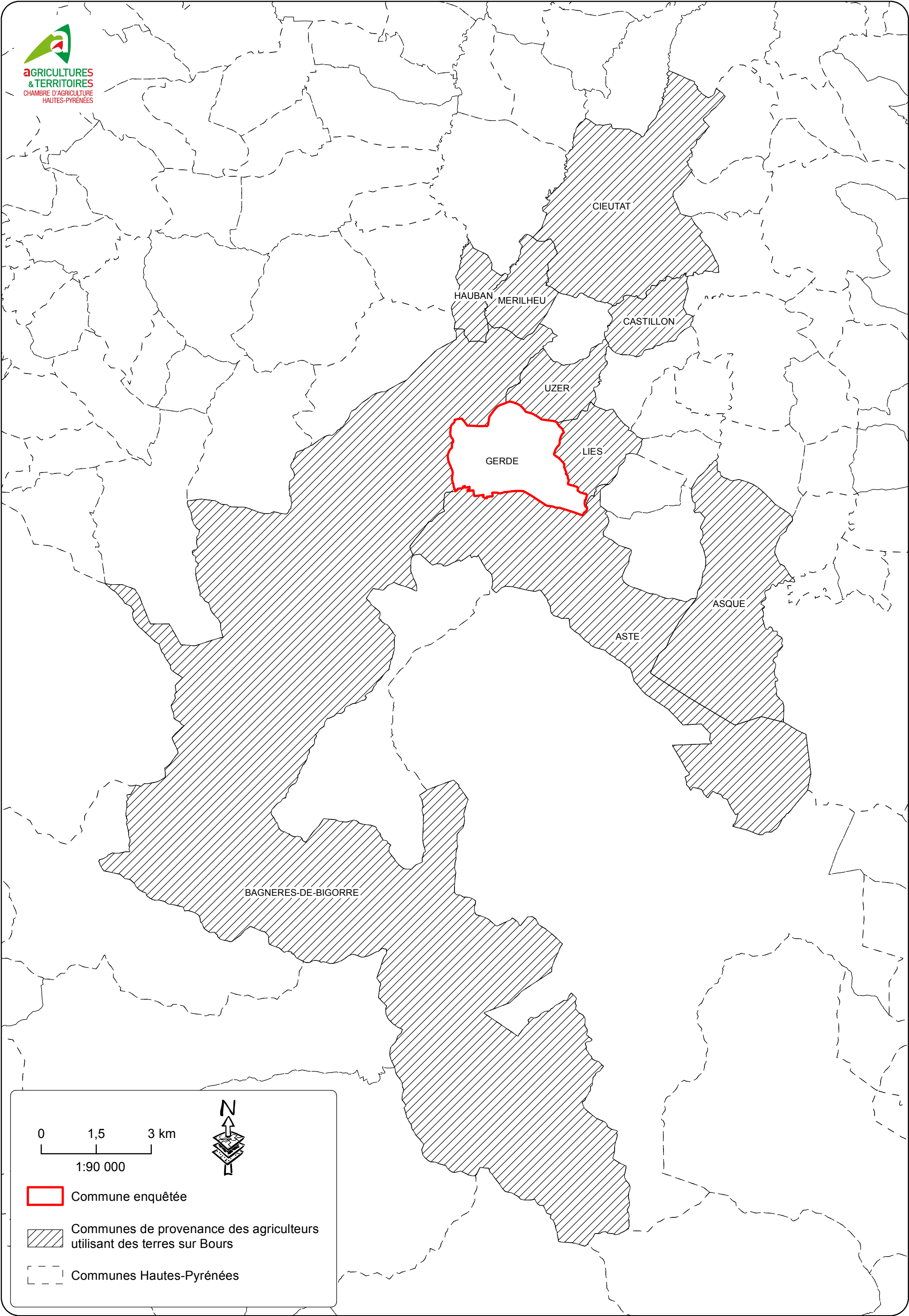
Carte 2 - Gerde : Les exploitations



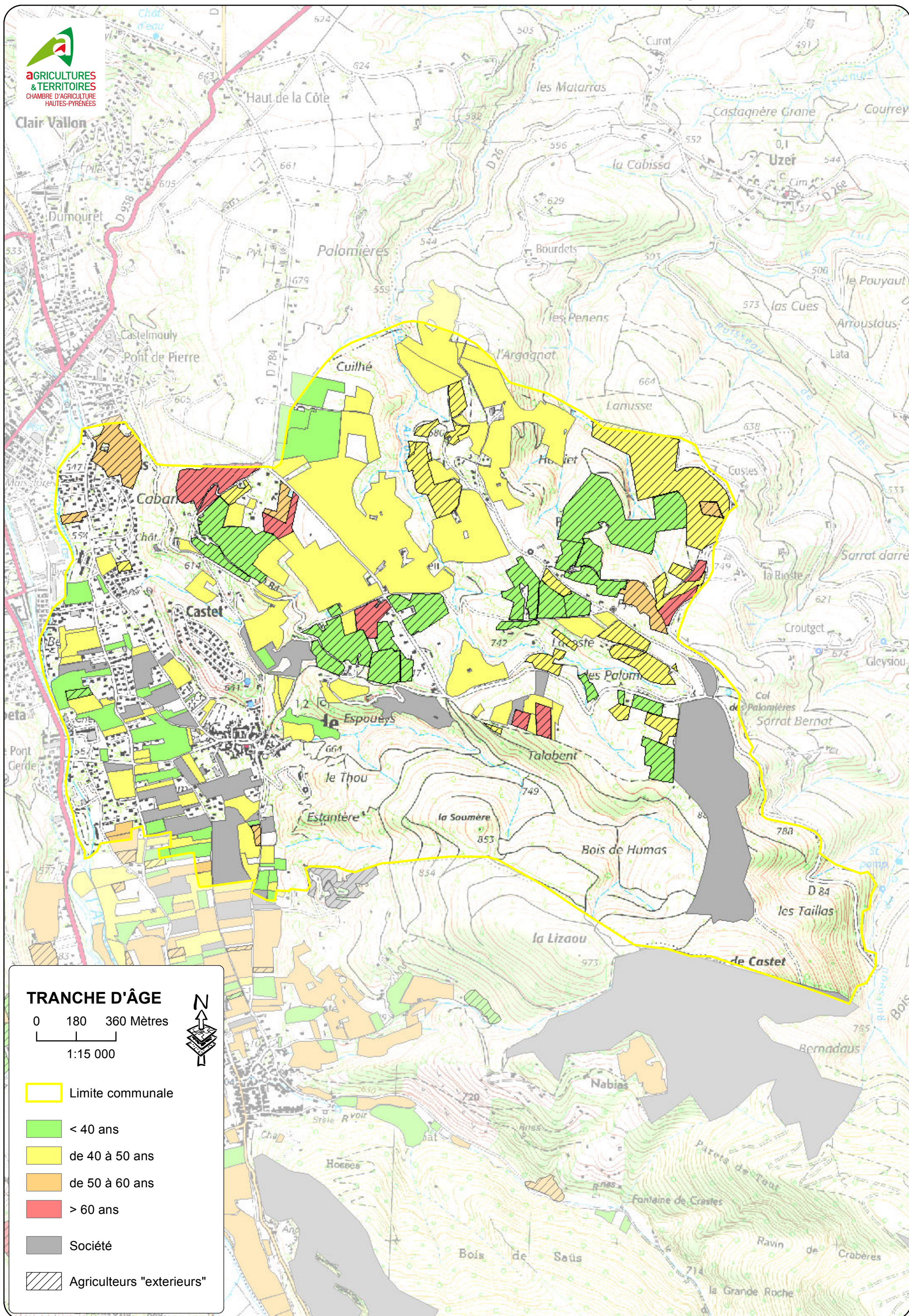
Carte 2bis - Gerde : Les exploitations



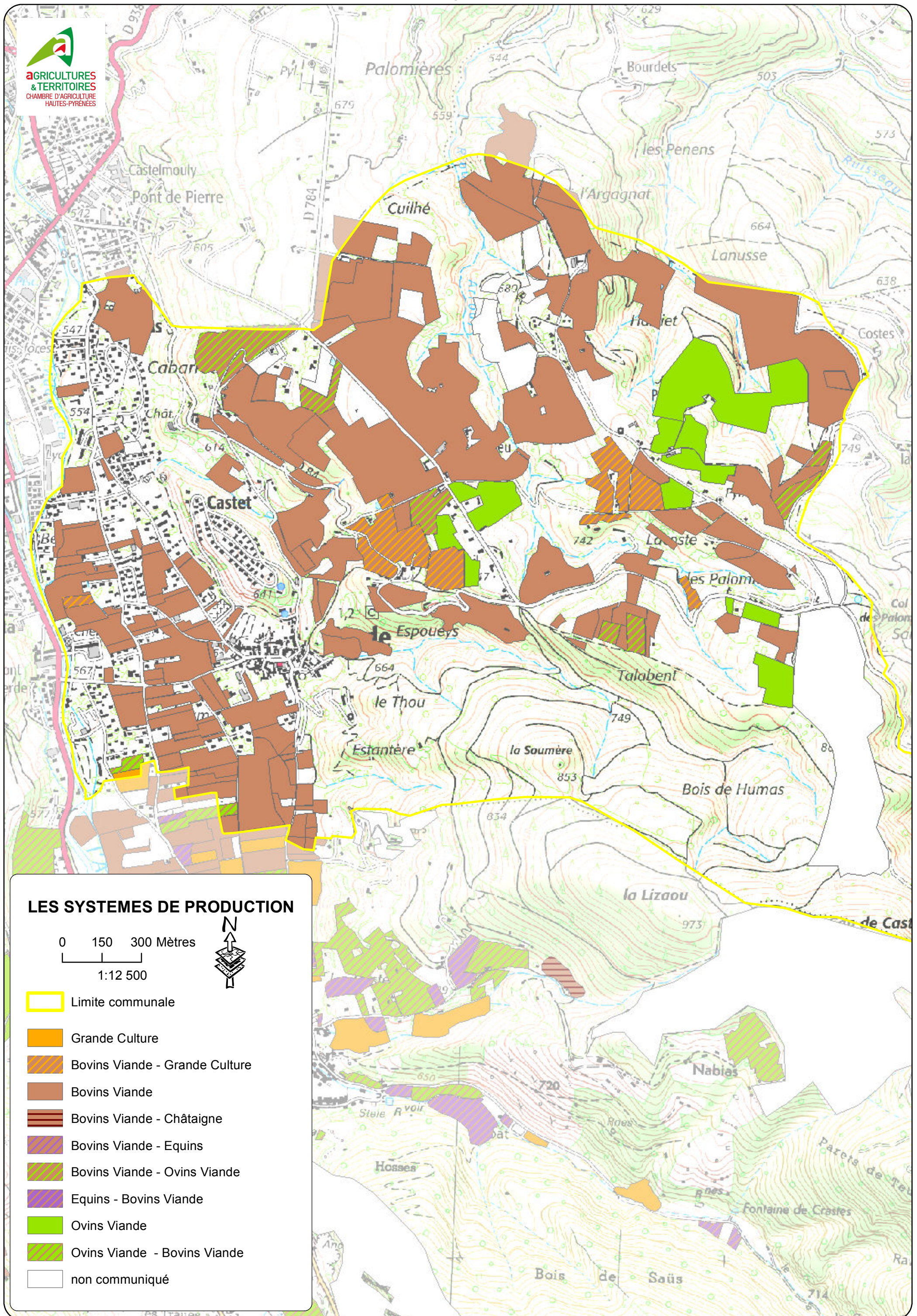
Carte 3 - Gerde : Communes de provenance des agriculteurs "extérieurs"



Carte 4 - Gerde : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants



Carte 5 - Gerde : Les systèmes de production



LES SYSTEMES DE PRODUCTION

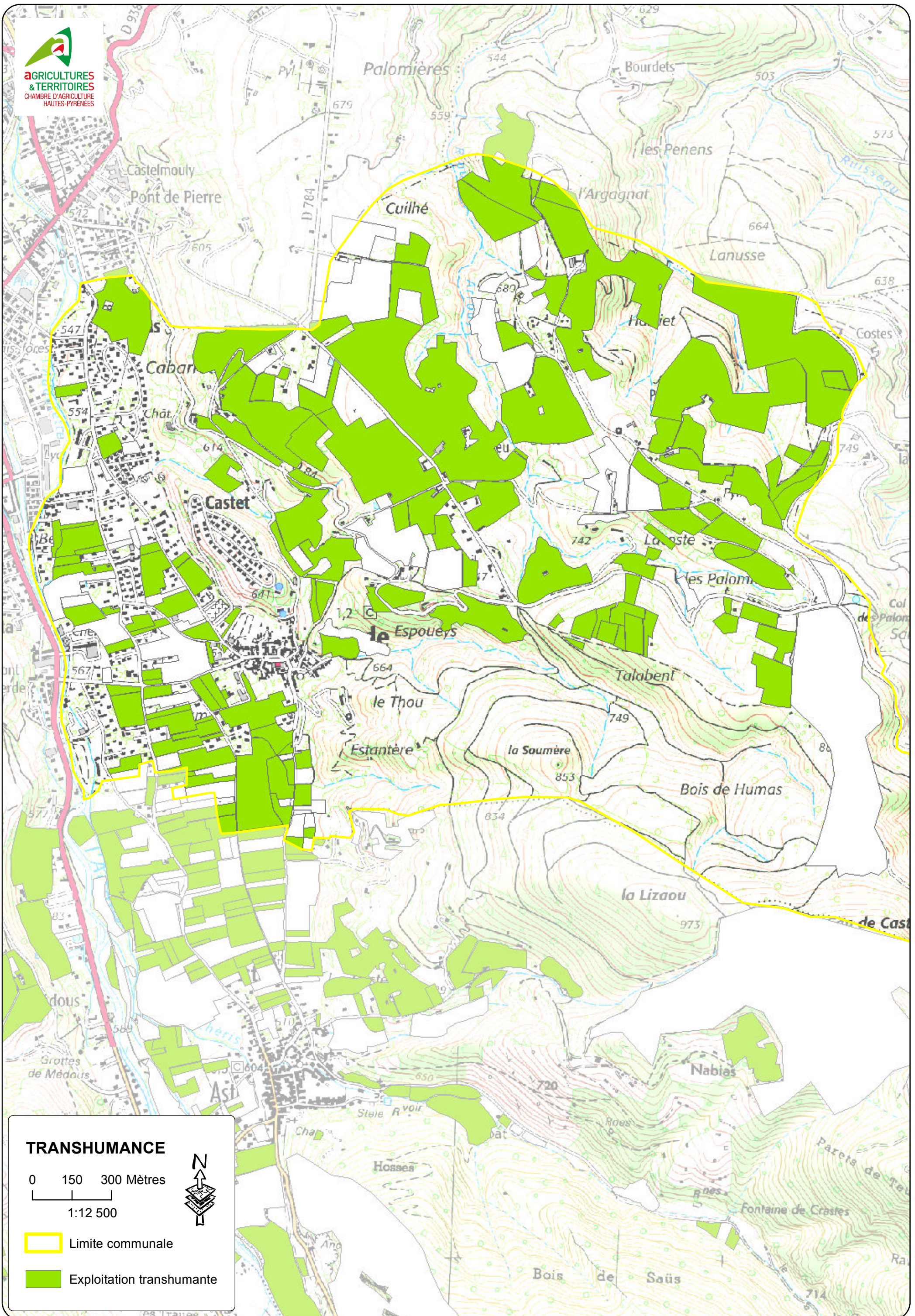
0 150 300 Mètres

1:12 500

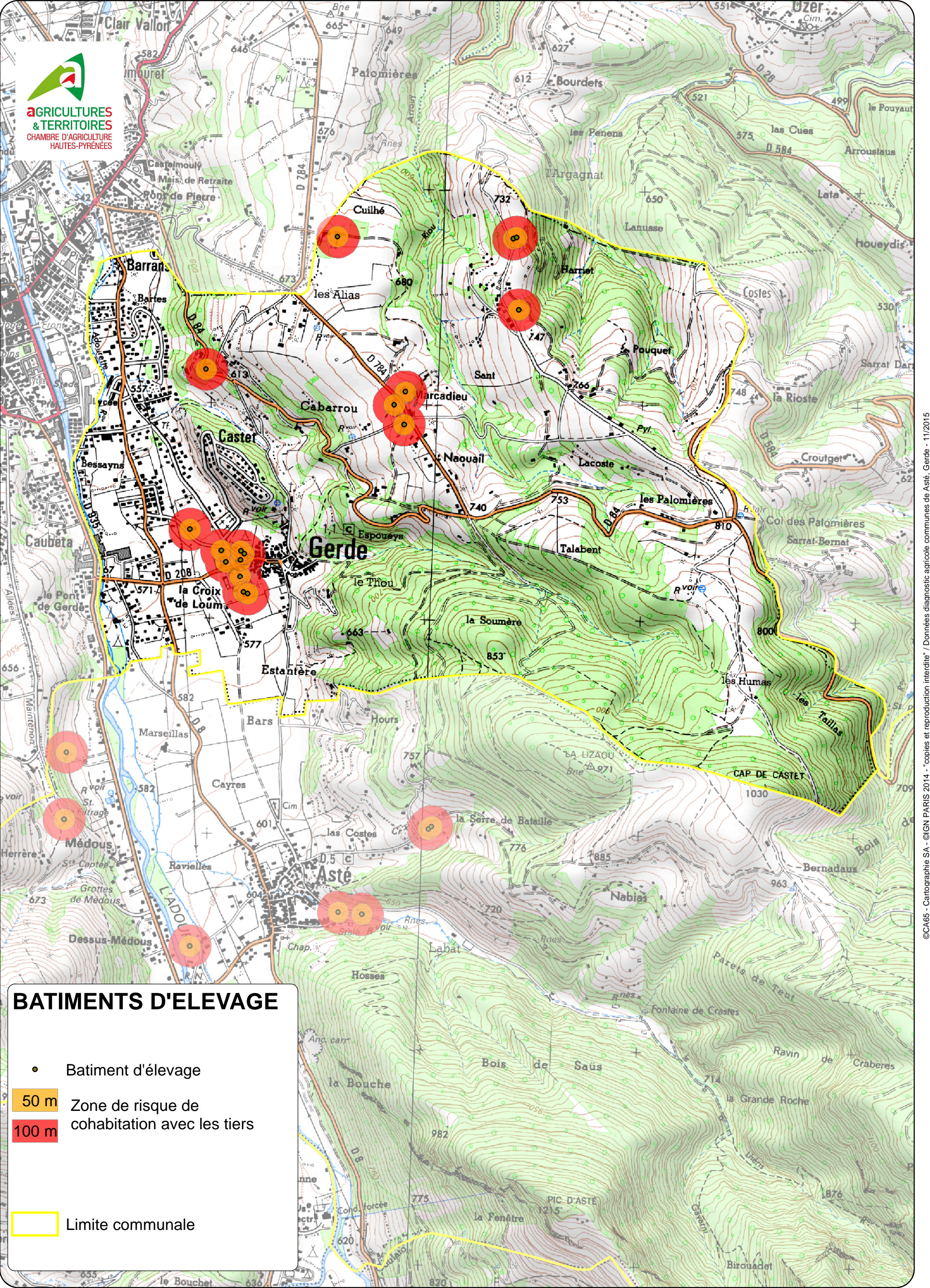


- Limite communale
- Grande Culture
- Bovins Viande - Grande Culture
- Bovins Viande
- Bovins Viande - Châtaigne
- Bovins Viande - Equins
- Bovins Viande - Ovins Viande
- Equins - Bovins Viande
- Ovins Viande
- Ovins Viande - Bovins Viande
- non communiqué

Carte 5bis - Gerde : Transhumance



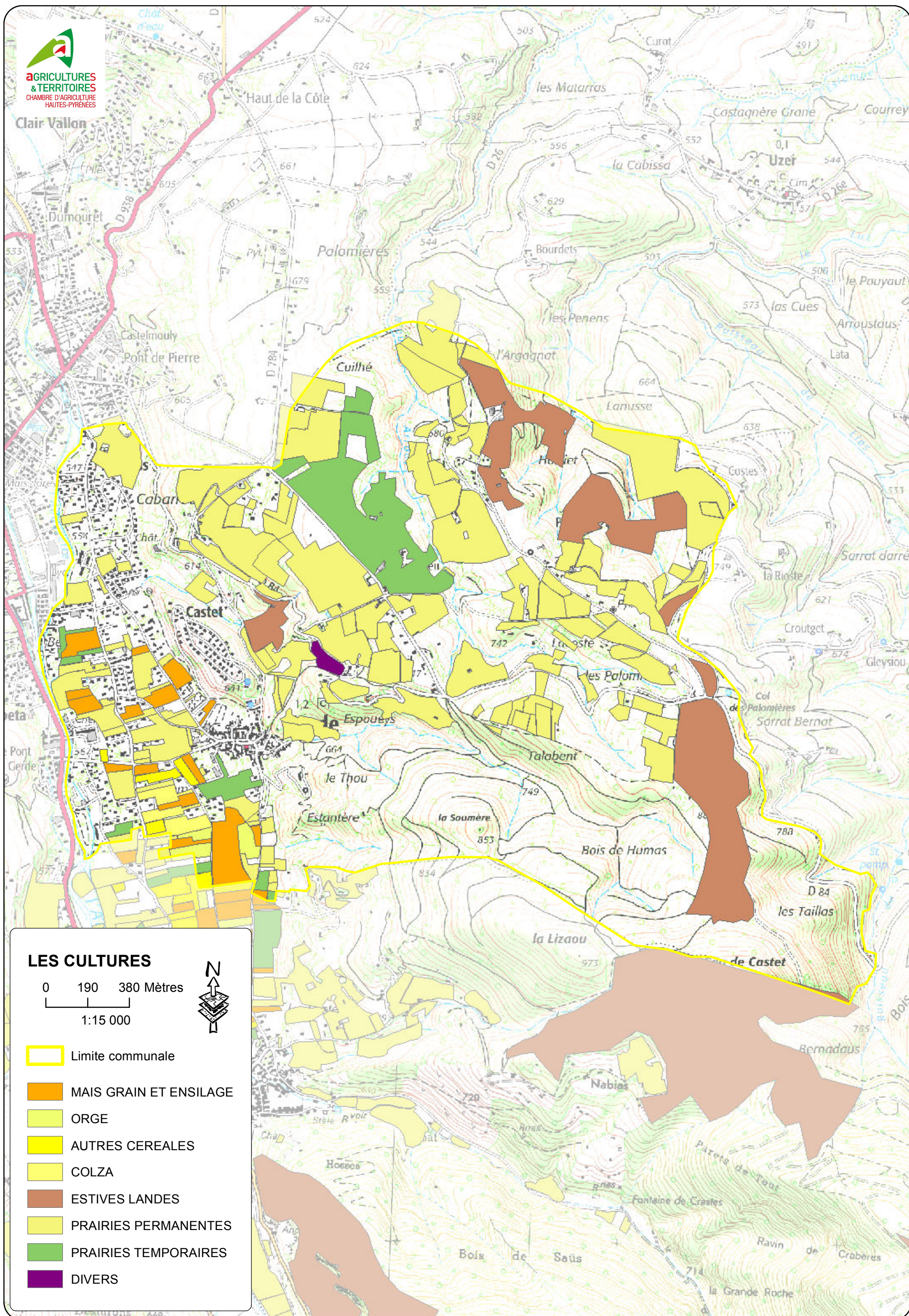
Carte 6 et 7 - Les batiments d'élevage



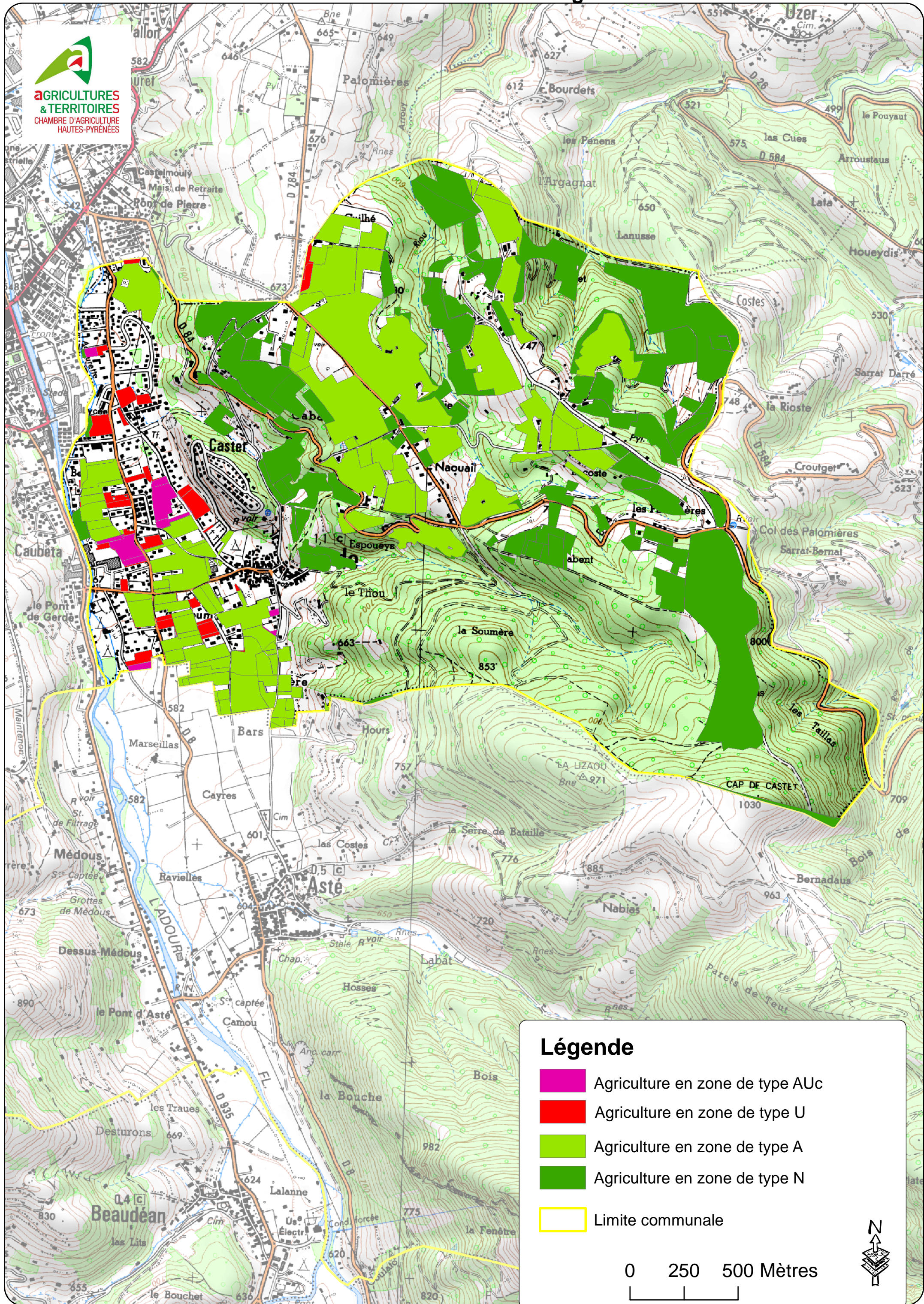
BATIMENTS D'ELEVAGE

- Batiment d'élevage
- 50 m Zone de risque de cohabitation avec les tiers
- 100 m
- Limite communale

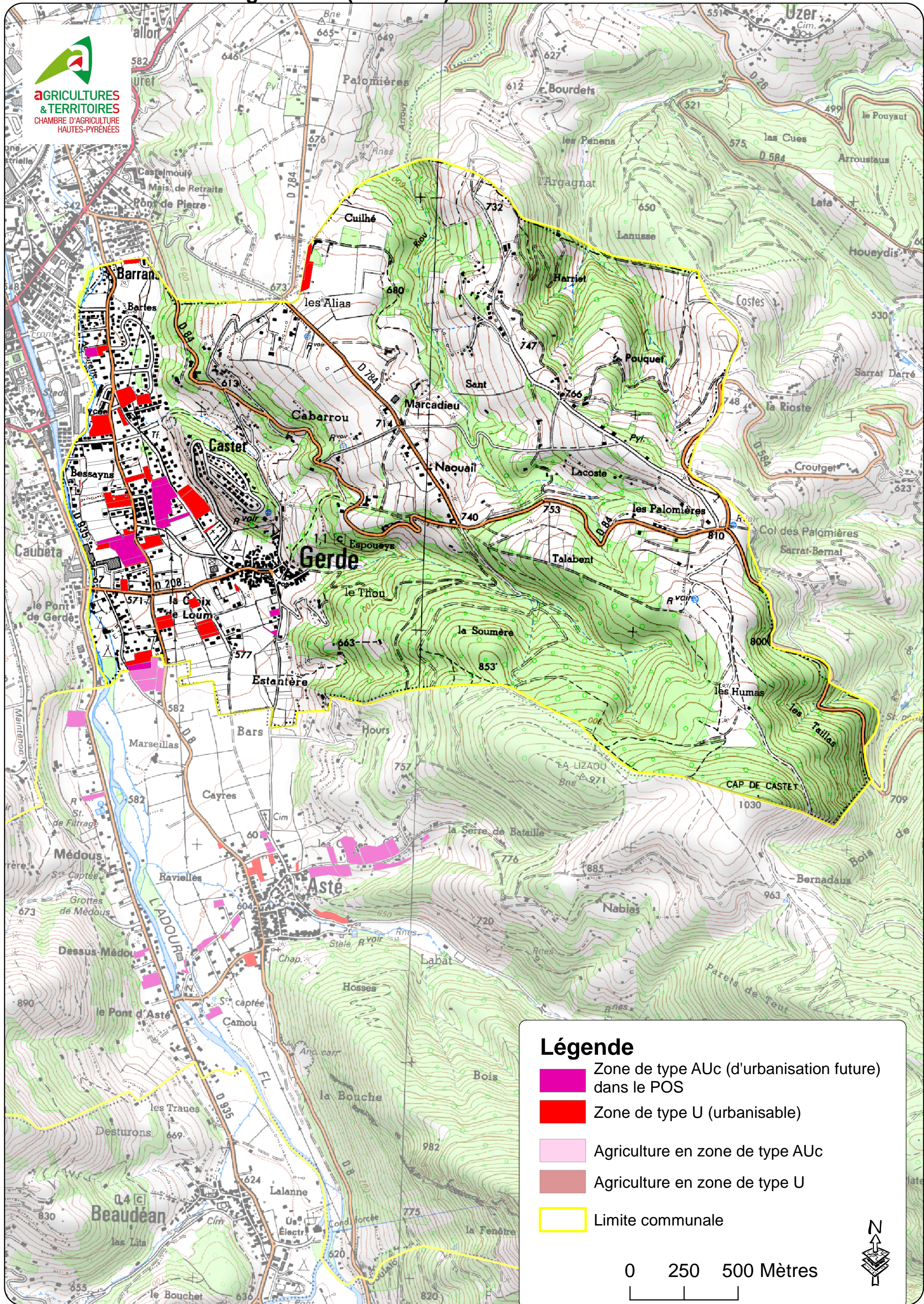
Carte 8 - Gerde : Les cultures



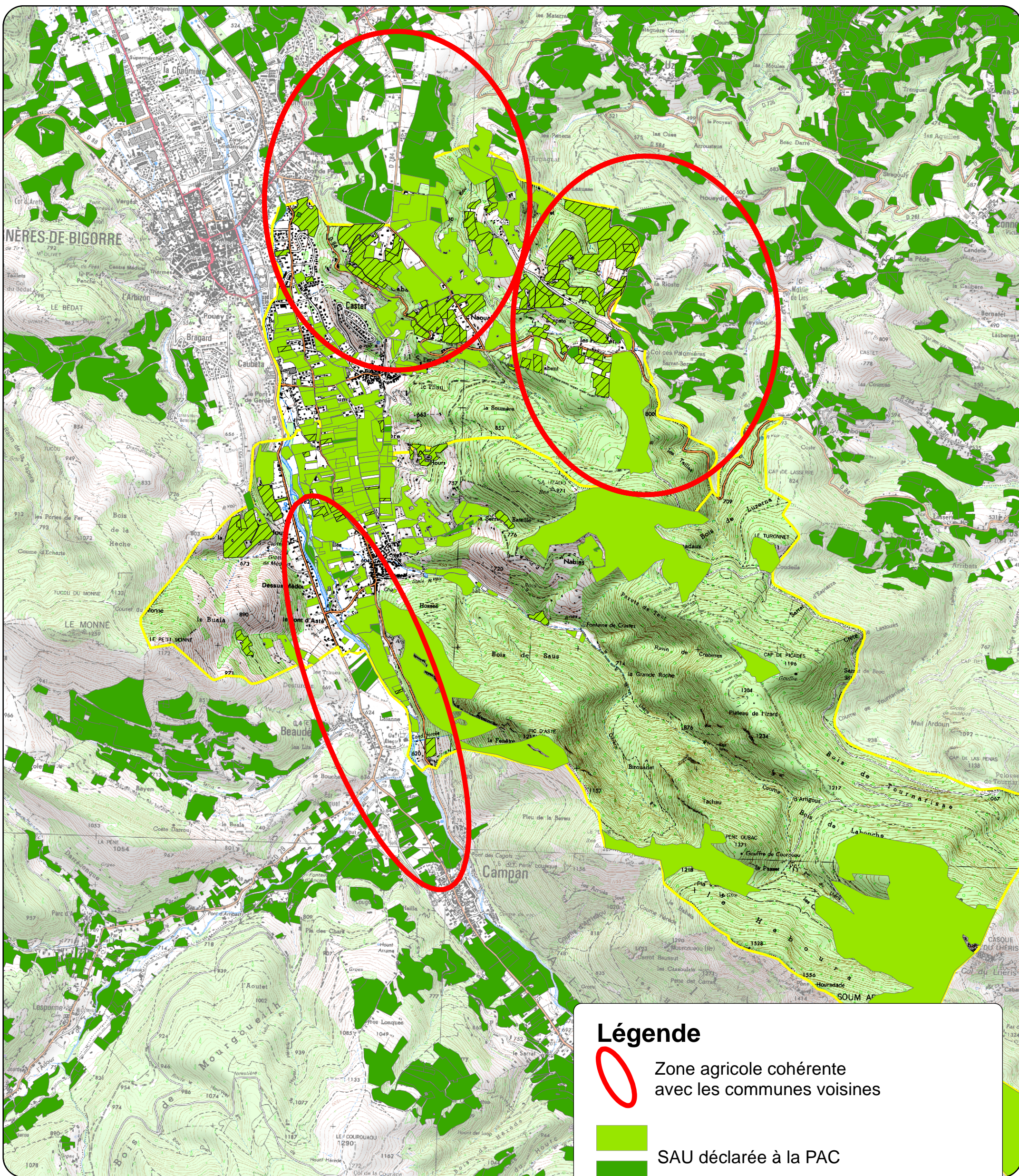
Carte 9 - Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision




Carte 10 - Agriculture (îlots PAC) et zones urbanisables aux POS actuels




Carte 11- Cohérence de l'espace agricole à l'échelle du territoire et supra-territoriale



Légende

 Zone agricole cohérente
 avec les communes voisines

 SAU déclarée à la PAC

 Agriculteurs "extérieurs"

 Limite communale
 0 450 900 Mètres

